

34-C-413

LA CRISE DU CAPITALISME
ET
LE PROBLÈME DE L'ÉCONOMIE DIRIGÉE

041 11

B. V. DAMALAS

OUVRAGES DE L'AUTEUR, CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

Essai sur l'évolution du commerce international,
un volume grand in-8°, 462 + X pages, 1940.

L'Œuvre scientifique de François Simiand,
un volume grand in-8°, 276 + XI pages, 1943.

EN PRÉPARATION :

Monnaie et Conjoncture.

Vol. I. — La monnaie et les théories monétaires.

Vol. II. — Le rôle de la monnaie dans la production.

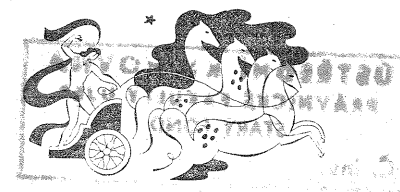
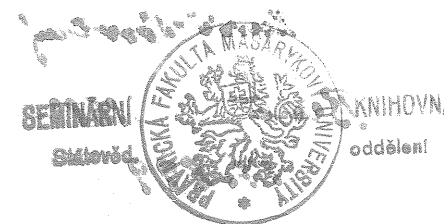
LA CRISE DU CAPITALISME

ET

LE PROBLÈME DE L'ÉCONOMIE DIRIGÉE

« Vous brûlez, vous jetez, vous dénaturez quantité d'excellents produits de la terre, cependant que des millions d'êtres, ça et là, sont en peine de leur nécessaire. »

PAUL VALÉRY.



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

1946

0035874

ÚSTŘEDNÍ KNIHOVNA
PRÁVNICKÉ FAKULTY UJEP
STARÝ FOND
C. inv.: 021208

A LA MÉMOIRE
DE MON REGRETTÉ MAÎTRE
MAURICE HALBWACHS

Professeur au Collège de France

mort pour la France

au camp de concentration de Buchenwald

VYŘAZENO

Koupi od *Berri - Houtny*
Darem od _____
v *Baru* za Kčs *160*
Inv. čís.: *17. 110*
Sign: _____

INTRODUCTION.

Depuis plusieurs années, et notamment depuis la grande dépression économique déclenchée en 1929, la crise du capitalisme est considérée comme un fait incontestable par tous les hommes de bonne foi. En effet, la gravité de la crise économique et la persistance d'un chômage, à travers le monde, de plusieurs millions de travailleurs, chômage très inquiétant qui n'a reculé que par suite de la course aux armements et du conflit armé de 1939, sont une preuve évidente que nous nous trouvons en face d'une crise de structure du régime capitaliste.

Pour celui qui désire regarder la réalité en face, et dire la vérité sans crainte et sans passion, un régime qui oblige les producteurs de brûler et de détruire quantité d'excellents produits, dans l'espoir illusoire d'assainir le marché, pendant « que des millions d'êtres, ça et là sont en peine de leur nécessaire » est devenu, sans conteste, un régime absurde.

Devant cette situation les regards se tournent spontanément vers le système de l'économie dirigée. Au dirigisme économique on demande de mettre fin à l'anarchie de la production, de rendre l'activité économique rationnelle et de permettre aux hommes de satisfaire mieux leurs besoins, puisque le vieux système des automatismes économiques ne peut plus fonctionner. Cependant, presque tous les spécialistes sont d'accord pour admettre que les déboires du dirigisme ne sont plus à démontrer. Mais il s'agit d'une matière tellement vaste, d'un problème si difficile que les économistes sont loin d'être d'accord même sur le terme : *économie dirigée*.

Le terme général d'économie dirigée englobe le système de planification totale de l'économie soviétique et toutes les tentatives d'interventions économiques, telles que les expériences fascistes, l'expérience des Etats-Unis, etc. En présence de ces multiples expériences, non seulement le commun des mortels, mais aussi les spécialistes se trouvent un peu embarrassés. Pourtant l'humanité doit trouver une solution. On ne peut pas compter sur le mécanisme des automatismes économiques, puisque l'expérience démon-

tre d'une façon pertinente que ce système conduit inévitablement à la surproduction économique, maladie extrêmement grave. C'est un facteur qui exaspère les préjugés nationalistes et conduit inévitablement aux crises politiques et aux conflits sanglants.

La guerre de 1914-1918 et celle qui vient de se terminer nous obligent à examiner sérieusement ce problème. Ce n'est pas qu'il faille expliquer la guerre par une cause unique, le *facteur économique*, mais il ne faut pas méconnaître que le facteur économique, la recherche continuelle des débouchés tient une place très grande dans les crises politiques. C'est cette poussée incessante vers l'expansion économique qui provoque les frictions et les conflits armés.

Le problème est donc extrêmement grave et les économistes ont le devoir impérieux de donner une explication et une solution satisfaisantes à tous ces problèmes. Il faut donner une explication à la crise du capitalisme et démontrer ensuite dans quelles conditions on peut parvenir à une économie dirigée. Le présent travail a comme but de répondre à cette question. Toutefois nous ne pouvons pas prétendre que l'étude soit complète et que le sujet soit épuisé. Mais ce travail a une origine dont il faut dire quelques mots.

Nos recherches économiques ont commencé par le problème du commerce international. Nous avons fait des études laborieuses et très patientes sur le problème des échanges internationaux, dont l'aboutissement fut la publication en 1940 de notre ouvrage sur le commerce international. La conclusion que nous avons tirée de l'étude de ce problème laisse voir clairement que le système capitaliste implique nécessairement la crise économique et que c'est cette situation qui explique la poussée constante vers l'expansion économique. L'étude a démontré que le capitalisme, pour évoluer favorablement demande une expansion continuelle, de la même manière qu'une bicyclette ne se trouve en équilibre que dans une avance continuelle.

Mais si l'expansion du capitalisme est une condition *sine qua non* pour que l'économie se trouve en équilibre, cette expansion ne peut plus se réaliser par des accidents historiques. Le monde qui autrefois donnait l'impression d'être infini s'avère devant nous comme un monde fini. Il n'y a plus de continents à coloniser et de marchés à conquérir. Devant cette situation, dans notre ouvrage précité, nous avons parlé d'une expansion artificielle, d'une expansion provoquée par l'action de l'homme sans attendre certains accidents historiques, comme la découverte des mines d'or, par exemple.

Cependant cette conception demandait à être mieux précisée et insérée dans une théorie d'ensemble. Dans ce sens, nous avons continué nos travaux et en dehors d'un travail sur l'œuvre scientifique de notre regretté Maître FRANÇOIS SIMIAND nous avons entrepris la rédaction d'un ouvrage, en deux volumes, dont le titre sera : *Monnaie et Conjoncture*. Mais chemin faisant nous nous sommes rendu compte que ce travail est très technique et qu'il est destiné aux spécialistes. Pourtant l'économie politique est une discipline qui intéresse tout le monde. Il arrive même que des économistes amateurs se chargent de la populariser, ce qui aboutit à la confusion et à la propagation de l'erreur.

C'est donc dans l'intention d'atteindre un public plus large et pour donner satisfaction au désir de certains de nos amis qui nous ont fait observer qu'il faut écrire aussi pour un public plus vaste que nous avons entrepris la rédaction du présent travail. Il faut donc le présenter au lecteur en faisant un bilan de ses avantages et de ses défauts.

Nous avons voulu dans ce travail poser le problème dans son ensemble, comme le titre de l'ouvrage l'indique. Ainsi, il a fallu faire des développements qui ne sont pas nécessaires pour les spécialistes. Ces derniers, ceux qui possèdent une culture économique très vaste peuvent sauter certains chapitres sans dommage. Par contre, d'autres chapitres forment des développements basés sur des analyses personnelles et sur une théorie qui est la base de notre système. Nous croyons que nous avons suffisamment démontré par une théorie, élaborée avec soin, par un calcul économique précis comment fonctionne le mécanisme économique du système capitaliste. Si cette théorie est — comme nous le croyons jusqu'à preuve du contraire — correcte, notre conclusion aussi se justifie pleinement. On trouvera cette conclusion tout au long et à la fin de l'ouvrage, mais pour faciliter la tâche du lecteur nous pouvons dire en deux mots notre position : Le capitalisme est un système qui devient de plus en plus absurde. Il ne peut pas se trouver en équilibre sans une expansion continuelle. Devant cette situation deux solutions sont possibles : 1) La planification totale. 2) Une planification partielle basée sur une collaboration internationale très étroite. Telle est notre conclusion étayée sur une analyse et une argumentation que nous croyons suffisantes.

Si telle est notre confession envers le spécialiste, pour le lecteur qui n'a pas une culture économique très vaste, nous avons beaucoup de scrupules. Malgré notre effort d'être aussi clair que possible, ce qui peut-être fort souvent nous a conduit à des redites

et des répétitions, il se peut que certains passages de notre ouvrage restent obscurs et incompréhensibles. Dans ce cas nous ne voyons qu'une solution : commencer par le commencement, comme dirait Monsieur de la Palisse. En effet, malgré l'impression générale que les faits économiques sont très simples et que la science économique est à la portée de tout le monde, il s'agit d'une discipline qui est extrêmement difficile. Celui qui désire comprendre la science économique doit faire un travail systématique. Il doit d'abord apprendre les principes élémentaires, en étudiant bien un cours d'économie politique, ainsi qu'un ouvrage d'histoire des doctrines économiques. Ce n'est que par la suite qu'il peut aborder avec profit des ouvrages d'un caractère spécial. Il est impossible dans un ouvrage spécial d'expliquer toute la matière de l'économie politique. Forcément l'auteur procède par simple allusion, en considérant que certaines théories sont connues par son lecteur.

Le présent travail est divisé en deux parties. Dans la première partie nous avons examiné successivement les phénomènes les plus importants du système capitaliste. Dans la deuxième partie nous nous sommes mis à la recherche d'une solution. Tout au long de ce travail nous avons présenté nos conceptions avec beaucoup de franchise. Nous n'avons pas manqué de critiquer ce que nous croyons en pleine bonne foi comme les erreurs des différents économistes. Mais notre travail aussi en tant qu'une œuvre humaine ne saurait être exempt d'erreurs. Aux critiques de nous souligner les parties faibles de nos théories et les vices de notre raisonnement. Dans le domaine scientifique la critique est nécessaire. Sans l'épreuve du « feu », sans les analyses critiques on ne peut pas se rendre compte si une théorie est valable et si une explication est satisfaisante. Dans ce sens, nous croyons que ceux qui nous feront l'honneur de lire cet ouvrage nous rendront un service énorme en nous signalant ses défauts et en attirant notre attention sur les erreurs et les parties qui laissent à désirer.

PREMIÈRE PARTIE

LA CRISE DU CAPITALISME

CHAPITRE PREMIER.

LES PRINCIPES DU SYSTÈME CAPITALISTE.

§ 1. — L'INTÉRÊT PRIVÉ.

On remarque très souvent que le système capitaliste se caractérise par l'existence de l'intérêt privé. Car l'intérêt privé est le grand stimulant de notre économie et toute l'activité est basée sur le profit.

La conception de l'existence d'un intérêt privé s'oppose à un système étatique ou à un système socialiste. Les économistes libéraux ont insisté longuement sur l'importance de l'intérêt privé comme facteur de développement de la production. Les critiques adressées aux systèmes non individualistes par les libéraux sont bien connues. Les arguments sont tirés fréquemment du fonctionnement défectueux des services publics. On observe que lorsqu'une activité économique se transforme en service public, le stimulant de l'intérêt privé qui encourage l'initiative personnelle faisant défaut, la productivité et le rendement sont en baisse.

Cette constatation fournit un argument très fort contre tout système d'étatisation et de socialisation. On craint que la production ne subisse une diminution très forte. Il est vrai que l'on peut observer que dans l'administration l'intérêt privé n'est pas totalement absent. L'administration tient compte des capacités à travers le système de l'avancement. Cependant la rémunération dans l'administration publique reste toujours fixe et elle n'a pas la proportionnalité du rendement comme c'est le cas d'une entreprise privée. Mais dans cette dernière aussi la rémunération proportionnelle, la rémunération en fonction du rendement de l'entreprise s'applique à l'entrepreneur et non à tout le personnel. Pour celui qui travaille pour son propre compte, pour celui qui est propriétaire des moyens de production l'accroissement de la production, le développement des affaires se traduisent par une augmentation du profit. Ainsi s'explique l'effort de l'entrepreneur d'améliorer son entre-

prise et d'accroître son profit grâce au développement du volume des affaires.

Cependant, sans vouloir examiner à fond ce problème, on peut admettre qu'en principe l'entreprise privée semble plus propice pour le développement de la productivité. Mais si on marque un point en faveur de l'entreprise privée, il ne faut pas conclure que tous les arguments des économistes libéraux sont valables. L'intérêt privé, ce grand stimulant existe pour celui qui est le propriétaire de l'entreprise. Mais quelle est la situation du personnel ? Dans quelles conditions travaillent les ouvriers et les employés dans les grandes entreprises modernes ? En effet, comme on le sait, les grandes entreprises modernes, constituées en sociétés anonymes se rapprochent beaucoup de l'organisation et du fonctionnement de l'administration publique. Il va sans dire que les deux systèmes de production diffèrent sur beaucoup de points et notamment en ce qui concerne la direction, mais sur les échelons inférieurs le rapprochement est valable et légitime. Dans les grandes sociétés anonymes, il se peut que les décisions soient plus faciles à prendre que dans une administration publique, mais la presque totalité du personnel travaille dans les mêmes conditions que les fonctionnaires des administrations publiques.

L'établissement, toutefois, d'un bilan exact entre les deux modes d'activité économique : entreprise privée et administration publique ou un système socialiste, ne peut se faire qu'en tenant compte de tous les avantages et les inconvénients de chaque système. Il faut donc, finalement, mettre à l'actif du capitalisme une tendance vers une productivité supérieure, une tendance vers un accroissement rapide de la production, comme une heureuse conséquence de l'intérêt privé. Mais si l'entreprise privée permet le développement de la production, si la poursuite du profit crée une émulation et déclenche une concurrence qui abaisse les prix des produits et accroît ainsi le bien-être général de la société, il ne faut pas négliger de signaler au passif de ce système les crises économiques de surproduction. La production qui s'accomplit en vue de la réalisation du profit, la production des biens en vue d'une vente sur le marché, conduit périodiquement aux crises économiques de surproduction. Ainsi, périodiquement, tout le mécanisme économique est bloqué, une grande partie de la production est arrêtée, les gens sans travail se comptent par millions et pendant que les gens pauvres ne peuvent pas satisfaire leurs besoins les plus importants, une grande quantité de biens excellents sont détruits afin d'obtenir l'assainissement du marché. De plus, comme

nous verrons plus loin, certains aspects du capitalisme financier sont difficilement compatibles avec la morale et le sentiment de justice, même lorsque le droit positif tolère un ensemble de stratagèmes dits « *légaux* ».

Il existe là un problème qui nous occupera tout au long de cette étude. Pour le moment nous pouvons retenir que d'une manière générale le capitalisme est un système qui permet le développement de la production grâce à l'initiative personnelle et l'intérêt privé. Toutefois il ne faut pas oublier que le résultat utile est acquis par l'utilisation d'un puissant outillage mécanique qui est fruit de la science et de l'esprit humain. Nous ne devons pas oublier ce dernier point lorsque nous admirons l'accroissement prodigieux de la production dans les temps modernes. Ce n'est pas donc uniquement l'intérêt privé qui conduit à l'augmentation de la production. L'initiative privée, l'audace de l'entrepreneur, son goût du risque ne peuvent pas aboutir à un résultat sans être efficacement secondés par le puissant outillage moderne et les connaissances scientifiques, mises par les savants au service de la production. De plus, nous devons tenir compte que le système capitaliste conduit à des crises périodiques de surproduction lesquelles aboutissent au phénomène désolant de *la misère dans l'abondance*.

§ 2. — LA DIVISION DU TRAVAIL.

L'expérience démontre que l'intérêt de l'homme est mieux servi grâce à la spécialisation et à la division du travail. Pour comprendre ce phénomène nous pouvons raisonner sur deux systèmes extrêmes : 1) Une société non évoluée et dans laquelle la division du travail est inexistante. 2) Une société telle que nous la voyons sous nos yeux, avec une poussée extrême du phénomène de la division du travail et de la spécialisation.

En l'absence de toute division du travail, dans le cas où la production est directe, lorsque l'effort de l'homme porte sur la production de tous les biens qui sont nécessaires à la satisfaction de ses besoins, la production ne peut pas prendre un très grand développement et le rendement du travail reste fort limité. En effet, si chacun produit tous les biens qui sont nécessaires à la satisfaction de ses besoins, on comprend aisément qu'une telle production présente beaucoup de difficultés. Il n'est pas possible pour un homme d'apprendre tous les arts, de s'accommoder avec toutes les professions et d'exercer toutes les activités économiques, même si

on admet que la technique de la production est encore très rudimentaire. Quels que soient l'état de la technique, la forme de nos habits, de nos souliers, etc., on conçoit difficilement un homme ayant la capacité d'apprendre tous les arts nécessaires pour la production des biens et la confection des objets qui sont nécessaires à la satisfaction de ses besoins multiples.

C'est cette situation qui pousse les hommes vers la spécialisation et qui conduit à la division du travail. Dans le cas où un homme s'occupe exclusivement d'une seule activité économique, il acquiert très rapidement une grande capacité et une grande dextérité, les produits deviennent de plus en plus perfectionnés et le rendement du travail s'accroît à l'extrême. Le phénomène de la division du travail est poussé outre mesure avec le progrès technique. Dans la société moderne nous assistons à une spécialisation très poussée à la fois dans le domaine de la production et dans celui de la science. On peut même constater que sur ce point il existe action et réaction. La division du travail dans la production et la spécialisation dans les sciences permettent la réalisation d'un progrès rapide et important. Mais les résultats acquis dans la connaissance et dans la technique ne peuvent être utilisés que par une poussée encore plus forte de la spécialisation et de la division du travail. Ainsi s'explique la révolution totale de la technique moderne.

Prenons comme exemple le progrès technique. La division du travail et l'observation empirique contribuent énormément au perfectionnement de l'outillage. Les études et les recherches scientifiques facilitent aussi les différentes inventions. Par là s'explique le prodigieux développement de l'outillage mécanique dont nous sommes témoins à notre époque et qui, malheureusement, ne sert pas seulement pour la production des biens, mais aussi pour la destruction, durant les conflits sanglants entre les différents pays.

Une fois qu'une invention est obtenue, pour qu'elle soit avantageusement utilisée il faut pousser encore davantage la spécialisation et la division du travail. Pour exploiter une invention il faut construire une usine appropriée, il faut préparer l'outillage nécessaire qui donne la possibilité de fabriquer les objets destinés à la consommation. On s'aperçoit que l'évolution s'opère dans le sens de la division du travail et de la spécialisation dans tous les domaines. Il existe là un procédé de travail qui présente des avantages incontestables. Dans le monde moderne la spécialisation est devenue une nécessité. La complexité des choses incite l'homme à la spécialisation et à la limitation de son activité sur un domaine très

restreint, afin de pouvoir acquérir dans le domaine de sa discipline une connaissance plus profonde. Le cas le plus typique est celui de la médecine. De la médecine générale on se trouve actuellement dans les grandes villes et les hôpitaux au stade des grands spécialistes et il faut faire appel à plusieurs spécialistes à la fois pour examiner un seul malade. Chaque praticien se refuse et ne veut pas prendre de responsabilité sur une matière qui est considérée en dehors de sa spécialité. Il en est de même en général dans la technique et l'industrie modernes où les ingénieurs et même souvent les simples ouvriers doivent posséder une spécialité, indispensable pour mener à bien la tâche qui leur est confiée par l'entreprise.

Le phénomène de la division du travail dans la production a été étudié par Adam Smith. Les pages que le grand Ecossais a consacrées sur ce sujet sont restées célèbres. Il a pris comme base de son observation la division du travail dans une fabrique d'épingles où il a constaté dix-huit opérations successives pour la fabrication d'une seule épingle. Grâce à la division du travail et à la répartition des tâches, un même nombre de bras est en état de fournir une grande quantité de produits. Ce résultat, d'après Adam Smith, est dû à « trois circonstances différentes ; — premièrement, à un accroissement d'habileté chez chaque ouvrier individuellement ; — deuxièmement, à l'épargne du temps qui se perd ordinairement quand on passe d'une espèce d'ouvrage à une autre ; — et troisièmement enfin, à l'invention d'un grand nombre de machines qui facilitent et abrègent le travail et permettent à un homme de remplir la tâche de plusieurs. » (1).

La constatation de ces phénomènes permet de conclure que l'humanité doit être fière de ses acquisitions. En effet, tout ce que nous considérons comme progrès et comme civilisation est très étroitement lié au phénomène de la division du travail et au phénomène du développement de la production. C'est la productivité accrue qui a permis à l'homme de combattre la famine, d'améliorer son niveau de vie et de parvenir à l'opulence moderne que les hommes d'autrefois ne pouvaient pas même imaginer. Il faut même signaler que certains sociologues ont tenté de dégager une morale basée sur la solidarité qui découle de la division du travail (2). Que les liens entre les hommes deviennent de plus en plus étroits par suite de la division du travail, que l'interdépendance des diffé-

(1) ADAM SMITH. *Richesse des Nations*, t. I, p. 11.

(2) Cf. EMILE DURKHEIM. *De la division du travail social*, Alcan, Paris.

rents pays soit une réalité incontestable, tout le monde est d'accord sur ce point. Malheureusement, la division internationale du travail et l'interdépendance des différents pays n'ont pas conduit à l'organisation d'une société internationale satisfaisante. Nous n'avons pas une organisation basée sur la solidarité sociale, sur une bonne morale et un droit juste, mais des conflits sanglants dont les conséquences douloureuses sont bien connues.

On s'aperçoit que si les avantages de la division du travail sont incontestables les inconvénients ne manquent pas non plus. A la fois sur le plan national et sur le plan international des problèmes se posent devant nous dont la gravité n'échappe à personne. Mais pour comprendre la nature de ces problèmes, nous devons poursuivre l'analyse du mécanisme économique en abordant l'étude de la production et de la vente des biens sur le marché.

§ 3. — LE PHÉNOMÈNE DU MARCHÉ.

Lorsque l'homme cesse de s'occuper de la production de tous les biens destinés à la satisfaction de ses propres besoins et que les biens préparés sont destinés à l'échange, ce phénomène est traduit par la formule que la production est faite en vue de l'échange. L'homme produit pour le marché. Or, produire pour le marché signifie que l'homme offrira ses produits à d'autres personnes contre une somme d'argent et une fois en possession de cet argent il achètera à son tour ce qui lui est nécessaire pour la satisfaction de ses propres besoins. C'est donc l'existence du marché qui facilite la division du travail. Dans ce sens, les économistes ont fait observer que la division du travail dépend de l'étendue du marché.

Prenons l'exemple d'un cordonnier. S'il excelle dans son métier et possède une grande dextérité, il a tout intérêt de s'occuper exclusivement de la préparation des souliers et grâce au produit de son travail acheter ensuite tout ce qui lui est nécessaire pour la satisfaction de ses besoins. Mais pour se consacrer à cette activité économique il faut que le marché soit en situation d'absorber tous ses produits. Il est donc nécessaire de trouver des gens qui seront disposés d'acheter ses produits. On peut, cependant se demander pourquoi un produit qui est utile, un bien qui satisfait un besoin humain restera sans écoulement. L'accroissement de la quantité d'un produit peut se traduire par l'augmentation de la demande d'un autre bien, ce qui incite à conclure que les produits seront échangés les uns contre les autres. Dans le cas, par exemple,

où un tailleur confectionne un certain nombre de complets on admettra l'hypothèse qu'il peut trouver d'autres personnes possédant des biens dans la même proportion afin de faire l'échange. La conclusion d'un tel raisonnement est que l'accroissement de la production est un bienfait. Puisque les souliers, par exemple, s'échangent contre les vêtements ou les céréales, plus il y a de vêtements et de céréales, plus on peut échanger de souliers.

Tel apparaît à première vue le phénomène, et c'est de cette manière que les économistes classiques et néoclassiques ont présenté le mécanisme de l'échange des biens et les effets de l'accroissement de la production. Mais la réflexion attentive permet de comprendre qu'il existe là une illusion qu'il faut dissiper en examinant de près le phénomène de l'échange des biens et le processus de la production. Cette conception, en effet, suppose que l'échange des biens est un troc pur et simple. Chacun échange ses produits contre d'autres produits. Cependant l'opération n'est un troc que pour une partie des produits, comme nous le verrons plus loin en détail. Lorsqu'un homme offre ses produits aux autres (nous disons pour la commodité du langage qu'il offre ses produits sur le marché) ceci ne signifie pas qu'il est disposé à utiliser la totalité du produit de la vente. L'homme ne désire pas consommer la totalité de son revenu. Il pense à son avenir, aux aléas du futur et il aime posséder une certaine réserve de valeurs. Cette réserve, dans une société qui a une monnaie stable, se réalise en monnaie. L'homme touche une somme en argent comme produit de son travail, il en dépense une partie et garde l'autre par devers lui.

Nous nous trouvons donc en présence d'un processus économique complexe, en face d'un mécanisme d'échanges compliqué. On ne peut plus soutenir que l'accroissement de la production d'un bien trouve toujours à s'échanger si les autres biens sont en accroissement parallèle. Si un cordonnier confectionne une paire de souliers qui s'échange contre 20 kilogrammes de blé, on ne peut pas soutenir que s'il fabrique deux paires de souliers il achètera une quantité double de blé, c'est-à-dire 40 kilogrammes. La première opération, l'accroissement de la production représente une tendance qui se manifeste dans tous les domaines de la production, tandis que l'échange est déterminé par l'existence des besoins à satisfaire. Que l'on tienne compte de l'attitude du cultivateur, ou de celle du cordonnier, le fait certain est que chacun s'efforcera d'accroître sa production en vue d'acquiescer une somme en monnaie. Cet argent sera utilisé, par la suite, pour des achats, mais dans un temps qu'il n'est pas possible de préciser d'avance. Il n'est

pas même certain que toute la somme sera affectée à des achats.

Il existe là un phénomène très important qu'il faut étudier attentivement si l'on veut comprendre le mécanisme de la vie économique. Mais ce phénomène se complique et s'aggrave avec l'existence des grandes unités économiques, avec l'existence des entreprises. Jusqu'à ce moment, en effet, nous raisonnons sur une production qui a un caractère individuel. Pourtant dans la vie économique la production individuelle et, en général, la production artisanale tiennent une place peu importante, qui diminue même chaque jour. La production artisanale et la production individuelle font place à la production de l'entreprise. Dans les temps modernes, c'est la grande entreprise qui domine sur toute la ligne. Nous passons donc successivement de la production individuelle et artisanale à la production de l'entreprise et finalement à la production de la grande entreprise du capitalisme moderne. Nous sommes amenés ainsi à l'étude du principe et du mécanisme de l'entreprise.

§ 4. — LE PRINCIPE DE L'ENTREPRISE

Le progrès technique et l'apparition d'un outillage, de plus en plus perfectionné, conduisent à la production en grand, la production en série. La production d'un bien et la fabrication d'un objet manufacturé nécessitent des installations techniques et la fabrication préalable d'un outillage adéquat. Une des multiples conséquences de ce phénomène est la dissociation entre le travail et les moyens de production, une séparation entre ceux qui fournissent le travail, les ouvriers, et ceux qui possèdent la propriété des moyens de production, les capitalistes. Celui qui possède les moyens de production (usines, outillage, capitaux, etc.) est l'entrepreneur, le capitaliste. Quant au personnel : ouvriers, employés, techniciens, toutes ces catégories de gens se bornent à offrir leurs services contre une rémunération monétaire.

Ce que l'ouvrier offre, ce qu'il vend sur la base de ce contrat particulier, le contrat de travail, ce n'est pas un objet qui résulte de son activité, ce n'est pas le produit de son travail, mais sa capacité de travailler, sa possibilité de fabriquer un objet déterminé suivant les indications et les ordres de l'entrepreneur. L'ouvrier n'a aucun droit sur les produits de son travail qui sont la propriété exclusive de l'entreprise. L'ouvrier par la nature de son contrat renonce d'avance à tout droit sur les produits de son travail. Il touche une somme forfaitaire en monnaie qui représente la

rémunération de son service, le paiement de sa contribution à la production d'un bien. L'ouvrier qui travaille, par exemple, pour le compte d'un industriel renonce d'avance à tout droit sur les produits qu'il fabrique et il se borne à encaisser pour sa contribution à la production une somme d'argent fixée pour une journée, ou pour une heure de travail. Tous les produits, tous les objets fabriqués restent en exclusivité entre les mains de l'entreprise qui s'occupe de l'écoulement. Il existe là un avantage pour l'ouvrier qui n'est pas obligé de suivre toutes les vicissitudes de l'entreprise et de s'intéresser au sort des objets qu'il fabrique. Il touche pour son travail un salaire en argent, sans se soucier si les produits seront vendus et dans quelles conditions. C'est l'entreprise qui assume les risques de la vente des produits et profite aussi du gain réalisé.

On ne peut qu'approuver, à première vue, la nature d'un tel contrat. L'ouvrier est dégagé de tout risque, il touche immédiatement en argent une certaine somme pour le service qu'il rend à l'entreprise et il est libre de tout souci sur le sort et l'avenir de l'entreprise. Mais le principe de l'entreprise qui aboutit à la dissociation bien connue entre les travailleurs et les moyens de production conduit à des conséquences et à des bouleversements profonds dans la vie économique et sociale. Nous assistons, par suite du fonctionnement de l'entreprise sur cette base, à une division très nette en deux classes : 1) La classe ouvrière qui loue sa force de travail à ceux qui sont propriétaires de l'outillage qui est à la base de la production ; 2) Les entrepreneurs, les capitalistes qui sont propriétaires de tous les moyens de production et qui achètent la force de travail des ouvriers, produisent pour leur propre compte les différents biens et s'efforcent ensuite de les vendre sur le marché afin de réaliser un profit qui représente une marge entre le prix de vente et le coût de production.

Mais la question qui surgit immédiatement est de savoir comment fonctionne le mécanisme économique et comment se réalise le profit ? Quelles sont les conditions à la fois nécessaires et suffisantes afin que la production s'effectue sans difficultés ? Dans quelles conditions l'écoulement de la totalité de la production est-elle possible ? Représentons bien le schéma de la production. Voici une personne, que nous appelons entrepreneur, qui possède un ensemble de moyens de production. Il embauche du personnel : des ouvriers, techniciens, employés, etc., dans l'intention de produire un bien pour le marché. Il fabrique une catégorie de biens déterminés en vue de réaliser un profit. Il dépense une somme

d'argent en matières premières, en frais de production, etc., et il s'efforce de vendre ensuite ses produits sur le marché à un prix qui laisse une marge de profit. Il faut que les recettes de la vente dépassent les sommes dépensées pour la production des biens. Le prix de vente doit être supérieur au coût de production. Il est évident que pour que la réalisation du profit soit possible il faut que les produits soient écoulés à un prix supérieur au prix de revient. Si un produit coûte, par exemple, 10 fr., somme qui représente la valeur des matières premières et les frais de production, le prix de vente doit être nécessairement supérieur à 10 fr., de façon qu'un bénéfice net reste pour l'entreprise. Mais on s'aperçoit immédiatement que la réalisation du profit dépend de la situation du marché. Si le produit est demandé, si son écoulement est possible à un prix rémunérateur l'entreprise laisse une marge bénéficiaire. En cas contraire, l'entreprise devient déficitaire et marche vers la faillite et la ruine. Il devient donc nécessaire d'étudier le fonctionnement du marché et le processus de la formation des prix.

§ 5. — LA FORMATION DES PRIX.

La science économique a fait des analyses très poussées de la formation des prix, dont nous pouvons retenir quelques aspects fort élémentaires. D'une manière générale, le prix d'un bien est déterminé par l'offre et la demande. L'expérience quotidienne démontre que lorsqu'un bien est très demandé et que son offre ne peut pas satisfaire la demande, les prix ont tendance à monter. Par contre, si l'offre d'un bien dépasse la demande, il s'en suit une baisse des prix. Nous pouvons représenter le phénomène schématiquement en disant que si deux acheteurs recherchent un vendeur, le prix monte. Par contre, si deux vendeurs sollicitent l'attention d'un acheteur, le prix baisse.

Mais nous savons aussi par expérience que lorsque le prix d'un bien s'accroît, sa production augmente. Par contre lorsque le prix diminue la production se ralentit. Ainsi, dans les deux cas, on peut s'attendre, grâce au mécanisme des prix, à un équilibre économique. Dans le cas où la production d'un bien dépasse la demande, l'équilibre se rétablit par la diminution de la production. Par contre, en cas de hausse des prix, on retrouve l'équilibre, grâce à l'accroissement de la production.

Du côté de la demande aussi on assiste à une modification. Dans le cas d'une hausse des prix la demande est découragée.

Certaines personnes qui n'ont pas un revenu très élevé sont éliminées du marché ; la demande diminue, ce qui conduit à l'équilibre, compte tenu aussi de l'accroissement de la production qui résulte de la hausse des prix. Il va sans dire que cette hypothèse se vérifie si les conditions sont favorables pour l'accroissement de la production. Pendant certaines périodes, en effet, les conditions de la production ne permettent pas l'accroissement des biens malgré le stimulant de la hausse des prix.

Avec la baisse des prix survient le phénomène contraire. Au fur et à mesure que le prix d'un bien diminue, sa demande s'accroît. Il suffit de penser à certains produits qui au commencement sont l'apanage d'une classe privilégiée. Par la suite, des couches de plus en plus larges de la population peuvent se permettre l'utilisation de ces biens. Le cas typique est le phénomène des fruits et légumes primeurs. Il en est de même avec les voitures automobiles, appareils de radio, etc. Dans la mesure où ces biens subissent un abaissement de prix, la consommation s'élargit.

Cette courte analyse démontre que le mécanisme économique par lui-même s'oriente vers l'équilibre. La poussée en est certaine, mais on commettrait une erreur impardonnable si on admettait que cette tendance aboutit, dans tous les cas, à l'équilibre économique. C'est précisément l'erreur commise par les classiques et tous les libéraux qui considèrent que le régime capitaliste, le système de l'entreprise possède des forces autorégulatrices. Il s'agit du fameux système des automatismes économiques, système qui, suivant les libéraux, conduit toujours à l'équilibre économique. Or, une telle conception est contraire à la réalité. Elle résulte d'une analyse insuffisante des faits et de la méconnaissance totale du principe de l'entreprise. De plus, le mécanisme des automatismes économiques fait abstraction de la monnaie. Toute l'analyse est basée sur la conception du troc. On considère que les produits s'échangent contre d'autres produits et que le rôle de la monnaie est celui d'un simple intermédiaire. Les libéraux méconnaissent totalement le rôle de la monnaie dans les échanges.

Par ailleurs toute l'analyse des libéraux est basée sur la notion de la statique économique. Une société stationnaire, sans mouvement, une société où l'élément temps fait défaut, une société d'où le profit est absent. C'est dans de telles conditions et par une analyse spécifique que les libéraux sont arrivés à la conclusion que le capitalisme n'implique pas la crise économique. Pourtant la crise économique est devant nous une triste réalité qui revient tous les dix ans environ. Et comme il fallait trouver à ce phéno-

mène une explication, les économistes se sont ingénies à faire des analyses très approfondies et à incriminer pour ce phénomène les forces de la nature, telles que les taches de la lune et du soleil, etc. D'autres même sont allés jusqu'à soutenir que la crise économique est un phénomène naturel, comme tous les autres phénomènes physiologiques.

Pour voir quelle est la valeur de ces assertions, nous devons faire une analyse attentive de la vie économique. Nous devons réfléchir avec beaucoup de soin sur l'acte d'échange des biens, pour voir si nous sommes, comme disent les libéraux, en présence d'un troc. Mais l'acte d'échange ne peut pas être compris sans faire une analyse sommaire de la monnaie. Il est indispensable de comprendre quelle est la nature de la monnaie et son rôle dans la vie économique. C'est là, à notre sens, la pierre d'achoppement.

CHAPITRE II.

LA MONNAIE ET L'ECHANGE DES BIENS.

§ 1. — L'ORIGINE DE LA MONNAIE.

La monnaie correspond à une profonde nécessité. Elle résulte d'une lente et laborieuse évolution. L'intervention de la monnaie dans l'acte d'échange facilite énormément l'opération, car l'échange direct des biens, le troc, est une opération extrêmement difficile.

En effet, pour qu'une telle opération soit réalisable il faut que les échangistes tombent d'accord à la fois sur les biens à échanger ainsi que sur la quantité. On conçoit quelles sont les difficultés d'un acte de cette nature. Or, toutes les difficultés du troc disparaissent par enchantement avec l'intervention de la monnaie. On n'a plus besoin de trouver un échangiste qui désire précisément le bien dont on dispose et qui possède celui que l'on veut acquérir. De plus, l'estimation de la valeur, si difficile dans l'acte d'échange direct, s'effectue avec l'intervention de la monnaie d'une façon commode. De même la difficulté de la division et du morcellement des biens intervenant dans l'échange est écartée grâce à l'intervention de la monnaie.

Au premier stade de son apparition la monnaie n'est rien d'autre qu'une marchandise. C'est une marchandise qui est choisie parmi les autres du fait qu'elle présente certaines qualités lui permettant de jouer le rôle monétaire. Les historiens nous disent que les marchandises qui ont rempli l'office monétaire sont fort nombreuses. Suivant les peuples et les pays, le choix pour l'office monétaire est porté sur telle ou telle marchandise. Dans chaque milieu on choisit une marchandise qui est très connue et très demandée, une marchandise qui possède une certaine valeur, etc.

La préférence des peuples pasteurs est portée sur les animaux, bœufs, moutons, etc. ; les peuples pêcheurs utilisent comme monnaie les poissons ; les peuples chasseurs accordent le privilège monétaire aux fourrures et aux peaux de bêtes ; chez les peuples agriculteurs, c'est le blé, le maïs et l'orge qui ont rempli l'office de monnaie. En somme, un ensemble de produits hétéroclites tels

que : riz, poisson, céréales, thé, sel, tabac, fusils, épées, coton, cuivre, ornements de toute nature, fer, plomb, étain, cuivre, bronze, etc., ont joué le rôle de monnaie dans l'acte d'échange.

On s'aperçoit, par cette courte analyse, que la monnaie à son stade initial est une marchandise comme les autres. C'est par une longue évolution qu'elle est arrivée à sa forme actuelle, la forme d'un signe, d'un bon d'achat qui tire sa valeur de son pouvoir d'acquisition et de son utilité directe. Un billet de banque ne possède aucune utilité en tant que morceau de papier. Par conséquent la valeur de ce billet découle de son pouvoir d'achat. Nous accordons une valeur à ce morceau de papier parce que nous sommes convaincus par expérience que nous pouvons, à chaque instant, donner ce billet et en échange acquérir les biens de notre choix.

En résumé : la monnaie autrefois était un bien possédant une utilité directe ; c'est précisément du fait que le bien avait une utilité directe, parce qu'il était très demandé, qu'il a été promu à ce rang exceptionnel d'être utilisé pour l'office de monnaie dans l'acte d'échange. L'évolution très lente a fait perdre à la monnaie sa substance. L'utilité directe a disparu totalement et la monnaie, dans son stade le plus poussé, tire sa valeur, uniquement, de sa fonction. Le cas le plus typique est celui d'un billet de banque sous le régime du cours forcé. Une telle monnaie se trouve sans lien avec une base métallique et pourtant tout le monde l'accepte comme moyen de paiement et comme instrument des échanges. Bien entendu, une telle monnaie peut remplir mal, très souvent, son office, mais c'est une autre question. Le fait certain est que le billet de banque avec cours forcé remplit une fonction monétaire indépendamment si la fonction est accomplie d'une façon moins satisfaisante que par une monnaie basée sur un métal précieux. Mais pour bien comprendre la nature de la monnaie et son rôle dans la vie économique il est nécessaire d'aborder le problème des fonctions de la monnaie.

§ 2. — LES FONCTIONS DE LA MONNAIE.

La monnaie remplit dans la vie économique plusieurs fonctions. Cependant trois d'entre elles sont les fonctions les plus importantes que nous devons étudier, si nous voulons comprendre la nature de ce bien *sui generis* que nous appelons : *monnaie*.

1) La monnaie est un étalon des valeurs ; 2) Un instrument d'échange ; 3) Un accumulateur ou une réserve de valeurs. Examinons successivement ces trois fonctions de la monnaie.

A. — *La monnaie est un étalon de valeur.* — Voici deux personnes qui désirent procéder à l'échange des biens. Pour que cette opération se réalise il faut procéder à l'estimation des biens qui interviennent dans l'échange. Supposons que les biens en présence sont un animal et un lot de vêtements. Pour procéder à l'échange il faut au préalable estimer la valeur. C'est à ce moment qu'une tierce marchandise est utilisée dans l'intention de pouvoir effectuer un calcul et estimer la valeur de chaque bien. Il va sans dire que cette marchandise doit être aisément divisible ; c'est une condition primordiale pour l'accomplissement de son office monétaire. Ainsi une marchandise telle que le blé, ou un métal, par exemple, est apte à remplir admirablement cette fonction. On évaluera l'animal et les vêtements en kilogrammes de blé, par exemple, afin que le calcul se fasse sans difficulté.

Cette tierce marchandise qui intervient dans le calcul économique et facilite les échanges remplit le rôle d'étalon des valeurs. Il se peut que cette marchandise n'intervienne pas réellement dans l'échange et que son rôle soit uniquement celui d'une monnaie de compte. Elle est utilisée uniquement dans le calcul économique en tant que commun dénominateur pour permettre la fixation de la valeur de chaque bien. Si par contre cette marchandise intervient effectivement dans l'opération de paiement et permet ainsi de régler le solde qui peut résulter de l'acte d'échange, cette fois cet objet *sui generis* remplit une autre fonction monétaire, celle d'*instrument d'échange*. Mais, avant d'examiner cette deuxième fonction, disons encore deux mots au sujet de l'étalon de valeur.

Il est nécessaire, en effet, de ne pas se méprendre sur cette expression et croire que la monnaie est un étalon parfait comme le mètre qui mesure la longueur, ou le kilogramme qui mesure le poids. La valeur d'un bien n'est pas fixe. Il s'agit d'un rapport qui résulte de l'échange et ce rapport est exprimé par la monnaie. Puisque c'est un rapport qui résulte du déplacement de variables qui par essence se modifient sans cesse, ce rapport n'est jamais fixe, il n'est jamais constant.

Ainsi la monnaie mesure la valeur, mais c'est un mètre si l'on veut élastique qui s'étend ou se rétrécit constamment. Nous sommes loin de la rigueur matérielle du mètre qui mesure la longueur et du kilogramme qui nous sert pour estimer le poids des biens. La monnaie ressemble à une peau de chagrin qui s'étend ou se rétrécit sans cesse.

B. — *La monnaie instrument d'échange.* — Après l'estimation des biens qui font l'objet d'un échange, il peut se faire qu'un solde soit né de l'opération. Si un animal est estimé à 100 kilogrammes de blé, tandis que les vêtements sont estimés à 80 kilogrammes, la différence peut être réglée en blé. Dans ce cas le blé remplit deux fonctions : 1) celle de commun dénominateur ou étalon des valeurs (*tercium comparationis*) ; 2) celle d'instrument d'échange (*tercium permutationis*).

Cette deuxième fonction de la monnaie a une importance primordiale car elle modifie totalement la nature de l'acte d'échange. Si nous voulons bien comprendre la nature de la monnaie et son rôle dans la vie économique nous devons réfléchir attentivement sur cette fonction de la monnaie. En effet, du moment qu'un bien intervient effectivement dans l'acte d'échange et permet le règlement du solde qui peut résulter de l'opération, l'acte cesse d'être un troc, un échange direct et se décompose en deux opérations très distinctes : *la vente et l'achat*.

Celui qui désire acquérir un bien n'a plus besoin de se mettre à la recherche de quelqu'un qui désire précisément prendre en échange le bien offert. Il se présente au marché et échange son bien contre le bien qui remplit l'office monétaire. Une fois en possession de la monnaie, il peut ensuite acquérir les biens de son choix. Il est évident qu'entre les deux opérations : *vente et achat* un écran s'interpose représenté par la volonté du vendeur. Pour acheter un bien il est nécessaire d'en vendre d'abord un autre, ou d'offrir un service afin de se mettre en possession d'une somme de monnaie. Mais le fait que l'on possède une somme de monnaie résultant d'une vente préalable ne constitue nullement une obligation qui doit aboutir à l'achat d'un bien. Le possesseur de la monnaie achètera un bien dans la mesure où il juge opportun de satisfaire un besoin. Il y a là un aspect très important de la vie économique sur lequel nous reviendrons plus loin en examinant la nature de l'acte d'échange. Mais ce point sera mieux compris si nous examinons la troisième fonction de la monnaie.

C. — *La monnaie est un accumulateur de valeur.* — D'une manière générale l'homme exerce une activité économique, produit des biens ou offre des services dans l'intention de pouvoir acquérir des biens et s'offrir des services. Cependant l'homme est prévoyant, il pense à son avenir, il examine avec une certaine appréhension les aléas du futur. La conséquence de ces réflexions est que l'homme s'efforcera de réaliser une épargne et de se constituer

un réservoir de valeurs. Nous constatons cette tendance sous une forme très simple dans le cas de l'accumulation des biens durant la période de la bonne saison, dans l'intention de les utiliser pendant l'hiver.

Toutefois, dans une société évoluée où la division du travail est le grand principe qui régit l'activité économique, l'homme trouve un avantage de faire ses réserves de valeurs en monnaie et non directement en biens. L'accumulation de valeurs sous la forme de monnaie présente de très grands avantages. La plupart des biens sont encombrants, se détériorent avec le temps, etc. Par conséquent, l'homme s'aperçoit qu'il possède une somme en monnaie il peut à son choix, au moment voulu, se procurer les biens nécessaires pour la satisfaction de ses besoins. La monnaie présente cet immense avantage d'être un pouvoir d'achat d'une forme indéterminée. Suivant les circonstances et les besoins de l'homme une réserve monétaire peut servir pour faire un voyage d'agrément, pour couvrir les frais d'une maladie, pour élever et entretenir un enfant, pour permettre de faire face aux dépenses nécessaires pendant la vieillesse qui prive l'homme de l'exercice d'une activité économique, etc.

De plus, l'homme sait par expérience qu'une somme en monnaie peut faire l'objet d'un placement et rapporter un revenu très appréciable. On conçoit donc aisément que de multiples motifs incitent l'homme à se constituer une réserve de valeurs en monnaie. Il possède ainsi un bien *sui generis* ayant un pouvoir d'acquisition sur l'ensemble des biens et même un certain pouvoir tout court sur les hommes. Ce bien est utilisable à l'endroit choisi et dans le temps voulu. Toutefois les conséquences de cet acte en ce qui concerne l'équilibre économique sont incalculables et nous devons en suivre de près tous les effets si nous voulons comprendre ce qui se passe dans la vie économique. Nous comprendrons bien cet aspect du problème si nous examinons maintenant la nature de l'acte d'échange des biens.

§ 3. — LE MÉCANISME DE L'ÉCHANGE DES BIENS.

Nous avons vu précédemment que dans sa première analyse l'acte d'échange est un troc. On échange un bien qui dépasse les besoins personnels dans l'intention d'en acquérir un autre nécessaire pour la satisfaction d'un besoin. Les deux opérations sont réduites à une seule. On donne un bien et à sa place on en prend

un autre. Mais il n'en est pas de même avec l'intervention de la monnaie. L'instrument monétaire dissocie l'acte d'échange en deux opérations tout à fait distinctes. En premier temps il faut vendre un bien, se mettre en possession d'une certaine somme en monnaie et se dessaisir ensuite de cette monnaie dans la mesure où la nécessité pour la satisfaction d'un besoin s'en fait sentir.

Cependant il est évident que l'équilibre économique est conditionné par l'échange de la totalité des biens. Si le cycle est coupé par le vendeur des biens qui garde la monnaie et se refuse de procéder à des achats pour restituer la monnaie dans le circuit économique, la deuxième opération, l'achat, reste en l'air. Celui qui a réalisé une vente peut parfaitement, suivant sa fantaisie, garder la monnaie par devers lui pendant quelques mois, pendant quelques années, comme il peut aussi l'utiliser au marché et sur la place de son choix. Comment dans ces conditions, la vie économique trouvera-t-elle son équilibre? Comment les biens trouveront-ils à s'échanger? Voilà tout le problème.

Il est vrai que les économistes classiques ont simplifié beaucoup ce problème en considérant que la monnaie à *la longue* retourne dans le circuit économique, sous une forme ou une autre. Ainsi, finalement l'acte d'échange est complet et il aboutit à un troc pur et simple, la monnaie dans cette double opération n'ayant joué que le rôle de simple intermédiaire pour faciliter les échanges. Suivant la formule célèbre de J.-B. SAY, connue sous le nom de loi des débouchés « *les produits s'échangent contre des produits* », ou suivant une formule plus complète donnée par les néo-classiques : « les produits et les services s'échangent contre des produits et des services. »

La question est de savoir si cette formule correspond à la réalité, ou si, comme l'expérience le démontre, l'intervention de la monnaie modifie totalement la nature de l'acte d'échange. Dans ce cas nous ne pouvons pas soutenir que la monnaie, à la longue, retourne dans le circuit économique, car il n'est pas d'abord certain qu'elle y retourne et avant qu'elle y retourne, les conséquences pour la vie économique peuvent être désastreuses. Raisonnons sur un exemple simple pour comprendre mieux le mécanisme des échanges. Admettons pour un moment que la monnaie doit jouer le rôle d'un simple intermédiaire dans la double opération : *vente* et *achat*. Les biens qui se vendent et s'achètent sur le marché sont multiples, mais pour simplifier admettons que l'on se trouve uniquement en présence de deux catégories de biens. Disons que l'échange s'effectue entre les biens *A* et *B*.

Or, si nous supposons que les personnes qui ont vendu le bien *A* ne se décident pas à acheter le bien *B*, nous sommes en présence d'un déséquilibre économique. Les vendeurs du bien *A* ont soustrait une quantité de monnaie du circuit économique et les possesseurs du bien *B* attendent en vain l'écoulement de leur bien. Si maintenant nous passons de deux biens à une multitude, le problème reste le même. Dans la mesure où la monnaie ne retourne pas dans le circuit économique, un ensemble de biens restera en stock, faute d'acheteurs. Cette situation s'aggrave dans l'économie moderne par suite de l'accroissement rapide de la production et de l'organisation de toute l'activité économique autour de l'entreprise. En effet, chaque personne est liée à une entreprise, elle touche comme rémunération une somme d'argent et c'est l'entreprise qui offre les produits sur le marché. Si nous additionnons d'une part tous les revenus, et d'autre part, la valeur de toutes les marchandises, l'équilibre est impossible si une partie de la monnaie n'est pas utilisée pour les achats, mais qu'elle fait l'objet d'une thésaurisation, d'une épargne, etc. Nous nous trouvons donc en présence d'un déséquilibre économique et nous devons réfléchir attentivement pour comprendre son origine, sa nature et ses conséquences.

§ 4. — L'ASPECT DU DÉSÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE.

Dans la vie économique, chacun offre un bien ou un service, il obtient comme contre-partie une rémunération en monnaie et par la suite, grâce à l'instrument monétaire, il peut aisément s'offrir à son tour les biens et les services de son choix. On peut classer pour la commodité du raisonnement les hommes en deux catégories : 1) Ceux qui offrent des biens sur le marché (artisans, agriculteurs, entrepreneurs, etc.). 2) Ceux qui offrent des services sous toutes les formes (ouvriers, employés, fonctionnaires, gens des professions libérales, etc.).

Toutes les personnes sont liées au circuit économique. Chacun offrira un bien ou un service, il se mettra en possession d'une somme en monnaie et par la suite, suivant ses besoins, ses goûts et ses désirs, donnera une affectation à cette monnaie. Dans la réalité économique le nombre de personnes qui interviennent dans l'acte d'échange, toutes les personnes qui interviennent sur le marché sont d'un chiffre considérable, mais pour simplifier le raison-

nement nous pouvons retenir un petit chiffre. Bref, les conditions de notre calcul économique seront les suivantes :

1) Un nombre fini de personnes. Nous retiendrons le chiffre 10. Il est bien connu qu'en mathématique, si un principe est valable pour les premiers nombres, il reste comme tel jusqu'à l'infini.

2) Une économie fermée. Il faut entendre par économie fermée une économie qui ne se trouve pas en communication avec une autre économie. C'est le cas précisément de l'économie mondiale dans son ensemble qui est une économie sans relations avec un autre monde.

Par contre une économie nationale n'est jamais une économie fermée. Elle ne forme pas une cloison étanche, malgré les entraves douanières et les mesures protectionnistes. Dans tous les cas, malgré les obstacles protectionnistes, chaque économie nationale se trouve en relations économiques avec les autres économies.

Les conditions de l'hypothèse énoncées, faisons intervenir dans notre calcul économique, pour simplifier le chiffre 10. Supposons que nous nous trouvons en présence d'une société composée uniquement de 10 personnes. Chacune de ces 10 personnes se comporte rationnellement, en réagissant de la manière de l'homme habituel, comme l'expérience quotidienne nous le fait savoir. En effet, d'une manière générale, l'effort de l'homme est de vendre une certaine quantité de biens, ou d'offrir des services afin de se mettre en possession d'une certaine somme de monnaie. Il va sans dire que la monnaie dans son stade évolué n'ayant pas une utilité en tant que bien, une utilité en tant que marchandise est recherchée en tant que pouvoir d'achat, comme un moyen d'acquisition. L'homme désire acquérir la monnaie dans l'intention de pouvoir acquérir ensuite les biens de son choix, les biens nécessaires pour la satisfaction de ses besoins. Cependant entre offre et demande existe une certaine différence. L'homme est prévoyant, il pense à son avenir, il envisage le futur avec réflexion et les aléas de la vie avec une certaine appréhension. Par conséquent il ne désire pas dépenser la totalité de son revenu, il ne veut pas se dessaisir de la somme totale de monnaie qu'il possède; il veut garder par devers lui une certaine somme qui lui sera très utile au moment où il aura un besoin urgent. De plus, l'homme sait parfaitement, par expérience, que la monnaie épargnée peut très bien faire l'objet d'un placement dans l'économie, placement qui sera la source d'un revenu sans aucune prestation de travail. Le capital rapporte un intérêt, une maison rapporte un loyer, l'action

d'une société rapporte un dividende, etc. Bref une somme d'argent mise de côté peut revêtir une forme quelconque de placement et assurer à son titulaire un revenu sans aucun effort de travail. Ainsi s'explique l'effort de chacun de garder une certaine quantité de monnaie sous forme d'épargne. Certes dans la réalité il existe des hommes qui dépensent la totalité de leur revenu, mais il en existe d'autres qui épargnent beaucoup. Aux deux extrémités on peut placer, d'un côté les prodiges et de l'autre côté les avarés et entre les deux catégories toute une série de personnes dont le comportement tend vers la formation d'une épargne. Pour la commodité du raisonnement admettons que l'épargne représente en moyenne 10 % du total du revenu de chaque personne. Dans ce cas notre calcul économique donne le résultat suivant :

10 personnes offrent des biens pour 100 fr. = $10 \times 100 = 1.000$ fr.
10 personnes demandent pour 90 fr. = $10 \times 90 = 900$ fr.

Nous constatons que ce calcul élémentaire prouve que l'on se trouve en présence d'un déséquilibre économique. L'offre des biens et des services représente une valeur totale de 1.000 fr. et la demande se limite à la somme de 900 fr. Le problème semble insoluble. Pourtant les gens qui forment la petite société ne font rien d'autre que ce que nous nous efforçons de réaliser tous chaque jour dans notre société : chacun désire économiser une partie de son revenu. Dans ces conditions, comment résoudre ce problème qui est une véritable quadrature du cercle ? Par quel moyen chacun écoulera-t-il la totalité de ses produits, tout en gardant une partie de la monnaie qu'il a encaissée afin de se constituer une épargne ?

Sur toutes ces questions il existe une seule réponse et une seule solution. Ce problème ne peut trouver sa solution que par un accroissement de la quantité de monnaie en circulation. Particulièrement cette solution est très facile dans le cas où la monnaie possède encore l'aspect d'une monnaie-marchandise. Prenons le cas des métaux précieux et faisons la supposition suivante :

Une de ces 10 personnes n'apporte pas sur le marché des biens comme les autres personnes, mais un bien particulier, un bien *sui generis*, une quantité donnée d'or. Une de ces 10 personnes, par exemple, s'occupe de l'extraction de l'or et elle apporte sur le marché cette marchandise particulière. La conséquence de ce nouveau facteur est la modification totale de la nature du problème. Nous n'avons plus 10 personnes qui offrent des biens sur le marché, mais 9. La dixième personne apporte une quantité

d'or évaluée pour la somme de 100 fr. Le calcul économique de l'échange prendra alors la forme suivante :

Offre des biens $9 \times 100 = 900$ Demande des biens $10 \times 90 = 900$
 Offre d'or $1 \times 100 = 100$ Demande d'épargne $10 \times 10 = 100$

Cet exemple nous montre que si une partie de la population, une partie des forces productives est affectée à la production de ce bien particulier qui est la monnaie, l'équilibre économique est assuré. Chacun peut vendre la totalité de ses produits et garder une partie de son revenu sous forme d'épargne.

Mais ce problème peut trouver une deuxième solution. Jusqu'à ce moment nous avons raisonné sur une société fermée. Pourtant, comme nous l'avons déjà signalé, une économie nationale n'est jamais une économie fermée. Chaque pays se trouve en relations commerciales avec les autres pays. Si donc un pays peut obtenir un surplus d'exportation sur ses importations le problème qui nous préoccupe peut trouver une solution satisfaisante. Grâce au commerce international les biens que les pays ne désirent pas consommer doivent être écoulés à l'étranger, afin que la valeur de ces biens se traduise par un accroissement du stock monétaire du pays, ou par l'acquisition d'une créance monétaire sur un autre pays.

Il est peut-être nécessaire de faire observer que la différence entre importations et exportations d'un pays doit résulter du total des relations économiques, c'est-à-dire il faut faire intervenir dans le calcul les exportations et importations à la fois visibles et invisibles. En d'autres termes, finalement il faut que le pays réalise une balance des comptes favorable qui signifie enrichissement du pays et accroissement du patrimoine national.

En somme, lorsque nous raisonnons sur l'économie mondiale dans son ensemble, nous constatons que le déséquilibre économique est inévitable sans un accroissement de la quantité de monnaie, sans une augmentation de la production des métaux précieux. Il va sans dire que pour le moment nous faisons abstraction du phénomène des investissements dans la production. Nous ne tenons pas compte du retour de l'épargne dans la production sous forme d'investissement. Mais ce problème sera étudié plus loin, et comme nous le verrons de l'étude du mécanisme des investissements le fond du problème reste le même. Les investissements ne résolvent pas le problème, mais ils déplacent simplement la difficulté.

La solution du problème provient uniquement de l'interven-

tion d'un facteur comme l'accroissement monétaire ainsi que de certains autres qui exercent une influence sur l'économie dans le sens de l'expansion. Mais retenons pour le moment le fait que notre économie implique la crise économique, ce qui explique l'effort constant de chaque économie nationale d'élargir ses débouchés. Toutefois avant de poursuivre l'analyse et d'étudier l'influence des différents facteurs sur l'économie, il ne serait pas sans intérêt de prendre une connaissance sommaire du phénomène des fluctuations économiques. En effet, notre analyse aboutit à la conclusion que le mécanisme économique ne peut pas fonctionner normalement. Si maintenant nous tournons nos regards vers la réalité, nous constatons que la vie économique se déroule sous la forme d'essor et de dépression, sous la forme de variations périodiques. Il y a là un problème qui mérite une analyse sommaire.

CHAPITRE III.

LES MOUVEMENTS ÉCONOMIQUES.

§ 1. — LES DIFFÉRENTES FLUCTUATIONS ÉCONOMIQUES.

L'analyse de l'acte d'échange des biens nous a conduits à la conclusion qu'entre l'offre et la demande des biens subsiste une différence et que cette différence aboutit à un déséquilibre économique. Si maintenant nous portons nos observations sur la vie économique, nous constatons que la tendance générale est vers l'équilibre économique, le mécanisme des prix s'oriente vers l'équilibre, mais cette tendance est entre-coupée par une succession de déséquilibres. En somme, la vie économique passe constamment d'un déséquilibre à l'autre. Nous nous trouvons en présence de plusieurs catégories de fluctuations économiques dont il faut reconnaître le caractère et faire une énumération sommaire.

On peut classer les fluctuations économiques en trois catégories : a) Fluctuations intérieures à l'année ; b) Fluctuations intra-décennales ; c) Fluctuations de longue durée. Examinons successivement ces trois catégories de fluctuations.

1° *Fluctuations intérieures à l'année.*

Ces fluctuations ont un caractère saisonnier. Elles sont fréquentes et très intenses en agriculture. Les primeurs, fruits et légumes, forment le cas le plus typique. L'apparition d'une primeur sur le marché constitue une offre insuffisante, ce qui conduit à la fixation du prix à un niveau très élevé. Par la suite, et au fur et à mesure que les arrivages augmentent, les prix s'abaissent.

D'une manière générale, les prix agricoles sont, presque tous, périssables, ce qui nécessite une vente rapide. De plus, ces produits (pour un certain nombre tout au moins) ont une demande très peu élastique. Ainsi, dès que l'offre dépasse la demande, les prix s'abaissent très rapidement, tandis qu'une demande qui dépasse l'offre provoque une hausse très forte. Toutes ces fluctuations se

déroulent dans l'intérieur de l'année et elles sont de peu d'influence sur la tendance générale du mouvement des prix.

Dans l'industrie aussi, certaines fluctuations saisonnières sont à observer. Particulièrement l'industrie du bâtiment subit l'influence de la succession des saisons. Les conditions atmosphériques exercent une influence incontestable sur l'activité du bâtiment. Le travail qui doit se faire en plein air est impossible à exécuter pendant certains moments de l'année qui se caractérisent par un froid rigoureux, une pluie très forte, etc.

Quelques industries aussi subissent des variations saisonnières qui semblent liées avec l'existence des différentes fêtes annuelles, des foires, etc. C'est ainsi que l'approche de Noël ou de Pâques accroît la demande de certains biens et les prix subissent le contre-coup de cet accroissement de la demande.

Cependant ces fluctuations sont contenues dans des limites très étroites et ne peuvent pas prendre l'amplitude de la variation des prix de produits agricoles.

2° *Fluctuations cycliques ou intra-décennales.*

Les fluctuations qui sont les plus importantes sont celles qui interviennent dans l'intérieur de chaque décade. Ce sont les fluctuations appelées d'habitude « cycliques », car elles présentent plusieurs phases dont l'ensemble forme un cycle complet. L'attention des économistes a été attirée sur la fréquence et la périodicité de ces fluctuations à partir du commencement du XIX^e siècle. Mais le point qui avait attiré l'attention c'était une seule phase du cycle : *la crise*. Par la suite, l'étude attentive du mouvement des prix dégagait que les phases sont au nombre de quatre : *essor, crise, dépression, reprise*.

Nous donnerons dans le paragraphe suivant quelques renseignements sur les cycles économiques survenus depuis le commencement du XIX^e siècle et une analyse sur la morphologie du phénomène, en examinant les quatre phases du cycle.

3° *Fluctuations économiques de longue durée.*

Aux fluctuations cycliques qui se déroulent dans l'intérieur de la décade se superposent d'autres fluctuations plus grandes appelées de longue durée ou inter-décennales, ou encore séculaires, ou semi-séculaires. La régularité de ces fluctuations n'est pas acceptée par tous les économistes. François SIMIAND qui a étudié d'une façon systématique les mouvements des prix de longue

durée croyait à l'existence de ce genre de fluctuations depuis le xvi^e siècle (1).

D'une manière générale, la plupart des économistes sont d'accord pour admettre que le mouvement général des prix forme de grandes phases de hausse et de baisse depuis le commencement du xix^e siècle. Mais les spécialistes de cette question ne sont pas d'accord sur la décomposition et la limitation des différentes phases. Réserve faite sur ce dernier point, nous pouvons retenir comme un fait à peu près certain, l'existence de phases de hausse et de baisse des prix de longue durée à partir de la fin du xviii^e siècle.

Particulièrement nous devons signaler un point qui intéresse notre analyse. Il s'agit de la liaison entre les fluctuations cycliques proprement dites et le mouvement des prix de longue durée. En effet, les économistes reconnaissent (la théorie sur cette matière est devenue classique) que les crises économiques sont moins intenses lorsqu'elles surviennent pendant une phase où le mouvement des prix de longue durée est en hausse. La phase de dépression n'est pas très longue, tandis que la période d'essor couvre un temps plus important. Par contre les crises économiques, qui surviennent durant une période de longue durée de prix en baisse, présentent la caractéristique inverse : période d'essor très courte, dépression longue et profonde. Par exemple, les crises économiques qui se placent avant 1850 présentent une période de dépression très longue, avec un temps d'essor moindre. Par contre la crise de 1857 présente la caractéristique inverse. L'explication en est liée à la découverte des mines d'or en Californie et en Australie qui a renversé le mouvement des prix de longue durée.

Cette liaison entre les cycles économiques et le mouvement des prix de longue durée est facile à comprendre. Si la tendance générale du mouvement des prix est vers la hausse et que cette tendance est soutenue par un accroissement de la production des métaux précieux qui est un facteur important et efficace pour l'orientation de l'économie vers l'expansion, les cycles économiques ne présentent pas une très grande gravité. L'essor économique ne peut avoir une ligne continue ; il arrive un moment où l'offre dépasse la demande et la crise de surproduction fait son apparition. Cependant, si la tendance générale du mouvement des

(1) Cf. François SIMIAND. Recherches anciennes et nouvelles sur le mouvement général des prix du xvi^e au xix^e siècle, Domat-Monchrestien, Paris, 1932.

prix de longue durée est en hausse, la tendance cyclique est aussi rapidement renversée. Par conséquent le cycle économique couvre une période d'essor plus longue que la période de dépression. Par contre, lorsque le mouvement des prix de longue durée s'oriente vers la baisse le cycle économique subit une influence inverse qui aggrave la dépression ; la crise est plus aiguë, tandis que la période d'essor est d'une très courte durée. L'influence du mouvement général des prix sur les fluctuations cycliques s'explique donc très facilement et tous les économistes sont, à peu près, d'accord sur ce point.

Nous venons d'énumérer trois catégories de fluctuations économiques. Mais de ces trois catégories, les fluctuations qui intéressent notre analyse, les fluctuations qui sont les plus importantes pour la vie économique sont celles qui se placent dans l'intérieur de la décade. Il s'agit des crises économiques qui surviennent tous les dix ans environ et qui bouleversent ainsi périodiquement toute la vie économique. Nous allons faire une énumération des crises qui sont survenues depuis le commencement du xix^e siècle, ce qui montre leur caractère de périodicité, avant de donner la morphologie du phénomène.

§ 2. — PÉRIODICITÉ DES CRISES ÉCONOMIQUES.

Il semble bien que le phénomène des crises économiques de surproduction est étroitement lié au développement de l'économie capitaliste. Dans toute société individualiste l'apparition de la crise économique est inévitable, mais l'évolution du capitalisme a grandement contribué à la fréquence et à la périodicité des crises économiques. Que les crises économiques soient en liaison avec l'économie capitaliste, tout le monde est à peu près d'accord sur ce point. Voici, par exemple, ce que l'on peut lire sous la plume de M. LESCURE qui ne peut guère être taxé d'hostilité envers le capitalisme.

« Les bonnes années alternent avec les mauvaises, et la parole souvent citée des vaches maigres et des vaches grasses n'a rien perdu de sa vivante expression. Toutefois, l'évolution des sociétés contemporaines vers le capitalisme n'a pas été sans influence sur le phénomène d'alternance des années de crise avec les années de prospérité. » (1).

(1) Jean LESCURE. Des crises générales et périodiques de surproduction, 5^e éd., p. 1.

Il y a là un fait qui semble être solidement établi en science économique et qui mérite une attention particulière ; mais pour le moment procédons à une énumération des crises survenues depuis le commencement du XIX^e siècle.

1^o *Crise de 1810.* — La première crise qui est signalée par les spécialistes est celle de 1810. Après un développement économique qui commence au début du XIX^e siècle, on s'aperçoit soudain en Angleterre, vers 1810, que l'on a construit beaucoup de canaux, trop d'usines de textiles, etc. Le commerce d'exportation est en régression, les banques, les commerçants et les industriels font faillite, la Banque d'Angleterre suspend ses paiements... Bref, c'est la crise économique qui ravage le pays.

2^o *Crises de 1815 et de 1818.* — Ces crises sont surtout des crises agricoles. La situation politique de l'Europe avait amené en 1811, une hausse du prix du blé en Angleterre, ce qui a conduit à une forte spéculation sur les fonds de terre, dans la perspective que les débouchés existants étaient très grands. Mais les prix agricoles étant en baisse, autour de 1814, plusieurs Institutions de crédits impliquées dans les spéculations des fonds de terre ont fait faillite.

En 1817, malgré une amélioration de la situation, les fortes importations de céréales, d'une part, et les emprunts effectués par la Banque d'Angleterre à l'Allemagne et à l'Autriche, d'autre part, ont abouti à une crise financière qui a obligé la Banque d'Angleterre de suspendre encore une fois ses paiements...

3^o *Crise de 1825.* — Cette crise fut essentiellement encore une crise anglaise. Le continent n'avait pas encore achevé ses réparations. L'Angleterre qui fut en avance sur l'industrialisation des autres pays se trouva en face d'une crise économique de surproduction.

4^o *Crise de 1836.* — La crise précédente semblait liquidée aux alentours de 1830. Une orientation vers l'expansion économique fut facilitée par la construction des chemins de fer, ainsi que l'extension des voies navigables. Pourtant l'essor a pris fin vers 1836. La crise éclata d'abord aux Etats-Unis et se propagea en Angleterre et dans d'autres pays ensuite.

5^o *Crise de 1847.* — La crise précédente a commencé à être liquidée surtout par l'extension des lignes de chemins de fer. L'industrie minière et métallurgique bénéficia largement de cet essor et l'ensemble de la vie économique fut en développement. Mais à partir de 1847 la situation se renverse ; les années 1848-1850 sont marquées d'une profonde dépression.

6^o *Crise de 1857.* — A partir de 1850 le mouvement économique est renversé. A la dépression succède un essor et une ascension qui se propagent à travers toute l'économie mondiale. Donc la reprise économique est générale. Il semble bien que si la crise de 1847 n'a pas longuement duré, malgré son caractère menaçant, l'accroissement de la production d'or survenu à cette époque n'est pas étranger au renversement rapide de la situation. Mais en 1857 la crise éclate de nouveau. D'un côté, la production mondiale d'or avait trompé beaucoup d'espérances ; d'un autre côté, les chemins de fer ne donnaient pas, non plus, de résultats satisfaisants.

7^o *Crise de 1866.* — Comme les crises précédentes, celle de 1857 finit par être liquidée. Le monde connaît de nouveau un certain essor qui semble lié à l'adoption par la plupart des pays de la politique libérale. Durant cette période, le protectionnisme est en régression un peu partout. En 1866 la crise éclate de nouveau. On se plaint encore du déficit des chemins de fer et de la mauvaise situation de l'industrie.

8^o *Crise de 1873.* — Si jusqu'à la période de 1866 le foyer des crises semblait se trouver en Angleterre et partiellement en France, à partir de 1869-1870, il faut compter également avec l'industrialisation de l'Allemagne et de l'Amérique. Au début de 1873, l'Allemagne, l'Autriche et les Etats-Unis présentent tous les phénomènes d'une crise générale de surproduction.

9^o *Crises de 1882 et de 1884.* — La dépression provoquée par la crise de 1873 a atteint aux Etats-Unis son point culminant en 1877. Mais la reprise commença à se dessiner en Europe à partir de 1878 pour aboutir de nouveau à une crise en 1882. Le signal est donné en France par le krach de l'Union Générale. Cette crise a surtout un caractère boursier. Elle atteint en France, en 1882, les bourses de Lyon et de Paris et aux Etats-Unis, en 1884, la bourse de New-York.

10° *Crises de 1890 et de 1893.* — Aux alentours de 1886, la crise de 1884 est en liquidation. En 1890 une nouvelle crise éclate, dont le foyer semble être l'Angleterre. La faillite de la Maison Baring donne le signal. L'Angleterre subit des pertes importantes dans ses placements à l'étranger ainsi que dans ses entreprises lointaines, pertes qui se traduisent par une crise financière.

11° *Crise de 1900.* — Les crises précédentes, celles de 1890 et de 1893, sont en liquidation et l'essor commence de nouveau à travers le monde. En particulier l'Allemagne semble en développement industriel très important. La nouvelle crise fait son apparition en Russie, car l'industrie russe semble manquer de commandes. La construction des grandes lignes de chemins de fer est en voie d'achèvement. Mais la crise atteint aussi très durement l'Allemagne ; notamment les industries qui ont donné auparavant le signal de l'essor, à savoir : industrie électrique, industrie de construction d'outillage, etc.

12° *Crise de 1907.* — La crise de 1907 a fait son apparition aux Etats-Unis et se propagea ensuite à travers le monde. La France, l'Angleterre, l'Allemagne, pays où la crise précédente est en liquidation à partir de 1903-1904, sont touchées de nouveau par la crise. L'essor cède sa place à la dépression.

13° *Crise de 1913.* — La dépression qui a suivi la crise de 1907 n'est pas de très longue durée. Le mouvement général des prix est en hausse à partir de 1909. Cependant vers 1913 se place un renversement de la courbe qui fait apparaître une nouvelle crise. Mais la baisse des prix n'est pas très forte et l'existence même d'une crise périodique pendant les années 1913 et 1914 est très discutable et contestée par plusieurs auteurs.

14° *Crise de 1920.* — La période de la guerre 1914-1918 empêchait tout accroissement des biens consommables, car la production était orientée vers l'effort exigé par le conflit mondial. Mais après la fin des hostilités la production ayant repris son cours normal une crise économique a fait son apparition en 1920. Cependant cette crise ne doit pas être placée sur le même pied que les autres crises périodiques. Il s'agit plutôt d'une crise d'adaptation, d'une crise de retour à une situation normale après une période de quatre ans de guerre.

15° *Crise de 1929.* — Après la crise de 1920, le monde traverse une instabilité économique et monétaire. C'est à partir de 1925 que, sous l'égide et l'appui de la S.D.N., les différentes monnaies nationales retrouvent une nouvelle parité stable. La production se développe très rapidement à travers le monde. Cet accroissement porte à la fois sur les produits de la terre et sur les produits manufacturés. L'aboutissement final de cette situation est la grande crise de 1929 qui a débuté par le fameux krach de la bourse de Wall-Street.

Cette crise a créé des difficultés aux banques autrichiennes et allemandes, dont la répercussion se manifesta par la chute de la livre sterling, en septembre 1931. Des placements à court terme effectués par les banques anglaises en Allemagne mirent en mauvaise posture la place de Londres. L'intensité de cette crise fut sans précédent et la dépression ne recula qu'aux alentours de 1933-1934, lorsque la plupart des pays furent engagés dans la politique des armements, dont la course a été déclenchée par l'Allemagne.

Cette énumération très sommaire des crises survenues depuis le commencement du XIX^e siècle nous montre que tous les 10 ans environ (15 crises pour une période de 129 ans) le monde connaît une crise périodique de surproduction. Il n'est pas sans intérêt, après cette énumération, de donner un schéma sommaire de la succession des phénomènes et de décrire le déroulement du cycle économique.

§ 3. — MORPHOLOGIE DU PHÉNOMÈNE.

Pour faire la description du cycle économique il est nécessaire de choisir une phase du processus. Nous devons tout d'abord retenir que le phénomène général du cycle économique prend la forme d'une alternance d'essor et de dépression, mais il vaut mieux faire l'analyse en quatre phases successives : 1° essor ; 2° crise ; 3° dépression ; 4° reprise. Essayons de faire une description sommaire de ces quatre phases.

1° *Essor.*

La tendance générale est d'une hausse des prix. L'épargne se dirige vers l'industrie, les investissements sont en accroissement constant, l'ensemble de l'économie évolue vers une expansion. On assiste à un accroissement général des valeurs. Il semble bien

qu'un processus cumulatif contribue au développement de l'essor. Les industries des moyens de production et le bâtiment jouent le rôle de catalyseur et exercent une influence favorable sur l'ensemble du mécanisme économique.

Pour comprendre ce phénomène, il est nécessaire de tenir compte de la particularité du rôle joué par l'industrie des moyens de production. Il faut se souvenir que le système capitaliste sur le plan technique se caractérise par l'utilisation d'un outillage, par l'utilisation de la méthode indirecte de production. Par conséquent le développement de l'industrie des moyens de production signifie qu'un outillage est préparé en vue de la production des biens de consommation. En dernière analyse la production vise la satisfaction des besoins, la satisfaction de la consommation. La demande qui se manifeste dans l'industrie des moyens de production est donc une demande dérivée. Cette demande se justifie du fait qu'une demande réelle, une demande effective ou en perspective existe quelque part pour les biens de consommation. Cependant durant la période de préparation de l'outillage qui est nécessaire pour la production des biens de consommation, la demande générale s'accroît sans que l'offre des biens soit modifiée. Les usines sont encore en construction et on les construit parce qu'il existe une demande effective ou en perspective. Cette dernière, grâce à la faculté de prévision de l'homme, joue le rôle d'une demande réelle et entraîne un accroissement des investissements, c'est-à-dire un ensemble de dépenses en vue de la préparation des moyens nécessaires pour la production des biens consommables. Mais les dépenses réalisées en vue de la construction des usines et de la fabrication de l'outillage mécanique provoquent une augmentation de la demande des biens de consommation, un accroissement de la demande des matières premières, tandis que l'offre reste à peu près au même stade qu'auparavant. Le mécanisme économique se soutient grâce à l'utilisation de l'épargne qui se transforme en investissements. L'épargne se dirige vers les industries des moyens de production, vers l'achat des biens capitaux, se transforme en dépenses et c'est ce processus qui soutient tout le mécanisme. La reprise se propage ensuite à toutes les branches. Les différents marchés sont solidaires. Une hausse des prix sur un secteur se communique dans d'autres. Pendant toute cette période, la hausse des prix entraîne une nouvelle hausse. La dépense en vue de produire un bien accroît encore la demande des biens, sans que l'offre soit modifiée. Dans ce sens on peut parler de processus cumulatif. Toutes les catégories de revenus sont en accroissement. Les

valeurs en bourse montent, la circulation monétaire s'accroît, le crédit des banques se développe, l'influence générale sur la société est extrêmement favorable. Mais cette situation ne peut pas durer indéfiniment. Nous avons observé que le mécanisme économique était surtout soutenu par les dépenses faites en vue de produire des biens de consommation. Les investissements effectués en vue de l'extension de la production, dans une première phase provoquent un accroissement de la demande des biens, ce qui conduit à une hausse des prix puisque en face d'une offre qui reste à peu près stationnaire, la demande s'accroît. Toutefois cette situation se renverse insensiblement. Les usines qui étaient en construction sont achevées et commencent à offrir des produits sur le marché. L'offre des biens devient donc de plus en plus importante, tandis que la demande ne peut pas s'accroître au même rythme pour soutenir le développement de la production. Il arrive un moment où l'offre dépasse la demande. Cela n'est pas étonnant puisque la production qui était en cours s'achève et les produits finis arrivent chaque jour sur le marché. De plus, les investissements dans la production se ralentissent. La probabilité que les biens se vendront avec un profit diminue, l'espoir de réaliser ce profit s'évanouit. On s'aperçoit que presque tous les besoins solvables sont satisfaits. Par ailleurs un élément très important vient freiner les nouveaux investissements. C'est l'accroissement du coût de production. L'essor a provoqué une hausse de tous les prix, un accroissement de tous les revenus et une tension du taux d'intérêt. L'argent devient de plus en plus cher. Le phénomène s'explique du fait que l'épargne a été utilisée en vue de produire des biens avec la perspective de les vendre avec profit. Mais cette perspective ne semble plus réalisable. Les marchés commencent à être encombrés de produits, les entrepreneurs n'ont pas d'intérêt à continuer les investissements. Or, ralentissement des investissements signifie diminution de la demande totale des biens. Investir dans la production veut dire faire des dépenses qui se traduisent par un accroissement de la consommation, une augmentation de la demande des biens.

Quoi qu'il en soit, un fait est certain : les investissements se ralentissent car les facteurs de production deviennent de plus en plus chers et la perspective de la création d'un profit n'a pas beaucoup de chances de se réaliser. Particulièrement la hausse du taux de l'intérêt semble jouer un rôle décisif. La situation s'explique du fait que chaque entrepreneur avait emprunté de l'argent en vue de produire un bien. Il doit par conséquent vendre

ce bien et rembourser partiellement sinon totalement le capital. Il est donc nécessaire de faire face aux échéances, de payer au moins les intérêts du capital emprunté, intérêts qui s'accumulent chaque jour. En présence d'une telle situation, un autre facteur intervient qui précipite les événements. Du fait que les produits se vendent mal et difficilement, les entrepreneurs, avant de ralentir la production s'efforcent de faire face à la situation, à l'aide du crédit. Ils se tournent vers la clientèle et en accordant des crédits très importants cherchent l'écoulement de leurs produits. De plus, une partie des produits sont nécessairement gardés en stock. L'industriel qui voit son stock de marchandises s'accroître, pendant un premier temps garde confiance. Il croit que grâce aux crédits, à la réclame et à l'organisation systématique de la vente il parviendra à placer toute sa production. Il ne veut donc pas ralentir le rythme de la production. Il sait par expérience que le ralentissement de la production aggrave le coût de production. Il s'efforce donc de maintenir son prix de revient et même de le diminuer et il ne peut le faire qu'en développant encore sa production.

Cependant la valeur des produits stockés et la valeur des produits vendus à crédit représentent des sommes énormes. L'entrepreneur sollicite l'appui des établissements de crédit, mais ces derniers ne peuvent pas faire face à toutes les demandes. Une production qui reste en stock et qui est financée à crédit demande des sommes d'argent considérables. C'est cette situation qui explique que les stocks de marchandises ne peuvent pas dépasser une certaine importance et l'aboutissement de cette situation est la crise. L'argent devient de plus en plus cher, tout le monde se plaint du manque de liquidités. Il suffit qu'une maison importante ne puisse faire face à ses échéances pour que la situation soit renversée. C'est alors la crise.

Il va sans dire que la situation que nous analysons s'applique uniquement à un certain nombre d'entreprises industrielles et non à tous les entrepreneurs. Au moment précis où certaines entreprises sont touchées fortement par la crise, d'autres font des affaires excellentes et parfois même ne peuvent pas faire face à leurs commandes. La crise atteint donc un nombre limité d'entreprises (en principe quelques industries lourdes). C'est par la suite qu'elle se propage et se communique à l'ensemble de l'organisme économique.

2° La crise.

Les difficultés d'une maison sont capables d'alerter tout le monde. Ce que chacun craignait plus ou moins vaguement devient une réalité. De tous les côtés, les gens demandent de l'argent frais pour faire face à leurs paiements et cet argent semble faire partout défaut. Les banques non seulement ne prêtent plus d'argent, mais elles désirent récupérer le montant des prêts qui arrivent à échéance. Devant cette situation chacun désire mettre entre ses mains quelques liquidités. Il faut donc vendre, il faut faire écouler les stocks à tout prix, il faut vendre les titres en bourse, etc. Comme il est aisément compréhensible, cette situation se traduit par une baisse générale. Baisse des prix, baisse des titres en bourse, diminution de tous les revenus. Le profit notamment disparaît presque totalement.

Quant aux placements d'argent, la situation est tout à fait différente. On ne veut plus faire de placements en vue d'obtenir un revenu variable. On préfère les placements à revenu fixe. L'épargnant n'achète plus d'actions en bourse puisque tout est en baisse. Il préfère le placement qui n'a pas de risques et qui rapporte une somme fixe, comme le prêt d'argent, l'achat d'une obligation.

3° La dépression.

La période de crise est très courte. Il s'agit de la période qui marque le passage d'une situation à l'autre, le renversement du mouvement général des prix. La période la plus longue est celle de la dépression. Pendant cette période un processus cumulatif joue en sens inverse. Le mécanisme économique, le système des prix déclenche un mouvement de déflation qui s'accroît chaque jour. Pour comprendre ce phénomène il faut reprendre les facteurs qui ont joué auparavant dans le sens de l'expansion économique, dans le sens de l'accroissement des valeurs.

Nous avons déjà signalé que les investissements qui jouaient pendant la période de l'ascension du cycle économique le rôle de catalyseur font défaut en période de crise. On ne voit pas quel motif peut inciter d'entreprendre et de faire des investissements en vue de produire un bien puisque non seulement la perspective de réaliser un profit n'existe plus, mais à celle-ci a fait place la quasi-certitude que les biens se vendent sur le marché avec perte. Donc le facteur si important des investissements qui se traduit par

un accroissement de la demande totale des biens de consommation et des matières premières fait défaut pendant la période de dépression. Par ailleurs comme tous les prix sont en baisse, presque tous les revenus aussi sont en diminution. Celui qui possède des actions en bourse constate que ses titres sont en baisse ; celui qui possède un stock de marchandises, une maison, etc., voit la valeur de ses biens s'effondrer. Bref, tous ceux qui possèdent des biens réels se trouvent en position difficile. Les gens qui sont favorisés par la situation sont uniquement les créanciers. Ils touchent la même somme d'argent, plus les intérêts afférents au temps écoulé, et ils peuvent acheter des biens à des prix qui ne cessent de diminuer. La situation est aussi favorable pour toutes les personnes qui ont des revenus fixes, comme les fonctionnaires, pensionnés, rentiers, etc.

C'est cette situation qui se traduit sous la forme bien connue de l'endettement. On s'aperçoit chaque jour que la baisse des prix rend le fardeau des dettes insupportable. La richesse réelle, c'est-à-dire la quantité des biens est partout en accroissement, mais du fait que les prix sont en baisse tout le mécanisme économique devient une construction en porte-à-faux. Prenons l'exemple d'un entrepreneur qui, utilisant ses capitaux et une somme d'argent qu'il avait empruntée, s'était lancé dans la production d'un bien. Pendant la période de dépression cet entrepreneur se trouve en possession de biens réels qui, estimés au cours du jour, ne peuvent pas couvrir la somme de ses dettes. C'est là le paradoxe du phénomène de la valeur et de l'économie libérale.

Par ailleurs, comme la baisse des prix est disproportionnée entre les différentes marchandises, la baisse plus profonde de certaines d'entre elles aggrave encore la situation. Ce phénomène est particulièrement sensible dans le cas d'une crise de surproduction qui est aussi une crise agricole. La baisse des prix agricoles est très rapide, les paysans et les cultivateurs sont privés de leur revenu, ce qui se traduit par l'impossibilité d'acheter d'autres marchandises. Par ce processus la crise s'aggrave et s'approfondit. A propos de la baisse des prix agricoles, il faut faire intervenir les observations que KING a dégagées. Suivant la loi King la variation des prix agricoles n'est pas proportionnelle mais plus que proportionnelle à la variation quantitative qui se produit entre offre et demande.

Dans le cas où la demande est plus grande que l'offre, les prix agricoles, dont la demande est inélastique, montent très rapidement et en disproportion avec l'importance du déficit observé.

Par contre, un excédent de récolte qui signifie que l'offre dépasse la demande provoque une baisse plus que proportionnelle à l'excédent de l'offre.

Mais le prolongement de la dépression conduit à la liquidation de la situation. D'une part, les entreprises qui sont faibles, les entreprises dont le coût de production est très élevé disparaissent, ce qui diminue ainsi l'offre des produits sur le marché. Parmi les entreprises qui restent, un certain nombre obtiennent un allègement du fardeau des dettes grâce au système de la liquidation judiciaire. Le débiteur arrive à un arrangement avec ses créanciers qui se traduit par une diminution de la somme de la dette. De plus, les stocks de marchandises commencent à diminuer. La baisse a atteint son point limite. Par ailleurs les entrepreneurs pour lutter efficacement contre la dépression économique s'efforcent de diminuer le coût de production. Les facteurs qui interviennent dans la production ne sont pas tous compressibles avec la même facilité ; il faut donc faire un choix. Un des facteurs, le plus important, le salaire des ouvriers, se montre très récalcitrant à toute diminution. Les ouvriers, malgré la baisse des prix, ne sont pas disposés à accepter une diminution des salaires. Les grèves pour la défense des salaires nominaux sont fréquentes. On peut expliquer cette attitude ouvrière en faisant intervenir plusieurs facteurs :

- a) Un certain attachement de l'homme au revenu nominal.
- b) La baisse du coût de la vie qui représente le salaire réel de l'ouvrier est très lente. Ce qui baisse, ce sont surtout les prix de gros, tandis que les prix de détail diminuent très lentement.
- c) L'idée que la conjoncture sera bientôt renversée et que, par conséquent, il faudra recommencer la lutte pour obtenir une augmentation des salaires incite l'ouvrier à défendre avec opiniâtreté son revenu.

En présence d'une telle situation, l'entrepreneur, pour obtenir un abaissement du prix de revient recourt à l'utilisation de l'outillage économique. Il associe au travail de l'ouvrier un outillage de plus en plus perfectionné, ou même il remplace l'ouvrier par une machine. Cette politique est grandement facilitée pendant la période de dépression du fait que le taux d'intérêt est en baisse. La crise ayant arrêté les investissements, l'intérêt est en baisse. Les capitaux qui pendant la période de crise étaient rares sont de plus en plus abondants après la liquidation.

Mais l'analyse précédente a montré que lorsqu'un facteur commence à jouer le rôle de catalyseur, le mécanisme économique

se remet en mouvement. Ce sont encore les investissements qui amorcent la reprise et mettent fin à la dépression.

4° *La reprise.*

A partir du moment où une somme d'argent est dépensée en vue d'accroître ou de perfectionner l'outillage mécanique ou même de construire une nouvelle usine, tout le mécanisme économique est remis en marche. Les dépenses en vue d'élargir la production se traduisent pendant une certaine période par un accroissement de la demande des biens, une augmentation de la consommation. Mais il suffit que l'orientation des prix soit en hausse pour que la spéculation encourage le mouvement. En effet, ce que nous appelons spéculation n'est rien d'autre qu'une catégorie de gens qui anticipent une demande future. Or, la perspective d'une demande future joue comme la demande elle-même. Si la croyance existe que tel prix doit monter, la position de la spéculation peut accentuer l'évolution et provoquer immédiatement l'événement escompté. Le processus cumulatif dont nous avons déjà parlé s'explique mieux lorsque nous faisons intervenir l'influence de la spéculation. Bien entendu le terme spéculation vise une catégorie de gens qui achètent dans l'intention de revendre avec profit. Le spéculateur anticipe le prix futur et règle sa position en conséquence. Cependant, à côté de la spéculation proprement dite, il faut aussi ajouter l'attitude d'une grande partie de la population. Il est bien connu que lorsque les prix sont en baisse les gens évitent d'acheter. Ils attendent une baisse encore plus grande. Par conséquent ils se bornent à acquérir strictement ce qui est nécessaire pour la consommation courante. Une telle attitude aggrave encore la dépression. Par contre, lorsque les prix s'orientent vers la hausse chacun se précipite pour acheter, par crainte que les prix ne montent encore. Dans les deux cas, le mécanisme des prix conduit à une accélération du courant qui s'oppose à la conclusion que l'on tire de l'analyse du mécanisme de l'offre et de la demande. En effet, d'une manière générale, la baisse des prix encourage la consommation et la hausse la décourage. Ici, par l'intervention du facteur : anticipation, nous constatons que la hausse peut nourrir la hausse et la baisse accentuer encore la baisse.

Pour revenir à notre analyse du processus de la reprise, une fois ce courant amorcé l'économie s'oriente de nouveau vers une période d'essor qui sera suivie d'une nouvelle crise... Telle est la morphologie du phénomène présentée très sommairement. Il faut maintenant aborder le problème de l'explication.

§ 4. — L'EXPLICATION DU PHÉNOMÈNE.

Les explications que les économistes ont tenté de donner au phénomène du déséquilibre économique sont multiples. Nous ne pouvons pas faire ici même une simple énumération. Nous retiendrons seulement quelques idées générales afin de pouvoir situer dans les différents courants d'idées notre conception sur les crises économiques.

Un grand courant d'idées cherche l'explication des crises économiques dans le facteur monétaire. Mais dans l'intérieur de ce courant, il faut distinguer deux écoles dont les explications semblent opposées. Pour les théoriciens de ce courant, le facteur monétaire est une cause de déséquilibre, mais pour les uns, la crise provient du fait que le volume de la circulation est insuffisant, tandis que pour les autres, la crise résulte du fait qu'il existe trop de monnaie en circulation. On peut citer comme représentant typique de la première tendance M. HAWTREY pour qui la crise est essentiellement un phénomène monétaire. Cet auteur cherche l'explication dans la rigidité du système monétaire qui empêche la Banque d'émission de soutenir la production par un accroissement de ses avances au commerce et à l'industrie.

Représentant typique de la deuxième conception est M. HAYEK qui désire rendre la monnaie neutre, de façon que toute influence de la monnaie sur les prix soit éliminée. Examinons d'abord la première conception.

En ce qui concerne M. HAWTREY, cet auteur soutient que la monnaie est un facteur de déséquilibre. Or, cette conception ne semble pas dénuée de fondement, mais l'accroissement monétaire effectué dans les conditions proposées par M. HAWTREY ne peut avoir aucune efficacité. En effet, l'entrepreneur n'a pas intérêt à poursuivre la production puisqu'il ne trouve pas à vendre ses produits, même si nous admettons qu'il a à sa disposition des crédits illimités. L'abondance des crédits n'est pas une condition suffisante pour résoudre le problème du déséquilibre économique. L'utilisation des crédits, tout au plus, peut prolonger l'essor pendant un certain délai. Mais il arrivera un moment où les stocks de marchandises seront tels, que l'entrepreneur renoncera à poursuivre la production, malgré que les Instituts de crédits soient disposés à faire le financement.

Quant à la conception de M. HAYEK, elle se base sur la théorie de l'école autrichienne qui raisonne sur une économie soit disant

fondamentale, en l'absence de toute monnaie. Cette dernière n'est introduite dans l'analyse qu'à la fin du raisonnement et pour simple mémoire. Une telle analyse méconnaît totalement la troisième fonction de la monnaie, la fonction de réserve de valeurs. Cette théorie néglige aussi le phénomène de l'entreprise ainsi que la nécessité de la création d'un profit. L'analyse se base sur l'échange individuel. Les biens s'échangent les uns contre les autres et le rôle de la monnaie est strictement celui d'un simple intermédiaire. Il va sans dire que dans une telle économie, dans une économie où la monnaie n'a aucune influence, les conditions de la réalisation de l'équilibre économique ne sont pas les mêmes que dans notre économie essentiellement monétaire.

Un autre grand courant de la pensée économique cherche l'explication du déséquilibre dans l'existence d'une inégalité entre la production et la consommation des biens. Mais ce courant aussi est représenté par plusieurs écoles. Pour certains économistes, le déséquilibre est dû à la mauvaise répartition du revenu. C'est la thèse des socialistes qui expliquent la crise par la sous-consommation ouvrière. On observe que le revenu ouvrier est insuffisant pour permettre l'absorption de toute la production. Les ouvriers ont des besoins à satisfaire, mais ils ne peuvent pas le faire faute d'un revenu suffisant. Par contre, les capitalistes qui ont de gros revenus ne désirent plus accroître leur consommation, tous leurs besoins ayant trouvé une pleine satisfaction. L'aboutissement de cette situation est que les capitalistes ne forment plus une demande de produits et transforment leur revenu en épargne, tandis que la demande des ouvriers reste une demande potentielle, une demande qui n'est pas solvable, puisqu'elle ne s'accompagne pas d'un revenu.

D'une manière générale, la conception que la crise économique traduit un déséquilibre entre production et consommation n'est pas dénuée de fondement. Cependant il faut savoir l'interpréter. Une interprétation correcte doit partir du phénomène de l'épargne et faire intervenir, comme nous l'avons fait dans notre analyse, le facteur monétaire. Le départ du raisonnement doit être que dans toute société individualiste il existe une tendance vers l'épargne. Cette tendance est une cause du déséquilibre économique. Toutefois l'économie peut s'orienter vers l'équilibre dans le cas d'un accroissement adéquat de la circulation monétaire. Dans le cas où l'accroissement monétaire correspond, à peu près, à la demande qui vise la formation d'une épargne nouvelle l'économie peut trouver son équilibre sans éprouver une crise profonde

de surproduction. Il va sans dire qu'une stabilité parfaite des prix est impossible, mais ils peuvent être efficacement soutenus par un accroissement de la quantité de monnaie. Les observations historiques démontrent que lorsque le mouvement des prix de longue durée, par exemple, est en hausse comme suite d'un accroissement de la quantité de monnaie fondamentale (métaux précieux) les crises cycliques n'ont pas beaucoup d'intensité. Sur l'ensemble du cycle la période de prospérité est plus longue et la période de dépression l'est moins.

A côté de ce premier facteur de déséquilibre qui doit être considéré comme un excès d'épargne au sens large du mot, s'ajoute l'influence de la mauvaise répartition du revenu. Le fait que les ouvriers ne gagnent pas beaucoup d'argent et qu'ils ne peuvent pas consommer, malgré leurs besoins multiples à satisfaire, tandis que des gens avec des revenus importants n'ont plus le désir de consommer, est un facteur très important d'aggravation du déséquilibre économique. Ainsi, à la base du déséquilibre économique est l'excès d'épargne au sens large du mot. Cette cause de déséquilibre se manifeste dans n'importe quelle société individualiste. Mais le déséquilibre s'aggrave et prend des proportions très importantes dans l'économie capitaliste par suite de la mauvaise distribution du revenu.

Dans cette analyse très sommaire, il faut dire un mot de la théorie qui explique la crise par le long processus de la production capitaliste, le système de la production indirecte. Ce facteur à notre sens n'est pas une cause de déséquilibre, mais un mécanisme qui imprime à notre économie une évolution sinusoïdale. Si la production n'était pas indirecte, il ne faut pas croire que l'équilibre serait assuré entre la production et la consommation. Seulement l'amplitude des fluctuations serait moins importante. En effet, comme nous l'avons vu précédemment l'influence des investissements joue un rôle très important pour l'amplification du cycle économique. Pendant toute la phase des investissements, le mécanisme de la production indirecte accroît la consommation sans accroître immédiatement la production. C'est par la suite et lorsque les installations sont achevées et mises en fonctionnement que l'offre des produits dépasse la demande. Cette observation permet de voir que la production indirecte aggrave le déséquilibre en rendant la prévision difficile et les erreurs possibles dans un sens ou dans l'autre. L'économie ne saurait être en équilibre même si la production perdait son caractère indirect et

s'accomplissait directement et sans passer par l'intermédiaire du mécanisme des investissements.

Faisons une observation en ce qui concerne deux théories dont l'une explique la crise par la disparition du profit et l'autre par la variation du taux de l'intérêt. La première théorie est particulièrement soutenue par M. LESCURE et la seconde par K. WICKSELL et son école. Entre les deux théories on peut déceler une certaine parenté. En effet, pour l'école wicksellienne l'équilibre économique est possible si le taux de l'intérêt coïncide avec le taux d'équilibre. Suivant cette conception, l'entrepreneur qui paye un intérêt pour le capital qu'il emprunte, effectue cette opération car il sait parfaitement qu'il peut utiliser cet argent pour produire un bien avec profit. Le profit en perspective représente la productivité du capital. Si la productivité du capital est très forte tandis que le taux d'intérêt est faible, les entrepreneurs se précipitent pour emprunter de l'argent dans l'intention de faire des investissements. Par contre, si l'intérêt du capital est très élevé, les entrepreneurs ne peuvent pas engager de dépenses dans la production, car la perspective de la réalisation d'un profit fait défaut. Mais la productivité du capital est une marge entre le taux d'intérêt que l'entrepreneur paye et la somme qu'il peut retirer de son entreprise à titre de profit. En somme, l'intérêt du capital est un facteur du coût de production. Mais ce facteur n'est pas l'unique élément du coût de production. La conséquence est que, même si le taux de l'intérêt devient minime, même si le taux de l'intérêt se limite à ce qui représente la prime du risque, la productivité du capital peut devenir nulle ou négative par suite d'une baisse des prix. La disparition de la productivité du capital signifie que l'économie se trouve en difficulté. C'est un effet de la crise et non une cause. La productivité du capital est le bénéfice net de l'entrepreneur. On ne peut pas expliquer la crise par la disparition du profit. La proposition est tautologique. Dire que l'économie traverse une crise, ou que le profit a disparu, c'est soutenir une proposition identique. On peut expliquer la crise si on saisit la cause qui fait disparaître le profit. De la même manière que la présence de la fièvre dénote l'existence d'une maladie, la disparition du profit signifie que l'économie traverse une crise.

Le profit n'est rien d'autre qu'une marge entre le prix de revient et le prix de vente. Ainsi, dans le cas où les prix sont en baisse, les entrepreneurs ne peuvent pas couvrir le coût de production. C'est précisément ce phénomène que nous appelons crise et qui se caractérise par l'absence de profit. En pareille période et

tant que la productivité du capital devient négative, la conception d'un abaissement du taux de l'intérêt dans l'intention de le faire coïncider avec le taux d'équilibre est une idée absurde. En effet, puisque la productivité du capital est négative, c'est-à-dire que les entrepreneurs subissent une perte, l'intérêt du capital aussi devrait devenir négatif ! C'est cette absurdité que certains économistes soutiennent en termes académiques. Mais a-t-on jamais vu quelqu'un prêter 100 fr., par exemple, et accepter comme remboursement 95 fr., parce que la productivité du capital pendant cette période était négative ?

§ 5. — PHÉNOMÈNE PHYSIOLOGIQUE ET PHÉNOMÈNE PATHOLOGIQUE.

Certains économistes soutiennent que la crise économique est un phénomène physiologique. De plus, la crise doit être considérée comme un bien et non comme un mal. La fréquence des cycles économiques incite à croire que l'on se trouve en présence d'un phénomène physiologique. Nous avons énuméré 15 crises cycliques depuis le commencement du XIX^e siècle. Mais avant le XIX^e siècle, les cycles économiques ne sont pas un phénomène inconnu. Certains auteurs ont trouvé des cycles économiques depuis le XIV^e siècle. Dans un ouvrage publié récemment l'auteur met en parallèle les crises du XIX^e et du XX^e siècle avec celles du XIV^e et du XV^e, pendant lesquels il signale l'existence d'un nombre égal de crises.

« Si ces crises ont paru plus fréquentes qu'aux siècles précédents, c'est que le souvenir des crises anciennes est perdu. « Si l'on met en parallèle celles du XIX^e siècle et celles du XIV^e (siècle d'économie dirigée, sans machinisme et avant le grand commerce maritime), on constate que la fréquence est la même : »

1305	1805	1374-1375	1870
1311-1315	1815-1818	1390	1879
1330	1826-1828	1410	1886
1334	1833	1414	1895
1344	1838-1841	1419	1904
1349-1351	1848	1424	1910
1358-1360	1859	1428-1431	1920
1371	1866	1437-1440	1930

Tel est le nombre des crises signalé par M. CHEVALIER (1). D'une manière générale la conception que l'on se trouve en présence d'un phénomène physiologique est ardemment soutenue par plusieurs économistes. Ces auteurs considèrent que le système capitaliste est basé sur certaines lois qui sont des lois naturelles, ce qui conduit à la conclusion qu'il s'agit d'un système permanent et que l'on retrouve le même fonctionnement un peu partout à travers des phases d'essor et de dépression. Même si la crise est un mal, c'est un mal nécessaire, car elle permet d'obtenir finalement un bon résultat.

Si dans les écrits de certains auteurs on peut voir une tendance finaliste, la même conception se retrouve dans l'œuvre d'un savant, dégagé de toute préoccupation finaliste, François SIMIAND, qui dans ses travaux sur l'évolution du salaire des ouvriers a étudié le fonctionnement du capitalisme, est arrivé à la conclusion que le progrès économique est conditionné par les phases successives d'essor et de dépression. Pour François SIMIAND les cycles sont des phénomènes que nous observons dans tous les domaines de la nature. Là où il y a vie, il existe une succession de déséquilibres. La vie économique ne peut pas faire exception. L'essor est représenté, dans le langage de SIMIAND, par la phase A et la dépression par la phase B. Or, les deux phases sont nécessaires et nous ne pouvons pas considérer la phase B comme pathologique. Dans la conception de SIMIAND le progrès économique se réalise par la succession des phases d'essor et de dépression. Grâce à l'expansion et à la compression alternées s'obtient un résultat final qui est un accroissement de l'ensemble de la production et une amélioration de tous les revenus. La phase B, la dépression, est nécessaire d'après SIMIAND, car elle permet à la production de se systématiser et d'aboutir à une réduction du coût de production. C'est la lutte contre la baisse des prix qui oblige à un effort plus grand, qui conduit à un accroissement de la production et à un abaissement du prix unitaire de chaque bien. Pour porter un jugement sur le système nous devons, d'après SIMIAND, additionner les deux phases et tenir compte du résultat final.

Nous ne ferons pas ici une critique très poussée de la pensée de SIMIAND. Nous l'avons fait ailleurs (2). De plus, notre théorie sur l'interprétation du mécanisme du capitalisme est une critique de cette conception. Pour nous, la crise économique est un mal.

(1) Jean CHEVALIER. *Doctrines économiques*, Paris, 1945, p. 175.

(2) Cf. B. V. DAMALAS. *L'Œuvre Scientifique de F. Simiand*.

La dépression économique arrête la production, provoque un chômage dont l'importance devient de plus en plus évidente et conduit à un désarroi moral et politique. Par ailleurs la crise économique est un des facteurs, peut-être le plus important, qui conduisent aux conflits sanglants. Depuis le XIX^e siècle les guerres semblent étroitement liées aux facteurs économiques. Nous nous refusons catégoriquement à voir dans l'évolution du capitalisme une loi naturelle. Ce système est une catégorie historique et à ce titre son existence se justifie tant que le fonctionnement peut donner satisfaction à la grande majorité des gens. Mais l'évolution démontre, d'une façon pertinente, que son fonctionnement nécessite une expansion continue.

Tant que ce système existait uniquement sur une partie du monde, tant que l'outillage mécanique n'avait pas une très grande importance, le fonctionnement du capitalisme à travers les phases d'essor et de dépression ne présentait pas beaucoup de difficultés. Mais au fur et à mesure que la production utilise un outillage mécanique, au fur et à mesure que la science donne à l'homme les moyens d'accroître aisément la production à la fois dans le domaine de l'industrie et dans celui de l'agriculture, le capitalisme devient un système absurde. La technique si puissante et si perfectionnée est utilisée dans la production en vue de la réalisation d'un profit. Dès que le profit disparaît, toute la production s'arrête et la pratique révoltante du malthusianisme économique est appliquée comme un remède de la crise économique. Pendant que des millions de gens manquent du nécessaire, des produits excellents sont détruits dans l'intention de permettre l'assainissement du marché. Nous nous trouvons en présence de pratiques qui révoltent la conscience et qui constituent une condamnation sans appel du capitalisme dans sa phase actuelle.

Il en est de même lorsqu'on pense que chaque pays est poussé par une nécessité impérieuse, qui est à la base de la création du profit, d'étendre son champ d'expansion, d'acquérir des matières premières et de conquérir des débouchés pour ses produits finis. Cette tendance, qui est générale, cette guerre économique aboutit périodiquement à des conflits sanglants, comme ceux que nous avons connus en 1914-1918 et 1939-1945. Il se peut que les causes des guerres soient multiples. Cependant personne ne peut nier l'influence du facteur économique qui se traduit par des crises hystériques : « *Nous devons exporter ou mourir.* » Oui, pendant les périodes de surproduction économique, chaque pays désire exporter, chaque pays désire accroître ses réserves métalliques et ses

créances monétaires aux dépens des autres pays. Mais tous ces phénomènes traduisent une nécessité profonde qui provient du fonctionnement du régime capitaliste.

L'analyse attentive des phénomènes économiques permet de comprendre que toute société individualiste conduit à un déséquilibre économique et que ce déséquilibre prend une proportion inquiétante avec le développement du capitalisme. Nous avons vu dans une analyse précédente que le calcul économique permet de comprendre que la réalisation du profit est impossible sans un accroissement continu de la monnaie en circulation, ou, dans le cas d'une économie nationale, sans l'obtention d'un surplus d'exportation.

En somme, le capitalisme pour fonctionner demande une expansion continuelle, de la même manière qu'une bicyclette doit avancer sans cesse pour se trouver en équilibre. Il nous faut maintenant aborder l'étude de tous les facteurs qui contribuent à l'expansion du capitalisme ce qui nous permettra de comprendre mieux son fonctionnement.

CHAPITRE IV.

LE PHÉNOMÈNE DE L'EXPANSION ÉCONOMIQUE.

§ 1. — NÉCESSITÉ D'UNE EXPANSION ÉCONOMIQUE.

L'analyse de l'acte d'échange sur la base d'un calcul économique correct conduit à la conclusion que notre système économique implique nécessairement la crise économique. Aucune société individualiste, basée sur un système monétaire et sur le principe d'échange des biens ne peut fonctionner sans heurt ni sans aboutir à une crise de surproduction économique. Ce phénomène est grossi et poussé à l'extrême avec la société capitaliste du fait que ce régime aggrave encore plus le déséquilibre économique pour les raisons suivantes :

- 1) la production des biens se développe constamment, grâce à l'utilisation d'un outillage de plus en plus perfectionné.
- 2) la consommation ne peut pas suivre le même rythme que la production, car les besoins humains ne sont pas extensibles avec la même rapidité que la production.

Ce retard du développement de la consommation sur la production s'explique pour des raisons psychologiques et pour d'autres aussi plus graves qui sont liées avec la répartition du revenu. Raisons d'abord psychologiques. Il est naturel qu'un homme modifie sa façon de vivre lorsqu'il voit son revenu s'accroître, mais il n'est pas disposé d'élargir ses dépenses au même rythme que l'accroissement de son revenu. Nous avons signalé précédemment que l'homme est prévoyant, il pense à son avenir, il aime se constituer une certaine réserve de valeurs. Voilà donc des raisons qui peuvent expliquer suffisamment le retard de la consommation sur la production. Mais il en existe une autre très importante. Dans le système actuel la répartition des revenus s'effectue d'une façon défectueuse.

Il existe des millions d'hommes qui ont une volonté ardente, un désir extrême de consommer des biens pour satisfaire leurs

besoins de nourriture, d'habillement, etc., besoins qui sont impérieux, mais malheureusement ils n'ont pas la possibilité de donner satisfaction à leurs besoins faute d'un revenu suffisant.

En somme, les gens qui disposent de revenus n'ont plus de besoins à satisfaire, tandis que d'autres qui ne demandent pas mieux que de donner satisfaction à leurs besoins ne peuvent pas le faire faute d'argent. Il y a là une situation dont il faut tenir compte lorsqu'on parle des besoins. Un besoin qui n'est pas accompagné d'un revenu est un besoin non solvable, c'est un besoin qui se traduit par une demande potentielle, mais non par une demande réelle. Pour pouvoir consommer, pour pouvoir donner satisfaction à un besoin, il faut nécessairement posséder une somme d'argent, il faut être titulaire d'un revenu.

Cependant si tel est l'aspect fondamental de notre économie, nous ne pouvons pas bien comprendre son fonctionnement si nous n'arrivons pas à donner une explication complète et satisfaisante de son évolution en cycles économiques, si nous ne donnons pas une réponse satisfaisante à la question suivante : Pourquoi notre économie a-t-elle connu des périodes d'une prospérité très satisfaisante ? Pour quelle raison la création du profit est-elle possible durant certaines phases économiques ? Pour donner une réponse à ces questions on peut utiliser les termes de la théorie de la formation des prix en disant que la réalisation du profit s'opère difficilement avec des prix en baisse. Or, les prix ne peuvent être soutenus ou évoluer en hausse que lorsque l'économie est orientée vers l'expansion. Il faut donc retenir cette idée que la réalisation du profit, c'est-à-dire la vente d'un bien à un prix qui couvre le coût de production et laisse une marge de profit, l'évolution satisfaisante de l'économie sont des phénomènes indissolublement liés avec le phénomène de l'expansion économique. Mais expansion économique signifie accroissement des valeurs et non diminution. Or, l'accroissement des valeurs ne peut se faire que lorsque les prix sont en hausse ou tout au moins si les prix ne sont pas en baisse. Certes, une baisse des prix qui résulte d'une réduction du prix de revient n'empêche pas la réalisation du profit. Ce qui conditionne le bon fonctionnement de l'économie est que la baisse unitaire des prix ne doit pas dépasser la réduction du coût de production de l'entreprise.

Dans l'économie moderne tout est basé sur le principe de l'entreprise. Une certaine somme de valeurs est consommée dans l'intention de produire d'autres valeurs plus grandes. Si la vente des biens ne rapporte une recette suffisante, l'entrepreneur ne

peut pas couvrir ses dépenses et son entreprise est déficitaire. Voilà l'idée essentielle qu'il faut retenir. Examinons maintenant les différents facteurs qui orientent l'économie vers l'expansion.

§ 2. — LE RÔLE DE L'ACCROISSEMENT MONÉTAIRE.

Le calcul économique que nous avons effectué sur l'échange des biens nous a montré que chaque personne désire offrir des biens et des services pour une somme qui dépasse celui de sa propre demande de biens. Nous pouvons reprendre la même idée en raisonnant globalement sur l'offre et la demande. Admettons que nous sommes en présence d'une offre totale de biens que nous pouvons représenter par le chiffre 100 et d'une demande globale qui s'élève à 90. La différence entre offre et demande de biens couvre une demande monétaire. Puisque chaque personne désire garder par devers elle une somme en monnaie, nous nous trouvons en présence d'une offre de biens qui dépasse la demande et en présence d'une demande monétaire qui est plus grande que l'offre.

La conséquence de cette situation est que l'économie mondiale dans son ensemble ne peut pas fonctionner d'une façon satisfaisante et qu'une concurrence très forte se développe entre les différents pays pour la conquête des marchés. Toutefois, durant certaines périodes, l'économie évolue avec aisance et tout le monde semble satisfait. Les études historiques prouvent d'une façon convaincante que ce sont les périodes d'accroissement de la production des métaux précieux. Nous pouvons comprendre ce phénomène en reprenant notre exemple numérique. Nous sommes en face d'une offre représentée par le chiffre 100 et d'une demande qui n'atteint que le chiffre 90. Si l'on assiste à un accroissement de la production de métaux précieux qui vient couvrir cette différence l'opération économique s'opère sans difficulté.

Il faut donc retenir comme un fait précis que l'économie nécessite un certain accroissement de la production des métaux précieux, c'est-à-dire un accroissement de la monnaie métallique. Si l'accroissement de la production des métaux précieux est très fort les prix sont en hausse très rapide. Par contre, lorsque la production des métaux précieux est insuffisante, les prix sont en baisse et l'aboutissement final est la crise économique.

Quant à savoir quel doit être l'accroissement de la production des métaux précieux, afin que les prix soient soutenus, le

problème présente des difficultés et sur ce point les économistes ne sont pas d'accord. Ce qui intéresse notre analyse, c'est le fait que l'accroissement monétaire empêche la crise économique, tandis que le ralentissement du rythme de l'accroissement monétaire conduit inévitablement à la crise et au marasme économique. Mais puisque nous prononçons le mot accroissement monétaire en général, il est indispensable de faire une discrimination entre accroissement des métaux précieux et accroissement des signes monétaires en général.

Les instruments monétaires sont de plusieurs catégories : 1) Monnaie métallique avec circulation effective. 2) Monnaie représentative dans le cas où le billet de banque est couvert en totalité en métal. 3) Monnaie fiduciaire. C'est le cas d'une monnaie dont la couverture métallique représente un pourcentage. Il va sans dire qu'au sens large du terme toute monnaie est fiduciaire. La monnaie métallique aussi est une monnaie fiduciaire. Cependant nous pouvons parler d'une monnaie fiduciaire proprement dite dans le cas où la couverture du billet représente une partie seulement de la valeur totale. 4) Enfin la dernière catégorie est le papier-monnaie. Dans ce dernier cas on se trouve en présence d'une monnaie qui a subi le cours forcé, dont tout lien avec la couverture métallique est suspendu pour une période indéterminée.

Si donc survient un accroissement d'une monnaie inconvertible les données du problème sont modifiées. Dans cette éventualité le prix de revient n'existe plus et le producteur unique de la monnaie c'est l'Etat. En effet, dans le cas de l'extraction de l'or, par exemple, il faut dépenser une somme d'argent pour obtenir une quantité de métal qui sera transformé ensuite en monnaie. Entre les deux opérations l'existence d'une différence qui représente la marge bénéficiaire est nécessaire, car autrement l'opération n'est pas rentable. Dans le cas d'une émission de monnaie inconvertible, le coût de production est représenté uniquement par le prix de revient de la fabrication des billets. L'Etat lance la monnaie dans l'économie en effectuant des paiements pour son propre compte, comme c'est le cas durant les périodes des guerres, par exemple. Puisque cette monnaie est une monnaie légale, une monnaie qui a cours forcé et que toutes les transactions s'effectuent et s'expriment en cette monnaie, les prix des biens subissent une influence incontestable vers la hausse. On se trouve en présence de la création d'un revenu *ex nihilo*. Par contre, dans le cas de création de monnaie métallique, la monnaie

résulte du processus de la production. Cette monnaie est un bien économique comme les autres biens, mais un bien qui a des attributs particuliers qui légitiment l'appellation de bien *sui generis*. C'est un bien dont l'usage industriel a moins d'importance que son rôle monétaire.

Lorsque la monnaie est inconvertible, dans le cas où l'Etat, ne pouvant couvrir ses dépenses par le moyen de ressources régulières, a recours à l'inflation monétaire, on assiste à un accroissement de la quantité de monnaie qui dépasse largement le rythme de la production des biens. L'aboutissement final de cette situation est une forte hausse des prix, comme les périodes troubles le démontrent. C'est ainsi que pendant les périodes de guerre l'accroissement de la circulation monétaire est rapide en face d'une production des biens en diminution, ce qui explique cette poussée irrésistible de tous les prix vers la hausse, malgré le système de la taxation des prix et toutes les mesures de contrôle.

En résumé, l'accroissement monétaire, que ce soit un accroissement de la monnaie métallique ou un accroissement de la monnaie inconvertible, aboutit à un soutien ou à une hausse des prix et permet à l'économie de fonctionner dans le sens de la réalisation du profit. Bien entendu, entre les deux monnaies, les différences sont énormes et les conséquences tout à fait différentes. C'est ainsi, par exemple, qu'en cas d'accroissement de la monnaie métallique la prospérité économique est une réalité incontestable, tandis que pendant les périodes d'inflation économique le pays s'appauvrit malgré la hausse des prix qui résulte de l'inflation monétaire. Durant ces périodes le contraste est frappant entre le nominal et le réel. Il y a là un problème qui mérite une analyse très profonde. Cependant ce qui intéresse pour le moment notre analyse est le fait que tout accroissement monétaire est susceptible de permettre la réalisation du profit et l'évolution de l'économie vers l'expansion. Nous retiendrons donc un premier facteur qui contribue efficacement à cette évolution : *l'accroissement du volume monétaire*.

§ 3. — L'INFLUENCE DES EXPORTATIONS.

Dans le cas où l'analyse porte sur l'ensemble de l'économie mondiale, qui est une économie fermée, l'accroissement de la monnaie métallique est une solution efficace du problème, car il aboutit à un soutien des prix et l'économie traverse une période de

prospérité. C'est un moyen qui donne l'expansion nécessaire à l'économie. L'évolution de l'ensemble de l'organisme social éprouve des effets bienfaisants. Tous les revenus sont en hausse, l'accroissement de la richesse est général.

Si maintenant notre raisonnement porte sur une économie nationale l'aspect du problème est différent. La solution du même problème peut s'obtenir par l'exportation d'un surplus de biens sur le marché international. Le calcul économique, dans ces conditions, peut prendre l'aspect suivant. La production de l'économie nationale peut être représentée par 100. La consommation par 90, ce qui signifie que l'on se trouve en présence de la nécessité d'exporter le reste sur le marché international. Comme il est bien connu, chaque pays se trouve en relations constantes avec les autres pays. Malgré le protectionnisme et les tendances vers l'autarcie économique il n'existe aucune économie nationale qui forme une cloison étanche. Chaque pays exporte ses marchandises sur les marchés des autres pays et achète à son tour ce qui lui est nécessaire. Les marchandises qui font l'objet du commerce international doivent être divisées en deux catégories : 1) Celles que le pays ne peut pas produire. C'est le cas d'un pays dont le sol ne permet pas la culture des céréales, par exemple, ou d'un pays qui ne possède pas d'industrie pour la fabrication des objets manufacturés. 2) Les biens que l'on peut produire dans l'intérieur du pays, mais dont le coût de production est tellement élevé que l'on considère plus économique de les importer de l'étranger.

De ces deux catégories de marchandises et particulièrement de la deuxième, c'est la théorie du commerce international qui doit fournir une analyse susceptible de rendre le phénomène compréhensible. Pour le moment, nous retenons le fait qu'un pays sur l'ensemble de ses échanges doit obtenir un surplus d'exportations. Cependant cette formule doit être corrigée. En effet, ce qui compte en définitive, ce n'est pas la balance commerciale, mais une autre balance plus large : *la balance des comptes ou balance des revenus*. C'est cette dernière qui doit être favorable. Nous devons distinguer pour chaque pays trois balances économiques. 1) La balance du commerce. Elle comprend toutes les importations et toutes les exportations visibles. Cette balance enregistre les mouvements des marchandises sur la base des données statistiques fournies par le service de la douane. 2) La balance des comptes ou balance des revenus. Cette balance inclut la balance commerciale, mais en plus il faut y ajouter toutes les exportations et les importations invisibles. Dans cette balance il faut inscrire toutes les opérations

économiques qui sont de nature à apporter une modification au patrimoine du pays. Faisons une énumération indicative. A côté des exportations de marchandises, un pays fait des opérations économiques telles que les recettes du tourisme, encaissement des intérêts des capitaux placés à l'étranger, envoi d'argent des ouvriers nationaux travaillant à l'étranger, etc. Chaque fois qu'une opération accroît le patrimoine du pays on doit inscrire la somme à l'actif de la balance des comptes. Par contre on doit porter au passif toute somme qui diminue le patrimoine du pays. 3) Finalement, il faut mentionner une autre balance économique, la balance des paiements. Cette balance inclut la balance des comptes, plus les sommes qui sont destinées à assurer l'équilibre final du bilan du pays. Si la balance des comptes est favorable, le pays doit recevoir de l'étranger la différence en métal précieux, à moins qu'il ne fasse un placement à l'étranger. Dans cette dernière hypothèse, la somme représente une créance monétaire sur un autre pays. Dans tous les cas la balance des paiements est en équilibre, car elle représente l'ensemble des mouvements des capitaux quelles qu'en soient la nature et l'origine.

Toutefois, ce qui est important au point de vue économique, c'est la situation de la balance des comptes. Lorsque cette balance est favorable, le pays accroît son patrimoine et s'enrichit. Par contre, si cette balance est défavorable l'économie du pays s'appauvrit et la réalisation du profit devient impossible. Dans tous les cas, l'accroissement du patrimoine du pays doit se manifester par l'augmentation du stock monétaire ou l'accroissement de ses placements à l'étranger. Par contre, l'appauvrissement du pays se traduit par une perte de son stock métallique ou par l'accroissement de ses dettes envers les autres pays. En d'autres termes, dans le cas d'appauvrissement le pays accroît ses dettes envers l'étranger, tandis que dans le cas d'enrichissement le pays voit ses créances se multiplier, c'est-à-dire ses capitaux investis à travers l'économie mondiale sont en accroissement.

Mais la réalisation d'une balance des comptes favorable n'est possible pour tous les pays que si l'économie mondiale évolue favorablement ; si les prix sont en hausse ou tout au moins soutenus. Mais le soutien des prix ne peut lui-même résulter que d'un accroissement des métaux précieux, d'une augmentation de la production de l'or et de l'argent qui sont à la base de la création de la monnaie. Les métaux précieux représentent la monnaie fondamentale. C'est uniquement durant une période d'accroissement du stock de la monnaie à travers le monde que la balance des

comptes de tous les pays peut être favorable. En pareille hypothèse, les pays qui réalisent une balance des comptes favorable reçoivent du métal de l'étranger, s'ils ne sont pas producteurs. Si, par contre, les pays possèdent des mines d'or et d'argent, l'accroissement résulte de la production dont une partie peut faire l'objet d'exportation au même titre qu'une autre marchandise et le reste est destiné à accroître le stock monétaire du pays.

Il est intéressant de réfléchir sur la monnaie fondamentale, la monnaie métallique. Le pays qui est producteur de métaux précieux exporte ce bien *sui generis* au même titre qu'une autre marchandise. La valeur est inscrite sur la balance du commerce à l'actif, au titre *des exportations*. Mais le pays qui reçoit le métal en paiement n'inscrit pas la somme au passif de son bilan de la balance du commerce. Ce bien n'est pas une marchandise ordinaire. En passant d'un pays à l'autre, le métal précieux modifie totalement l'établissement des bilans économiques. Il quitte le pays producteur, en se faisant inscrire au titre d'exportation, mais il ne se fait pas inscrire au titre d'importation sur le bilan du pays qui le reçoit comme paiement. C'est cette particularité qui explique qu'un accroissement de la production des métaux précieux, une augmentation de la monnaie fondamentale en circulation, peut assurer l'équilibre de toutes les balances des comptes et permettre à l'économie mondiale d'évoluer d'une façon satisfaisante.

§ 4. — POLITIQUE DE COLONISATION ET DE VALORISATION DES PAYS NEUFS.

A côté de l'accroissement de la quantité de monnaie, il faut mentionner, dans le même sens, la politique de la colonisation et en général la valorisation des pays neufs. Cette politique est liée avec le phénomène de la réalisation d'une balance des comptes favorable que nous venons d'analyser. En effet, lorsqu'un pays obtient une balance des comptes favorable, le solde est laissé à l'étranger et sert à mettre en valeur la richesse d'un autre pays. C'est cet aspect que prend la politique de la colonisation et de la valorisation des pays neufs. Voici, par exemple, un pays qui a réalisé à la fin d'une année une balance des comptes favorable. Le solde créditeur est placé à l'étranger, dans l'économie d'un pays neuf, d'un pays qui possède une richesse à mettre en valeur.

Il est peut-être nécessaire d'observer que le mécanisme des relations économiques entre les différents pays est très compliqué

et que les mouvements monétaires ne sont pas très nets, ni clairement constatés. Au fond, un pays ne cède pas de l'argent à un autre, mais lui accorde une certaine quantité de biens. L'opération peut prendre deux aspects. Le pays créancier ouvre un crédit au pays débiteur et, sur la base de ce crédit, ce dernier procède à des achats de biens. Mais le pays créancier peut aussi transformer en emprunt le solde qui résulte de la balance des comptes.

Quand on observe de près le mécanisme des emprunts internationaux, on trouve rarement un déplacement réel de numéraire. Un pays qui prête une somme à un autre accepte difficilement de livrer de l'argent frais à ce dernier et de lui laisser une liberté absolue d'acheter sur n'importe quel marché international des marchandises. Le pays créancier s'arrange d'une telle façon qu'une partie, sinon la totalité de l'argent prêté, reste dans son économie afin de servir comme moyen de paiement aux commandes que le pays débiteur doit passer. C'est un pays balkanique, par exemple, qui contracte un emprunt à Londres, destiné à régler les commandes que ce pays balkanique désire passer à l'industrie anglaise. Finalement le pays balkanique recevra un outillage ou toutes sortes de produits à crédit de l'économie de la Grande-Bretagne.

Mais il convient d'observer que de telles opérations sont de nature à permettre à l'économie de trouver son équilibre pendant une période, mais qu'elles conduisent inévitablement, par la suite, à une crise économique. Dans un avenir plus ou moins proche, la crise de surproduction est certaine. Il existe là le même problème que dans le cas des autres investissements qui, dans un premier temps, assurent l'équilibre et la prospérité économiques, mais dans un second temps conduisent à une crise économique très grave. Certes, une réserve doit être faite sur les effets des emprunts extérieurs dans le cas où l'opération ne représente pas un investissement productif en vue de la valorisation d'une richesse, mais simplement un emprunt de consommation. C'est le cas notamment d'un pays qui achète à crédit une certaine quantité de marchandises destinées à la consommation ou du matériel de guerre, nécessaire à la défense nationale. En pareille hypothèse on ne peut pas craindre de surproduction dans l'avenir, car les biens sont consommés sans contribuer à l'accroissement de la production. Le cas est tout à fait différent lorsque le pays débiteur achète un outillage ou même des matières premières et entreprend le développement de sa production. Dans cette circonstance, nous nous trouvons en présence d'un investissement productif qui donnera ses effets dans un temps très proche. Pendant la première période,

la période des investissements, la demande totale des biens de consommation est plus grande que l'offre ou tout au moins elle est égale à l'offre, puisque par hypothèse toute la production est absorbée. Par contre après l'achèvement de la production en cours, lorsque les investissements produiront tous leurs effets, l'offre de la production deviendra plus grande.

On peut donc penser que les pays riches ont tout intérêt de faire des prêts qui sont destinés à la consommation. Par cette méthode, le danger de la surproduction est écarté. Cette observation a un certain fondement, mais le danger des emprunts de consommation est l'impossibilité du remboursement. En effet, un pays qui emprunte pour consommer ou pour s'armer et qui n'a pas une richesse à mettre en valeur se trouve dans l'impossibilité de payer ses dettes. Telle est la conclusion que l'on peut tirer des expériences du passé.

Retenons pour le moment que, grâce à la politique de la colonisation et de la valorisation des pays neufs, la consommation s'élargit, l'équilibre économique est assuré, l'économie évolue favorablement, le profit se réalise. Mais il ne faut pas oublier que les investissements sont des créances dont la réalisation et le remboursement seront plus tard impossibles et que cette impossibilité se traduira par une crise économique. La politique de la valorisation des pays neufs, comme toute la politique des investissements, est un système de traites tirées sur l'avenir dont l'échéance arrive inévitablement un jour. Mais nous reprendrons cette analyse plus loin. Pour le moment finissons avec l'énumération très sommaire des facteurs qui orientent l'économie vers l'expansion.

§ 5. — DIFFÉRENTS AUTRES FACTEURS : PROGRÈS TECHNIQUE, ÉLARGISSEMENT DE LA CONSOMMATION, ACCROISSEMENT DE LA POPULATION.

A côté des facteurs énumérés plus haut et qui exercent une influence certaine dans le sens de l'expansion économique, il faut en ajouter d'autres, dont en premier lieu le progrès technique.

Progrès technique. — L'influence de ce facteur sur l'élargissement de la consommation des biens provient du fait qu'il provoque une diminution du prix de vente des biens. En effet, au fur et à mesure que la production se développe grâce à l'application des méthodes scientifiques et grâce au perfectionnement de l'outil-

lage mécanique, nous assistons à un abaissement très notable du coût de production et, par conséquent, du prix de vente des biens. Or, la diminution du prix de vente d'un bien accroît nécessairement la consommation. Un grand nombre de consommateurs à qui un bien était inaccessible peuvent ensuite l'acquérir. Et pour l'acquisition même de ce bien sont utilisés des revenus déjà existants, des revenus épargnés. En même temps la production de ce bien entraîne la distribution de nouveaux revenus. Finalement la consommation totale est en progression. Raisonnons sur un exemple concret pour rendre le phénomène compréhensible.

Les voitures automobiles, au commencement, sont l'apanage des gens qui ont une fortune suffisante et un revenu important. Cependant, au fur et à mesure que le progrès technique abaisse les prix de vente, des couches sociales de plus en plus larges peuvent acquérir une voiture et pour l'achat sont utilisés, non seulement les revenus courants, mais aussi les économies réalisées précédemment. Parfois même, si les économies ne sont pas suffisantes, on achète la voiture à crédit. Finalement ce qui intéresse notre analyse, c'est cette tendance qui se traduit par un accroissement certain de la consommation.

Si maintenant nous tenons compte qu'un nombre très grand d'articles de confort et même de luxe sont offerts par l'industrie moderne à des prix qui sont constamment en baisse, nous pouvons expliquer aisément la prospérité de certaines périodes. A la consommation habituelle s'ajoute un surplus de consommation provenant de l'achat d'un bien qui attire les préférences du public et qui touche des couches de plus en plus larges.

Élargissement de la consommation. — En dehors de l'accroissement de la consommation provenant de la baisse du coût de production qui rend accessible un grand nombre d'objets industriels, nous pouvons observer que, d'une manière générale, la consommation s'élargit chaque jour par suite du développement de l'instruction et de l'éducation. On remarque très souvent que deux générations n'ont pas la même conception, ni le même comportement. Les parents traitent toujours leurs enfants de prodiges, tandis que les enfants considèrent leurs parents comme des avares. Nous nous trouvons donc en présence d'un accroissement certain de la consommation, ce qui explique que, malgré l'augmentation très rapide de la production, la surproduction ne survient que périodiquement. On ne peut donc pas soutenir que la consommation ne suit pas la production. Elle la suit, mais avec un certain

retard. La modification des goûts et des besoins humains s'effectue d'une façon moins rapide que l'accroissement de la production. C'est cette situation qui explique la tendance constante de notre économie vers le déséquilibre économique. Lorsque la production s'accroît et que le revenu de l'homme s'améliore, la modification de ses besoins s'opère à un rythme moins rapide, car chacun considère, qu'après tout, ses besoins les plus urgents étant satisfaits il est prudent d'épargner une partie de son revenu récemment accru et qui dépasse les besoins habituels. Nous pouvons dire, par exemple, que d'une manière générale et si nous prenons un nombre très grand de personnes comme base du raisonnement, un accroissement du revenu de 50% ne donnera jamais une augmentation de la consommation dans la même proportion. Une partie très importante de ce revenu sera transformée en épargne.

Accroissement de la population. — Dans le sens de l'élargissement de la consommation influe également l'accroissement de la population. Une famille qui possède des enfants doit nécessairement les élever, les éduquer, les instruire, ce qui se traduit par un accroissement de dépenses. Par conséquent, la famille qui a des enfants ne peut épargner son revenu dans la même proportion qu'une famille sans enfants ou avec un nombre très restreint d'enfants. Il va sans dire que les enfants un jour seront intégrés dans le circuit de la production, mais il semble bien qu'une société progressive, une société dont la population s'accroît constamment consomme plus qu'une société dont la population est stationnaire.

En somme, le progrès technique, la propagation de l'éducation et de l'instruction et l'accroissement de la population exercent une influence certaine dans le sens de l'accroissement de la consommation.

§ 6. — TRAVAUX D'UTILITÉ PUBLIQUE ET DÉPENSES DE GUERRE.

Avec les travaux d'utilité publique et les dépenses de guerre, nous sommes en présence d'un facteur qui exerce une très forte influence dans le sens de l'établissement de l'équilibre économique. Examinons successivement les effets de ces deux facteurs sur l'économie.

Lorsqu'un Etat procède à la construction de travaux d'utilité publique, dans le cas où l'Etat construit des routes, des jardins, des parcs, des cathédrales ou même des pyramides, les dépenses

de cette nature facilitent l'équilibre économique. En effet, on ne peut pas concevoir une crise de surproduction dans le cas où une partie de la population du pays s'occupe de la construction de travaux d'utilité publique et l'autre produit les biens de consommation. La difficulté, sur ce point, provient du financement. Un Etat ne peut pas trouver facilement l'argent nécessaire au paiement des travaux d'utilité publique. L'emprunt aggrave rapidement le déséquilibre budgétaire, le loyer de l'argent devient de plus en plus cher et l'économie du pays est handicapée en ce qui concerne les exportations. D'autres pays qui ne pratiquent pas la même politique peuvent lutter plus efficacement sur le marché international et y prendre la place des produits du pays qui a voulu s'engager délibérément dans la politique des travaux d'utilité publique.

On peut remarquer ainsi qu'une économie s'enrichit uniquement dans le cas où les travaux sont rentables, dans le cas où les investissements sont productifs. On construit, par exemple, des usines qui produiront ensuite des biens de consommation. Par contre, les travaux d'utilité publique accroissent le bien-être du pays, donnent du plaisir aux habitants, mais ils ne peuvent pas enrichir le pays. Dans l'état actuel des choses, avec la concurrence internationale sur les différents marchés du monde les effets des travaux d'utilité publique sont bien connus. Ils aggravent le coût de production et le pays éprouve des difficultés pour vendre ses produits sur les différents marchés. Mais réserve faite de cet aspect du problème les travaux publics exercent une influence favorable pour l'évolution de l'économie vers l'équilibre.

Dans le même sens agissent aussi les dépenses de guerre. La préparation du matériel nécessaire pour la guerre demande un outillage puissant et l'affectation à cette activité d'une partie importante de la population. Par contre, on se trouve en présence d'une diminution notable de la production des biens consommables. Particulièrement pendant la période de 1933-1935, lorsque les différents pays se lançaient dans la course effrénée des armements, plusieurs économistes observèrent que l'industrie des armements jouait le rôle de catalyseur pour la reprise économique. C'est un fait que la grande crise, qui a éclaté en 1929 aux Etats-Unis, a pris fin quand les pays se sont engagés, l'un après l'autre, dans la course aux armements. Mais les conséquences de cette politique sont bien connues et il vaut mieux ne pas y insister. Nous devons seulement retenir que les dépenses de guerre jouent un rôle con-

sidérable dans le sens de l'établissement de l'équilibre entre la production et la consommation.

Quant à la guerre proprement dite, son influence est encore plus grande. Avec la période d'exécution de la guerre, non seulement le phénomène de la surproduction disparaît, mais nous tombons dans une situation contraire : tout l'effort étant concentré sur la production de ce qui est nécessaire pour la guerre, la production des biens de consommation subit un ralentissement très important. De plus, la période de guerre accroît aussi la consommation, puisqu'une partie des biens est destinée aux soldats, dont la nourriture doit être abondante et assurée par priorité sur les autres consommateurs.

Si maintenant nous ajoutons le nombre considérable de destructions que la guerre occasionne, le grand nombre de personnes qui sont appelées sous les drapeaux, nous pouvons comprendre dans quelles conditions les marchés sont efficacement « *assainis* » du phénomène de la surproduction.

Tous les facteurs que nous venons d'analyser et particulièrement la préparation et l'exécution de la guerre conduisent à la disparition du phénomène de la surproduction économique. En somme, l'analyse attentive démontre d'une façon certaine que notre système économique conduit inévitablement à la surproduction. Cependant, si ce phénomène n'est pas général et permanent, le fait s'explique par l'intervention des différents facteurs qui jouent une influence contraire et poussent l'économie vers l'équilibre économique. Et lorsque malgré tout l'économie tombe dans le déséquilibre, la crise elle-même avec son processus de liquidation que nous avons étudié précédemment permet au mécanisme économique de reprendre sa marche en avant. Mais il nous semble que pour faire avancer l'analyse, nous devons étudier certains facteurs qui donnent à notre économie une évolution cyclique. Il est nécessaire de faire l'analyse du phénomène des investissements en liaison avec le long processus de la production capitaliste. C'est seulement en tenant compte : 1) de l'influence des facteurs que nous venons d'analyser et qui jouent un certain rôle dans le sens de l'expansion économique ; 2) du phénomène des investissements ; 3) du long processus de la production du système capitaliste que l'on peut aboutir à une explication satisfaisante de la marche cyclique de notre économie et de la succession de l'essor et de la dépression.

CHAPITRE V.

LE ROLE DES INVESTISSEMENTS.

§ 1. — LA NATURE DES INVESTISSEMENTS.

Quelle est la signification exacte de l'acte de l'investissement ? Pour quelle raison assistons-nous périodiquement à une véritable fièvre d'investissement ? Pourquoi à d'autres périodes s'abstient-on de tout investissement ?

Pour donner une réponse à ces questions, il faut procéder à une analyse poussée du phénomène des investissements qui est très étroitement lié avec le cycle économique. C'est une matière extrêmement difficile ; d'autant plus difficile qu'il est malaisé de saisir la cause et l'effet dans ce domaine. En effet, les investissements sont considérés comme l'effet de l'évolution favorable de la conjoncture économique, mais ils sont aussi un facteur très important de la prospérité économique. Il est certain que les investissements sont de nature à imprimer une marche favorable à l'ensemble de l'économie. Comme il nous est impossible de donner une analyse complète de cette matière, nous nous efforcerons de donner quelques précisions.

Si on réfléchit attentivement sur l'acte des investissements, on s'aperçoit que l'opération se traduit par la dépense d'une somme d'argent en vue de produire un objet quelconque. Investir, signifie dépenser des valeurs actuelles, des valeurs présentes dans l'intention de produire, de créer des valeurs plus grandes qui seront prêtes dans un avenir plus ou moins proche. On dépense une somme d'argent dans la perspective de récupérer cette somme, plus une autre somme représentant l'intérêt du capital et le profit de l'entrepreneur. Il faut bien se rendre compte que l'investissement n'est pas un sport. C'est un acte qui s'accomplit en vue de la réalisation d'un profit. Une somme d'argent est utilisée pour l'achat des différents facteurs de production (matières premières, force de travail, etc.), et l'opération ne devient avantageuse et

rentable que si à la fin du processus la vente du produit donne des recettes supérieures aux dépenses. Dans le cas contraire, l'opération est déficitaire, l'ardeur des investissements se ralentit et les entrepreneurs se découragent très vite.

En somme, les investissements sont fonction de l'espoir de la réalisation d'un profit, ils sont effectués dans la mesure où existe la perspective de produire avec profit des biens pour le marché. On conçoit mal un entrepreneur qui engage des dépenses si, à la fin du processus et lorsque les produits seront prêts pour le marché, la situation économique doit être telle que la réalisation d'un profit est impossible. L'entrepreneur produit un bien dans la mesure où le calcul économique basé sur certaines données probables laisse voir que la situation est favorable, que la production trouvera à s'écouler à un prix rémunérateur. En d'autres termes, l'observation économique doit indiquer que le bien que l'on se propose de produire est demandé, qu'il correspond à un besoin certain des consommateurs et que, par conséquent, l'opération est rentable. L'opération d'investissement n'est rentable que si, entre le coût de production, au sens strict du mot, d'un bien, et son prix de vente, subsiste une marge destinée à couvrir l'intérêt du capital et à laisser aussi un profit pour l'entrepreneur.

Mais le coût de la production représente la rémunération des différents facteurs qui interviennent dans la production. Chaque facteur de production a un prix et celui-ci varie constamment. Prenons comme exemple le prix des matières premières. Ce prix varie sans cesse. Il en est de même de la variation du prix du travail, ainsi que du taux de l'intérêt. Nous assistons aussi à une variation continuelle du prix de vente des biens de consommation. La conséquence de cette situation est que l'entrepreneur doit tenir compte de toutes ces variations, procéder à des calculs d'anticipation et à des évaluations sur l'évolution probable des prix avant de se décider à engager des dépenses. Le baromètre est l'évolution des différents marchés. Son calcul est un calcul *ex-ante*, un calcul de prévision. Le plan de fabrication de l'entrepreneur et son programme de production seront fonction de l'évolution probable de la situation.

C'est cette mobilité extrême de la vie économique, c'est la variation continuelle de tous les facteurs, la modification de toutes les données du problème qui peuvent nous expliquer les erreurs des entrepreneurs. Ils se basent sur une situation donnée, ils espèrent que l'évolution sera dans tel ou tel sens et d'un tel ordre de grandeur et cette prévision s'avère contraire aux faits. Mais

l'attitude des entrepreneurs, leur calcul économique qui aboutit à l'établissement d'une production exerce une influence sur l'évolution du cycle économique. La décision de l'entrepreneur résulte d'un calcul de probabilités, mais son comportement exerce une influence incontestable sur l'économie et provoque une amplification du cycle économique. C'est un problème que nous devons analyser sous l'angle de l'effet des investissements, en soulignant d'abord les motifs, c'est-à-dire les causes qui incitent à investir.

§ 2. — MOTIFS ET EFFETS DES INVESTISSEMENTS.

Nous avons vu jusqu'ici que les investissements résultent d'un calcul économique qui donne à l'entrepreneur la perspective de produire un bien avec profit. Il engage des dépenses parce qu'il croit qu'il arrivera à écouler ses produits et que la recette des ventes représentera une somme supérieure à la somme dépensée. On conçoit mal un entrepreneur dépensant une somme d'argent s'il n'espère pas récupérer cette somme, plus une autre somme qui sera la juste rémunération de son effort. Mais si tels sont les motifs des investissements, les effets sont très complexes et ces effets jouent précisément le rôle de causes qui conduisent à l'élargissement de la production. L'investissement économique par sa nature conduit à d'autres investissements. Il existe là un phénomène qui est lié avec le long processus de la production du système capitaliste.

Pour produire un bien, en effet, un bien qui est demandé sur le marché, un bien consommable qui correspond à un besoin, l'écoulement d'un certain temps est nécessaire. Prenons l'exemple d'une voiture, ou celui d'un appareil radiophonique, ou même d'un ustensile de cuisine, etc. A un moment donné, le marché indique que ce bien est demandé. Bien entendu, lorsque nous parlons d'un marché, il faut tenir compte de l'économie mondiale dans son ensemble. Nous sommes, par exemple, à la fin d'une crise économique, une reprise se dessine à travers le monde, les nouvelles de tous les côtés sont favorables, la demande de tous les produits est en hausse. Rien d'étonnant si, en présence d'une telle situation, les entrepreneurs sont incités à élargir la production. Or, élargir la production signifie étendre les installations déjà existantes, construire des usines plus grandes, construire un outillage mécanique plus puissant et plus perfectionné, etc.

C'est à partir de ce moment qu'intervient le paradoxe des

investissements. Du moment où l'extension de la production a été décidée, nous sommes en présence d'une augmentation de la demande des biens consommables sans que l'offre des biens soit modifiée. En effet, les ouvriers qui travaillent à la construction d'une usine, ceux qui travaillent à la fabrication de l'outillage, etc., consomment des produits et provoquent un accroissement de la demande totale des biens. Par contre l'offre des biens reste invariable, puisque la production en cours n'est pas encore finie. C'est pendant cette période que l'orientation de l'économie est de plus en plus favorable. Les investissements ont provoqué l'utilisation de facteurs de production qui, auparavant, restaient inutilisables, ou qui étaient utilisés à des conditions moins favorables. La conséquence de cette situation est une augmentation de la demande totale des biens consommables, ce qui conduit à d'autres investissements et ainsi de suite jusqu'au moment où la situation sera renversée.

Avec l'écoulement du temps les usines sont prêtes, l'outillage nouveau est en place, les produits consommables commencent à sortir et à s'offrir sur le marché. C'est à ce moment que l'offre des biens devient de plus en plus forte et dépasse très vite la demande. On s'aperçoit très vite que les produits ne peuvent pas se vendre, la demande est pleinement satisfaite (pour certains produits tout au moins). Pourtant les usines récemment construites apportent chaque jour un accroissement de l'offre des biens. Cette situation a été caractérisée par M. AFTALION par l'exemple suivant : nous voulons chauffer une maison et nous mettons du charbon dans la chaudière du chauffage central. Si nous ne savions pas, par expérience, que l'écoulement d'un certain temps est nécessaire pour obtenir l'effet désiré nous pourrions charger de plus en plus de charbon la chaudière, ce qui conduirait à un chauffage excessif lorsque le feu produirait amplement ses effets.

C'est cette situation qui arrive avec le long processus de la production. Il va sans dire que si nous acceptons pleinement l'influence du long processus de la production, ce qui explique l'attitude du monde des affaires à l'égard des investissements, nous n'acceptons pas ce facteur comme la cause de la crise économique. Pour nous, la crise économique provient d'un excès d'épargne que notre calcul économique a démontré d'une façon irréfutable. La différence est que cette crise économique n'est pas permanente, elle n'apparaît pas immédiatement dans le temps à cause du long processus de la production, ce qui conduit au phénomène du cycle économique.

Pour pousser un peu plus loin le raisonnement sur ce point, nous pouvons partir de l'analyse du cycle économique, non dans une période de dépression, mais dans une période exceptionnelle comme est le cas de la fin d'une guerre. En pareille hypothèse on se trouve en présence d'une offre des biens qui ne peut pas satisfaire la demande. On oriente la production de la fabrication des armes vers la production des biens consommables. Pendant une longue période et tant que toutes les usines ne sont pas encore transformées, la demande dépasse largement l'offre des biens consommables, ce qui incite encore à faire des nouveaux investissements. Mais il arrivera un moment où l'offre dépassera la demande et ce moment est celui de la crise économique.

En somme, notre système économique implique la crise économique. Il ne peut pas fonctionner sans aboutir à une crise de surproduction. Cependant, la surproduction n'est pas un phénomène permanent du fait que notre système subit l'influence des facteurs qui l'orientent vers l'expansion économique. De plus, la crise économique prend la forme d'une sinusoïde à cause du long processus de la production. Si la production des biens était instantanée la crise de surproduction serait visible immédiatement. C'est l'intervention du temps qui donne à la production capitaliste l'aspect bien connu du cycle économique. Mais il faut avouer que le problème des investissements est un des problèmes les plus discutés en science économique. Le phénomène de l'équilibre économique est lié au problème des investissements et plusieurs économistes, partant d'une observation insuffisante, en ont tiré des conclusions qui sont insoutenables. Il est donc nécessaire de reprendre cette analyse et de nous demander si les investissements sont de nature à assurer l'équilibre.

§ 3. — INVESTISSEMENTS ET ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE.

Nous nous trouvons en présence d'une théorie économique que nous pouvons considérer comme classique. Suivant cette théorie l'épargne, dans sa première phase, est une réserve de valeurs, mais ensuite elle retourne dans le circuit économique et se transforme en épargne créatrice. Nous faisons pour le moment abstraction du phénomène de la thésaurisation, bien que dans certains pays et pendant certaines périodes la thésaurisation puisse prendre une certaine ampleur. Nous admettons donc que l'épargne retourne dans l'économie et se transforme en investissements. Par le terme

investissements, sans autre précision, nous entendons les investissements productifs, ceux qui sont destinés à faciliter la production des biens consommables. Au sens large du terme les dépenses en vue de l'exécution de travaux publics sont aussi des investissements, mais ces derniers doivent être distingués, car leurs effets ne sont pas les mêmes. En effet, lorsque les pouvoirs publics engagent des dépenses en vue de construire une route, ou une école, nous avons un accroissement de la consommation des biens, mais nullement un accroissement de la production, une augmentation de l'offre des biens. La route ou l'école est construite pour le compte de l'Etat, elle n'est pas un bien qui sera un jour vendu sur le marché comme les voitures, les appareils de radio, les vêtements, etc.

Il s'agit donc de voir quels sont les effets des investissements productifs sur l'évolution du cycle économique. Pour nous, les investissements assurent au présent un équilibre économique, ils amplifient l'essor économique, mais pour un avenir plus ou moins proche, ils conduisent à un déséquilibre économique. La théorie classique est contraire à cette conception. Pour les classiques, l'argent est finalement consommé d'une façon ou d'une autre. L'analyse n'a pas été poussée plus loin d'autant plus que pendant la période de l'expansion du capitalisme cette conception semblait se vérifier. Cette soi-disant vérification ne provenait pas de l'exactitude de la théorie, mais de l'évolution du capitalisme vers l'expansion et de l'élargissement continu du marché. Tant qu'un surplus de production était écoulé dans des pays neufs, des pays dont la production était très peu développée, tant que la production des métaux précieux apportait une influence hautement favorable sur l'économie, la théorie se vérifiait admirablement. Mais le miracle du sorcier ne résultait pas de la pratique des exorcismes ; c'était l'effet positif de l'arsenic.

Cependant cette théorie est encore soutenue par certains auteurs et notamment par M. HAYEK qui considère que l'épargne est capable de conduire à ce paradoxe de se transformer en investissement et d'assurer l'équilibre économique. Nous sommes donc en présence d'un problème très difficile, et nous devons traduire notre affirmation que les investissements déplacent la difficulté, sans apporter une solution, par une démonstration satisfaisante. Nous poursuivrons notre raisonnement sous la forme de la distribution du pouvoir d'achat. Le pouvoir d'achat qui est distribué par une entreprise est la somme d'argent qui représente le coût de production. Il s'agit donc de voir dans quelle mesure le pouvoir d'achat distribué est suffisant pour l'achat de la totalité de la pro-

duction. La production d'un bien nécessite des dépenses qui peuvent se classer de la façon suivante :

1° La rémunération de la main-d'œuvre employée à la production.

2° Les loyers et les différentes redevances que les entreprises doivent payer, ainsi que tous les frais généraux de l'entreprise.

3° Le prix d'achat des matières premières ou des produits semi-finis.

4° Les frais à prévoir pour le remplacement et l'amortissement de l'outillage.

5° Les intérêts à acquitter sur les capitaux empruntés par l'entreprise.

Nous pouvons classer toutes ces dépenses en deux catégories et parler de frais de production proprement dits et frais généraux. Si nous représentons la totalité de la somme par le chiffre 1.000, nous dirons que le coût total d'un bien est de 1.000 unités monétaires et qu'il faut que la vente soit effectuée à 1.100 unités monétaires afin qu'un bénéfice net reste pour l'entrepreneur. Dans le cas d'une société par actions, nous dirons qu'il est nécessaire qu'un bénéfice net en résulte pour être partagé comme dividende entre les actionnaires. Le problème consiste à démontrer que l'on peut vendre le bien à 1.100 unités monétaires. Si nous faisons une analyse de logique formelle, ce problème est possible et concevable. En effet, nous sommes en présence d'une série d'entreprises dont l'activité est la même. D'une part, une dépense en prix de revient pour une somme de 1.000 unités monétaires, d'autre part, la prétention de vendre le bien à 1.100 unités monétaires. Comme la somme de 100 unités monétaires reste dans le circuit économique et par hypothèse se transforme en investissement, nous pouvons aligner des chiffres à l'infini que nous retrouvons à chaque période. à chaque révolution du mécanisme économique. La même somme se retrouve à la fin du calcul. Ainsi les 100 unités monétaires qui seront distribuées comme dividende serviront à des achats de biens ou des investissements, c'est-à-dire à l'achat de facteurs de production en vue d'élargir encore plus la production. Par ce système à chaque instant nous retrouvons les mêmes chiffres. Si nous raisonnons sur le schéma de l'offre et de la demande, ou sur la notion comptable : doit et avoir, nous aurons constamment et après chaque période un bilan, dont les chiffres s'équilibrent.

Mais si nous quittons la science formelle et nous voulons faire une analyse de la réalité, cette conception devient indéfendable.

Entre le passage d'une somme de l'état d'épargne à l'état d'investissement l'élément temps intervient et rompt l'équilibre purement logique et formel. De plus, avant de procéder à l'investissement des 100 unités monétaires qui sont le profit de l'entrepreneur, il faut d'abord réaliser ce profit, il faut au préalable écouler les biens et il n'est précisément pas possible de les vendre du fait qu'entre les deux postes : offre et demande des biens, il existe une différence. Avant donc d'investir, il faut que le profit soit réalisé et précisément sa réalisation s'avère impossible. Par conséquent, l'épargne ne peut prendre naissance et elle ne peut s'investir, ni avoir une influence sur sa création. Pour fixer notre pensée, nous dirons que l'épargne est virtuelle, en puissance. Elle représente des biens qui doivent être vendus, mais dont malheureusement la vente est impossible. C'est un mécanisme qui ne peut pas fonctionner sans un apport extérieur. Il ressemble à une personne qui se trouve par terre, dans l'impossibilité de se relever sans une aide extérieure.

L'opération réussit si nous supposons qu'un autre entrepreneur effectue des investissements au moment précis où les biens du premier sont prêts pour la vente. Mais la difficulté ne fait que se déplacer. Le deuxième entrepreneur ne peut, à son tour, réaliser un profit, à moins qu'un troisième ne procède à des investissements. Ainsi, à aucun moment nous n'avons une solution au problème, mais un déplacement de la difficulté. La difficulté même s'aggrave car avec l'écoulement du temps, il faut compter avec l'intérêt du capital qui représente une progression géométrique et pèse de plus en plus sur la production. Chaque mois qui passe, chaque année qui s'écoule se traduit par un accroissement des intérêts du capital. Comment, dans ces conditions, pouvons-nous tirer un profit de la production et servir les intérêts colossaux du capital qui sont une véritable boule de neige avec l'écoulement du temps ? On peut nous répondre toujours que ces sommes importantes représentées par l'intérêt du capital seront investies dans la production. Par conséquent elles ne sont pas perdues pour le circuit économique. Oui, mais avant que ces sommes soient disponibles pour être investies, il faut les réaliser. Cette réalisation est impossible et nous ne pouvons pas considérer qu'un facteur inexistant peut avoir des effets.

Le profit, pour se réaliser, nécessite un apport extérieur au circuit économique. De la même manière qu'un homme ne peut pas faire un bénéfice en pratiquant l'échange avec lui-même, car ce qu'il gagne d'un côté, il le perd de l'autre, les entreprises ne

peuvent pas réaliser toutes les fois un bénéfice sans un apport extérieur au système économique. Le bénéfice résulte toujours de la vente d'un bien à un prix supérieur à son coût de production. Si nous réunissons dans notre calcul 10 entreprises, par exemple, dont chacune recueille un profit de 100 unités monétaires, nous avons un bénéfice total de 1.000 unités monétaires et nous devons nous demander qui a payé cette différence. Il est impossible que toutes les entreprises à la fois réalisent un profit. Ce qu'une entreprise gagne, il faut qu'une autre le perde. Ce problème ne peut trouver de solution que dans l'accroissement de la monnaie en circulation, ou d'une manière générale, l'intervention d'un des facteurs qui orientent l'économie vers l'expansion.

Que les investissements productifs ne soient pas de nature à résoudre ce problème, nous pouvons le comprendre en posant la question sous une autre forme. Nous sommes en présence d'une société fermée composée de 1.000 personnes. Du fait que la production directe a donné des produits suffisants pour la nourriture de cette population, 100 personnes sont affectées à la construction d'un outillage qui transformera la production directe en production indirecte, production plus efficace. Disons que 100 personnes s'occupent de la construction d'une usine, tandis que les 900 autres produisent les biens de consommation destinés à la totalité de la population. Mais après un certain temps et lorsque l'usine sera prête et mise à la disposition des 900 personnes, la production des biens de consommation sera en accroissement à tel point qu'il faudra détacher un autre groupe de la population, de la production des biens, vers la construction d'une usine. Il faudra donc affecter 200 personnes à cette construction. Mais il arrivera un moment où la nouvelle usine sera prête et il sera nécessaire de procéder à un troisième tour et de faire passer de nouveau un autre groupe de la production des biens consommables à la production d'une nouvelle usine, à la fabrication de l'outillage.

Or, il saute aux yeux que l'outillage des usines ne peut pas être usé si rapidement et au deuxième tour, quand la répartition sera de 200 personnes à la production de l'outillage et 800 personnes à la production des biens de consommation, le processus doit s'arrêter et une partie des personnes deviendra disponible. On ne peut pas déplacer continuellement la population de la production des biens consommables vers la production de l'outillage. Si nous restons dans le domaine formel, rien n'empêche d'admettre cette hypothèse jusqu'au moment où l'outillage devenant de plus en plus perfectionné, une seule personne s'occupera de la

production des biens de consommation et 999 pour la production de l'outillage. C'est le point limite où le processus de ce raisonnement trouve son terme. Cependant, dans la réalité, ce terme est atteint très vite du fait que l'offre des biens dépasse la demande et on ne voit pas l'utilité et la nécessité de poursuivre les investissements et les constructions d'usines de plus en plus puissantes et perfectionnées, puisque les usines déjà existantes ne peuvent pas tourner à plein à cause de la mévente des produits.

Nous pouvons reprendre ce même problème sous la forme d'une famille patriarcale, composée de 20 personnes, qui vit en circuit totalement fermé. Le chef de famille affecte 2 personnes à la préparation de l'outillage qui est nécessaire pour la production des biens consommables. On s'aperçoit que les biens consommables sont plus que suffisants pour la consommation de la famille. Dans ce cas le chef de famille opère encore un déplacement et affecte encore 2 personnes à la préparation de l'outillage. La limite de ce processus sera lorsque 19 personnes seront affectées à la préparation de l'outillage et une seule personne à la production des biens consommables.

Mais l'intelligence humaine indique que dans le cas de la famille patriarcale et en l'absence de tout échange, puisque par hypothèse nous admettons que les 20 personnes vivent en société autarcique, au sens strict du mot, on s'occupera de travaux d'utilité publique et on diminuera aussi le temps de travail, dans la mesure où la production devient abondante et dépasse les besoins du groupe. La même solution doit être préconisée dans la société actuelle et c'est dans cette voie qu'il faut chercher la solution du problème. Notre économie fonctionnant sur la base que nous connaissons conduit au déséquilibre économique. Les effets des investissements sont un déplacement de la difficulté vers l'avenir. Pendant un temps les investissements nous donnent un équilibre économique, puis en second temps et lorsque les installations sont achevées, la surproduction fait son apparition. Raisonner d'une façon formelle et faire un jeu d'esprit avec les chiffres comme c'est le cas de la théorie de M. HAYEK, c'est tomber dans une mystification qui au point de vue logique est inattaquable, mais qui n'en reste pas moins une impossibilité à réaliser. Cet aspect du problème sera mieux compris à l'aide d'un exemple.

Nous pouvons fonder une firme et déclarer que nous avons trouvé un procédé pour distribuer gratuitement des appareils de radio. Nous demandons à chaque intéressé de nous verser 1.000 fr. contre remise de 5 bons. Le postulant à la réception d'un poste

de radio vendra les 5 bons à 5 autres personnes à raison de 200 fr. par bon, ce qui lui permet de récupérer la somme de 1.000 fr. Mais chacune de ces 5 personnes à son tour doit verser 1.000 fr. pour recevoir 5 bons. Chaque personne qui place les 5 bons indique les noms des acheteurs. Par conséquent, dès que les acheteurs des 5 bons ont versé chacun la somme de 1.000 fr. pour recevoir 5 bons, la première personne a droit à sa prime, c'est-à-dire à son poste de radio. Tel est le procédé. Faisons maintenant un calcul. La première personne a placé 5 bons et les 5 autres personnes acheteuses des bons ont envoyé chacune la somme de 1.000 fr. puisque la société touche une somme de 6.000 fr. (1.000 fr. de la première personne et 1.000 fr. de chacune des 5 autres personnes) elle peut parfaitement livrer gratuitement un appareil de radio. Mais la progression étant géométrique et la raison 5, au deuxième tour, les 5 personnes ne peuvent toucher la prime qu'à condition que chacune trouve 5 personnes pour placer ses bons et que les 5 personnes à leur tour envoient chacune 1.000 fr. à la firme.

Par cette méthode, chaque fois que dans la caisse de la société entre la somme d'argent qui représente la valeur de l'appareil radiophonique, la société s'empresse de donner « gratuitement » un appareil. Cependant il est évident que cette chaîne ne peut aller très loin. Au point de vue logique, rien n'empêche d'admettre la réalisation de ce procédé. Mais ce qui est un jeu d'esprit, une analyse logique, ne peut pas être considéré comme possible dans la réalité.

Si maintenant nous reprenons le même raisonnement sous la forme des investissements, le schéma sera le suivant. Si Dupont a construit une usine qui produit des biens de consommation, l'économie sera en équilibre à condition que Durand entreprenne la construction d'une autre usine. Mais Durand ne pourra pas réaliser un profit après l'achèvement de son usine, à moins que Leblanc entreprenne la construction d'une troisième usine et ainsi de suite. Si on suppose que le profit qui sort de la production s'investit automatiquement et sert à la construction d'un outillage de plus en plus puissant, l'économie trouve son équilibre. Mais l'investissement ne résulte pas d'un automatisme mécanique. Il est le résultat d'un acte réfléchi, le résultat d'un calcul économique basé sur la probabilité de la réalisation du profit. Il est donc évident que cette probabilité diminue au fur et à mesure que les investissements s'élargissent et il arrive un moment où l'arrêt sera total.

Le mécanisme des investissements doit être lié aussi avec

une progression géométrique, mais la raison n'est pas si forte que celle du nombre 5 que nous avons donné comme exemple plus haut. Il ne faut pas, en effet, oublier que les intérêts du capital qui pèsent dans la production sont d'une progression géométrique.

Il semble légitime de retenir de cette analyse que notre théorie interprète correctement la réalité et que c'est en fonction de cette théorie qu'il faut essayer de comprendre les phénomènes économiques. Par conséquent nous ne devons pas tenir compte des objections qui sont un pur jeu d'esprit. L'analyse scientifique doit être une analyse du réel et non une analyse purement formelle qui n'a aucune chance de trouver son application dans la réalité.

CHAPITRE VI.

ÉPARGNE, CRÉDIT ET ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE.

§ 1. — LE RÔLE DE L'ÉPARGNE.

Dans notre analyse, nous avons insisté particulièrement sur ce fait que, si une partie de la monnaie n'est pas consommée, l'économie ne peut pas trouver son équilibre. Nous avons considéré que la monnaie qui est épargnée conduit au déséquilibre économique. Cependant une telle conception est en opposition avec toute la théorie économique traditionnelle. Pour les classiques, en effet, et les néoclassiques l'épargne ne peut pas provoquer le déséquilibre économique. Ce qui est épargné retourne dans l'économie sous forme d'investissements. Pour les classiques, épargner ne veut pas dire thésauriser, mais se priver, s'abstenir de consommer en vue d'un placement productif d'intérêt.

Si, pour fixer les idées, nous prenons comme base de notre raisonnement une équation algébrique fort simple, nous pouvons énoncer les signes suivants : Par la lettre P, nous pouvons représenter le revenu total de la production. Par la lettre C, la somme du revenu représentée par la consommation, et par la lettre E, la valeur représentée par l'épargne. Nous avons ainsi l'équation $P = C + E$. Si maintenant nous acceptons que l'épargne retourne dans l'économie sous la forme des investissements, nous devons avoir une autre équation de la forme : $E = I$.

Or, toute la question est de savoir si nous pouvons soutenir une telle affirmation. Pouvons-nous prétendre que toute somme épargnée sera investie dans la production ? Peut-on identifier l'épargne et les investissements ? Nous croyons que sur cette question il faut répondre par la négative. L'identification de l'épargne et des investissements est une erreur qui peut s'expliquer historiquement, mais elle n'en reste pas moins une erreur. Nous disons que cette erreur s'explique historiquement. Pour comprendre ce

phénomène, il est nécessaire de suivre un peu l'évolution de notre économie et d'examiner de près le rôle de l'épargne.

Quel est, en effet, le rôle de l'épargne ? Quel est le service que l'épargne peut nous rendre ? Essayons de répondre à ces questions. Une somme monétaire n'est pas consommée, mais épargnée par le titulaire d'un revenu. Cette monnaie dans sa première phase est une réserve de valeur. Son titulaire pense à son avenir, aux aléas du futur et il désire se constituer une réserve de valeur. Mais l'épargne ne reste pas longtemps dans cette première forme. L'argent sera déposé dans un établissement de crédit ou prêté directement à un entrepreneur ou même utilisé dans la production par l'épargnant lui-même s'il est aussi entrepreneur. Qu'il s'agisse d'un prêt effectué directement par l'épargnant à un entrepreneur ou par l'intermédiaire d'un établissement de crédit, dans tous ces cas, l'épargne s'introduit dans l'économie et se transforme en épargne créatrice. Elle permet l'utilisation d'un outillage de plus en plus perfectionné qui accroît chaque jour la production. Sans appel à l'épargne la production ne peut pas se développer. Ainsi s'expliquent les louanges à l'épargne des économistes classiques.

C'est l'épargne qui permet de rendre la production de plus en plus indirecte, d'allonger son processus et d'obtenir ainsi une productivité plus grande. Ce sont des faits bien connus et sur lesquels il n'existe pas de contestation. Le problème est de savoir si l'épargne peut constamment s'investir dans la production et que, par ce moyen, l'équilibre soit assuré. Nous répondrons sur ce point que lorsque l'économie traverse une période d'expansion économique, dans le cas où la demande des biens ne trouve pas satisfaction complète, l'épargne est très demandée et son utilisation conduit à des effets bienfaisants. Tout autre est la situation dans le cas où la production dépasse la demande. En pareille hypothèse, l'épargne aggrave le déséquilibre économique et déprime l'économie. Son investissement est impossible, puisque déjà l'économie est en déséquilibre.

Fixons notre regard à une époque historique. Au commencement du XIX^e siècle l'Europe sort péniblement de la période des guerres napoléoniennes, l'industrie se développe, l'Europe est l'atelier exclusif du monde entier. Durant une telle période le rôle de l'épargne est bienfaisant. Une somme d'argent qui n'est pas dépensée est investie dans la production. L'épargnant touche comme rémunération un intérêt. Ainsi, grâce à l'épargne la production se développe, les produits sont de plus en plus perfec-

tionnés et à un prix de revient en baisse, ce qui conduit à un élargissement de la consommation et à la conquête de marchés de plus en plus larges à travers le monde.

Si nous tenons compte de telles périodes historiques, incontestablement nous pouvons assimiler l'épargne et l'investissement. On ne peut pas concevoir une épargne qui ne trouve pas à s'investir. Cependant nous ne pouvons pas généraliser et affirmer qu'en tout état de cause l'épargne se transforme en investissements et que dans ce processus l'économie ne peut pas tomber dans le déséquilibre.

Peut-être, sur ce point de notre analyse, nous devons tenir compte d'une objection présentée fréquemment par certains auteurs. On observe, en effet, qu'au moment précis où la crise éclate, il semble bien que l'on se trouve en présence d'un manque d'épargne, puisque la crise est toujours précédée et caractérisée par une tension du taux de l'intérêt. Nous avons déjà donné l'explication de ce phénomène en observant que la mévente des produits oblige les entreprises à stocker une partie de la production. Or, il suffit qu'une entreprise retienne le dixième de sa production annuelle pour voir sa trésorerie à sec. C'est donc le stockage de la production qui nécessite une demande de crédits de plus en plus grande et à laquelle les banques ne peuvent pas faire face. Ainsi la crise éclate par le dépôt du bilan d'une firme qui faute de liquidités et en présence d'une production de plus en plus accrue et sans écoulement, se trouve dans l'impossibilité de faire face à ses engagements.

Mais il y a là une matière extrêmement difficile qui soulève des discussions et nous croyons utile de reprendre cette analyse en nous appuyant sur certains aspects de la monnaie.

§ 2. — MONNAIE, ÉPARGNE ET CAPITAL.

Voici le titulaire d'un revenu qui économise une somme d'argent. Il ne dépense pas cette somme, mais il désire faire un bon placement afin de s'assurer un revenu. Il peut lui-même devenir entrepreneur. Il peut s'occuper de la production d'un bien. Mais il peut aussi prêter son argent à un entrepreneur, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un établissement de crédit. Quel que soit le processus adopté, la nature de l'opération est la suivante. Une somme d'argent a été dépensée en vue de la production d'un bien. Il faut qu'après l'achèvement de la production le

produit de la vente soit supérieur aux dépenses. La production d'un bien nécessite l'intervention d'un certain temps. Par conséquent la production sera grevée par le taux d'intérêt qui correspond à l'intérêt de l'argent utilisé. Comment dans ces conditions l'économie trouvera-t-elle son équilibre ? Comment l'investissement assurera-t-il cet équilibre ?

Prenons un exemple concret. Nous sommes en présence d'une société fermée, telle est comme nous l'avons observé l'économie mondiale dans son ensemble. Le revenu total de la production est représenté par le chiffre 10.000. De ce revenu 9.000 sont consommés et 1.000 sont épargnés. Ces 1.000 sont également investis, ce qui assure l'équilibre à l'économie. Mais cet équilibre n'est que momentané. Au premier moment que nous appelons instant *t*, nous avons 10.000 d'un côté, 9.000 et 1.000 de l'autre ce qui nous donne l'équilibre. Nous admettons dans cette hypothèse que l'épargne se transforme automatiquement en investissements. Mais au deuxième tour que nous appelons instant *t'* nous devons avoir une production d'une valeur de 11.050. Nous avons auparavant 10.000 + 1.000 d'épargne et 50 unités d'intérêt de l'argent pour une année, ce qui nous donne au total une somme de 11.050. Admettons que la consommation sera un peu accrue. Toutefois au deuxième tour, à l'instant *t'* l'épargne sera plus forte qu'à l'instant *t*. Au fur et à mesure que l'épargne s'investit la production est grevée de la somme correspondante, plus les intérêts en fonction du temps écoulé. Surtout, il ne faut pas oublier que le loyer de l'argent est un intérêt composé, l'accroissement représente une progression géométrique et un calcul élémentaire démontre que très rapidement on peut atteindre des sommes astronomiques. Une somme d'argent investie dans la production grève l'économie avec tous les intérêts écoulés. Voici un calcul fort simple qui peut bien fixer les idées. Une somme de 1.000 francs, prêtée à 4 % par an devient :

Après 100 ans	Francs	50.150
— 200 —	—	2.546.600
— 300 —	—	128.530.000
— 400 —	—	6.455.000.000
— 500 —	—	327.338.000.000

Comment dans ces conditions la capitalisation est-elle possible ? D'où sortira-t-on ces sommes pour payer les capitalistes qui prêtent leur argent ? Comment est-il possible de payer l'intérêt

du capital ? Notons que nous n'examinons par pour le moment la légitimité de l'intérêt, mais nous nous demandons comment il est possible d'effectuer le paiement de l'intérêt du capital. A notre avis la capitalisation est impossible sans une expansion continue de l'économie, sans un accroissement constant de toutes les valeurs qui ne peut se produire que lorsque les prix sont soutenus ou orientés nettement vers la hausse.

On nous objectera peut-être que nous raisonnons toujours sur un exemple qui se réduit à une seule entreprise. Nous répondrons que ce qui n'est pas possible pour une seule entreprise n'est guère possible pour toute l'économie dans son ensemble. Tant que l'on se trouve dans une économie totalement fermée, tant qu'un des facteurs que nous avons énumérés comme étant susceptibles d'imprimer à l'économie une orientation vers l'expansion n'intervient pas, la capitalisation est impossible. L'argumentation des économistes sur ce point est indéfendable. La conception, par exemple, de M. HAYEK qui invoque le long processus de la production constitue une méconnaissance totale de la nature du phénomène économique. Le long processus crée une illusion, il donne l'impression qu'un jour on réalisera un profit. De ce fait comme nous l'avons vu précédemment on peut s'engager dans la voie des investissements et préparer un « boum ». Mais il ne faut pas croire que le long processus possède la vertu d'assurer un profit. Plus le processus est long, plus la production doit supporter les intérêts du capital. Le long processus de la production ne peut pas modifier la réalité économique. Si la recette totale de la production est moindre que le coût de production la capitalisation est impossible ; l'économie est déficitaire. Il va sans dire que ce qui compte c'est le revenu total de l'entreprise qui doit dépasser le coût de production et nullement les prix unitaires des biens qui peuvent très bien être en baisse, par suite d'une réduction du prix de revient.

Voici un exemple. La production d'un bien qui se faisait auparavant d'une façon rudimentaire s'effectue ensuite, grâce à l'investissement de l'épargne dans la production, d'une manière indirecte, d'une manière qui est plus perfectionnée et plus efficace. Dans ce cas tous les prix unitaires des biens sont en baisse. Cependant ce qui intéresse le calcul économique ce n'est pas le prix unitaire, mais la recette totale qui doit couvrir largement le prix de revient composé de la valeur des matières premières, de la rémunération du travail et de l'amortissement des installations, etc. Lorsque les recettes globales ne sont pas supérieures au prix

de revient l'opération est déficitaire. Telle est, croyons-nous, la nature du problème. Nous pensons cependant qu'il est utile de poursuivre cette analyse en prenant comme point de départ le phénomène du crédit. Il nous semble que la nature du crédit peut permettre de saisir au vif tout ce mécanisme.

§ 3. — MÉCANISME ET INFLUENCE DU CRÉDIT.

Voici un entrepreneur qui s'aperçoit qu'il existe quelque part un besoin économique à satisfaire. Il s'adresse à un établissement de crédit ou directement à un épargnant ; il emprunte une somme d'argent et s'engage délibérément dans la production des biens. L'opération ne peut être rentable qu'à condition que la vente des produits couvre toutes les dépenses. Il faut payer les frais de la production, l'intérêt du capital emprunté et réaliser, de plus, un certain bénéfice. Sous cette forme, nous avons posé un problème qui est au centre des phénomènes économiques. C'est le problème de la réalisation du profit. En d'autres termes, nous devons nous demander : quelles sont les conditions nécessaires et suffisantes pour la réalisation du profit ? Nous sommes en présence d'un problème que la science économique ignore totalement. On cherchera en vain un ouvrage qui examine ce problème sous cette forme. Les économistes se bornent à définir le profit, sans s'occuper des conditions de sa réalisation.

Pour nous, la réponse est toujours la même : Sans une expansion économique, sans un accroissement des valeurs, le profit est irréalisable. Pour produire quelque chose avec profit, il faut que l'économie évolue dans le sens de l'expansion, que les prix ne soient pas en baisse très forte, de façon que la recette totale de l'entrepreneur dépasse ses dépenses, car autrement l'opération s'avère déficitaire.

Mais revenons à la forme du crédit qui peut avoir plusieurs aspects et dont pour simplifier nous ne retiendrons que deux. Le crédit peut représenter une somme d'argent que son titulaire n'a pas consommée. Il renonce à une consommation immédiate et il désire obtenir un prix de cette renonciation. Le titulaire de la monnaie renonce surtout à la liquidité. S'il garde la monnaie dans sa forme matérielle, il peut à chaque instant l'utiliser. Il n'en est pas ainsi s'il fait un placement. La liquidité dans ce cas disparaît, même si la créance monétaire est d'une forme très simple, à moins qu'il s'agisse d'un dépôt d'argent à vue.

Nous avons déjà observé que l'argent emprunté sera utilisé en vue de la production d'un bien et il faut que la production permette la restitution de la somme empruntée. Et nous retrouvons toujours le même problème devant nous : il faut que les recettes provenant de la vente des produits dépassent les dépenses, car autrement le remboursement est impossible. Tel est l'aspect du crédit dans sa forme la plus simple. Mais il en existe une autre, plus compliquée, qui a son origine à la création par les banques d'une sorte de monnaie. Nous faisons allusion à ce que l'on appelle d'ordinaire la monnaie scripturale. Il existe là un mécanisme très compliqué que nous devons présenter sous une forme autant que possible schématique.

Partons de l'observation que la monnaie épargnée est déposée dans les établissements de crédit et canalisée ensuite vers la production. Les banques acceptent plusieurs catégories de dépôts, mais nous pouvons faire une division bipartite fort simple : 1) dépôts à vue ; 2) dépôts à terme. Dans le premier cas le titulaire d'un dépôt peut retirer n'importe quel jour ouvrable son argent. Dans le deuxième cas l'écoulement du délai stipulé dans le contrat est nécessaire. Qu'il s'agisse d'un dépôt à vue ou d'un dépôt à terme, l'expérience démontre aux banques quel est à peu près le pourcentage que l'on doit garder en liquidités afin de pouvoir faire face aux échéances. En principe, la banque doit être prudente et posséder suffisamment de liquidités. Cependant les liquidités ne rapportent rien et la banque réalise un gain dans la mesure où elle place l'argent qui lui est confié en percevant un intérêt qui est, comme il est bien connu, supérieur à l'intérêt payé. L'activité du banquier a comme but de toucher une différence entre l'intérêt payé au déposant et l'intérêt perçu par l'emprunteur.

Mais dans l'économie moderne les règlements des différentes transactions s'effectuent, dans une large mesure, par chèque et par virement d'un compte à l'autre. Un commerçant qui désire faire un paiement n'a pas besoin de donner des espèces. Il donne un chèque qui est porté au débit de son compte en banque et au crédit du compte du bénéficiaire du chèque, si bien entendu ce dernier possède aussi un compte dans le même établissement de crédit. Dans le cas où le bénéficiaire du chèque possède un compte à un autre établissement de crédit, l'opération aboutit à un transfert de dépôt d'une banque à l'autre. La première banque verra ses dépôts en diminution en faveur de la deuxième. Finalement, même si le compte du bénéficiaire du chèque se trouve à une

autre banque, pour un système bancaire bien organisé l'opération est simple : un déplacement en écritures s'opère du compte d'un client à celui d'un autre. Nous sommes en présence d'un virement d'un compte à un autre qui permet de faire le règlement d'une transaction commerciale.

Mais l'expérience prouve que lorsque ce système des paiements est très développé les banques peuvent se permettre un élargissement du crédit. En effet, les établissements de crédit peuvent être plus portés à l'octroi de fonds puisque finalement l'opération aboutira à un jeu d'écritures. Le système des virements non seulement ne provoque pas une diminution des dépôts des banques, mais au contraire conduit à un gonflement. Examinons attentivement ce mécanisme.

Voici un commerçant ou un industriel qui sollicite l'octroi d'un crédit de la part d'une banque. L'opération peut se baser sur l'escompte des effets de commerce, une avance sur titres, ou même représenter une ouverture de crédit pure et simple dans le cas où le client de la banque est considéré comme très solvable. Si la banque en prêtant une somme d'argent verse cette somme en espèces ses réserves diminuent. Mais le commerçant ou l'industriel n'a pas besoin d'espèces dans la mesure où la somme est destinée à effectuer un paiement à un autre commerçant, par exemple. Dans ce cas la banque accepte d'avancer la somme demandée, porte une écriture sur le poste : escompte d'effets de commerce, ou avance sur titres, etc., et en même temps la somme est portée au crédit du compte courant du client, c'est-à-dire au crédit de celui qui contracte l'emprunt.

Le but de cette opération est d'effectuer un paiement. Mais déjà entre le jour de l'emprunt et le jour du paiement un certain temps peut intervenir. Dans ce cas, nous sommes en présence d'un accroissement pur et simple des dépôts de la banque. Si le client a fait le virement immédiatement, il faut suivre les péripéties de cet argent. Dans le cas où la personne en faveur de laquelle un chèque a été émis possède aussi un compte dans le même établissement de crédit, la somme passe d'un compte à l'autre. La banque fait une avance de 100.000 francs à Dupont. Celui-ci émet un chèque en faveur de Durand. La somme passe du compte-courant du premier à celui du deuxième. Au total, pour la banque, nous avons un accroissement de ses dépôts représenté par la somme de 100.000 francs avancée à Dupont. Lorsque le bénéficiaire du chèque n'a pas de compte dans le même établissement de crédit, la somme se déplace d'une banque à l'autre. Toutefois

pour l'ensemble du système bancaire, tant que l'opération n'aboutit pas au retrait d'une somme en espèces, tant qu'une personne ne se présente pas à la banque pour demander le paiement de son chèque en billets le résultat est un accroissement certain des dépôts. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'affirmation que les dépôts des banques sont créés en grande partie par les prêts d'argent.

Si maintenant nous revenons sur l'influence de ce mécanisme sur l'équilibre économique, il n'est pas difficile de comprendre que tant que l'économie évolue favorablement le système de la création de cette monnaie, dite scripturale, peut fonctionner admirablement. La complication commence lorsque l'économie entre dans une période difficile. A ce moment les banques sont de plus en plus sévères à l'octroi du crédit, l'argent liquide est très demandé, ce qui signifie que les gens retirent beaucoup d'argent des banques afin d'effectuer des paiements en espèces. C'est un signe que les produits se stockent, l'écoulement devient de plus en plus difficile et la trésorerie des entreprises est mise rapidement à sec. Dans ces conditions l'admirable château de cartes qui s'appelle monnaie scripturale se détruit par un mécanisme inverse, le mécanisme de la déflation et la crise économique s'aggrave.

La conclusion de cette analyse est que durant la phase ascendante du cycle économique on accroît les investissements, on utilise tous les moyens pour développer la production, car chacun a l'illusion qu'il parviendra à réaliser une opération avantageuse et profitable, mais il arrive un moment où l'économie se trouve en position de porte-à-faux. Chaque entreprise dépensait de l'argent pour faire des investissements en croyant qu'elle parviendrait à vendre ses produits et à rembourser ses dettes de façon à réaliser un certain bénéfice. Or, le renversement de la conjoncture, cette impossibilité de vendre les produits place en mauvaise position un très grand nombre d'entreprises. L'actif des entreprises estimé au cours du jour ne couvre plus le passif, ce qui montre bien que l'entreprise est acculée à déposer son bilan. Finalement l'opération du crédit et le processus de la monnaie scripturale n'ont d'autre effet que d'amplifier le cycle économique. Grâce au système des virements une construction est échafaudée qui s'avère très solide, si l'économie évolue favorablement. Mais à la première difficulté le mécanisme est enrayé et l'édifice s'écroule.

Il y a là un problème qui peut-être n'est pas aisément compréhensible sans faire une analyse du paradoxe de la valeur.

Mais auparavant nous devons faire une courte analyse sur le rôle des banques dans l'évolution du cycle économique.

§ 4. — LE TAUX D'INTÉRÊT ET LA POLITIQUE DES BANQUES.

L'attitude des banques en ce qui concerne la politique du crédit a été mise en cause très souvent par les économistes. On reproche aux banques de dépôts de pratiquer une politique contraire à celle indiquée par l'évolution de la conjoncture économique. On incrimine également la politique des Instituts d'émission. Examinons successivement les deux aspects du problème.

Pour ce qui est de la politique des banques de dépôts, on considère que la facilité avec laquelle le crédit est accordé durant la période de l'ascension du cycle économique conduit à des exagérations de la part des entrepreneurs. Il est donc nécessaire de pratiquer une politique plus prudente, une politique qui empêcherait les investissements inconsidérés dans la production. Il est possible que ce reproche trouve un certain fondement. Cependant, il faut tenir compte que la banque est une entreprise privée, elle cherche la réalisation d'un profit et l'utilisation productive de l'argent qui lui est confié. Par conséquent on ne peut pas concevoir une banque qui, pour ne pas donner une amplification au cycle économique, se refuse à accorder du crédit à un industriel. Si la situation économique semble favorable l'industriel peut obtenir le concours d'une banque concurrente. Dans ce cas la banque perdra un client, sans pour cela empêcher l'inflation du crédit.

Même si nous admettons que le système bancaire d'un pays est dirigé et que tout abus de crédit est exclu, cette mesure ne saurait être efficace que si elle prend un caractère international. Il est nécessaire, en effet, de pratiquer la même politique dans le monde entier, ce qui signifie que l'on doit faire de l'économie dirigée sur le plan international. Un pays qui restreint sa production dans l'intention d'éviter la surproduction ne porte pas remède à la situation ; il sera finalement atteint par la crise économique, malgré une politique de défense et de protectionnisme. Le pays donc n'a pas intérêt à restreindre sa production.

Quant à la politique des banques, celle-ci aussi est indiquée par le souci de l'intérêt privé qui est à la base de l'activité du banquier. Si le directeur d'une banque s'aperçoit que la crise approche, ou que la crise a fait son apparition, il s'efforcera nécessai-

rement de restreindre les crédits de sa clientèle, d'obtenir le remboursement de ceux qui sont considérés comme aléatoires, sans se soucier de l'influence de son attitude sur l'évolution de la conjoncture économique. Pendant la période de la crise économique une politique de crédit, pour être efficace, doit avoir un caractère général et s'appliquer simultanément dans tous les pays du monde. Il se peut que la politique des banques soit erronée dans les deux sens. 1) Exagération de crédit durant la période d'ascension du cycle économique, grâce à la méthode de la monnaie scripturale ; 2) politique très restrictive pendant la période de la crise économique, période justement qui nécessite des facilités de crédit pour permettre à l'économie d'éviter une chute très profonde des prix et une amplification de la crise.

Toutefois, on peut soutenir que la politique des banques est influencée par l'Institut d'émission. Sur ce point il faut d'abord observer que très souvent les banques de dépôts ne suivent pas la même politique que l'Institut d'émission. La banque d'émission, par exemple, élève le taux d'escompte pour empêcher une amplification du cycle économique, tandis que les banques de dépôts si elles possèdent de grandes disponibilités peuvent continuer une politique de facilité de crédit. Mais faisons l'hypothèse que les banques de dépôts suivent la politique tracée par l'Institut d'émission. Reste à voir quel sera le critérium de la situation et comment la banque d'émission fixera le taux d'escompte afin d'influencer le taux de l'intérêt sur le marché et d'exercer une influence de sauvegarde sur la conjoncture économique.

Plusieurs économistes qui ont étudié les cycles économiques soutiennent que l'Institut d'émission doit faire coïncider le taux d'escompte avec la productivité du capital ou taux d'équilibre. Il existe là une notion qui n'est pas très claire, car les définitions du taux d'équilibre ou taux naturel sont nombreuses. Il semble cependant que la définition prédominante soit la suivante : Il existe sur le marché une certaine productivité du capital. Si cette productivité est plus élevée que le taux d'intérêt il en résulte que les entrepreneurs ont avantage à procéder à des investissements. Nous pouvons fixer les idées par un exemple concret. Le taux de l'intérêt sur le marché est, par exemple, de 5 %, tandis que la productivité du capital est de 10 %. On s'aperçoit qu'il existe une marge bénéficiaire qui pousse les entrepreneurs vers l'élargissement de la production. Dans ces conditions la politique bancaire doit être telle que pendant l'ascension du cycle économique le taux d'intérêt soit élevé de façon à coïncider avec la

productivité du capital. Par ce moyen on peut empêcher les investissements inconsidérés. Il faut admettre que théoriquement cette politique se défend. Cependant, dans la réalité, il n'est pas possible pour un seul pays de freiner la production, car il n'a pas intérêt de le faire. Une telle politique pour se montrer efficace doit avoir un caractère international.

Si maintenant nous examinons la période de la dépression, cette théorie tombe dans l'absurde. En effet, nous avons dit précédemment que si le taux d'intérêt est de 5 % et la productivité du capital de 10 %, il faut que le premier soit ajusté sur le second afin de décourager l'élargissement de la production. Pendant la période de dépression économique il faut faire l'ajustement en sens contraire. La productivité du capital en ce moment est nulle, car les entreprises travaillent à perte. Donc la banque doit non seulement abaisser le taux d'intérêt, mais celui-ci doit devenir négatif ! En d'autres termes, puisque les entreprises travaillent à perte, la banque doit prêter de l'argent et accepter en remboursement une somme moindre. Si la banque prête 100 francs, par exemple, à la fin de l'année elle doit recevoir une somme de 95 francs. Telle est la signification exacte de cette fameuse théorie du taux naturel ou taux d'équilibre. Il n'est pas besoin d'insister sur l'absurdité de cette théorie.

Mais il existe un autre aspect de ce problème. On incrimine très souvent l'Institut d'émission pour son attitude durant la période de la crise économique. On soutient que pendant cette période, la banque doit accroître la monnaie en circulation afin de soutenir les entreprises qui sont en difficulté. Le raisonnement est le suivant : Si l'Institut d'émission accorde largement des crédits, le phénomène de la crise économique sera efficacement combattu. Cette opinion semble trouver un certain fondement du fait que la crise économique éclate précisément à un moment où le crédit est rare, l'épargne fait défaut, ce qui donne l'occasion à certains économistes d'affirmer que la crise résulte non de l'excès d'épargne mais du défaut d'épargne. Le monde tombe dans la crise économique parce qu'il n'y a pas d'épargne suffisante et non parce qu'on a trop épargné. Il existe là un problème très important qui mérite une réponse.

Il faut d'abord expliquer le manque d'épargne au moment précis où la crise économique éclate. Nous avons signalé précédemment que le long processus de la production capitaliste induit les entrepreneurs en erreur. Chacun croit qu'il existe quelque part une demande pour ses produits. De plus cette demande

devient réellement plus grande à partir du moment où on s'engage dans la voie des investissements. A ce moment la demande de tous les biens est en accroissement sans que l'offre subisse encore une modification, puisque les entreprises sont encore en voie de construction. Donc une bonne partie de l'épargne est ainsi dans la production. Mais au moment où la crise éclate nous ne sommes plus en présence d'une série d'entreprises en voie d'extension. Les investissements ont produit leurs effets. Un grand nombre d'entreprises sont obligées de stocker leurs produits, car le marché ne peut pas les absorber. C'est surtout ce phénomène qui se traduit par un manque d'épargne, une grande cherté de l'argent. Il n'y a pas comme certains économistes le prétendent des usines en voie de construction qui ne peuvent pas être achevées faute d'argent. Un tel phénomène est très rare et sans grande signification. Ce qui domine l'économie au moment de l'apparition de la crise est l'existence des stocks qui restent invendus.

La conséquence de tout ceci est que même si les banques continuent d'accorder largement des crédits, même si l'Institut d'émission procède à une émission de monnaie afin de soutenir l'économie, la crise est inévitable. En effet, prenons l'exemple d'une entreprise qui a besoin d'argent et qui demande une augmentation de ses crédits. Pourquoi cette entreprise a-t-elle besoin d'argent ? Parce que ses produits se vendent difficilement et qu'elle se trouve dans l'obligation de procéder à un ensemble de mesures dans le sens suivant : 1) Abaissement du prix de vente afin d'élargir la demande de ses produits. 2) Octroi de crédits aux intermédiaires et même directement aux consommateurs. Vente en somme à tempérament. 3) Enfin constitution de stocks de produits avec l'espoir que l'on obtiendra l'écoulement de ses stocks dans un avenir très proche, grâce à un ensemble de mesures.

On comprend alors comment l'argent devient cher et l'épargne fait défaut à une période où un très grand nombre d'entreprises sont obligées de se constituer des stocks et de vendre à tempérament pour soutenir une consommation qui ne peut pas suivre une production devenue très rapide. Il faut se rappeler l'aspect de la production moderne. La production est profitable dans la mesure où elle se développe en permettant ainsi un abaissement du prix de revient. D'où un souci constant pour chaque entreprise d'accroître sa production. C'est un fait vérifié par l'expérience quotidienne que l'accroissement de la production permet l'abaissement du prix de revient. Un certain nombre de frais, notamment les frais généraux ne sont pas proportionnels au volume de la pro-

duction. Si donc la production s'accroît les frais en question se répartissent sur une masse plus grande de produits, le prix de revient unitaire s'abaisse.

C'est cette situation qui incite l'entrepreneur à soutenir sa production en faisant appel au crédit, lorsque les produits ne se vendent pas. Il est vrai que l'apparition des stocks est un signe inquiétant, mais on ne peut pas procéder immédiatement à la restriction de la production et au licenciement du personnel. On tentera la chance, en continuant le même rythme de production pour un certain temps quitte à faire face à la situation par des appels de plus en plus grands au crédit. Toutefois, même en supposant que le crédit soit facile à obtenir, cette situation ne peut pas durer indéfiniment. Un entrepreneur peut très bien se permettre de stocker les produits de son usine d'un mois ou deux. Il ne peut pas le faire très longtemps. Les charges de l'intérêt pèsent sur les prix et à partir d'un moment il devient évident que la production ne trouve pas à s'écouler. Par conséquent, l'entrepreneur ne pourra continuer la production dans de telles conditions. Plus la production continue, plus le déséquilibre entre production et consommation s'aggrave. Ainsi, même si par hypothèse les banques accordent des crédits illimités à la production, les entrepreneurs eux-mêmes arrêteront le rythme de la production, en présence de l'impossibilité de faire écouler les produits. Dans la réalité, l'arrêt provient à la fois des banques et des entrepreneurs eux-mêmes. Il n'est pas économique de poursuivre une production qui ne trouve pas à se vendre.

En résumé, il n'est pas possible de soutenir que la crise provient du défaut d'épargne, ou de la politique erronée des banques. Il se peut que la politique de la facilité du crédit, la création de la monnaie scripturale amplifie le cycle économique, mais il n'en reste pas moins vrai que notre économie implique le déséquilibre économique. Il existe un décalage entre production et consommation. L'excès d'épargne est la cause première du mal. Ensuite la mauvaise répartition du revenu exerce une influence dans le même sens. Toutefois certains aspects de la crise ne peuvent pas être pleinement compris sans une analyse du phénomène de la valeur qui explique une baisse disproportionnelle entre les différents biens.

CHAPITRE VII.

LE PHÉNOMÈNE DE LA VALEUR.

§ 1. — LA VALEUR D'UN BIEN.

La théorie de la valeur est une théorie extrêmement difficile. C'est une matière qui fait l'objet de discussions nombreuses en science économique.

Si nous jetons un coup d'œil en arrière nous constatons que pour Adam SMITH la valeur d'un bien s'explique par le coût de production. Cependant l'utilité non plus n'est pas oubliée. Chez SMITH on ne trouve pas une théorie unitaire. Tour à tour, le grand Ecossais invoque le coût de production et l'utilité pour expliquer le phénomène de la valeur.

Chez RICARDO la théorie du coût de production domine. Notamment l'élément travail est facteur explicatif de la valeur d'un bien. Donc la théorie ricardienne est la théorie de la valeur-travail et cette théorie a été poussée à l'extrême par Karl MARX et a donné lieu à la construction de la fameuse théorie de la plus-value.

En réaction contre ce courant de pensée est venue l'école marginaliste qui met l'accent sur l'utilité du bien. Mais on a l'impression que l'école marginaliste tombe dans l'excès lorsqu'elle désire nier toute influence du coût de production sur la formation de la valeur. Pour comprendre le phénomène de la valeur nous devons répondre à la question : *pourquoi un bien possède-t-il une valeur ?* A cette question il faut, semble-t-il, répondre qu'un bien possède une valeur parce qu'il est utile, parce qu'il rend à quelqu'un un service, au sens large du terme.

Mais, pour qu'un bien possède une valeur, certaines conditions doivent être réunies. Le bien doit, notamment, être disponible, utilisable et exister en quantité limitée. Il faut surtout réfléchir sur cette dernière condition. Un bien, en effet, peut être utile, mais du fait que sa quantité est très grande, ce bien cesse

d'être un bien économique, cesse d'avoir une valeur quelconque. Les exemples de l'eau et de l'air sont classiques.

Nous disons donc que le bien, pour avoir une valeur, doit exister en quantité limitée. Mais c'est précisément sur le domaine de la limitation des biens que l'activité de l'homme s'exerce et c'est par là que le coût de production exerce son influence sur la formation de la valeur. Il est vrai que l'on ne doit pas dire qu'un bien a une certaine valeur parce que sa production exige un effort, exige des dépenses. C'est parce que le bien est utile, parce que le bien a une certaine valeur que l'on procède à ces dépenses. On a beau faire des dépenses, si l'objet n'est pas utile, on ne peut pas dire que les dépenses et l'effort occasionnés par la production du bien lui ont conféré une valeur.

Cependant si nous examinons de près le phénomène dans la vie économique nous constatons qu'un grand nombre de biens sont reproductibles par l'homme ; ils font l'objet de ses efforts. La conséquence de tout ceci est que la valeur d'un bien subira l'influence : d'une part, de la demande qui couvre l'utilité du bien, car le bien est demandé parce qu'il est utile et correspond à un besoin. D'autre part, la valeur du bien subira l'influence de l'offre qui est surtout fonction du coût de production, fonction des conditions de la production. Entre les deux facteurs un certain équilibre s'établit et ainsi se fixe la valeur du bien.

Prenons, comme base du raisonnement, un exemple concret, d'une forme très simple. Un producteur isolé fabrique un objet qui est destiné à satisfaire un de ses besoins. La production de cet objet nécessite un certain effort. Nous nous trouvons ainsi en présence d'un calcul économique qui met en balance : d'une part, l'utilité du bien, d'autre part l'effort nécessaire pour sa production. Si l'effort est jugé trop grand, la production du bien sera abandonnée. Par contre, la production du bien sera poursuivie si la satisfaction que son utilisation apporte est telle que l'effort nécessaire pour sa production est largement compensé. En somme nous mettons en balance : d'une part, l'utilité du bien, et, d'autre part, le coût de production. Si à tout prix on désire faire usage uniquement du concept « *utilité* » on dira que d'un côté existe l'utilité et de l'autre côté la « *désutilité* » représentée par le coût de production.

Mais l'utilité d'un bien diminue avec l'accroissement de sa quantité. L'utilité du bien prend une forme décroissante. Ceci s'explique du fait que nos besoins n'ont pas la même hiérarchie, la même importance. Si, par exemple, nous nous trouvons en pré-

sence d'une quantité donnée d'un bien nous pouvons immédiatement établir une échelle de valeurs. L'exemple classique que l'on donne est celui des seaux d'eau. Si nous avons une quantité d'eau limitée nous devons immédiatement penser à l'eau qui nous est nécessaire comme boisson, ensuite à la quantité d'eau indispensable pour faire la cuisine, pour faire notre toilette, pour arroser notre jardin, etc. Dans cette division, nous pouvons établir par ordre d'importance de nos besoins une échelle de cinq catégories. Si maintenant nous nous demandons quelle sera la valeur d'un seau d'eau, nous devons répondre que sa valeur dépendra de l'importance que nous attribuons au dernier besoin satisfait. Ceci s'explique du fait que les seaux d'eau sont interchangeables et par conséquent si nous perdons un seau le besoin qui ne sera pas satisfait est celui qui est considéré comme le moins important.

En somme, l'idée que nous devons retenir est que nos besoins sont d'un ordre décroissant. Au fur et à mesure que nous disposons d'une quantité de plus en plus grande d'un bien, nous l'apprécions moins. Il n'est donc pas étonnant que le coût de production intervienne dans la fixation de la valeur d'un bien. C'est cet aspect du problème que nous comprendrons mieux par quelques observations sur la formation des prix.

§ 2. — VALEUR ET PRIX.

On peut soutenir que la valeur d'un bien résulte d'une appréciation subjective de l'homme. Mais cette appréciation subjective s'exprime dans une société organisée et exerce une influence sur le comportement des hommes. En effet, puisqu'il est manifeste que nous attribuons une certaine importance à l'utilisation d'un bien qui donne satisfaction à un de nos besoins considéré comme très important, parfois même vital, ce fait incitera certaines personnes à s'occuper de la production de ce bien.

Particulièrement dans une société organisée, dans une société où l'échange des biens s'effectue par l'intermédiaire de la monnaie, la valeur de chaque bien s'exprime par un prix sur le marché. Il ne semble pas pour cela qu'il faille confondre totalement la valeur d'un bien avec son prix, mais c'est un fait certain que dans une économie monétaire le fait dominant est le prix monétaire du bien. Les appréciations subjectives sur l'utilité des biens existent, elles sont à la base du calcul économique et de l'activité

humaine, mais finalement tout se traduit dans une forme concrète par le prix monétaire sur le marché. Le phénomène de base est le suivant : un bien est hautement apprécié par les hommes. Il donne satisfaction à un besoin important. Ce bien est donc demandé. La conséquence de cette situation est que la production sera orientée dans ce sens. L'entrepreneur qui désire produire un bien regarde ce qui est demandé sur le marché et il organise en conséquence sa production. Si les vêtements sont demandés, l'entrepreneur agira en conséquence. Le but de l'entrepreneur est de produire un objet et de le vendre avec profit. Dans ce calcul économique l'utilité du bien est présente à chaque instant. Cependant, il ne s'agit pas de l'utilité que l'entrepreneur lui-même peut tirer ou non du bien. Il se peut que lui personnellement n'en fasse pas usage. Quel usage fera l'éditeur d'un livre d'une langue étrangère s'il ne connaît pas cette langue ? Cependant il ne peut pas s'empêcher de s'occuper de l'édition du livre lorsque celui-ci est demandé et que la réalisation d'un profit est possible. Il en est de même d'une multitude de biens qui ne sont pas à l'usage personnel de ceux qui les produisent.

La conséquence de cette situation est que la production est dirigée dans le sens indiqué par le marché. On produit ce qui se vend avec profit. Mais nous avons déjà signalé que les besoins des hommes doivent être classés dans un ordre de décroissance. Ceci signifie que les hommes attachent de moins en moins d'importance aux biens lorsque leur quantité s'accroît. Il est donc naturel que la valeur des biens diminue avec l'accroissement de leur quantité et que leur prix sur le marché s'abaisse. Et c'est sur ce point que le coût de production intervient dans la fixation du prix. Tant que les biens sont facilement reproductibles on ne se demande pas très longtemps quel est le besoin auquel le bien correspond, et quelle serait la privation si le bien manquait. Nous nous demandons uniquement quel est le coût de production et si un producteur nous demande un prix considéré comme exagéré nous pouvons nous adresser à un autre ou même dans certains cas nous occuper nous-mêmes de la production du bien.

Sur un marché régi par la concurrence, où le schéma de la production de l'offre et de la demande joue à plein, le prix du bien sera fixé, en temps normal, à peu près au niveau du coût de production. Tant que l'offre ne dépasse pas largement la demande, tous les biens peuvent s'écouler à un prix qui laisse une marge de bénéfice à l'entrepreneur. Mais nous avons déjà vu que la production s'accroît très rapidement et qu'elle dépasse très vite la

demande. Pourquoi la demande ne suit-elle pas l'offre ? A cette question il faut donner plusieurs réponses.

Les besoins qui restent à satisfaire sont moins urgents. L'homme préfère garder un peu d'argent, faire des économies, épargner, au lieu d'élargir la consommation et d'élever son niveau de vie. Pour certains biens l'offre peut dépasser largement ce qui est matériellement possible de consommer. Il en sera ainsi, par exemple, si la production du blé est telle que chacun mange à sa faim et que des stocks importants de blé restent invendus. Mais il existe aussi un autre aspect du problème. La mauvaise répartition du revenu conduit au paradoxe suivant : Il existe des gens qui désirent consommer et qui ne peuvent pas le faire faute d'argent, par suite du manque de revenu, tandis que d'autres qui possèdent des revenus n'ont plus le désir de consommer ; ils ont donné satisfaction à tous leurs besoins, même aux besoins de luxe, aux besoins qui peuvent être considérés comme les plus extravagants.

L'aboutissement final de cette situation est une production de plus en plus accrue qui ne trouve pas à s'écouler. Mais une fois que le phénomène de la surproduction fait son apparition, un déséquilibre intérieur entre les différents prix se charge d'achever le travail et de pousser à l'extrême le déséquilibre économique. C'est un point que nous devons examiner en réfléchissant sur le paradoxe de la valeur.

Rappelons qu'à la base de la valeur d'un bien est l'utilité. Le bien est utile parce qu'il donne satisfaction à un besoin. Lorsque le bien est reproductible, le facteur coût de production intervient pour la fixation de la valeur. Ainsi la valeur d'un bien, comme son prix sur le marché, sera déterminée par deux forces qui sont en opposition. La valeur d'un bien ou son prix sur le marché est une résultante de deux forces contraires : d'une part, la demande ; et, d'autre part, l'offre. La demande est alimentée par le désir de l'homme de donner satisfaction à un besoin. Mais la demande qui compte ce n'est pas un désir pur et simple, ce n'est pas une demande potentielle, mais une demande réelle, une demande solvable qui s'accompagne d'un revenu, car autrement la demande ne peut pas être honorée et trouver satisfaction.

L'offre du bien dépend des conditions techniques de la production. Pour offrir un bien, il faut tenir compte du coût de production. Dans ce sens, le coût de production intervient dans la formation de la valeur et exerce une influence qui est considérable. Particulièrement l'influence du coût est très grande dans une éco-

nomie monétaire qui est basée sur la division du travail et la concurrence. D'une manière générale, la concurrence conduit à un abaissement des prix de vente. Et cet abaissement ne trouve pas d'autre limite que l'obstacle du coût de production. Toutefois, en cas de surproduction, les prix des biens s'abaissent très rapidement, l'entrepreneur ne peut pas couvrir le coût de production et c'est à ce moment que la crise économique éclate.

§ 3. — LE PARADOXE DE LA VALEUR.

Nous avons déjà signalé que le bien économique correspond à un besoin et que les besoins de l'homme doivent être classés par ordre d'importance. Dans la mesure où nous descendons l'échelle, le besoin devient moins urgent et nous avons par là une explication du fait que la demande des biens ne peut pas s'accroître très vite et suivre l'accroissement de la production. De plus, le phénomène de l'habitude intervient. L'homme est habitué à une façon déterminée de vivre. Il modifie son train de vie avec l'accroissement de son revenu, mais les dépenses ne sont pas du même ordre que l'accroissement du revenu. En d'autres termes, l'homme ne veut pas dépenser la totalité de son revenu. Il va sans dire qu'il modifie sa façon de vivre, il devient de plus en plus dépensier lorsque son revenu s'accroît, mais il ne désire pas consommer la totalité du revenu, exception faite pour les prodigues. Si telle est la tendance générale et à côté de celle-ci il faut faire intervenir la mauvaise répartition du revenu qui aggrave la situation, nous avons de l'autre côté, du côté de l'offre des biens, une augmentation constante de la production. Le progrès technique et les inventions scientifiques perfectionnent et rationalisent chaque jour la production. Rien donc d'étonnant si la production dépasse largement la consommation. Il existe là une tendance chronique qui est contre-carrée par des accidents historiques et les différents facteurs que nous avons cités comme étant de nature à contribuer à une expansion économique. Ce qui est intéressant à voir maintenant c'est que la formation de la valeur nous présente ce paradoxe qu'une fois la crise économique déclenchée, la crise s'aggrave outre mesure par une baisse disproportionnelle de certains prix.

En principe, un abaissement des prix élargit la consommation. Cependant il faut tenir compte du fait que l'élasticité de la demande de tous les biens n'est pas la même. Il existe certains

biens dont la demande est très élastique. Une baisse du prix rend le bien accessible à des couches sociales plus larges et la consommation s'accroît très rapidement, ce qui conduit à un équilibre entre production et consommation. Mais l'élasticité de la demande de certains biens est très peu importante. La baisse du prix du pain ne peut pas entraîner un accroissement notable de la consommation, si déjà chacun mange à sa faim. Il en est de même d'un grand nombre d'articles qui sont de première nécessité et qui sont consommés, à peu près, en quantité constante par chacun de nous.

De plus, il faut faire, sur ce point, une discrimination entre la baisse des prix de gros et la baisse des prix de détail. En effet, on observe constamment que lorsqu'une crise économique éclate, les prix qui baissent vite sont surtout les prix de gros. Quant aux prix de détail la baisse est lente et modérée. Les commerçants maintiennent les prix afin de pouvoir écouler leurs stocks sans perte. Par ailleurs l'abaissement des prix de gros s'effectue souvent par la méthode de l'octroi d'un escompte en pourcentage sur les prix habituels de vente, ce qui profite aux intermédiaires qui continuent, en principe, la vente au détail aux mêmes prix. Les industriels s'efforcent d'accroître la marge du bénéfice des commerçants et de tous les intermédiaires dans l'espoir de les voir faciliter l'écoulement de leurs marchandises. Chacun fait la même réflexion et chacun accorde des avantages et des escomptes aux intermédiaires en espérant que ses marchandises seront mieux placées que celles des autres.

L'aboutissement final de cette situation est une baisse profonde des prix de gros. Chaque entrepreneur se trouve devant la nécessité d'écouler un stock de marchandises, chacun a des échéances à honorer ; il faut donc vendre à tout prix, même à perte. Si l'entrepreneur ne désire pas vendre à perte et arrête la production, sa situation devient plus grave. Dans l'industrie moderne on a tout intérêt à faire fonctionner une entreprise même si les produits sont vendus à perte. Au total, cette perte est moindre que celle représentée par la fermeture d'une usine et l'arrêt total du fonctionnement d'une entreprise. Lorsqu'une usine tourne, l'outillage possède une certaine valeur. On vend à perte, mais il existe l'espoir que la conjoncture économique sera renversée et que les affaires vont reprendre. Par contre si l'entreprise s'arrête, tout est perdu. C'est devant une telle situation que l'entrepreneur doit continuer son activité et maintenir le fonctionnement de l'entreprise.

Si maintenant nous passons du domaine de l'industrie à celui de l'agriculture, nous découvrons des raisons tout à fait spéciales qui contribuent largement à la baisse des prix. Tout d'abord, la demande de la plupart des produits agricoles est inélastique. Ensuite, le coût de production n'a pas la même précision qu'en industrie. Donc le frein précis du coût de production est absent. Particulièrement, dans le cas où la production agricole a un caractère familial, on se trouve en présence d'une imprécision totale de la notion du coût de production. Et si à côté de ces deux éléments nous en ajoutons un troisième, celui de la nature des produits agricoles qui sont presque tous rapidement périssables et impossibles à garder en stock fort longtemps, nous comprendrons pourquoi les prix des produits agricoles présentent souvent des chutes catastrophiques.

Finalement, il faut retenir de cette analyse qu'une rupture est possible entre les différents prix des biens. Certains biens baissent plus rapidement que les autres, ce qui crée une grosse difficulté pour l'échange. En effet, l'échange de tous les biens s'opère par l'intermédiaire de la monnaie, mais entre les différents biens existe toujours un certain rapport d'échange. L'agriculteur vend ses produits contre une somme monétaire, mais il sait par expérience qu'avec l'argent de 10 kilogrammes de blé il peut acquérir tel objet manufacturé. Dans le cas où la baisse de certains produits est plus rapide et plus profonde, on se trouve en présence d'une destruction du pouvoir d'achat, ce qui aggrave encore la crise économique. Si les produits agricoles ont subi une baisse catastrophique, comment est-il possible que les agriculteurs achètent les produits manufacturés, lesquels par hypothèse, n'ont pas subi la même baisse ?

En bref, la baisse plus rapide de certains produits conduit à une rupture totale du système des échanges. Comme les produits s'échangent contre d'autres produits par l'intermédiaire de la monnaie, le pouvoir d'achat d'une catégorie de personnes s'abaisse très sensiblement, ce qui conduit à une paralysie totale de la vie économique. C'est là tout le paradoxe de la valeur. Si la quantité offerte d'un bien s'accroît, mais que son prix s'abaisse plus rapidement et en disproportion avec la quantité offerte, la valeur totale du bien est en diminution, malgré l'accroissement de sa quantité. Ce phénomène se vérifie aisément dans le cas des produits agricoles. C'est une notion devenue classique et connue sous le nom de la loi de King.

Cependant en présence d'une baisse des prix les charges des

entreprises restent presque les mêmes, car elles sont difficilement compressibles. Particulièrement le volume des dettes s'accroît de plus en plus avec la baisse des prix. Il y a là ce que l'on appelle le phénomène de l'endettement général qui se manifeste sous la forme suivante : les postes de l'actif des entreprises diminuent tellement vite que les obligations dépassent largement l'actif total évalué au cours du jour. Il existe là un problème extrêmement important qui mérite une attention particulière.

§ 4. — LE PHÉNOMÈNE DE L'ENDETTEMENT.

Pour comprendre le phénomène de l'endettement nous devons nous rappeler le principe de l'entreprise. Si les hommes s'occupaient d'une production individuelle, la baisse des prix ne pourrait avoir une grande conséquence. Voici, par exemple, un agriculteur qui échange 50 kilogrammes de blé contre 200 francs et avec cette somme il achète une paire de souliers. Finalement cet échange revient à dire que l'on échange une paire de souliers contre 50 kilogrammes de blé. Dans le cas où les prix sont en baisse, mais que la baisse soit proportionnelle pour tous les biens, chaque co-échangiste se trouve dans la même situation. Les données du problème sont modifiées lorsque la baisse des prix est disproportionnée. La baisse du prix du blé, par exemple, est plus profonde, ce qui revient à dire que l'agriculteur doit donner une quantité de blé plus grande pour acquérir une paire de souliers.

La situation est totalement modifiée avec l'intervention de l'entreprise. Nous n'avons plus des individus qui échangent leurs produits, mais un personnage qui s'appelle l'entrepreneur. Quelle est l'activité de cette personne ? Quelle est la nature de l'entreprise ? Nous avons précédemment examiné la nature des investissements. Si maintenant nous voulons comprendre l'activité de l'entreprise, nous devons nous rappeler certaines notions dans le même ordre d'idées.

Entreprendre, fonder une entreprise signifie dépenser une somme d'argent en vue de la préparation d'un bien. Cette somme d'argent est utilisée pour l'achat des matières premières, la rémunération du travail et l'acquisition de l'outillage qui est nécessaire pour la production. L'argent utilisé dans l'entreprise peut appartenir en totalité ou en partie à l'entrepreneur. Mais d'une manière générale, dans l'économie moderne, l'entrepreneur dispose d'un pourcentage peu important de la totalité du capital utilisé par

l'entreprise. Les capitaux sont empruntés soit directement à des épargnants, soit à une banque. Cette dernière sert d'intermédiaire entre l'épargne et l'entrepreneur. De plus, la banque, grâce au système de la monnaie scripturale, amplifie le volume des capitaux, ce qui permet le financement des grandes entreprises modernes.

En somme, dans ce mécanisme, nous nous trouvons en présence d'un entrepreneur, ou d'une société par actions et le schéma de l'activité économique est le suivant. Il existe à la base une certaine somme d'argent ; c'est le capital social de l'entreprise. Le reste est de l'argent emprunté que l'on se propose de faire fructifier. On désire produire des biens consommables, les vendre à un prix rémunérateur, pouvoir rembourser les dettes et finalement de cette opération réaliser un profit. Raisonnons sur l'exemple d'une société dont le capital social est de 1 million de francs. Supposons que cette société fabrique des chaussures. Comme le capital social est insuffisant, elle a emprunté à une banque encore 2 millions de francs et au public deux autres millions en donnant des titres d'obligations remboursables après un certain délai. Nous sommes en présence d'une masse de 5 millions composés : de 1 million du capital social et de 4 millions d'emprunts. La somme de 5 millions sert pour la construction d'une usine et pour le fonctionnement de l'entreprise. Tant que la conjoncture économique est favorable l'entreprise réalise un profit appréciable, ses actions, si elles sont cotées en bourse, sont en hausse, son crédit est indiscutable. Puisque tout évolue favorablement, à la fois la banque et le public sont disposés à lui accorder encore d'autres sommes d'argent en vue d'une extension de la production. La situation est totalement modifiée à partir du moment où les prix sont en baisse. La société a besoin d'argent puisqu'elle doit vendre à crédit pour lutter contre la mévente de ses produits. De plus, pour éviter la fermeture de l'usine, une partie de la production doit être stockée. Mais le fonctionnement de l'entreprise dans de telles conditions exige encore d'autres capitaux qui sont difficiles à trouver dans une période pareille. Les banques deviennent méfiantes ainsi que le public. La société sera obligée de travailler à perte pendant un certain temps dans l'espoir que la situation s'améliorera dans un proche avenir. Mais cette situation a des répercussions graves sur l'actif de la société. En tenant compte des prix de vente et de la baisse générale de toutes les valeurs, l'actif de la société est en diminution à tel point que peut-être la valeur totale doit être estimée à moins de 4 millions, ce qui

signifie que la société a perdu la totalité de son capital et une partie de l'argent qui lui a été confié par une banque et le public.

En somme, le phénomène de l'endettement provient du fait que tous les prix sont en baisse et qu'il est impossible de faire face aux engagements qui s'accroissent chaque jour, puisqu'à la somme empruntée il faut ajouter les intérêts du capital. Tout le système économique moderne est basé sur le principe de l'entreprise qui est très simple et conduit à des miracles tant que les prix sont en hausse. Dans cette hypothèse l'entrepreneur emprunte de l'argent, produit des objets pour la consommation, il vend les produits, rembourse ses dettes et finalement réalise un profit substantiel. Par contre, si les prix sont en baisse les charges de la dette étant fixes et en s'aggravant avec l'écoulement du temps, l'aboutissement final est la faillite ou la liquidation judiciaire. L'entrepreneur se tourne vers ses créanciers, il présente son bilan, il explique que l'actif total correspond seulement à une partie du passif et il demande une amputation de la dette afin que l'entreprise puisse survivre.

Le mécanisme des prix présente cette particularité que si l'orientation est vers la baisse, le volume de la dette des entreprises devient de plus en plus grand. Par contre, lorsque les prix sont en hausse, les biens réels détenus par l'entreprise augmentent de valeur et la dette apparaît en diminution, compte tenu de l'accroissement en valeur de l'actif total de l'entreprise. Dans l'économie moderne, avec le système des sociétés par actions qui sont cotées en bourse, la baisse des prix apporte de véritables catastrophes. Pour comprendre cette répercussion, il faut tenir compte que les différentes sociétés possèdent des actions d'autres sociétés. C'est le système de participation qui aboutit à ce que la loi précisément défend, à savoir la possession par la société de ses propres actions grâce aux participations croisées. Il existe là un problème très grave et fort compliqué, mais retenons pour le moment le fait qu'une société possède des actions d'autres sociétés. Comme toutes ces actions sont, en principe, cotées en bourse, pendant la période de prospérité la société voit son actif s'accroître. Elle a, par exemple disposé de 500.000 francs pour l'achat d'un paquet d'actions et ensuite, compte tenu du cours en bourse, ces actions valent 800.000 francs. Le paquet d'actions peut être déposé dans une banque afin d'obtenir une avance sur titres. Tant que la prospérité continue et que les actions sont en hausse la banque considère que le gage est suffisant. La situation se modifie totalement avec la baisse des prix et des cours en bourse. Si une

société a obtenu une avance sur titres et que les titres soient en baisse la banque demande le remboursement de la dette ou l'accroissement du gage. Si la société ne dispose pas d'autres titres, la banque procède à l'«*exécution*», c'est-à-dire à la vente des titres avant que la baisse soit telle que la dette dépasse la valeur des titres. Dans le cas, par exemple, d'une avance sur titres de 200.000 francs, la banque suivra les cours de la bourse et si elle voit que les titres sont en baisse elle procède à la liquidation avant que la baisse soit telle que le produit de la vente ne couvre plus la somme de la dette de son client.

Dans l'économie moderne avec les innombrables titres des sociétés, la baisse devient une véritable catastrophe et les meilleures sociétés se trouvent fort souvent en difficulté. Il existe une opposition très nette entre le nominal et le réel qui doit attirer notre attention.

§ 5. — LE NOMINAL ET LE RÉEL.

On peut se demander pourquoi les hommes se lamentent en présence de l'abondance des biens. L'accroissement des biens doit être considéré comme un bienfait et non comme un mal. Il existe trop de blé, trop de coton, trop de sucre, trop de viande, etc., ce qui signifie que l'humanité dans son ensemble est devenue plus riche, elle dispose de plus en plus de biens. Pourquoi donc parlons-nous de crise ? Pourquoi craignons-nous la misère ?

Le paradoxe de ce phénomène peut s'expliquer par l'opposition du nominal et du réel. Nous avons vu précédemment que l'entrepreneur dépense une somme d'argent dans l'intention de produire des biens et réaliser un profit. Malheureusement cette tendance générale des hommes de produire des biens et d'offrir des services en vue d'acquérir de la monnaie conduit à la baisse générale des prix. Une fois le mouvement de baisse des prix déclenché, les biens réels estimés en monnaie représentent une valeur qui ne couvre pas les créances monétaires. Il est vrai que la société dans son ensemble est plus riche, si nous tenons compte de l'existence des biens réels. Cependant l'accroissement de la quantité d'un bien provoque une baisse de son prix et sa valeur exprimée en monnaie diminue. Ainsi, chacun de nous en tant que consommateur profite de la baisse des prix, mais en qualité de producteurs nous sommes tous en mauvaise situation. Et cette situation devient de plus en plus grave dans une société où les

titres au porteur et les créances monétaires sont très développés. En effet, les créances monétaires restent rigides et s'accroissent en fonction du temps écoulé tandis que la valeur des biens s'abaisse. La conséquence de cette situation est que la créance monétaire dépasse largement la valeur du bien.

Prenons un exemple concret. Voici un homme qui demande un prêt et donne comme gage un bien réel, disons une maison. Admettons que la maison vaut d'après les cours de vente à un moment 200.000 francs et que la somme faisant l'objet du prêt est de 150.000 francs. Si la situation générale est favorable, si la valeur de la maison est en hausse et passe de 200.000 francs à 300.000, le payement de la dette ne présente pas de difficultés. Cette hausse de la valeur de la maison est liée avec le phénomène général de l'évolution de l'économie vers l'expansion. En pareille circonstance tous les prix sont en hausse. En conséquence les gens qui ont emprunté de l'argent peuvent rembourser leurs dettes très facilement.

Examinons maintenant la situation inverse. La valeur de la maison est en baisse. Entre temps, la somme de la dette s'accroît puisque au capital s'ajoutent les intérêts. Il arrive un moment où la dette dépasse la valeur de la maison. Le même raisonnement nous pouvons le faire pour une usine, pour une ferme, pour n'importe quel bien réel et pour les entreprises en général. En effet, toutes les entreprises empruntent de l'argent et avec la baisse des prix leurs dettes s'accroissent en importance. Ainsi, il arrive un moment où le remboursement devient impossible.

D'une manière générale, lorsque la tendance des prix est vers la hausse tant les entreprises que les particuliers réalisent un profit substantiel. Par contre, lorsque les prix sont en baisse, toute l'économie est en porte-à-faux et le phénomène de l'endettement est d'ordre général. Comment dans ces conditions l'entreprise parviendra-t-elle au payement de ses dettes ? Comment est-il possible de trouver cette monnaie qui devient de plus en plus rare, de plus en plus chère ? Lorsqu'on réfléchit bien sur le mécanisme économique, on s'aperçoit que l'économie libérale ne peut que conduire à des crises économiques. Pour éviter la crise économique il faut maintenir les prix plus ou moins stables. Or, la stabilité des prix est impossible si nous travaillons pour acquérir une somme de monnaie que nous ne voulons pas dépenser. Nous aboutissons à une offre des biens qui dépasse largement la demande et qui se traduit par une demande monétaire. Puisque nous avons deux sortes de biens : d'une part, la monnaie, d'autre part, toutes

les autres marchandises, il est facile de comprendre que si les biens sont offerts en quantité plus grande que la monnaie, la modification du rapport d'échange est inévitable. C'est précisément ce que nous appelons variation des prix.

La stabilité des prix exige une offre à peu près égale des deux biens afin que le rapport d'échange ne subisse pas de modifications très fortes. La chose serait facile à obtenir si nous pouvions produire la monnaie avec la même facilité que nous produisons les biens. Nous en avons la preuve par certaines observations historiques. Pendant les périodes d'accroissement de la quantité de monnaie en circulation, les prix sont en hausse. Il en est ainsi durant les périodes d'accroissement de la production des métaux précieux, ainsi que pendant les époques d'inflation monétaire. Les périodes d'inflation sont même une preuve éclatante du paradoxe monétaire. Comme il est bien connu, la richesse réelle pendant les périodes d'inflation monétaire est en diminution. Pourtant tous les entrepreneurs peuvent faire face à leurs obligations et les faillites et liquidations judiciaires sont extrêmement rares. Prenons le cas d'un commerçant. Il possède un certain stock de marchandises et il a une somme donnée de dettes. Tant que les marchandises sont en hausse, il peut vendre une partie de son stock et payer aisément ses dettes. Il est vrai que les prix des marchandises étant constamment en hausse, malgré les profits nominaux, le magasin du commerçant se vide et il ne peut pas remplacer les marchandises qu'il vend. Il arrive un moment où son magasin est presque vide, bien que ses livres accusent des profits importants.

La situation est diamétralement opposée pendant la période de baisse des prix. Notre commerçant possède des stocks très importants, ses marchandises s'accroissent chaque jour, mais la baisse des prix fait diminuer constamment ses recettes, ce qui rend impossible le remboursement de ses dettes. Il arrive un jour où l'échéance d'un effet de commerce, par exemple, ne peut pas être honorée, malgré la grande quantité de marchandises en magasin. Ainsi, le commerçant doit déposer son bilan. Il possède beaucoup de biens réels, mais ces biens estimés en monnaie ne peuvent pas couvrir son passif.

Si maintenant nous voulons résumer notre pensée nous dirons que la monnaie, d'une part, et les biens, d'autre part, sont deux mobiles qui se déplacent constamment, dans le sens de l'accroissement quantitatif. Si la quantité des biens s'accroît tandis que la monnaie en circulation reste à peu près stationnaire, les prix

sont en baisse et le phénomène est qualifié déflation monétaire. L'interdépendance même des différents secteurs de notre économie est telle, qu'une fois la déflation commencée, elle s'approfondit et se développe chaque jour jusqu'à ce que la situation soit renversée par une cause externe, ou grâce à la liquidation et à l'assainissement des différents marchés. Par contre, lorsque la quantité de monnaie se trouve en accroissement très rapide, tandis que la quantité des biens est stationnaire ou en diminution, comme c'est le cas pendant les périodes de guerre, la hausse des prix est très forte malgré les mesures prises par les gouvernements pour l'enrayer. L'idéal est de provoquer une modification proportionnelle des deux quantités de façon à maintenir les prix stationnaires, ou plutôt de les orienter vers une légère baisse qui se justifie par la diminution du coût de production résultant du progrès technique et de la rationalisation de la production. Mais ce problème n'est pas si simple ni si facile à résoudre. Avec l'économie libérale, cette économie anarchique où chacun produit pour le marché et se croit capable de trouver une clientèle pour vendre ses biens, l'aboutissement final est la crise économique, la misère dans l'abondance, les frictions internationales et les crises politiques. C'est un aspect du problème que nous devons examiner en faisant quelques réflexions sur les relations économiques entre les différents pays.

CHAPITRE VIII.

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES.

§ 1. — L'ÉCHANGE INTERNATIONAL.

Les marchandises qui font l'objet de l'échange international peuvent être classées en deux catégories : 1) Les marchandises que le pays ne peut pas produire. Il s'agira, par exemple, d'un pays dont le sol ne permet pas la culture de telle ou telle céréale, ou d'un pays qui ne possède pas une industrie nécessaire pour la fabrication d'un objet manufacturé. 2) Celles dont la production est possible, mais dont le prix de revient est tellement élevé qu'il est préférable de les faire venir de l'étranger.

Sur la première catégorie de marchandises tout le monde est d'accord. Puisqu'un pays ne peut pas produire une marchandise, il faut nécessairement l'importer de l'étranger. La difficulté commence lorsqu'il s'agit d'examiner la deuxième catégorie. A première vue, on peut se demander pourquoi un pays s'occupera de la production d'un bien qu'il trouve à acheter moins cher. Tel est le raisonnement des classiques. Adam SMITH a donné sur cette matière des formules qui sont restées célèbres. D'après le grand Écossais, de la même manière qu'un bon père de famille ne s'occupe pas de la production des biens qui coûtent plus cher à fabriquer chez lui et moins cher à se procurer sur le marché, un pays ne doit pas produire des marchandises qui coûtent moins cher sur le marché international. Ainsi dans le cas où le pays trouve sur le marché international les mêmes marchandises à un prix moindre, il a donc tout intérêt de les acheter avec le produit d'un autre bien pour la production duquel le pays possède un certain avantage.

On se trouve en présence d'un raisonnement qui semble très correct. Cependant il est nécessaire de tenir compte de certaines hypothèses sur lesquelles ce raisonnement est basé. Une première hypothèse est que le pays est doué pour la production d'une caté-

gorie donnée de biens et que le coût de production de ces biens est moindre qu'à l'étranger. Une autre hypothèse est que les produits se vendent aisément et que le problème d'une crise économique ne peut pas se poser. Cette deuxième hypothèse découle de la conception que les classiques se faisaient de la monnaie. En effet, pour les classiques la monnaie est un intermédiaire des échanges. C'est un simple instrument qui facilite la circulation des biens. Finalement il se trouve que l'on échange les produits contre d'autres produits. Dans de telles conditions un problème de mévente et de crise économique ne peut pas exister.

La conclusion de ces conceptions est que les pays doivent s'engager dans la voie de la division du travail. Le libéralisme économique s'appliquera sur toute la ligne pour permettre la circulation des produits et des hommes, car cette politique conduit à un accroissement de la productivité, facteur d'augmentation du bien-être général. Il est aisément compréhensible que si chaque pays s'occupe de la production des biens pour lesquels il semble posséder des avantages, au total, la production sera plus grande.

Quant à savoir si un pays ne peut pas être défavorisé par le libéralisme économique, les classiques répondent négativement. Dans le cas où le pays travaille avec un coût de production supérieur, les relations économiques avec les autres pays conduiront à une balance de commerce défavorable, ce qui provoquera une perte partielle de sa monnaie. Mais la diminution de la quantité de monnaie en circulation provoque une baisse des prix et donne ainsi la possibilité au pays de produire avec profit un grand nombre de marchandises qui auparavant étaient produites avec un coût très supérieur à ce qui existait en d'autres pays. L'hypothèse de ce mécanisme est la suivante : Si nous admettons qu'un pays possède 5 milliards de monnaie en circulation et que par suite d'une balance de commerce défavorable il perde une partie de cette monnaie, les prix dans l'intérieur subiront une baisse proportionnelle à la diminution de la quantité de monnaie. Le résultat de cette baisse est une réduction du coût de production, ce qui permet au pays de concurrencer efficacement les autres pays sur le marché international et de parvenir à une balance de commerce favorable.

D'après cette théorie, si un pays perd au premier temps une partie de sa monnaie, il récupère cette monnaie au deuxième temps, grâce à l'abaissement des prix qui favorise les exportations. La situation contraire se présente pour le pays qui réalise

une balance de commerce favorable. Puisque le pays réalise un accroissement de sa monnaie en circulation, les prix montent, le coût de production s'aggrave, les exportations diminuent, tandis que les importations s'accroissent. Finalement l'équilibre s'établit par une exportation de la monnaie jusqu'à ce que cette exportation cesse d'être avantageuse.

Si on admet le raisonnement des classiques, le pays n'a rien à craindre. Il peut avoir confiance dans les automatismes économiques. Grâce à la variation de la quantité de monnaie en circulation qui modifie le niveau des prix, l'équilibre économique de chaque pays est dans tous les cas assuré. Telle est, en résumé, et très schématiquement présentée la conception des classiques sur l'échange international. Il faut maintenant examiner une pièce maîtresse de ce mécanisme : la théorie des coûts comparés.

§ 2. — LA THÉORIE DES COÛTS COMPARÉS.

Nous avons précédemment signalé que les marchandises qui font l'objet du commerce international sont celles que le pays ne peut pas produire et celles dont le coût de production est très élevé. Si nous sommes en présence d'une marchandise qui coûte, par exemple, 20 % plus cher lorsqu'elle est produite dans l'intérieur du pays, nous dirons sans hésitation qu'il vaut mieux l'importer de l'étranger. Mais les marchandises qu'un pays peut produire sont nombreuses. Par conséquent, il peut y avoir un avantage dans la production de toute une série de marchandises, mais l'avantage n'est pas du même ordre de grandeur. Pour certaines marchandises l'avantage est plus grand que pour d'autres. C'est sur ce point qu'intervient la conception des avantages comparatifs.

Il faut immédiatement souligner que le phénomène des avantages comparatifs est d'ordre général et qu'il s'applique à chaque instant dans la vie économique. Raisonnons sur deux exemples. Un avocat célèbre peut posséder une dextérité remarquable et être à même de dactylographier avec une supériorité qui dépasse largement une dactylographe très expérimentée. Mais le calcul économique démontre que la rémunération du travail d'une dactylographe est très inférieure à celle d'un avocat. La conséquence de ce phénomène est que l'avocat a tout intérêt de s'occuper exclusivement de sa profession et d'engager une secrétaire pour le travail de la machine à écrire.

Reprenons le même raisonnement sous une autre forme.

Voici deux ouvriers dont l'un confectionne des chapeaux et l'autre des souliers. Le premier peut accomplir les deux métiers avec une supériorité très nette sur le deuxième. Mais sa supériorité est plus grande dans la production des chapeaux. Dans ces conditions, il a tout intérêt à accepter la division du travail et à s'occuper exclusivement de la production des biens sur lesquels il possède la plus grande supériorité. Nous dirons en généralisant que si Pierre possède sur Paul une supériorité très nette à la fois sur la production A et sur la production B, mais que sur la première sa supériorité est de 50 %, tandis que sur la deuxième, sa supériorité se limite à 10 %, la division du travail s'impose.

C'est sur cet ordre d'idées que s'appuie le raisonnement ricardien dont nous devons mentionner l'exemple célèbre du vin et du drap. En effet, RICARDO observe qu'en Angleterre, pour fabriquer la quantité de drap nécessaire à la consommation du pays, on doit dépenser le travail de 100 journées. Pour la production du vin, le travail de 120 journées est indispensable. Les mêmes quantités de marchandises exigent respectivement au Portugal : pour la fabrication du drap 90 journées et pour la production du vin 80 journées.

La comparaison de ces chiffres montre que le Portugal est mieux doué sur la production des deux marchandises. Cependant sa supériorité est plus grande sur la production du vin. Par conséquent, l'intérêt des deux pays indique qu'il faut adopter le procédé de la division du travail. Le Portugal s'occupera exclusivement de la production du vin et l'Angleterre de la fabrication du drap. De l'adoption de ce principe résultera une économie substantielle. L'Angleterre au lieu de consacrer 120 journées de travail pour le vin et 100 pour le drap, c'est-à-dire un total de 220, consacra deux fois 100, à savoir 200 journées de travail. Quant au Portugal, à la place de 90 journées nécessaires pour le drap et 80 pour le vin, soit un total de 170, il dépensera seulement 160 journées de travail qui sont nécessaires pour la production du vin destiné à la consommation des deux pays. Cette division du travail donne une économie de 30 journées de travail. En effet, sans la division du travail et la spécialisation, les journées de travail nécessaires pour la production des deux biens sont : $120 + 100 + 90 + 80 = 390$. Après la division les journées de travail seront les suivantes : $100 + 100 + 80 + 80 = 360$.

Quant à savoir dans quelle proportion sera partagé ce bénéfice, c'est un problème extrêmement compliqué que les classiques eux-mêmes ne sont pas parvenus à résoudre. Dans cette analyse

élémentaire nous pouvons seulement soutenir que la division du travail diminue le coût de production et accroît la productivité. D'une manière générale, si les différents pays adoptent la division du travail, la production des biens devient plus grande. Grâce à ce système on obtient la production d'une quantité plus grande de céréales, d'une quantité plus grande de produits manufacturés, etc. Mais la difficulté commence lorsque l'on quitte l'affirmation générale et que l'on s'efforce de préciser un peu mieux les avantages qu'un pays peut obtenir du commerce international. Pour mieux comprendre ce problème, nous devons faire une courte analyse des différentes balances économiques.

§ 3. — LES DIFFÉRENTES BALANCES ÉCONOMIQUES.

Chaque pays qui se trouve en relations économiques avec les autres pays doit procéder à un calcul pour savoir quelle est sa situation et quels sont les résultats des échanges internationaux. Il est donc nécessaire de faire une classification des différentes opérations.

En premier lieu, il faudra inscrire sur un compte toutes les importations et exportations de marchandises. On établira ainsi une balance qui s'appellera la balance du commerce. On inscrira sur un côté les importations et sur l'autre côté les exportations. Si les exportations dépassent les importations, nous dirons que la balance de commerce est favorable et que le pays a exporté plus que ce qu'il a acheté aux autres pays.

Après cette balance, il faut en établir une autre plus large, la balance des comptes ou balance des revenus. Un poste très important de cette balance est représenté par la balance de commerce, mais à côté de ce poste il faut en ajouter d'autres qui représentent ce que l'on appelle les importations et les exportations invisibles. En effet, chaque pays se trouve en relations multiples avec les autres pays. Dans le cas, par exemple, où le pays possède des capitaux placés à l'étranger, il reçoit chaque année une certaine somme comme revenu de ses capitaux. Mais le pays peut aussi recevoir de l'étranger de l'argent provenant de ses nationaux si c'est un pays dont la population a l'habitude d'émigrer et de travailler à l'étranger. Dans le même compte, il faut classer les ressources qu'un pays peut tirer des touristes étrangers qui viennent séjourner momentanément dans le pays. En bref, sans vouloir faire une énumération exhaustive, chaque fois

qu'un pays reçoit de l'étranger une somme d'argent qui accroît son patrimoine, il faut inscrire cette somme sur l'actif de la balance des comptes. Au côté opposé de la balance des comptes, au passif, il faut inscrire toutes les sommes d'argent qui sortent du pays, lorsqu'il s'agit d'un amoindrissement du patrimoine du pays.

A cette balance des comptes se superpose une autre, la balance des paiements ou balance des règlements. Cette balance contient tous les postes de la balance des comptes, mais en plus tous les mouvements de capitaux qui soldent la balance des comptes, laquelle, en principe, présente un solde soit favorable, soit défavorable. Si nous supposons que la balance des comptes d'un pays présente un solde défavorable d'un milliard de francs, il faut que le pays paye cette somme à l'étranger. Il peut la payer en expédiant à l'étranger une partie de son stock monétaire ou en empruntant de l'argent à l'étranger. Dans les deux cas nous sommes en présence d'une diminution du patrimoine du pays.

En ce qui concerne les mouvements de l'or une distinction s'impose. Si le pays possède des mines et produit de l'or, on doit inscrire l'exportation du métal sur la balance commerciale au même titre que la valeur d'une autre marchandise. Par contre, si le pays exporte son or pour couvrir une balance des comptes défavorable et qu'il ne possède pas de mines d'or, cette somme représente une diminution du patrimoine du pays et elle doit être inscrite sur la balance des paiements. Dans cette éventualité, le rôle du métal jaune est de régler un solde déficitaire provenant de la balance des comptes.

De l'énumération de ces trois catégories de balances, on s'aperçoit que celle qui est significative pour la connaissance de la variation du patrimoine du pays est la balance des comptes. La balance des règlements indique uniquement les mouvements de caisse, les entrées et les sorties de capitaux. Mais un pays peut très bien emprunter à l'étranger pour faire face à ses paiements, ce qui conduit à une diminution constante de son patrimoine de la même manière qu'un homme diminue sa fortune lorsqu'il couvre ses dépenses par le procédé de l'emprunt. Malheureusement cette matière est très mal étudiée par les économistes et la précision en ce qui concerne les différentes balances économiques fait défaut. Ainsi, les classiques parlent uniquement de la balance de commerce et d'une autre balance, plus large, qui est celle des paiements ou des règlements définitifs. C'est cette confusion qui a conduit à la conclusion que lorsqu'un pays parvient à faire

face à ses paiements et possède une certaine quantité de monnaie en circulation sa situation est bonne, il n'a rien à craindre, même si ses dettes s'accroissent et que la richesse du pays passe entre les mains des étrangers. Le fait que le pays possède une certaine quantité de monnaie en circulation est un critérium, d'après les classiques, très favorable qui doit inspirer confiance. On ne se demande pas quelles sont les obligations du pays envers l'étranger, si le pays s'endette de plus en plus, etc.

Il va sans dire que si l'on s'en tient uniquement à la balance des paiements, celle-ci finit toujours par s'équilibrer. Mais la façon dont l'équilibre s'établit est hautement significatif pour l'actif du pays. Si la balance des comptes est favorable et que la balance des paiements s'équilibre par un accroissement du stock monétaire du pays ou par l'acquisition d'une créance monétaire sur un autre pays, le patrimoine de ce pays est en accroissement. Par contre, si nous sommes en présence d'une balance des comptes en déficit et que la balance des paiements s'équilibre par la perte d'une partie du stock monétaire ou grâce au produit d'un emprunt que le pays contracte à l'étranger, le patrimoine du pays est en diminution. Les relations économiques dans le premier cas prouvent que le pays s'enrichit et dans le deuxième cas qu'il s'appauvrit et perd sa substance.

Il existe là un problème extrêmement important qui sera mieux compris par une analyse du mécanisme des automatismes économiques.

§ 4. — LE MÉCANISME DES AUTOMATISMES ÉCONOMIQUES.

La pièce maîtresse du mécanisme des automatismes économiques est la théorie quantitative de la monnaie. Le principe sur lequel est basée cette théorie est celui des vases communicants. En effet, les différents pays communiquent ; ils sont en relations économiques. Dans le cas où la balance économique du pays est favorable, ce pays reçoit de l'étranger du métal précieux. Mais l'accroissement de son stock monétaire provoque une hausse des prix intérieurs, ce qui renverse le courant des échanges et conduit à une augmentation des importations du pays et à une diminution de ses exportations. Grâce à ce mécanisme, l'équilibre est de nouveau rétabli. Tel est l'essentiel du mécanisme, comme nous l'avons vu déjà précédemment.

Sous cette forme, le mécanisme des automatismes se rapporte

à une période où la monnaie était métallique avec circulation effective du métal, ou tout au moins avec un fonctionnement normal de l'étalon-or sous sa forme classique. Bien que cette situation ne corresponde plus à la réalité, nous pouvons procéder à une appréciation critique afin de voir dans quelle mesure ce mécanisme était de nature à assurer l'équilibre économique.

Une première observation s'impose en ce qui concerne la balance économique. Le mécanisme des prix ne peut fonctionner et exercer son influence que dans la mesure où le prêt et l'emprunt n'interviennent pas pour assurer l'équilibre de la balance des paiements.

Comme nous avons vu précédemment, c'est la balance des comptes qui est la balance économique proprement dite et qui fait connaître la modification du patrimoine du pays. Mais sur cette balance vient se superposer la balance des paiements incluant le prêt et l'emprunt. Par conséquent la variation du stock monétaire résulte de la façon dont la balance des paiements s'équilibre. Voici un pays qui réalise une balance des comptes favorable. Admettons que cette balance soit favorable pour un milliard. Deux solutions sont possibles. Le pays peut recevoir en métal cette différence et voir ainsi son stock monétaire s'accroître. Il peut également placer cet argent à l'étranger. Envisageons d'abord cette dernière solution. Le solde créditeur de la balance des comptes est placé à l'étranger. Il est prêté à un gouvernement, à des collectivités publiques, ou même placé dans l'économie d'un pays sous forme de titres au porteur, c'est-à-dire d'actions de sociétés, etc. Dans cette hypothèse, le stock monétaire du pays ne subit pas de modification. Par conséquent le niveau des prix est le même et le pays continue ses exportations avec le même rythme, ce qui peut assurer pour l'année suivante une balance des comptes encore plus favorable. Mais il y a plus. Le placement de ce solde à l'étranger est très étroitement lié avec le courant des marchandises. Il se peut que les marchandises aient précédé le capital ou qu'elles l'aient suivi. Dans les deux cas, il existe une relation très étroite entre le courant des marchandises et le mouvement des capitaux.

Examinons successivement les deux aspects du problème. 1) Les marchandises précèdent le capital. Le pays qui prête une somme d'argent à un autre a exporté vers ce pays une quantité donnée de marchandises et il en a acheté moins. La différence entre vente et achat fait l'objet d'un prêt. En somme le pays créditeur vend ses marchandises, en partie, à crédit à l'autre pays.

C'est le cas de l'Angleterre, par exemple, qui vend à un autre pays pour 5 millions de livres de marchandises, lui achète pour 3 millions de livres et la différence de 2 millions de livres est réglée sous forme de prêt. 2) Les marchandises suivent le capital. Un pays balkanique s'adresse sur le marché de Londres et demande un emprunt. Le produit de cet emprunt est destiné, en principe, à régler les importations qui dépassent les exportations. Dans ces conditions, l'emprunt est lancé à Londres, mais les deux parties se sont mises d'accord que le produit de cet emprunt servira à régler les achats que le pays balkanique prend l'engagement de faire dans l'économie du pays créancier. Sous cette forme on a l'impression que le capital a précédé les marchandises. L'Angleterre a prêté de l'argent à un pays balkanique et ce prêt a donné lieu à un accroissement de ses exportations vers ce pays balkanique.

Grâce à ces procédés, le pays créancier obtient une augmentation certaine de ses exportations, sa balance des comptes s'améliore encore plus et on ne voit pas comment la balance des comptes du pays sera modifiée pour prendre le signe contraire et se muer de favorable en défavorable. La seule influence sur les prix peut provenir de l'accroissement du revenu des habitants du pays. En effet, puisque nous supposons que la balance des comptes est favorable, cela signifie que le revenu des habitants du pays s'accroît et il se peut que l'on assistera à une certaine incitation vers la dépense. Cependant, peut-on soutenir que l'accroissement de la dépense renversera la balance des comptes de favorable en défavorable ? Rien n'autorise une telle opinion. Nous savons que lorsqu'un homme accroît son revenu, il ne s'empresse pas de le dépenser, mais il en économise une partie pour se constituer une réserve de valeurs, afin de pouvoir acquérir une fortune.

En somme, dans le cas où le solde de la balance des comptes est placé à l'étranger on ne voit pas comment le mécanisme des prix subira une influence de façon que la balance des comptes de favorable en un premier temps devienne par la suite défavorable.

Examinons maintenant l'éventualité d'un accroissement du stock monétaire du pays. Le solde de la balance des comptes provoque un accroissement du stock monétaire. Peut-on soutenir que la hausse des prix intérieurs sera de la même proportion que l'accroissement du stock monétaire ? Rien n'indique une telle influence. La modification du stock monétaire ne provoque pas, comme le déplacement du liquide dans le cas des vases qui communiquent, une variation proportionnelle. On peut s'attendre à

une tendance des prix vers la hausse dans le cas de l'accroissement du stock monétaire, mais cette tendance sera loin d'être dans la même proportion que l'accroissement du stock monétaire. Ceci s'explique par l'affectation du surplus de la monnaie. En effet, l'apport monétaire ne sera pas utilisé à des achats de biens consommables, mais pour l'accroissement de la production. Il s'agit d'une somme d'argent qui représente une épargne fraîche dont l'affectation sera l'investissement dans la production, en vue d'élargir encore l'activité économique du pays. Finalement, le pays sera économiquement plus fort et il obtiendra dans les années qui suivront une balance des comptes encore plus favorable.

Si maintenant nous examinons la situation du pays qui possède une balance des comptes défavorable, le mécanisme est encore loin de jouer dans le sens indiqué par les automatismes économiques. Admettons qu'un pays possède une balance des comptes défavorable. Le solde se règlera de deux façons : 1) Le pays perdra une partie de sa monnaie ; 2) Le pays contractera un emprunt à l'étranger. Admettons que le pays perde une partie de son stock monétaire comme suite à la nécessité de régler le solde de sa balance des comptes. Peut-on, dans cette hypothèse, soutenir que les prix subiront une baisse dans la même proportion ? Si un pays perd le quart de sa monnaie, qui peut admettre que les prix intérieurs fléchiront de 25 % ? Pour soutenir une telle opinion, il faut méconnaître totalement le phénomène de l'entreprise et le mécanisme du coût de production. L'expérience montre que le prix de revient d'un bien est difficilement compressible. La politique de la déflation est incapable d'assurer l'équilibre économique du pays. Le résultat final sera le suivant : Soit, la baisse des prix est insignifiante et par conséquent le pays ne peut pas accroître ses exportations et améliorer sa balance des comptes ; soit, la déflation s'exerce avec violence et la vie économique du pays tombe dans la stagnation et le marasme. Dans les deux cas, on est loin de la réalisation d'une balance des comptes favorable. De plus, il faut compter avec la réaction du marché international, c'est-à-dire avec l'attitude de tous les autres pays. Si la situation internationale est favorable, si l'économie mondiale évolue vers l'expansion, chaque pays peut réaliser sinon une balance des comptes favorable, tout au moins une balance des comptes en équilibre. La hausse des prix mondiaux accroît les valeurs et tous les pays réalisent un profit et une balance des comptes favorable. Par contre, si les prix sont en baisse la situa-

tion est totalement modifiée et on voit mal comment le mécanisme des automatismes pourrait assurer une balance des comptes favorable.

Mais les réserves qui s'imposent en ce qui concerne le mécanisme des automatismes sont plus graves lorsqu'il s'agit d'examiner la situation de l'économie mondiale dans sa phase actuelle en faisant intervenir un mécanisme monétaire de plus en plus compliqué avec tous les phénomènes du change. Il y a là un problème d'une extrême importance.

§ 5. — LES PHÉNOMÈNES DU CHANGE.

La variation du stock monétaire d'un pays s'effectue à travers le mécanisme des changes. Deux catégories de phénomènes des changes sont à examiner. 1) Le cas d'une monnaie basée sur l'étalon-or ; 2) Le cas d'une monnaie qui a cessé d'avoir un lien rigide avec une couverture métallique.

Dans le cas où la monnaie d'un pays est basée sur l'étalon-or, le mécanisme du change fonctionne de la façon suivante : Chaque pays exporte et importe des marchandises, il fait des opérations économiques avec les autres pays et finalement prête de l'argent ou en emprunte. A la catégorie des prêts et des emprunts, il faut ajouter aussi les mouvements de capitaux qui proviennent du fait que leurs titulaires font des placements d'un pays à l'autre dans l'intention d'obtenir un intérêt plus grand ou de se garantir contre tel ou tel danger. Finalement, de l'ensemble des opérations provenant à la fois de la balance du commerce, de la balance des comptes et de la balance des paiements se compose un courant d'offre et un courant de demande de devises étrangères. Dans la masse qui alimente l'offre et la demande sont incluses toutes les opérations économiques sans exception.

Raisonnons sur un exemple pour rendre ce schéma compréhensible. L'état de la balance de commerce d'un pays alimente l'offre et la demande en devises étrangères. Il en est de même de la balance des comptes qui comprend les exportations et les importations invisibles. A cette balance s'ajoute la balance des paiements qui comprend tous les mouvements des capitaux quel qu'en soit le motif. C'est l'état de la balance des paiements qui exerce donc finalement son influence sur la variation du change. Il est vrai que cette balance finit toujours par s'équilibrer, mais la façon

dont l'équilibre s'obtient est significative pour l'évolution du cours du change et la situation économique du pays.

Prenons l'exemple d'un pays qui se trouve en présence d'une balance des comptes défavorable. Le pays obtiendra l'équilibre en expédiant à l'étranger une partie de son stock monétaire ou en empruntant de l'argent à l'étranger. L'orientation du change indique la situation de la balance des comptes. Si le pays se trouve en présence d'une balance des comptes défavorable, ceci signifie que des sommes plus grandes de devises étrangères sont demandées par rapport aux devises offertes. Par conséquent, le prix des devises étrangères sera en hausse. Mais cette hausse dans le cas du fonctionnement de l'étalon-or est contenue dans des limites appelées point d'entrée et de sortie d'or. Ceci signifie que si une devise dépasse la limite des points d'or sur le marché des changes, on assistera à un déplacement de métal. Il est plus avantageux d'expédier du métal à l'étranger que d'acheter des devises. Prenons l'exemple de la parité monétaire : livre sterling-franc français avant 1914. Une livre sterling valait 25 francs. Donc cette parité était toujours contenue autour de ce rapport par les points d'entrée et de sortie d'or. Si la livre sterling marquait une tendance vers la hausse, l'or quittait Paris pour aller à Londres. Par contre, si la livre était en baisse, Paris recevait de l'or.

Mais le solde de la balance des comptes peut être réglé par le prêt et l'emprunt. Le pays qui a une balance des comptes favorable procède à des placements à l'étranger. Si la balance des comptes est défavorable, le pays contracte des emprunts à l'étranger. Ainsi, le produit du prêt et celui de l'emprunt alimentent l'offre et la demande des devises et soutiennent la parité de la monnaie. Tel est le phénomène du change dans le cas d'une monnaie basée sur l'étalon-or. Examinons maintenant le phénomène du change dans le cas d'une monnaie dont le lien n'est pas très étroit avec le métal précieux.

Voici une monnaie qui est basée sur l'or, mais il arrive un moment où le gouvernement proclame le cours forcé. Cette mesure signifie que l'Etat dispense l'Institut d'émission de son obligation d'échanger ses billets contre du métal. La conséquence de cette mesure est que le change sera modifié suivant l'offre et la demande des devises. Si le pays a une balance des comptes défavorable, les devises sont plus demandées et moins offertes, ce qui se traduira par une hausse des changes. Cette hausse sera ample et dépassera les points de sortie d'or. Devant ce phénomène deux éventualités sont à envisager. Le pays laisse les changes libres

de fluctuer dans l'espoir que cette fluctuation amènera l'équilibre économique du pays et la stabilisation du taux des changes à un certain niveau, déterminé par le courant des échanges et le mouvement des capitaux. Dans cette éventualité le mécanisme économique joue de la façon suivante :

La hausse des devises étrangères facilite les exportations du pays et décourage les importations. Comme le produit des exportations en monnaie nationale représente une somme supérieure, l'activité du pays se développe par l'encouragement des exportations. Un exportateur français qui vend une marchandise contre la somme de 10 livres sterling en Angleterre et aurait touché 250 francs sur la base de la parité qui existait avant 1914, ou 1.250 francs avec la parité fixée après la stabilisation de 1928, verra ses recettes s'accroître si la parité de la livre sterling se modifie par rapport au franc dans le sens de la hausse de la livre, c'est-à-dire de la baisse du franc. Il résulte de cette transaction un encouragement des exportations du pays et un découragement des importations. Dans ces conditions, on peut s'attendre à ce que l'équilibre économique du pays soit assuré sur la base d'une parité des changes qui sera déterminée par le courant des échanges et le mouvement des prix dans les différents pays. d'après la théorie des automatismes, qui dans le cas que nous analysons se présente sous le nom de théorie de la parité des pouvoirs d'achat de la monnaie, il existe un taux de change qui assure à la fois l'équilibre économique et la stabilité des changes.

Cette théorie se base sur le raisonnement suivant : Puisqu'il existe une intercommunication entre les marchés des différents pays, le pouvoir d'achat d'une monnaie doit être le même, à peu près, dans les différents marchés. Il faut que l'on puisse acheter la même quantité de marchandises sur les différents marchés avec la même somme en dollars, en francs ou en livres. Si avec 10 dollars on achète une quantité différente de marchandises sur le marché intérieur et sur le marché international, le courant du commerce international évoluera de telle manière que cette différence ne puisse pas subsister très longtemps. Si avec une monnaie on achète une quantité plus grande de biens à l'étranger, il est compréhensible que cette monnaie s'avère surévaluée et que les importations de ce pays seront en accroissement jusqu'à ce que la parité du pouvoir d'achat soit, à peu près, la même dans l'intérieur du pays et sur le marché international.

En somme, telle est la conception de la théorie de la parité des pouvoirs d'achat de la monnaie. On peut admettre que cette

théorie constate une tendance, mais elle a le tort d'admettre que l'influence sera efficace de façon que la variation du cours du change amènera à la fois l'équilibre économique et la stabilisation du cours du change. Les expériences après la guerre de 1914-1918 et même avant ont bien démontré que la variation du change imprime une certaine influence sur le courant des échanges, mais on a tort d'espérer à la fois l'équilibre économique et la stabilité du change. Ce mécanisme ne peut pas jouer pleinement dans le sens indiqué par la théorie, du fait que les gouvernements ne se désintéressent pas totalement de la situation économique par crainte qu'elle ne devienne catastrophique. Les gouvernements sont obligés d'intervenir très souvent afin de parer à une situation économique très difficile. Fréquemment, l'Etat ne peut pas équilibrer son budget et le gouvernement continue la politique de l'inflation monétaire. Dans cette éventualité le cours du change monte constamment et parfois même plus rapidement que l'inflation monétaire. Les gens se rendent compte que l'Etat accroîtra encore la circulation monétaire et avant même que le volume monétaire ne soit modifié, le cours du change monte par l'intervention du calcul de l'anticipation. En effet, les influences sur la vie économique s'exercent par l'attitude de l'homme et cette attitude est prise en fonction à la fois des événements présents et des événements à venir. Si l'homme s'aperçoit qu'un événement est en l'air, qu'un fait est en perspective, il agit d'une telle façon que la vie économique subit l'influence du facteur en perspective de la même manière que si ce facteur était présent et actuel. La crainte de l'inflation agit comme l'inflation elle-même. Une bonne récolte en perspective agit de la même manière que si le stock des produits se trouvait accru en conséquence sur le marché.

Mais l'intervention de l'Etat peut avoir un autre sens. Si le cours du change est constamment en hausse, l'Etat peut solliciter des crédits à l'étranger, ce qui arrête cette hausse, puisque l'offre des devises étrangères s'accroît en proportion de la somme empruntée. Ainsi, tant que l'Etat trouve de l'argent à emprunter à l'étranger le change peut rester plus ou moins stable et l'influence attendue pour assurer l'équilibre économique du pays ne peut pas se manifester. Il se peut que dans un avenir plus ou moins proche et lorsque l'Etat ne trouvera plus à emprunter à l'étranger, le cours du change hausse et la monnaie nationale subisse une forte baisse, mais tant que l'Etat trouve des crédits à l'étranger la monnaie peut rester stable et le mécanisme de la parité des pouvoirs d'achat de la monnaie se trouve enrayé.

Nous retrouvons par là, dans cette analyse, la confusion commise par les classiques et les libéraux entre équilibre économique et monnaie stable. C'est un point qui mérite une analyse attentive.

§ 6. — STABILITÉ MONÉTAIRE ET ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE.

Que l'on se trouve en présence d'une confusion en ce qui concerne les automatismes économiques, nous en avons une preuve suffisante dans les analyses des partisans de ce mécanisme. En effet, parmi les autres facteurs invoqués en faveur de l'équilibre économique, les libéraux mentionnent celui de la variation du taux d'escompte. Voici quelle est la conception de cette théorie.

Un pays qui traverse des difficultés économiques et qui se trouve en présence d'un courant de capitaux qui lui est défavorable, peut remédier à cette situation avec la modification du taux d'escompte. La banque d'émission opère une hausse du taux d'escompte, ce qui a comme conséquence d'empêcher les capitaux de fuir vers l'étranger et par contre d'attirer des capitaux étrangers vers le pays. Grâce à cette mesure l'équilibre économique, momentanément menacé, se rétablit. Mais réfléchissons un instant. De quel équilibre s'agit-il ? De l'équilibre économique du pays, ou d'un équilibre monétaire ? En effet, une hausse du taux d'escompte peut attirer des capitaux à court terme de l'étranger, des capitaux disponibles qui sont à la recherche d'un placement. Cependant l'emprunt, s'il donne des disponibilités en devises étrangères et peut sauvegarder pour un moment la stabilité de la monnaie du pays, n'est pas de nature à améliorer la situation économique du pays. C'est uniquement dans deux cas que l'on peut admettre que l'emprunt n'aggrave pas la situation économique du pays. 1) Dans le cas d'une récolte en préparation. 2) Dans le cas de la mise en valeur d'une richesse donnée. Reprenons ces deux cas.

Voici un pays qui a une récolte en préparation qui sera bientôt prête pour la vente et le pays se procurera ainsi les devises nécessaires. Pour une période cependant, la demande des devises étrangères dépasse largement l'offre. On se trouve en présence d'une période dite de soudure et on sait parfaitement que le pays verra bientôt l'offre des devises s'accroître. En pareille circonstance le pays peut facilement obtenir les avances nécessaires en devises à l'étranger, ou même faire jouer le taux d'escompte et

attirer des capitaux à court terme des différentes places. Il existe là une situation qui n'a rien d'inquiétant. Le pays a une richesse en préparation qui sera vendue après un certain temps et dont le produit lui procurera des devises étrangères. Dans cette hypothèse, il n'est pas nécessaire de laisser les réserves métalliques du pays subir une diminution. La modification du taux d'escompte permet de faire face à la situation.

Dans le cas aussi où un pays possède une richesse à mettre en valeur, l'emprunt n'est pas à craindre. Les capitaux étrangers attirés dans le pays permettent la mise en valeur de la richesse. Par suite le pays verra un accroissement de ses exportations. Cette politique n'a rien de dangereux, à condition que le pays ne s'endette pas outre mesure et ne contracte pas des dettes pour faire face à des besoins courants, c'est-à-dire qu'il ne contracte pas d'emprunts de consommation.

On s'aperçoit par cette analyse que les automatismes économiques sont basés sur un malentendu. Il existe une confusion entre l'équilibre dans le sens de stabilité monétaire et l'équilibre économique proprement dit. Si l'équilibre économique s'établissait automatiquement, comme l'affirment les classiques, nous ne devrions pas assister à cette situation bien connue : des pays qui possèdent des capitaux énormes placés à l'étranger et d'autres qui ont énormément de dettes. Evidemment, l'équilibre monétaire est possible à assurer tant que le système des emprunts fonctionne continuellement. Mais on a tort de confondre stabilité monétaire et équilibre économique. Raisonnons sur un exemple. Voici deux personnes qui possèdent le même revenu annuel. Cependant l'une des deux personnes dépense plus que son revenu et contracte des dettes, tandis que l'autre dépense moins et fait des placements. Entre ces deux personnes un accord a été passé. La personne qui a des excédents les met à la disposition de celle qui a un déficit, sous forme de prêt. Si cette convention fonctionne pendant un certain temps, nous nous trouvons en présence d'une personne qui réalise une créance monétaire sur l'autre. La situation économique des deux personnes n'est pas la même. Pourtant toutes les deux n'ont pas manqué de disponibilités monétaires, avec cette différence bien entendu que, pour celui qui dépense plus que son revenu, les disponibilités monétaires provenaient de l'emprunt.

Il en est de même pour les pays. Si les pays riches, les pays qui réalisent un gain de leurs relations économiques internationales, ceux qui possèdent une balance des comptes favorable mettent à la disposition des pays pauvres, des pays dont la balance

des comptes est défavorable le solde de cette balance créditrice, l'équilibre monétaire des pays pauvres est parfaitement assuré. La monnaie d'un pays peut très bien rester stable et conserver sa parité tant que le pays trouve à emprunter à l'étranger. Mais quel est le résultat de cette situation ? Le pays créancier accapare la richesse du pays pauvre, il met la main sur les valeurs mobilières et immobilières et rend le pays emprunteur totalement tributaire.

L'équilibre économique d'un pays n'est réellement assuré que lorsque la balance des comptes, la balance des revenus, la balance économique proprement dite est en équilibre. Si la balance des comptes est en déficit, le pays s'appauvrit, malgré l'existence éventuelle d'une monnaie stable. On peut parfaitement se ruiner avec une bonne monnaie, avec une monnaie stable, comme une personne peut se ruiner sans que pour cela elle se trouve à un moment donné à court d'argent et sans disponibilités monétaires. Il est évident que les disponibilités monétaires peuvent provenir de l'emprunt qui représente une charge et une hypothèque sur l'actif.

L'équilibre économique réel pour tous les pays n'est possible que par une évolution de l'économie mondiale vers l'expansion. Dans l'hypothèse où les prix sont en hausse, on assiste à un accroissement général de toutes les valeurs ; tous les pays peuvent faire de très bonnes affaires. Certains peuvent réaliser un bénéfice, les autres assurer tout au moins l'équilibre. Plusieurs périodes sont caractéristiques d'un tel phénomène. Lorsque, par exemple, la production des métaux précieux est en accroissement et que les prix sont orientés vers la hausse, la situation économique de tous les pays s'améliore. Durant une telle période les pays riches, les pays qui ont une économie forte réalisent une balance des comptes favorable et voient leur stock monétaire en accroissement, ainsi que leurs placements de capitaux dans les différents pays. Quant aux pays dont l'économie est faible, ils parviennent, quand même, pendant les périodes d'expansion économique, à un équilibre de leur balance des comptes.

En résumé, il faut retenir de cette analyse que l'existence d'une balance des comptes favorable est une nécessité pour chaque pays. Sans une balance des comptes favorable, l'accroissement de la richesse du pays n'est pas possible. C'est cette nécessité qui est traduite instinctivement par l'effort de tous les pays d'accroître l'activité économique, d'élargir à la fois les exportations visibles et invisibles de façon que, finalement, l'économie du pays s'amé-

liore. Malheureusement cette aspiration fort légitime déclenche une concurrence effrénée, une lutte très violente entre les différents pays pour la conquête des marchés et l'élargissement de leur zone d'influence. C'est cette politique qui se manifeste par des mesures de défense telles que le protectionnisme sous toutes ses formes, dont la phase extrême est celle de la tendance vers l'autarcie économique.

Il existe là une matière qui mérite une méditation profonde et qui doit actuellement faire l'objet de notre analyse. Nous devons cependant dire un mot encore en ce qui concerne la réalisation du profit. Nous avons déjà dit que la réalisation du profit n'est possible que lorsque la balance des comptes est favorable. Le profit, finalement, se traduira par l'accroissement du stock monétaire du pays ou par la constitution d'une créance monétaire sur un autre pays. Les habitants d'un pays en exerçant leur activité économique, dans le cas où le résultat est favorable, voient le stock monétaire en accroissement, ou la naissance d'une créance monétaire sur un autre pays. Si l'échange donne un bénéfice, celui-ci prendra une des deux formes : 1) Accroissement du stock monétaire ; 2) Constitution d'une créance monétaire sur un autre pays.

Mais on peut se demander si les habitants d'un pays ne peuvent pas accroître sa richesse en exerçant leur activité dans l'intérieur du pays et en améliorant les différentes sources de richesses. On peut répondre à cette question affirmativement, mais on ne doit pas oublier qu'un pays ne forme pas une cloison étanche. Il se trouve en communication constante avec les autres pays et les prix des différents biens exercent une action et une réaction sur l'économie nationale et l'économie internationale. Par conséquent tous les prix sont liés et, finalement, le résultat se manifeste à travers la balance des comptes. Le pays qui s'enrichit possède toujours une balance des comptes favorable. On ne peut pas concevoir un pays qui possède constamment une balance des comptes défavorable et dont la richesse serait en accroissement. De la même manière qu'un individu peut très bien concentrer son activité à la production des biens destinés à son usage personnel, un pays peut obtenir des améliorations sur plusieurs domaines de son économie. Il suffit, par exemple, de mentionner les travaux d'utilité publique qui donnent une jouissance accrue et une satisfaction aux habitants du pays.

Toutefois l'accroissement de la richesse dans une économie libérale, dans une économie individualiste qui lie l'activité écono-

mique avec la rentabilité, c'est-à-dire la réalisation du profit ne peut se manifester qu'à travers une balance des comptes favorable, dont le solde prendra la forme d'une créance monétaire sur un autre pays, ou l'accroissement du stock monétaire du pays.

CHAPITRE IX.

PROTECTIONNISME ET IMPÉRIALISME ÉCONOMIQUE.

§ 1. — LES CAUSES DU PROTECTIONNISME.

Lorsqu'on examine le problème du protectionnisme on se trouve en présence d'une contradiction entre les conclusions de la science économique et la politique suivie par les différents pays. En effet, les classiques et les néo-classiques se sont efforcés de prouver que la politique protectionniste est préjudiciable pour tous les pays ; ils ont même présenté des plaidoyers ardents en faveur de la politique du libre échange, politique qui, d'après les libéraux, est de nature à mieux servir les intérêts de tous les pays.

Malgré ces conclusions, la politique protectionniste a fini par prédominer sur toute la ligne. Nous nous trouvons en présence d'un phénomène qui nécessite une explication. Le protectionnisme a des causes qui doivent être recherchées. Mais cette étude couvre un domaine très vaste. Nous nous limiterons ici à faire une énumération indicative et signaler simplement la signification de cette politique.

Il faut d'abord noter que tous les pays qui désirent développer leur industrie ont recours à la politique du protectionnisme. Il s'agit de ce que l'on appelle « *le protectionnisme de l'enfance industrielle* ». Une jeune industrie ne peut pas s'implanter dans un pays sans protection. L'industrie étrangère peut la concurrencer dangereusement et l'empêcher de se développer. D'où la nécessité d'une protection douanière qui a comme but de réserver le marché intérieur à l'industrie nationale.

Bien que ce protectionnisme semble un cas particulier, il faut convenir qu'il est extrêmement malaisé de préciser les limites de la protection qui a uniquement comme but de faciliter l'industrialisation d'un pays. Mais le protectionnisme a un caractère plus général. Qu'il s'agisse des produits manufacturés ou des produits agricoles que la barrière douanière vise à protéger, l'intention est

de réserver l'exclusivité du marché national aux produits nationaux. On s'aperçoit donc que cette tendance ne peut s'expliquer que par la nécessité de faire vendre les produits du pays qui ne peuvent pas s'écouler. Il s'agit d'une tendance vers la monopolisation du marché intérieur en faveur des producteurs nationaux.

Par conséquent, la poussée protectionniste ne peut se comprendre et s'expliquer que comme une nécessité, comme une mesure instinctive de défense contre la concurrence étrangère qui menace les produits nationaux. Que cette politique contienne une contradiction évidente, la question ne fait pas de doute. En effet, l'effort de chaque pays est d'accroître ses ventes sur le marché international, tout en s'efforçant de se réserver le marché national exclusivement pour ses producteurs. Pourtant est-il possible pour un pays d'accroître ses exportations lorsqu'il exclut de son marché les produits des autres pays ? Mais le monde nous donne chaque jour l'occasion d'une multitude de contradictions. Nous ne sommes donc pas à une contradiction près. Ce que nous devons souligner, c'est que cette politique protectionniste, cette politique de la monopolisation du marché intérieur en faveur de la production nationale, démontre que l'on se trouve en présence d'une nécessité, en présence d'une poussée qui résulte de la mévente des produits. Si la production nationale trouvait facilement à s'écouler, si les produits étaient demandés, les mesures protectionnistes n'auraient pas de raison d'être.

Il est vrai que l'on peut soutenir que la politique protectionniste est surtout préconisée par les producteurs qui visent à la réalisation d'un profit très important par l'exclusion des produits étrangers du marché national. Un producteur aime bien se réserver un marché pour l'écoulement de ses produits. Que cette tendance existe dans la réalité, la chose est incontestable, mais on aurait tort d'expliquer toute la poussée protectionniste comme un effet de l'influence des producteurs sur la politique générale d'un pays. La politique protectionniste résulte d'une nécessité réelle, dont l'origine est la mévente des produits et la tendance constante de l'économie vers la surproduction et le déséquilibre économique. C'est le déséquilibre économique qui pousse les pays l'un après l'autre, de prendre des mesures en faveur de l'économie nationale. C'est la nécessité de la réalisation du profit et l'obtention d'une balance des comptes favorable qui poussent les pays à la lutte économique, à une concurrence effrénée, dont le résultat final est une crise politique qui conduit souvent à la guerre.

Par ailleurs, la politique protectionniste généralisée aboutit

au résultat opposé. Si pour un pays le protectionnisme, dans certains cas et dans des conditions données, peut présenter quelques avantages, pour tous les pays du monde le résultat en est funeste, lorsque cette politique prend un aspect général. Le point de départ est un certain déséquilibre entre production et consommation. Mais une fois que les pays s'engagent, l'un après l'autre, dans la voie du protectionnisme, la mévente des produits s'accroît et la crise s'aggrave et s'approfondit.

Il est vrai que dans une grande proportion, les produits s'échangent contre d'autres produits. C'est pour un pourcentage donné que chaque pays désire obtenir une différence sous forme de créance monétaire. Cependant le phénomène paradoxal de la valeur indique clairement que si un produit ne peut pas se vendre, les prix baissent très rapidement et que cette baisse a des répercussions sur les prix d'autres produits. Ainsi, la baisse devient très rapide, une rupture entre les différentes valeurs est provoquée et l'ensemble de l'économie s'oriente violemment dans la voie de la déflation et de la baisse de toutes les valeurs.

Cette situation est très évidente lorsque le protectionnisme est poussé à l'extrême et que l'on pose comme idéal l'autarcie économique. C'est un aspect du protectionnisme qui peut nous faire comprendre jusqu'à quel point peut aller cette politique.

§ 2. — LA TENDANCE VERS L'AUTARCIE.

Dans la première phase du protectionnisme le calcul économique préoccupe à chaque instant les pays. On désire protéger le marché international, sans toutefois que cette politique conduise à produire des marchandises avec un prix de revient très supérieur par rapport au prix de revient des autres pays. Par contre, dans le cas d'une politique d'autarcie on se pose comme idéal de rendre, autant que possible, l'économie du pays autonome. Chaque objet que l'on peut produire dans l'intérieur du pays constitue un avantage, puisqu'on se libère ainsi de la dépendance de l'étranger. Pour accroître la production nationale, non seulement la protection douanière est renforcée, mais une politique plus efficace trouve son application. C'est la politique dite des contingentements. En effet, avec la protection douanière un avantage est créé en faveur des produits nationaux, mais la protection conserve toujours un caractère relatif. Par contre, avec la politique des contingentements, le pays laisse entrer seulement une quantité don-

née d'une marchandise. On estime d'abord l'importance et l'ordre de grandeur de la production nationale et ensuite on laisse entrer une certaine quantité des produits étrangers afin de satisfaire la consommation du pays. Dans ce système les importations sont fixées périodiquement par les autorités compétentes. Si le contingentement d'une marchandise est atteint, toute importation s'arrête.

Il va sans dire que malgré le terme d'« autarcie » utilisé pour caractériser cette politique, un pays ne peut pas se suffire lui-même et se passer de l'importation d'un ensemble de produits qui sont indispensables pour la nourriture et l'entretien de sa population et en général pour le fonctionnement normal de son économie. L'idéal autarcique marque une tendance ; on s'efforce de produire autant que possible dans l'intérieur du pays, sans prêter attention au coût de production qui, pour certains articles, est nettement supérieur au prix d'achat à l'étranger.

Mais la politique de l'autarcie économique est liée aussi avec le souci de la sécurité nationale. Le développement de la production est considéré comme nécessaire, car on pense qu'en cas de conflit armé le pays ne pourra faire venir de l'étranger les marchandises qui lui sont nécessaires. On se prépare ainsi pour affronter une période anormale, qui suspend totalement les courants commerciaux avec les pays belligérants et les ralentit beaucoup avec tous les autres pays. Evidemment, une argumentation qui s'appuie sur le souci de la sécurité nationale peut permettre l'application d'une politique qui s'éloigne délibérément du calcul économique et de la préoccupation d'un abaissement du coût de production. A partir du moment où l'on fait intervenir la considération de l'intérêt national et que l'on envisage l'éventualité d'un conflit armé, la politique économique des pays peut prendre une double forme : 1) Préoccupation constante de s'assurer les matières premières indispensables pour l'industrie du pays. 2) Exclusion plus ou moins complète de tous les produits étrangers dans la mesure où ces produits sont possibles à faire dans l'intérieur du pays, même si le coût de production est très élevé.

Si nous regardons les événements des dernières années, nous nous apercevons que cette politique a été tracée d'abord par l'Allemagne et suivie ensuite, sur plusieurs points, par d'autres pays. C'est ainsi que pour l'Angleterre et la France la tendance vers l'autarcie a pris la forme impériale. Ces deux pays se sont efforcés de développer leurs échanges avec leur empire colonial. La métropole et les colonies devaient, suivant cette politique,

nouer des liens de plus en plus étroits et constituer une certaine unité économique. Le large marché de l'empire devait être surtout réservé aux produits de la métropole. Cette dernière devait s'approvisionner, notamment en matières premières, dans ses colonies et leur vendre ensuite ses produits finis. Les colonies devaient donc s'approvisionner sur le marché de la métropole et réserver pour celle-ci, en premier lieu, les matières premières.

La consultation des statistiques du commerce international montre que cette tendance vers l'autarcie impériale a permis le développement, d'une façon très appréciable, des échanges entre métropole et colonies. Tant l'Angleterre que la France ont vu une amélioration du courant des échanges effectués dans l'intérieur de l'Empire. Cependant on est loin d'atteindre l'idéal autarcique. Il ne semble pas qu'un tel idéal soit possible à atteindre, même dans un vaste Empire comme celui de la Grande-Bretagne.

Quant à l'autarcie allemande, celle-ci aussi a permis à ce pays au prix de sacrifices économiques très importants de se passer de l'importation de certains produits étrangers. Mais l'effort sur ce point était constamment lié avec la préoccupation de l'Allemagne de se préparer pour la guerre. Dans la voie de cette politique l'Allemagne tentait de produire dans l'intérieur du pays ce que la guerre ne permettrait pas de faire venir de l'étranger. L'exemple le plus typique en est le caoutchouc synthétique ainsi que l'essence.

Lorsqu'on réfléchit attentivement sur la politique protectionniste on s'aperçoit que le facteur politique intervient à chaque instant. La division internationale du travail accroît la productivité et permet à chaque pays de se procurer avec un moindre effort les biens nécessaires, mais cette politique, pour être efficace, ne doit pas être troublée par le déséquilibre économique. En d'autres termes, il ne suffit pas de constater que si chaque pays s'occupe de la production des biens pour lesquels il semble avoir certains avantages la productivité totale est plus grande et le prix de revient diminue, il faut aussi assurer à chaque pays l'écoulement de sa production. Or, le libéralisme économique ne peut pas assurer la vente des produits. La maladie de la surproduction apparaît très rapidement, ce qui pousse chaque pays à s'engager dans la direction de la politique protectionniste. Une fois cette politique adoptée, ce soi-disant remède du protectionnisme s'avère pire que le mal. Non seulement la crise économique ne peut pas être guérie par la politique protectionniste et les tendances autarciques, mais la situation s'aggrave à tel point que certains pays considèrent qu'ils n'ont pas suffisamment d'espace vital et que

la solution du problème exige une expansion brutale, une expansion par la force aux dépens des autres pays.

C'est cet aspect du problème que nous devons examiner, en faisant quelques considérations sur la politique de l'espace vital annoncée et poursuivie par les pays totalitaires.

§ 3. — LA POLITIQUE DE L'ESPACE VITAL.

La conception de l'espace vital a été formulée par les théoriciens allemands. C'est la politique suivie par les pays dits totalitaires. Ces pays se disaient surpeuplés, pauvres en matières premières et, d'une manière générale, défavorisés par la nature. La solution devant cette situation semblait être la redistribution de la richesse du monde afin de donner à ces pays défavorisés un espace nécessaire pour faire vivre leurs populations. Il va sans dire que malgré la constatation que les pays totalitaires étaient surpeuplés, une politique de soutien très ferme de la natalité se pratiquait d'une façon systématique, ce qui donne la preuve que l'on se préparait pour faire la guerre.

Mais que faut-il penser de la conception de l'espace vital ? Peut-on soutenir qu'un pays peut trouver son équilibre économique s'il obtient une certaine expansion économique ? Quelle est la limite de cet espace considéré comme vital ?

Sans méconnaître qu'un pays peut être pauvre en matières premières, défavorisé en ce qui concerne la richesse du sol et du sous-sol, le problème se pose si l'on peut fixer les limites de l'espace nécessaire pour le pays afin de lui permettre de parvenir à un équilibre économique. Sur cette question notre analyse théorique donne une réponse satisfaisante. Un pays ne peut pas trouver son équilibre économique sans une expansion continue. Puisque nous sommes en présence d'un système économique qui conduit constamment à la surproduction économique, l'espace vital ne peut pas avoir de limites. Au fur et à mesure que la production du pays se développe, l'espace vital doit aussi s'élargir. Et si un obstacle ne s'oppose pas à cette expansion continue le pays qui s'élargit doit, un jour, parvenir à la conquête du monde entier. Par la suite, il doit poursuivre la conquête d'autres planètes afin de pouvoir placer un surplus d'exportation et faire écouler une quantité de produits que les habitants de la terre ne désirent pas consommer !

L'analyse de notre système économique permet de compren-

dre que la politique de l'espace vital est une monstruosité et une absurdité. Il est vrai que chaque pays est poussé instinctivement vers la politique de l'expansion, mais c'est le devoir des économistes d'expliquer que le motif de cette politique est le fonctionnement défectueux de notre économie.

La démonstration de l'absurdité de cette politique a été faite par les conquêtes successives du Japon. Tout élargissement de la domination de l'Empire du Mikado avait comme conséquence une poussée plus forte de la production industrielle, ce qui aggravait encore le déséquilibre économique et rendait la nécessité de la recherche d'un espace vital encore plus urgente. Regardons aussi un peu la politique de l'Allemagne hitlérienne. Dans le cas où cette politique serait parvenue à la conquête de l'Europe, qui peut croire que l'Allemagne aurait trouvé un équilibre économique ? Son industrie se serait encore plus développée et la nécessité d'un espace vital serait apparue encore plus impérieuse.

Par conséquent la politique de l'expansion et de l'espace vital n'a pas de limites, ce qui prouve que nous nous trouvons en présence d'un système économique qui fonctionne mal, d'un système économique qui pousse constamment vers la surproduction économique. Comme les hommes ne peuvent pas comprendre les causes du mal, ou ne peuvent pas lui donner une solution rationnelle, ils sont entraînés par certains criminels dans la voie des conflits sanglants. A l'origine, nous avons toujours le déséquilibre économique. Un pays qui se plaint demande un marché plus large pour faire écouler ses produits. Il se plaint également qu'il ne peut acheter à l'étranger. Il ne peut pas, par exemple, acheter des matières premières, bien que les produits de cette nature soient en surabondance, parce qu'il n'a pas de devises. Mais pourquoi ce pays manque-t-il de devises ? Tout simplement parce qu'il ne peut pas vendre ses produits à l'étranger.

La cause profonde du mal est toujours le déséquilibre économique. C'est un manque de proportion entre la production et la consommation qui provoque les difficultés. Lorsque le pays se trouve en face d'un déséquilibre économique, immédiatement la solution est recherchée aux dépens des autres pays. On a fait observer que les représentants diplomatiques de tous les pays du monde reçoivent invariablement comme instructions de s'efforcer d'accroître les exportations. Mais si chaque pays désire accroître ses exportations et diminuer ses importations, comment est-il possible de faire écouler une production de plus en plus abondante ? Voilà toute la gravité du problème.

Durant la dernière crise économique qui avait éclaté en 1929 aux Etats-Unis, certains économistes libéraux se plaignaient de la politique économique des Etats-Unis. On observait que les Américains poursuivaient une politique contradictoire : Ils demandaient d'être payés en or par les pays de l'Europe pour les dettes de guerre, tout en aggravant le protectionnisme et en excluant ainsi les produits des pays débiteurs du marché américain. La conclusion de ces économistes était que les Etats-Unis devaient ouvrir largement leur marché aux produits européens.

Or, préconiser une telle politique indique l'ignorance totale du fonctionnement de notre économie et du mécanisme des échanges. Les Etats-Unis poursuivaient, en effet, une politique contradictoire, mais c'est la politique qui est poursuivie constamment par tous les pays du monde. Le pays qui achète plus et vend moins s'appauvrit. Par conséquent, demander aux Etats-Unis d'adopter une autre politique, c'était exiger de la part des habitants de ce pays de suspendre tout enrichissement, d'arrêter l'accumulation de richesse. Si les différents pays du monde n'étaient pas habités par des gens qui ont notre comportement, si le système économique n'était pas tel que nous le connaissons, une telle politique économique serait possible. Mais dans l'état actuel des choses, la politique économique de chaque pays se traduit par un effort d'accroître ses exportations, car autrement la réalisation du profit est impossible. Nous ne nous fatiguerons pas de répéter que : réaliser un bénéfice, capitaliser, créer une fortune se traduit nécessairement par une offre supérieure à la demande des biens et des services. Que l'on examine ce phénomène sur le plan strictement individuel ou que l'on prenne comme base du calcul un pays entier le résultat final est le même. Il faut vendre plus et acheter moins si on désire se constituer une réserve de valeurs et posséder de la richesse.

C'est cette situation qui conduit aux frictions continues entre les différents pays, puis finalement à la guerre qui traduit d'une façon brutale les exigences vers l'expansion.

§ 4. — LES CONFLITS ARMÉS.

On ne peut pas prétendre que les causes de la guerre sont strictement économiques. Cependant on commettrait une grossière erreur si on sous-estimait le facteur économique. On peut donner au conflit armé une explication idéologique comme pour tout

autre conflit, tout autre différend. Voici deux hommes qui ne sont pas d'accord sur un point. Les jugements qui diffèrent sont des jugements de fait ou des jugements de valeur. En ce qui concerne un jugement de fait, la poursuite de l'enquête sur l'objet et l'analyse scientifique permettra, peut-être, un accord. Il en est autrement lorsque nous sommes en présence d'un différend dont l'origine est un jugement de valeur. On a fait observer, avec juste raison, que les valeurs sont difficilement communicables sinon tout à fait incommunicables.

Cependant qu'il s'agisse d'un conflit qui surgit d'un jugement de fait ou d'un jugement de valeur, la bonne méthode indique que l'on doit poursuivre la discussion afin de pouvoir convaincre l'adversaire avec des arguments. Il faut admettre, malheureusement, que la nature de l'homme le pousse vers la violence. Au lieu de poursuivre un échange de vues dans un esprit de sérénité, l'homme désire souvent s'imposer par la force. Au lieu de convaincre son adversaire, il désire le faire taire par la force, l'éliminer par la violence, le détruire.

La nature humaine contient le germe du conflit. Mais l'observation attentive démontre que le conflit idéologique, l'opposition des opinions ne sont pas très graves. La situation se complique à partir du moment où l'intérêt s'en mêle. En effet, lorsque les intérêts s'opposent, le désaccord est total. Il arrive fréquemment qu'une opposition brutale des intérêts a l'apparence d'un conflit idéologique, mais quelques minutes de réflexion suffisent pour faire disparaître toute confusion et faire comprendre la véritable nature du conflit.

Par cette analyse nous voulons soutenir que les intérêts tout puissants sont la cause majeure des conflits. Peut-être dans ce terme faut-il inclure aussi l'aspect particulier de la satisfaction de la vanité humaine. On ne peut pas dire, par exemple, que l'intérêt économique règne en exclusivité. L'esprit de domination se soutient mutuellement avec l'esprit de jouissance, mais la simple vanité oppose l'homme, très souvent, avec ses semblables.

Bref, sans vouloir expliquer tous les conflits par une cause unique : l'intérêt privé, et s'appuyer exclusivement sur le facteur économique, il semble bien que ce facteur exerce une influence dominante. Cet aspect du problème est encore plus évident lorsqu'on examine les conflits entre les différents peuples. Si nous consultons l'histoire, nous nous trouvons en présence d'un certain désaccord en ce qui concerne les origines des guerres. Les historiens ne méconnaissent pas le facteur économique, mais certains

d'entre eux, tout au moins, font intervenir d'autres facteurs comme l'attitude personnelle de tel ou tel monarque ou chef d'Etat.

Sans vouloir ramener toutes les guerres à la même cause et les expliquer uniquement par le facteur économique, nous dirons que les conflits internationaux les plus importants ne peuvent pas s'expliquer sans faire intervenir les causes économiques. Les guerres restent incompréhensibles sans faire intervenir cette nécessité de l'économie moderne d'une expansion continuelle. Mais avant de parler des guerres modernes, il faut d'abord dire quelques mots sur les guerres d'autrefois. En effet, il semble bien qu'à la base du conflit se trouve toujours une cause économique, bien que cette cause ait changé d'aspect. Si nous regardons l'évolution de l'humanité nous constatons que les peuples autrefois étaient obligés de lutter contre la famine. L'accroissement de la population du globe terrestre était très lent du fait que les hommes ne pouvaient pas se procurer facilement leur nourriture. Cette difficulté a reculé devant l'effort de la science et l'ingéniosité de l'homme. Les méthodes scientifiques et le fonctionnement de l'outillage de la production ont permis à l'homme de mettre à son service les forces de la nature et d'obtenir très facilement la production des biens qui sont nécessaires pour son entretien.

Ainsi, nous pouvons diviser l'histoire de l'humanité en deux périodes, tout en reconnaissant combien cette division est arbitraire, particulièrement lorsqu'il s'agit de préciser le passage d'une situation à l'autre. Mais ce problème ne doit pas nous troubler outre mesure. C'est la même difficulté qui se présente à chaque instant lorsque l'homme de science étudie un phénomène et désire examiner le *devenir*. Dans certains cas le passage d'une situation à l'autre se manifeste par un signe bien marqué qui est caractérisé comme une révolution, mais dans d'autres, le passage est lent et graduel et il est extrêmement difficile de fixer les limites des deux situations.

Tout en reconnaissant donc la difficulté présentée par la situation intermédiaire, nous dirons que l'histoire de l'humanité se divise en deux périodes. Une première période où les peuples font la guerre par nécessité au sens strict du terme. La population ne peut pas vivre et s'efforce de s'emparer de la richesse des voisins par la force et la violence. Le cas caractéristique de cette situation est la période que les historiens qualifient d'invasion des barbares. Les habitants des pays moins fertiles envahissaient les pays riches pour s'emparer des territoires fertiles, s'y installer et pouvoir vivre mieux.

Mais dans les temps modernes la nécessité économique n'est plus de la même nature. La pauvreté provient du fait que le pays possède une production très grande, une production qui dépasse largement la consommation. Tous les pays du monde possèdent quelque chose en excédent, une marchandise ou plusieurs qu'ils désirent exporter sans y parvenir toujours. Par conséquent, les guerres modernes sont des guerres économiques et même des guerres industrielles. En effet, c'est l'industrie qui se développe très facilement, elle demande un marché de plus en plus large pour l'écoulement de ses produits et la recherche de ce marché, la recherche constante des débouchés aboutit aux frictions et aux conflits sanglants.

Ce que nous appelons, dans les temps modernes, l'impérialisme économique n'est rien d'autre que cette lutte effrénée entre les différentes industries pour la conquête des marchés. On cherche, d'une part, à accaparer les richesses de la terre, les matières premières ; et, d'autre part, à trouver un marché aussi large que possible pour la vente des produits manufacturés. Rien n'arrête l'industrie moderne dans cette poursuite du profit. On produit pour le marché, on produit pour réaliser un profit, il faut que l'on trouve un client quelque part disposé à acquérir le bien. Or, avec le développement de la production moderne, ce problème devient de plus en plus difficile à résoudre. Par conséquent la concurrence entre les différentes économies nationales passe par toutes les formes pour aboutir finalement aux conflits sanglants. Ainsi s'expliquent les conceptions et les slogans des temps modernes. Un pays déclare qu'il doit exporter ou mourir. Un autre demande de l'espace vital. Un troisième met à l'ordre du jour l'expansion économique. Ces conceptions et ces cris hystériques ne peuvent pourtant s'expliquer que par l'existence d'une poussée continuelle qui provient du fonctionnement défectueux de notre économie. C'est la contradiction de l'économie libérale qui est à la base de cette situation. Nous voulons produire pour réaliser un profit, pour accumuler une richesse et nous ne pouvons pas réaliser cette aspiration, ce qui nous pousse instinctivement vers la concurrence et les conflits sanglants. Il suffit qu'un chef d'Etat ou un peuple soit enclin à la violence pour que le conflit, qui est en l'air, éclate comme un orage.

Résumons notre pensée. La cause du mal est le fonctionnement défectueux de notre système économique. Dans l'économie libérale chacun désire produire plus et consommer moins, afin de pouvoir se constituer une réserve de valeurs et accumuler une cer-

taine richesse. L'aboutissement de cette situation est un déséquilibre entre la production et la consommation, la crise économique, la politique de l'impérialisme économique et les conflits sanglants qui entraînent tant de crimes et tant de souffrances pour les peuples. Mais cette théorie que nous développons, cette théorie qui constate un déséquilibre économique entre production et consommation, si elle est applicable à toute société individualiste, à toute société basée sur le libéralisme économique, trouve une confirmation éclatante dans la phase de l'économie capitaliste. En effet, l'économie capitaliste aggrave le mal et accentue le déséquilibre économique par suite de la mauvaise distribution du revenu. Il est vrai que la mauvaise distribution du revenu n'est pas la première cause du mal, mais c'est un facteur amplifiant, c'est une cause qui conduit à une aggravation du déséquilibre.

C'est un problème que l'on peut comprendre mieux en faisant quelques considérations sur la propriété privée, son évolution et la formation de l'immense prolétariat moderne.

CHAPITRE X.

LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE.

§ 1. — LES ATTRIBUTS ESSENTIELS DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE.

L'art. 544 du code civil français donne la définition suivante du droit de la propriété : « La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements. » En somme, dans la mesure où il n'est pas limité par le législateur, le droit du propriétaire est un droit absolu. Nous retrouvons dans cette définition de la propriété la conception du droit romain avec ses trois éléments : *usus, fructus, abusus*.

Cependant il ne faut pas se méprendre sur l'étendue du droit de la propriété. L'évolution de la législation dans les différents pays du monde s'oriente constamment dans le sens de la limitation. Le droit absolu du propriétaire est battu en brèche et l'existence même et la légitimité de la propriété sont mises en cause par les doctrines socialistes. Mais avant d'examiner l'évolution de la propriété, il faut se demander quel est le fondement de ce droit.

Une première conception voit dans le droit de la propriété un droit naturel. On considère que le principe de la liberté humaine serait incomplet sans le droit de l'appropriation privée. La liberté humaine serait inconcevable sans l'existence de la propriété privée. Cette conception ne résiste pas à la critique. Puisque tout le monde peut revendiquer ce droit naturel, on arrive ainsi au principe opposé, à savoir celui de la propriété collective, afin de remédier à la situation actuelle qui élimine de plus en plus de la propriété la grande majorité des hommes.

Suivant une autre conception, le droit de la propriété est basé sur la volonté du législateur. Mais cette conception aussi est très fragile. Le droit positif consacre une conception donnée, il correspond à une situation déterminée. La conséquence est que la loi

positive peut changer totalement de contenu, si les conditions se sont modifiées. Il semble donc qu'il faille chercher les origines de la propriété individuelle plus loin que la loi positive. Le législateur peut préciser les limites de la propriété privée, la garantir, prévoir des sanctions, mais elle ne peut pas créer originairement le phénomène. Si l'on admet que le droit est un intérêt protégé, il faut se demander pourquoi le législateur protège un tel intérêt.

Pour répondre à cette question la conception de l'occupation a été soutenue. On a fait observer que la prise de possession conduit à la propriété. On invoque dans ce sens des arguments du fait que la loi positive permet à l'occupant, dans certaines conditions et certaines limites, de s'approprier un bien par la possession. La conception du législateur semble être qu'il faut défendre l'apparence, il faut défendre ce qui semble exister afin d'assurer la tranquillité, même si cette apparence résulte d'une prise de possession et de l'occupation d'un bien qui n'appartient pas à l'usurpateur.

Finalement le fondement rationnel de la propriété a été recherché dans l'utilité sociale. En laissant de côté l'origine de la propriété qui peut être un acte de possession, même un acte de violence et d'usurpation devant laquelle la loi a fini par s'incliner, on a remarqué que, d'une manière générale, c'est le travail qui conduit à la propriété. Le travail humain en s'exerçant directement sur la terre, par exemple, crée de l'utilité. Avec le produit du travail aussi on peut accéder à la propriété par le moyen de l'achat. De plus, on a observé que l'intérêt privé est un grand stimulant. Donc la liberté de l'appropriation accroît la productivité du travail de l'homme. Dans ce sens, la loi considère la propriété comme un droit perpétuel et transmissible héréditairement.

En somme, la propriété se base sur l'utilité sociale et à ce titre on soutient que c'est une fonction sociale. La conception que la propriété est une fonction sociale permet d'apporter les limitations que le législateur considère comme nécessaires et en même temps de répondre aux critiques que les adversaires de la propriété privée présentent sur cette matière. En effet, les adversaires de la propriété privée observent qu'elle est illégitime dans ses origines, comme étant entachée par un acte de violence et d'usurpation. Les historiens insistent sur le mode d'appropriation par la possession et l'usurpation qui est le plus fréquent, notamment pendant les périodes troubles qui résultent des conflits armés.

Mais on observe aussi que la propriété est injuste, contradictoire dans son fonctionnement et incompatible avec le progrès

humain. On s'aperçoit que ce débat est très vaste et que les arguments ne manquent pas ni d'un côté ni de l'autre. Finalement les défenseurs de la propriété privée mettent l'accent sur l'aspect : *fonction sociale* de la propriété. Pour répondre à cette question, pour savoir si la propriété privée est réellement une fonction sociale, si elle se justifie à cause de son utilité sociale, il faut faire une analyse complète du fonctionnement du régime actuel, établir un bilan des avantages et des inconvénients. On s'aperçoit ainsi que ce problème est un problème nettement économique. C'est l'économiste qui doit répondre dans quelle mesure le mode actuel de production, basé sur la propriété privée, est un mode de production supérieur par rapport à un autre mode de production. Nous croyons que toute l'analyse du présent travail qui cherche à mettre en évidence le fonctionnement du système capitaliste peut permettre au lecteur de tirer une conclusion solide en se basant sur l'étude objective des faits. Mais avant de poursuivre l'analyse sur ce point, examinons un peu l'évolution de la propriété.

§ 2. — L'ÉVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ.

Si on fait l'historique de la propriété, on s'aperçoit que toute l'évolution est une limitation continue du droit de la propriété. Le législateur, dans un souci constant de l'intérêt général, apporte des limitations au droit du propriétaire. Dans les temps modernes nous sommes loin du droit absolu du propriétaire. Non seulement le législateur apporte des limitations et à chaque instant incline à dire au propriétaire que son droit est contraire aux lois et aux règlements, mais le principe lui-même est mis en cause dans beaucoup de cas.

En effet, le législateur n'hésite pas à procéder à l'expropriation du propriétaire si l'intérêt général : intérêt national ou intérêt social l'exige. L'expropriation a comme but de permettre à la collectivité de se servir d'un terrain pour la construction d'un ouvrage d'utilité publique, comme c'est le cas pour une ligne de chemin de fer, une route, etc.

Mais l'expropriation se fait aussi en faveur d'une catégorie de personnes, comme c'est le cas avec le partage des grands domaines de la terre. Le législateur considère que, pour des raisons économiques, ou des raisons sociales, il faut prendre la terre à une petite catégorie de gens et la céder à un nombre très grand de paysans qui s'occupent de la culture de la terre. Les raisons

invoquées en faveur de l'expropriation des grands domaines sont parfois strictement économiques, car on considère que les cultivateurs travailleront mieux et la productivité sera plus grande s'ils sont maîtres de leurs champs. Le législateur désire aussi remédier à une agitation sociale qui résulte de la dissociation entre les moyens de production et le travail. Puisque ceux qui cultivent la terre ne possèdent pas la propriété, il semble logique d'apporter une modification législative et d'accorder la propriété de la terre à ceux qui consacrent chaque jour aux champs leurs efforts.

Nous sommes donc loin du droit absolu de la propriété. Cependant, il faut encore se demander si la conception même du droit actuel de la propriété se justifie, si cette conception correspond bien à une réalité sociale, réalité qui est toujours en évolution et constamment modifiable. Il faut surtout, sur ce point, penser à la propriété mobilière. En effet, le droit absolu de la propriété visait notamment la propriété immobilière. Le législateur avait le souci de permettre au propriétaire d'une maison ou d'un morceau de terre d'en disposer de la façon la plus absolue afin de l'encourager à y porter tous ses soins. Cependant, depuis l'apparition de la société par actions, la situation a subi une modification très profonde.

On peut, en effet, se demander si l'art. 544 du code civil doit s'appliquer, sans autres restrictions, à la propriété mobilière. Si on doit laisser les conseils d'administration des sociétés anonymes diriger les entreprises de la même manière que le propriétaire d'une maison ou d'un morceau de terre exerce ses prérogatives. Nous ne sommes plus en présence d'un propriétaire, mais d'un mandataire qui est censé représenter la majorité des actionnaires. Ce mandataire est propriétaire jusqu'à concurrence des actions qu'il possède. Mais comme il est bien connu, les actions des sociétés sont dispersées dans le grand public et c'est en tant que mandataires, en tant que représentants des actionnaires que les administrateurs d'une société se trouvent à la tête de l'entreprise.

Par conséquent, il semble bien que si la conception d'un droit plus ou moins absolu peut être défendable pour la propriété immobilière, la situation est tout à fait différente dans le cas des sociétés par actions. Il y a là un problème extrêmement grave. Pour y donner une réponse il faut connaître de près le fonctionnement des sociétés par actions, en connaître les avantages et les inconvénients, en suivre de près tous les abus, de façon que le jugement porté sur cette matière ait un certain fondement.

Nous retrouverons cet épineux problème, un peu plus loin, en étudiant la société anonyme et son évolution. Pour le moment, nous voulons examiner un autre aspect du problème, celui de la dissociation entre le travail et les moyens de production. Si, en effet, nous examinons à la fois la production agricole et la production industrielle, nous nous trouvons en présence d'une certaine dissociation entre le travail et la propriété. Notamment dans le domaine de l'industrie, cette situation a pris une gravité exceptionnelle. Nous avons déjà observé qu'en agriculture l'intervention du législateur vise souvent à l'association du travail avec la propriété privée, à la réunion du travail avec les moyens de production. C'est le cas lorsqu'on exproprie un grand domaine, afin de rendre propriétaires toutes les familles des cultivateurs qui travaillent sur la terre. Mais en industrie toute l'évolution s'opère dans le sens contraire de la dissociation du travail et des moyens de production.

§ 3. — LA DISSOCIATION ENTRE LE TRAVAIL ET LES MOYENS DE PRODUCTION.

Si nous regardons un peu en arrière nous constatons, à travers l'évolution de l'humanité, que la dissociation entre les moyens de production et le travail a pris trois formes. 1) Esclavage ; 2) Servage ; 3) Salarial. Les deux premières formes correspondent à une période historique où le facteur de la production le plus important était la terre. En effet, la technique de la production d'autrefois, en comparaison avec l'outillage moderne, peut être légitimement considérée comme rudimentaire. Le facteur le plus important était la terre et l'outillage mécanique dans l'ensemble de la production n'avait qu'un rôle très secondaire. C'est donc surtout sur la terre que l'activité de l'esclave devait s'exercer ainsi que celle du serf.

Mais les conditions de travail ne sont pas les mêmes dans les deux cas. Le maître, dans le cas de l'esclavage, a un droit de vie ou de mort sur son esclave. Le seigneur, par contre, a beaucoup de droits sur le serf, mais ils ne sont pas aussi exorbitants que dans le cas de l'esclavage. Toutefois, le point qui intéresse notre analyse est celui de la dissociation entre les moyens de production et le travail. Dans les trois phases, celui qui exerce son travail sur le domaine d'une activité économique n'est pas propriétaire du produit. Il travaille pour le compte d'une autre

personne. Cependant le lien qui unit le travailleur avec le propriétaire n'est pas le même dans les trois phases. L'esclave est nourri et entretenu dans tout état de cause par son maître. Quant au serf, s'il n'a pas la propriété de la terre, il partage tout au moins, dans des conditions données, conditions presque toujours imposées par le seigneur, les produits de la terre avec le maître et seigneur.

Dans la phase moderne du prolétariat, les conditions sont tout à fait différentes. L'ouvrier loue la force de son travail, il obtient comme contre-partie une somme d'argent et il renonce d'avance au produit de son travail. Le propriétaire des moyens de production, l'entrepreneur, a le souci de la vente des produits, il doit payer le salaire de son ouvrier à la fin de chaque semaine et poursuivre la réalisation de l'opération à ses risques et périls. L'ouvrier est dispensé de tout risque couru par l'entreprise. C'est l'entrepreneur qui assume tous les risques en s'appropriant aussi le profit, après le payement de la rémunération du travail et des autres frais de production. De plus, le contrat est élastique et peut être dénoncé de la part des deux parties. L'entrepreneur peut licencier l'ouvrier dans les conditions prévues par la loi, comme aussi l'ouvrier peut quitter l'entreprise.

Si maintenant nous nous demandons quelles sont les causes de cette dissociation entre le travail et la propriété, nous devons les rechercher dans l'évolution même du système de la production. Il s'agit surtout de la production industrielle dont l'importance devient prépondérante. En effet, à partir du moment où la technique de la production se développe et où nous passons du stade artisanal à celui de l'industrie, l'apparition du salariat moderne prend une extension de plus en plus grande. Lorsque la production des biens de consommation s'effectue à l'aide d'un outillage rudimentaire, toutes les personnes peuvent très bien travailler pour leur propre compte. Prenons l'exemple de la fabrication des souliers, dans le cas où le travail se fait à la main et où l'outillage mécanique se réduit à quelques outils fort rudimentaires. La situation se modifie totalement avec les inventions et les progrès de la science. Un outillage mécanique, de plus en plus perfectionné, se met au service de la production. Pour acquérir cet outillage, il faut posséder beaucoup d'argent. Donc celui qui est riche, celui qui possède une somme importante d'argent peut se permettre la création d'une entreprise. Il fera les installations mécaniques et les autres artisans, qui ne peuvent pas en faire autant, se trouveront devant la nécessité de fermer boutique et de deman-

der du travail comme ouvriers à la grande entreprise. Ainsi, la dissociation entre le travail et les moyens de production s'opère du fait que l'outillage, de plus en plus perfectionné, nécessite beaucoup de capitaux que tout le monde ne possède pas.

Une fois cette première dissociation opérée, nous assistons ensuite au phénomène de la concentration des entreprises qui conduit à l'élimination de toutes celles qui sont faibles. La concentration des entreprises, basée sur le principe de la production en grand, permet l'abaissement du coût de production et le perfectionnement des objets fabriqués. Finalement, par une évolution continue et dans le même sens, nous arrivons au prolétariat moderne. Des millions et des millions de gens, pour vivre, louent leur force de travail contre une rémunération en monnaie. Quant au produit du travail, il reste entre les mains de l'entrepreneur qui prend soin de le vendre, afin de payer les frais de production et garder aussi pour lui une somme qui est considérée comme un profit légitime. Le profit n'est rien d'autre que la différence qui résulte entre le prix de revient d'un produit et le prix de vente.

Toutefois il faut se demander comment cette dissociation entre les moyens de production et le travail s'est effectuée avec une telle rapidité de façon que, dans l'espace d'un siècle environ, le nombre de la classe ouvrière s'est accru d'une façon extraordinaire. Il faut d'abord observer que cette dissociation n'est pas totale. L'agriculture est un vaste domaine où celui qui travaille possède aussi, en général, les moyens de production. Le prolétariat agricole est loin d'avoir l'importance du prolétariat industriel. Dans plusieurs branches de l'industrie aussi l'artisanat persiste, bien que l'indépendance économique disparaisse du fait que l'artisan est étroitement lié à une entreprise. Sans donc devenir un salarié proprement dit, l'artisan est, lui aussi, soumis à la grande entreprise. Quant à l'évolution de l'entreprise proprement dite et à la création du prolétariat, l'explication doit en être recherchée dans les avantages que la grande production présente. L'apparition des grandes unités économiques a donné la possibilité de l'élimination de l'artisanat. Ainsi toute personne qui désire s'occuper d'une activité économique est obligée de louer nécessairement sa force de travail.

S'agit-il d'un ouvrier simple, d'un ouvrier qualifié ou d'un ingénieur, le choix n'existe plus. La production se fait en grand et il faut accepter ce contrat particulier qui permet de gagner une somme d'argent en exerçant une activité économique suivant les indications de l'entrepreneur. L'ouvrier n'a pas à se demander si

le travail qu'il fait est utile pour la collectivité, quels seront l'usage et l'affectation du produit sur lequel portent ses soins. Il a le droit de demander une rémunération de tant par jour ou de tant par heure, sans se préoccuper de la destination des objets que l'entrepreneur est en train de fabriquer.

Le contrat de travail présente l'avantage pour l'ouvrier de lui permettre de savoir toujours quel est le montant de sa rémunération. De plus, l'ouvrier est dégagé de tout risque en ce qui concerne la vente du produit. Mais la formation du prolétariat a des conséquences incalculables pour la société et met en cause toute l'organisation sociale et le principe même de la propriété privée. C'est cet aspect du problème qui doit nous préoccuper plus loin, lorsque nous étudierons les sociétés par actions qui ont bouleversé totalement la vie économique. Pour le moment nous pouvons observer que la situation de l'ouvrier est très défavorisée dans le contrat de travail. L'ouvrier est considéré par l'entrepreneur comme un moyen de production au même titre qu'une machine inanimée. Si le prix de revient s'abaisse grâce à l'utilisation d'un outillage mécanique, l'entrepreneur l'hésite pas à mettre à la porte un ouvrier et à le remplacer par un *robot*. Mais le remplacement de l'ouvrier par la machine aggrave encore les difficultés économiques et sociales et l'aboutissement final est un déséquilibre très grand entre la production et la consommation, dont souffre l'économie moderne.

Attirons, pour l'instant, l'attention du lecteur sur les conditions défavorables de l'ouvrier. S'il demande un salaire qui est considéré comme excessif, il risque de se voir remplacé par une machine. La lutte est inégale. Le patron a la possibilité de fabriquer des ouvriers robots, tandis que l'ouvrier ne peut pas « multiplier » les entrepreneurs. Il doit donc s'incliner devant l'exigence du patron, ou lutter pour imposer sa volonté par le moyen de la grève et de la lutte politique. Si les ouvriers avaient aussi la possibilité de remplacer les patrons, comme les entrepreneurs le font avec l'introduction des machines, c'est à ce moment que la « règle du jeu » serait correcte et que la lutte se déroulerait dans des conditions semblables pour les deux parties.

Mais laissons cet aspect du problème pour examiner celui de la nature du salaire et de sa justification.

§ 4. — LES THÉORIES DU SALAIRE.

Puisque nous sommes en présence d'un contrat qui porte sur la force de l'ouvrier, il faut se demander quelle est la nature de ce contrat et que faut-il penser du salaire de l'ouvrier. Le problème qui se pose notamment est celui de savoir si l'ouvrier touche une rémunération qui correspond au travail qu'il fournit à l'entrepreneur.

Sur cette question, les réponses sont nombreuses et contradictoires, mais on peut les diviser en deux catégories : Les pessimistes et les optimistes. On soutient, suivant une conception, que les ouvriers sont exploités du fait qu'ils sont exclus du produit de leur travail. La monopolisation des moyens de production oblige l'ouvrier d'offrir sa force de travail aux entrepreneurs, car autrement il ne peut pas vivre et nourrir sa famille, ce qui explique que les conditions de travail lui sont défavorables. L'ouvrier, suivant cette conception, ne peut gagner que ce qui lui est strictement nécessaire pour vivre et entretenir sa famille. On se trouve, d'après LASSALLE à qui appartient cette théorie, en présence d'une « loi d'airain ». Le salaire de l'ouvrier ne peut dépasser, dans aucun cas, la somme qui lui est strictement nécessaire pour vivre.

Cette conception a été vivement critiquée. On a d'abord fait des observations historiques qui laissent voir une amélioration constante de la situation de l'ouvrier. On a aussi observé que la conception du minimum nécessaire se modifie avec le temps. Ce qui est considéré comme minimum vital à une période est considéré à une autre période comme insuffisant. Dans ce cas, puisque la conception se modifie sur le minimum vital, on ne peut pas parler de loi d'airain.

Mais pour réagir encore plus contre les théories pessimistes, contre les théories dites de l'exploitation, les économistes libéraux ont élaboré la théorie de la productivité, une théorie très optimiste. Suivant cette théorie, pour chaque facteur de production, la rémunération correspond à sa productivité. Le raisonnement est basé sur le syllogisme suivant. Pour produire un bien nous devons utiliser trois facteurs de production : capital, terre et travail. Quelle somme appartient comme rémunération à chaque facteur ? Comment trouverons-nous la contribution de chacun à la production ?

La réponse à ces questions est que l'entrepreneur quotidiennement ajoute à son entreprise des doses successives de chaque

facteur. Il utilise successivement une quantité donnée de chaque facteur. Si pour la production d'un bien l'entrepreneur voit que le travail est productif il augmente le nombre des ouvriers. Tant que l'entrepreneur a intérêt, il embauche des ouvriers. Mais il arrive un moment où la marge de la productivité est atteinte. Dans ce cas, il n'a plus intérêt à accroître le nombre des ouvriers, car la productivité serait moindre que le salaire payé. La conclusion de ce raisonnement fallacieux est que l'ouvrier touche toujours une somme égale à sa productivité, une somme égale à sa contribution au produit. L'entrepreneur lui donne en argent une somme égale à la valeur qu'il ajoute au produit.

Ce raisonnement sera aisément compréhensible à l'aide d'un exemple. Voici un propriétaire d'un champ. Il embauche un certain nombre d'ouvriers pour faire la culture. Nous savons que la culture peut prendre l'aspect d'une culture intensive ou d'une culture extensive. Dans les deux cas et suivant les circonstances et les conditions, il faut utiliser un certain nombre de bras. Si le propriétaire embauche 10 ouvriers et qu'il s'aperçoive que le produit sera plus grand en valeur avec l'accroissement du nombre des ouvriers, il continuera l'embauchage jusqu'au moment où il constatera que le travail du dernier ouvrier embauché n'ajoute plus rien à la valeur du produit. A ce moment, la productivité marginale est atteinte et en même temps le salaire de tous les ouvriers est fixé, puisque le travail est le même et que les ouvriers sont interchangeables.

La conclusion de ce raisonnement est que l'ouvrier n'a rien à redire et que son salaire est fixé par la productivité de son travail. On se trouve, bien entendu, en présence d'une théorie dont les préoccupations finalistes sont très évidentes. Cette théorie a été élaborée par les libéraux dans l'intention de réagir contre la théorie pessimiste qui présentait le salaire de l'ouvrier comme une exploitation. Pour comprendre la solidité de cette théorie on peut faire deux observations :

1) La conception de la productivité telle que la théorie marginaliste la présente, se manifeste dans un cadre juridique donné. Elle résulte de l'appropriation des moyens de production. Si par un renversement de la situation, le produit restait entre les mains des ouvriers et que le capital devint salariat, la notion de la productivité serait totalement modifiée.

2) L'appropriation des moyens de production et la création d'un prolétariat très grand a des répercussions sur le fonctionnement du système économique. Tant que le système économique

fonctionne d'une façon défectueuse et que le déséquilibre économique existe le travail de l'ouvrier devient inutile, puisque les produits ne peuvent pas se vendre et que l'ouvrier par son travail ne peut rien ajouter en valeur au produit. Il y a même plus : L'analyse du phénomène de la valeur laisse voir très clairement que l'accroissement quantitatif d'une production qui ne trouve pas à s'écouler provoque une diminution de la valeur des produits, une profonde baisse des prix qui est tellement rapide que l'entrepreneur a tout intérêt d'embaucher des ouvriers dans l'intention de détruire les produits et non de produire. En effet, lorsque les prix des biens sont en baisse, ce n'est pas l'accroissement de la quantité qui ajoute quelque chose à la valeur totale du produit, mais, par contre, la destruction. C'est ainsi que l'on peut expliquer la politique dite de l'« assainissement » du marché qui consiste à détruire une partie des produits que l'on a auparavant produits à grands frais.

Si donc l'entrepreneur n'a pas intérêt d'embaucher l'ouvrier, celui-ci ne trouve pas un salaire qui lui permette de vivre et c'est la collectivité qui doit entretenir cette grande armée de chômeurs pendant les périodes de crise économique. Et cette situation s'explique par la défectuosité du fonctionnement de notre système économique. L'entrepreneur produit tant qu'il peut réaliser un profit. Mais à partir d'un moment le profit disparaît, car notre économie fonctionne sur une telle base que la crise économique est inévitable. On ne peut donc soutenir que l'on se trouve en présence d'une loi économique et que chaque facteur de production touche réellement une rémunération conforme à sa contribution au produit. Il existe là un phénomène qui est lié avec le principe de l'entreprise et la propriété privée. Il n'est pas possible de mettre hors de cause le système de la production, de le prendre comme une donnée essentielle et fondamentale et raisonner ensuite dans l'intérieur du système pour trouver une prétendue loi sur la base de laquelle la distribution du produit s'effectue conformément à la contribution de chaque facteur de la production. Pour nous, ce qui est en cause, c'est le principe de la propriété privée et le système de l'entreprise. Le fonctionnement des prétendues lois économiques s'opère dans un cadre juridique donné. Les principes juridiques sont tels que les effets économiques ne pouvaient pas être différents. Tant que l'on accorde une rémunération fixe aux ouvriers et que les entrepreneurs cherchent en vain l'écoulement des produits, la productivité du travail prendra la forme actuelle et les entrepreneurs arrêteront très vite

l'embauche en présence de l'impossibilité de vendre une production de plus en plus accrue.

Mais l'aspect du problème se complique dans la société moderne avec les sociétés par actions. En effet, il ne faut pas croire que nous sommes en présence de deux classes très nettes ; celle des entrepreneurs et celle des ouvriers. Grâce au titre au porteur, la propriété privée est dispersée dans une proportion importante parmi le grand public. Les ouvriers, les employés et les techniciens qui se trouvent devant l'impossibilité de trouver du travail pendant certaines périodes sont en même temps possesseurs d'actions des différentes entreprises. Il existe là une situation particulière dans l'économie moderne. La fonction de l'entrepreneur est exercée par un conseil d'administration mandaté par les actionnaires qui sont aujourd'hui très nombreux. Mais le fonctionnement des sociétés par actions est basé sur un tel principe que l'aboutissement final est la domination de toute l'économie par une poignée de gens, grâce à un ensemble de « *stratagèmes légaux* ».

CHAPITRE XI.

LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS.

§ 1. — PRINCIPES ET ÉVOLUTION DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS.

Lorsqu'on réfléchit sur l'évolution du capitalisme, on s'aperçoit que sans la forme juridique de la société par actions, sans la société anonyme le développement de la production ne pouvait prendre cette ampleur. En effet, la création d'une grande entreprise et l'utilisation d'un outillage de plus en plus perfectionné demande des sommes d'argent très importantes. On a observé que tel capitaliste est très riche, mais Monsieur Tout le Monde est plus riche que ce capitaliste. C'est donc en s'adressant au grand public que l'on peut trouver l'argent nécessaire pour fonder les grandes entreprises modernes. La forme juridique de la société anonyme s'y prête admirablement. Chacun est responsable jusqu'à concurrence de la somme souscrite et nullement pour la totalité de son patrimoine. Par contre, un entrepreneur qui est propriétaire d'une entreprise est responsable sur la totalité de ses biens. Si les affaires marchent mal, l'entrepreneur se ruine totalement. Dans le cas de la société anonyme, le danger est limité. Chacun risque une certaine somme d'argent. Il peut de cette mise de fonds tirer un certain profit comme aussi il peut perdre, mais la perte ne peut pas dépasser sa participation.

Le système de la société par actions présente de très grands avantages. En dispersant les actions dans le grand public, on peut fonder une entreprise importante qui exige une masse très grande de capitaux. Particulièrement, toutes les entreprises de grands travaux d'utilité publique seraient impossibles à créer sans le système de la société anonyme. Il suffit de penser à des exemples très typiques, comme le canal de Suez, le canal de Panama, etc.

Lorsqu'on réfléchit attentivement sur le fonctionnement économique de notre système, on est conduit à la conclusion que le développement économique est lié étroitement au système de la

société anonyme. Grâce à ce système, les capitaux nécessaires pour le fonctionnement d'une entreprise sont facilement économisés et chaque participant doit y trouver, semble-t-il, ses avantages. En effet, la société par actions semble être une démocratie. Chaque actionnaire participe à la direction et à la gestion de la société, puisqu'il peut prendre part aux assemblées générales, voter les résolutions, approuver ou désapprouver les comptes, élire le conseil d'administration, etc. Tel est tout au moins le principe.

Malheureusement l'évolution de la société par actions a modifié totalement la situation. On est loin de la démocratie, loin de la direction de la société par les actionnaires. Comme il arrive très souvent, une institution qui est basée sur des principes qui sont justes, finit par se transformer à tel point que l'on se demande si cette institution continue à avoir sa raison d'être. C'est précisément le cas avec la société anonyme. Durant la première phase, tout le monde est à peu près d'accord que la société par actions a rendu des services énormes ; elle a permis le développement économique du monde et l'accroissement de la production. Mais à présent, on se trouve devant une telle situation qu'il faut se demander si ce système ne constitue pas une véritable « gangrène » pour le corps économique et social.

Les inconvénients de la société par actions se manifestent notamment sur deux points : 1) Ce système a permis la formation de très grandes entreprises qui ont abouti à des monopoles économiques. Entre la formation des trusts et des cartels et l'évolution de la société anonyme il existe une liaison très étroite. 2) Dans son évolution, la société par actions a abouti à une dissociation entre la direction de l'entreprise et les actionnaires. C'est le point le plus grave, c'est un point qui présente une importance de premier ordre, non seulement pour les actionnaires, mais également pour le bon fonctionnement de la vie économique et sociale.

§ 2. — TRUSTS ET MONOPOLES.

La présente étude se pose comme but d'expliquer la crise du capitalisme. Notre analyse a démontré que ce système conduit à une crise économique de surproduction. L'étude attentive de la formation des prix et du phénomène du marché indique que, lorsque l'offre des biens dépasse la demande, une concurrence se développe entre les producteurs, chacun d'eux s'efforçant de vendre ses produits. La forme élémentaire du phénomène de la

concurrence est comprise par l'image des deux producteurs qui se disputent un consommateur, où chacun sollicite de lui la faveur de se porter acheteur de son produit. Si donc deux producteurs courent après un consommateur, le prix tend à baisser. Par contre, lorsque deux consommateurs courent après un producteur, le prix monte.

Mais Proudhon a observé depuis longtemps que la concurrence tue la concurrence. Lorsque le marché n'absorbe pas la production et qu'une concurrence se développe entre les producteurs, cette concurrence aboutit un jour au monopole. En effet, si les producteurs se font la concurrence dans l'intention d'accroître leurs ventes et que chacun abaisse ses prix et accorde toutes sortes d'avantages aux consommateurs, ce processus conduit à une élimination de la vie économique, des entreprises faibles.

Nous avons défini le profit comme étant la différence entre le coût de production et le prix de vente. Mais le coût de production n'est pas le même pour toutes les entreprises. Chaque entreprise possède une organisation intérieure, des usines et un état de production qui permet de produire avec un certain prix de revient. Fort souvent, la dimension de l'entreprise joue un très grand rôle pour la fixation du coût de production. Nous pouvons comprendre ce phénomène en fixant notre regard sur la formation du prix de revient. Comme il est bien connu, le prix de revient est composé d'un ensemble de frais que pour une simplification extrême nous pouvons diviser en deux catégories : 1) Frais de production proprement dits. 2) Frais généraux. Déjà sur la première catégorie, les frais de production qui, en principe, sont en proportion avec la quantité des produits qui sortent de l'entreprise, on constate une certaine différence d'une entreprise à l'autre. On observe notamment que l'élargissement de la production permet un abaissement du prix de revient. La production en grand donne la possibilité d'une rationalisation et d'une certaine standardisation du produit, ce qui diminue notablement le coût de production.

Mais la différence est encore plus grande lorsqu'on envisage les frais généraux. L'accroissement de la production permet la répartition de la masse des dépenses sur un nombre plus grand de produits. Prenons un exemple concret. Voici une entreprise qui fait sortir de ses usines 1.000 voitures automobiles par mois, ou 1.000 appareils récepteurs radiophoniques. Dans le cas où cette production passe du simple au double et que 2.000 unités sortent des usines, les frais généraux de l'entreprise ne peuvent pas doubler.

L'accroissement des frais généraux de l'entreprise est, en principe, moins que proportionnel. Même les frais de production proprement dits ne suivent pas non plus le rythme de la production. On peut toujours réaliser une certaine économie au fur et à mesure que la production se développe.

Bien entendu ce problème est un problème d'espèces et tout dépend de la dimension de l'entreprise qui passe par des phases successives, dont le point le plus intéressant est ce que l'on appelle point optimum qui donne la plus grande économie sur le coût de production. Entre le point optimum d'une production et le point maximum, il existe souvent une divergence. Voici, par exemple, une entreprise ayant une demande qui couvre totalement sa production. On se demande s'il faut construire encore une usine et étendre plus la production. Entre temps, on s'efforce de faire face à une demande de plus en plus accrue en faisant des heures supplémentaires et en embauchant du personnel qui, au point de vue qualité, laisse à désirer. Or cette situation aggrave le coût de production. Le coût marginal est en hausse et, tout compte fait, l'entreprise gagnait plus lorsque la production se trouvait à un niveau plus bas. Cependant si la décision a été prise de construire une nouvelle usine parce que la marque de l'entreprise promet un avenir brillant, le point optimum se déplace. Il faut que la nouvelle usine tourne et il est donc nécessaire d'étendre encore plus la production.

Sans l'étude attentive du phénomène du coût de production, il n'est pas possible de comprendre cette poussée irrésistible vers le développement de la production qui est le fait saillant dans l'industrie moderne. Mais le phénomène du coût de production est très étroitement lié avec l'aspect de la monopolisation du marché. En effet, si plusieurs marques d'un objet sont offertes sur un marché, il est évident que pour imposer l'une d'elles il faut mener une concurrence vigoureuse contre les produits offerts par les entreprises adverses. Or, la concurrence est plus facilement soutenue par une grande société qui dispose de capitaux abondants que par une petite entreprise ou un producteur isolé. Ainsi, après une période de concurrence, durant laquelle on peut constater que les produits se vendent parfois à un prix qui ne couvre pas le prix de revient, les entreprises faibles sont mises hors de combat. Elles sont fermées totalement ou achetées et absorbées par d'autres entreprises plus grandes. C'est le phénomène de la fusion, qui permet aux grandes entreprises de dominer le marché. Une fois que le nombre des entreprises devient restreint, l'entente

pour la monopolisation du marché est possible. Entre les différentes entreprises une convention est conclue qui fixe le prix de vente, l'étendue de la production, etc. C'est la forme de la cartelisation.

Cependant, dans beaucoup de cas, le lien devient plus fort et prend un aspect organique. Les différentes entreprises fondent un trust et sont toutes dirigées par le même groupe de capitalistes grâce à un ensemble de « *stratagèmes légaux* ». C'est un point que nous devons examiner en faisant quelques appréciations sur la direction des entreprises.

§ 3. — LA DIRECTION DES ENTREPRISES.

Nous avons dit précédemment que la société anonyme est, en principe, une grande démocratie. Chacun, suivant sa participation en capital, possède des droits à la gestion de l'entreprise. Si une société anonyme est fondée sur la base de 1.000 actions et que ces actions soient dispersées dans le public et appartiennent, par exemple, à 400 personnes, ce sont ces 400 personnes qui doivent diriger la société. On se réunira en assemblée générale, chacun exprimera son opinion et les décisions seront prises à la majorité des voix. Les voix sont en proportion du nombre des actions possédées. Chaque action, en principe, exprime une voix. Donc c'est la majorité des actionnaires qui décidera sur la marche de l'entreprise, c'est elle qui nommera le conseil d'administration lequel doit suivre les règles du statut et la volonté de l'assemblée générale, dont une réunion régulière par an est obligatoire afin d'examiner la gestion du conseil d'administration et donner son approbation sur la présentation du bilan, etc.

En somme, en théorie, la société anonyme est une institution qui présente de très grands avantages. Il semble bien que le principe démocratique a trouvé sa pleine application dans ce domaine. Mais si telle est la théorie, la réalité est tout à fait différente. La société anonyme a permis à une poignée de gens de dominer l'économie de chaque pays. La chose même est très grave du fait que le grand public ne peut pas comprendre ce mécanisme très compliqué et il est extrêmement difficile de trouver une solution et de prendre des mesures susceptibles de mettre fin aux abus.

Les juristes savent parfaitement que dans chaque loi on peut trouver une fissure et découvrir un stratagème. Comme le législateur est très lent et fort souvent empêché par les intéressés eux-

mêmes de combler les lacunes, on peut parfaitement par un procédé « *légal* » dépouiller les gens de leur argent. C'est précisément ce qui arrive dans les temps modernes avec les sociétés anonymes. Les actionnaires et les consommateurs sont à la fois dépouillés et exploités grâce aux stratagèmes légaux. Il est impossible de faire une étude et une énumération complète sur cette matière. Nous donnerons cependant une énumération indicative afin de faire comprendre ce qui se passe dans la vie économique moderne, et comment avec l'autorisation de la loi une poignée de gens exploite tout le monde.

Nous avons dit précédemment que les décisions sont prises par l'assemblée générale de la société anonyme. Mais le grand public ignore totalement la gestion des affaires. Admettons qu'un actionnaire assiste à l'assemblée générale et qu'il écoute un rapport technique et très savant sur l'activité de la société durant l'année écoulée. Comment est-il possible de se rendre compte de la situation véritable qui peut être présentée suivant le désir du conseil d'administration ? Quant aux commissaires aux comptes qui sont chargés de faire la vérification du bilan, de l'aveu commun, leur rôle consiste à approuver toujours ce que le conseil d'administration présente, autrement ils risquent de ne pas être réélus s'ils formulent des critiques contre le conseil d'administration et sa gestion.

Ainsi, l'actionnaire, même lorsqu'il est présent à l'assemblée générale, est incapable d'exercer un contrôle et d'avoir une opinion autorisée sur les affaires de la société. Mais il y a plus. L'actionnaire ne se dérange pas. Il ne se dérange pas parce qu'il assiste à une assemblée générale où il ne comprend pas grand chose, ou il ne se dérange pas car il habite loin du siège de la société où se déroule l'assemblée générale. Voici, par exemple, un actionnaire qui habite Marseille. Il possède 10 titres d'une société anonyme dont le siège est à Paris. S'il vient à l'assemblée générale, les dépenses sont telles qu'elles absorbent le revenu tiré de ses actions pendant 5 ans et même plus.

C'est devant cette situation que le législateur donne la possibilité à l'assemblée générale de se réunir valablement lorsque le quart du capital social est présent. Cependant dans le cas des sociétés dont les actions sont cotées en bourse et par conséquent dispersées dans le grand public, la réunion du quart du capital est extrêmement difficile, ce qui a conduit le législateur à admettre le système de la représentation par un pouvoir. Et c'est précisément ce système qui a modifié totalement la situation.

Voici un petit épargnant qui désire faire un placement. Il demande conseil à son banquier. Celui-ci lui indique que tel ou tel titre est solide et plein d'avenir. Laissons de côté la nature du conseil donné par le banquier et admettons qu'en principe, il a bien conseillé son client. L'opération se fait en bourse par l'intermédiaire de la banque et le banquier sait parfaitement la composition du portefeuille de son client. Il la connaît aussi du fait que l'encaissement des coupons, le recoupponnement et mille autres formalités incitent les épargnants à déposer leurs titres en banque, puisque celle-ci avec une rémunération très modique se charge de tous ces services.

Lorsque l'assemblée générale d'une société anonyme approche, le banquier adresse à son client un pouvoir en blanc. Celui-ci ne peut pas refuser à son banquier un tel service, car c'est l'homme dont il a besoin à chaque instant. Ainsi, le banquier réunit les pouvoirs établis en blanc, les adresse au conseil d'administration de la société et ce dernier se présente le jour de l'assemblée avec une majorité de voix écrasante.

Sur la base du principe établi par la loi et conformément aux statuts des sociétés anonymes, le conseil d'administration doit représenter, avec le groupe qui le soutient, 51 % du capital social. Or, dans la réalité, un conseil d'administration est omnipotent et inamovible avec un paquet d'actions qui, dans beaucoup de cas, représente à peine 5 % du capital de la société. Grâce aux pouvoirs en blanc que les banques procurent au conseil d'administration, moyennant le versement d'une petite rémunération par titre, le conseil d'administration possède la majorité des voix, il se contrôle lui-même et vote son quitus. Ainsi s'expliquent certains faits scandaleux. Des conseils d'administration obtiennent l'approbation de leur gestion bien qu'ils aient conduit les entreprises à la ruine.

Une fois un conseil d'administration installé à la tête d'une société anonyme, toute opposition est vaine et inopérante. Les voix sont là, grâce aux pouvoirs en blanc, et le conseil d'administration passe outre à toutes les observations de l'opposition. La forme même du conseil d'administration se modifie. Il devient un conseil de famille. Si un administrateur sur la base du statut est sortant ou s'il est mort, son remplacement se fait par un ami ou un parent. L'assemblée n'est là que pour entériner toutes les décisions et toutes les propositions du conseil d'administration.

La réflexion attentive sur la gestion des sociétés anonymes laisse voir que le grand public possède des actions mais ne par-

ticipe pas à la direction de l'affaire. On dirait que l'actionnaire cesse d'être tel et devient un prêteur de fonds au même titre qu'un obligataire. La seule différence est que l'actionnaire a un revenu variable qui se traduit par un dividende et il voit, de ce fait, son titre varier en bourse, tandis que l'obligataire touche constamment un revenu fixe. Mais en ce qui concerne la gestion et la direction de l'entreprise, l'actionnaire qui y a placé quelques économies leur est totalement étranger.

§ 4. — LA MÉTHODE DES STRATAGÈMES LÉGAUX.

Le système des pouvoirs en blanc appartient à la catégorie des stratagèmes légaux. C'est un système qui permet à un groupe de capitalistes de diriger une société avec une participation insignifiante. Mais il existe d'autres procédés qui contribuent aussi à la domination de la vie économique d'un pays. On peut énumérer les plus importants, à savoir : 1) Système de la pyramide et de la participation ; 2) Les actions à vote plural ; 3) Holdings et sociétés financières ; 4) Les filiales.

Examinons successivement ces procédés qui donnent la possibilité à une poignée de gens d'être omnipotents dans un pays.

Système de la pyramide et de la participation. — Le système de la pyramide permet à une société d'en contrôler d'autres. Voici une société anonyme que nous appelons : société A. Elle est dirigée par un groupe de capitalistes qui, grâce au système des pouvoirs en blanc, sont omnipotents. Ce groupe au lieu de fonder par des participations personnelles une autre entreprise procède en tant que société anonyme A, à la fondation d'une autre société anonyme que nous appellerons B. Si la société A garde initialement 51 % du capital de la deuxième société, celle-ci sera contrôlée par la première et le conseil d'administration de la société A se trouve ainsi à la tête d'une autre entreprise qui a été fondée grâce à l'utilisation de l'actif de la première société. Ce genre d'opérations est notamment pratiqué par les banques qui utilisent pour ce but le capital qui leur est confié par le grand public sous forme de dépôts, ou par des sociétés dont l'actif est très important et composé en partie d'obligations placées dans le public.

Le système de la pyramide peut prendre une très grande extension. De la société A, on passe à la société B, de celle-ci à la société C et ainsi de suite. Le même groupe de capitalistes

parvient à contrôler une série d'entreprises et à « s'octroyer » une grande partie de profits sous la forme de jetons de présence et d'appointements sous tel ou tel prétexte. On trouve très souvent dans les cadres des sociétés anonymes, à côté du personnel proprement dit, qui est recruté sur la base du mérite, certaines personnes dont l'incapacité est notoire, et qui pourtant occupent des postes très importants du fait qu'elles sont parents ou amis des membres du conseil d'administration. Il faut que toute la famille soit placée et que le profit soit surtout dirigé vers les poches du conseil d'administration. Telle est la tendance qui prédomine dans beaucoup de sociétés anonymes.

Mais il faut signaler, sur ce point, une autre forme de stratagème, celle de la participation croisée aboutissant à tourner totalement la loi qui interdit à une société de posséder ses propres actions. En effet, le législateur interdit à une société anonyme d'acheter ses propres actions en bourse et, d'une manière générale, de posséder dans son portefeuille ses propres titres. Or, la loi est tournée d'une façon admirable grâce au système des participations croisées. La société Dupont achète des actions de la société Durand et cette dernière les actions de la première. Comme les deux sociétés sont contrôlées par le même conseil d'administration, finalement le résultat est que, grâce à l'utilisation de l'actif de la société, le conseil d'administration dispose d'une grande partie des actions des sociétés qu'il dirige. Lorsque l'assemblée générale de la société Dupont se réunira, le conseil d'administration aura à sa disposition le paquet d'actions possédé par la société Durand, et vice-versa le jour de la réunion de l'assemblée générale de la société Durand. Le tour est admirablement joué et ce que la loi interdit est obtenu grâce au système dit des participations croisées.

Les actions à vote plural. — En principe, chaque action d'une société anonyme a les mêmes droits qu'une autre. Mais dans la mesure où la loi ne porte pas une interdiction expresse, le statut d'une société peut prévoir une discrimination et créer différentes catégories d'actions. On peut spécifier dans le statut que pour participer, par exemple, à l'assemblée générale, il faut posséder un nombre donné d'actions. Le cas le plus typique est le statut de la Banque de France qui prévoyait que l'assemblée générale se composait des 200 plus gros actionnaires. Ce système a été appliqué jusqu'en 1936. Chaque année, se réunissaient les 200 plus gros actionnaires qui décidaient sur les questions qui concernaient la

gestion de la Banque de France. Depuis la réforme de 1936, tous les actionnaires ont droit de participer à l'assemblée générale.

Les actions d'une société peuvent également être divisées en deux catégories. Disons actions A et actions B. Les premières possédant plus de voix que les secondes. C'est ainsi que les promoteurs d'une affaire, pour pouvoir garder la direction de la société, se réservent les actions de la première catégorie auxquelles ils attribuent 5 ou 10 voix par titre et placent dans le public les actions B qui possèdent une seule voix. C'est le fameux système d'actions à vote plural qui conduit à de véritables abus, en permettant à un groupe de tenir une affaire entre ses mains avec une participation insignifiante. Ce système a été aboli par la législation française devant la clameur générale du public.

Holdings et sociétés financières. — Le mot anglais holding signifie détention. C'est un système très habile qui permet le contrôle d'une affaire par un groupe financier sans créer un organisme, comme c'est le cas de la création d'un trust. Un groupe de capitalistes opère des placements en vue d'un but déterminé. On se propose, par exemple, comme but d'acquérir le contrôle d'une affaire et pour cela on s'efforce de se constituer un portefeuille de titres en conséquence. Si ce groupe n'est qu'un groupement de fait sans une forme juridique donnée, on doit l'appeler holding. Cependant, de cette première phase, on passe souvent à la formation d'une société qui doit précisément poursuivre le but visé. A ce moment, on se trouve en présence de la formation d'un trust qui vise au contrôle d'une autre société anonyme, à la fusion de plusieurs en une seule, etc.

En ce qui concerne la fusion et les modifications des sociétés anonymes opérées par les trusts, il faut attirer l'attention sur un problème très important, connu sous le nom : « *mouillage* ».

Un trust acquiert le contrôle d'une société. Disons que la société Dupont acquiert le contrôle de la société Durand. Cette dernière possède un actif qui normalement peut être évalué à 10 millions de francs, par exemple. Or, rien n'empêche le trust de faire une fusion de cette société avec une autre et d'y faire entrer son actif pour 15 ou 20 millions en réalisant ainsi un bénéfice très appréciable. Le public qui souscrita aux actions ne peut pas se rendre compte de la nature de cette opération. D'ailleurs, même si cette affaire dite de « *mouillage* » est connue, on justifie la chose en expliquant que la nouvelle affaire repose sur des données solides, c'est une affaire pleine d'avenir, etc. En somme

cela revient à dire : oui, nous avons acheté une affaire pour 10 millions et nous la cédon pour 15 en réalisant ainsi un bénéfice très important. mais telle est la valeur actuelle de l'affaire. Vous ne pouvez pas nous reprocher l'esprit de prévision qui nous a permis d'acheter une affaire bon marché et de la céder à son prix actuel.

Il va sans dire que le public absorbe les actions des nouvelles sociétés, malgré la surestimation de l'actif, grâce à une publicité savante et aussi par nécessité. En effet, il ne faut pas oublier que, dans la société moderne, le petit capitaliste ne peut faire de placements qu'en valeurs mobilières. Quel peut être le placement d'un ouvrier, d'un employé, ou d'un homme d'une profession libérale qui dispose de quelques milliers de francs ? Il s'efforcera de faire un choix entre les différentes valeurs mobilières, mais toute réflexion faite, c'est le seul placement qui soit à sa portée.

A côté du système des holdings, il faut mentionner aussi la société financière. C'est une société anonyme qui sert comme agent de liaison entre les différents groupes de capitalistes qui désirent obtenir le contrôle de toute une série d'affaires. La forme de cette société est d'apparence simple et on se rend difficilement compte de son rôle. Mais pour un spécialiste, la lecture du statut explique bien des choses. Voici ce que l'on peut lire dans le statut d'une société de ce genre.

« La société a pour objet l'accomplissement de toutes missions de gestion et mandat, de centralisation, de surveillance, de gestion et de contrôle de toutes organisations, institutions et services pouvant intéresser les sociétés adhérentes. »

En somme, cette société singulière ne produit rien, ne vend rien. Elle est fondée par un nombre donné de sociétés anonymes dans l'unique but de permettre aux conseils d'administration de se prêter mutuellement aide et assistance, en préparant les assemblées générales de chaque société, de façon que le pouvoir de ces conseils d'administration se prolonge dans le temps et s'étende dans l'espace sur d'autres sociétés.

Souvent une société financière fondée par un groupe de capitalistes avec un capital insignifiant obtient le contrôle d'affaires très importantes grâce au système de la caution accordée par une autre entreprise. Voici l'exemple le plus typique. La société financière A a été fondée avec un capital de 1 million. Les instigateurs de cette affaire désirent faire une opération de bourse ou même une opération commerciale. Dans ces conditions, cette société au capital de 1 million obtiendra d'une banque un crédit de 10 ou 20 millions, car elle dispose du cautionnement d'une autre affaire

très importante. C'est ainsi que des affaires considérées comme de premier ordre et extrêmement solides sont acculées à la faillite du fait que le conseil d'administration a accordé sa caution en faveur d'une société qui était sa création propre, souvent à l'insu des actionnaires, car aucune inscription ne figurait dans les livres disant que la société a donné son cautionnement en faveur d'une autre affaire. Mais cette question est très étroitement liée avec ce que l'on appelle les filiales.

Le système des filiales. — Ce système donne lieu à des abus très importants sous la forme suivante : les gens qui sont à la tête d'une affaire possèdent un nombre très petit d'actions. Nous avons dit que grâce à une multitude de stratagèmes légaux, dont le plus important est la procédure des pouvoirs en blanc, on peut tenir une affaire en mains avec une participation de 10 ou 5 % du capital social. Dans ces conditions, les administrateurs ne s'intéressent pas à l'affaire en tant qu'actionnaires. Ils ont donc tout intérêt à ne pas travailler en faveur des actionnaires ni faire la distribution d'un profit important.

Ainsi, les administrateurs fondent une autre société à côté de l'ancienne, qui est considérée comme une filiale, mais dont les actions seront détenues presque en exclusivité par le conseil d'administration. Dans ces conditions, la filiale sert d'écran pour certaines opérations de la société mère et retient ainsi entre ses mains presque tout le profit. Voici un grand magasin, par exemple, dont les actions sont dispersées dans le public et dont le conseil d'administration ne possède qu'un pourcentage peu important. Le conseil d'administration fonde une filiale qui aura comme but de s'occuper de l'approvisionnement de la société mère pour telles ou telles marchandises. Il va sans dire que les contrats sont passés entre les mêmes personnes, mais juridiquement, ils sont valables du fait que la société A traite avec la société B, c'est-à-dire la filiale, et le représentant de chacune est juridiquement habilité et passe des contrats pleinement valables. L'aboutissement final est que les contrats sont toujours favorables pour la filiale et défavorables pour la société mère, car l'effort du conseil d'administration est de faire passer le gain de la société où sa participation est de 10 %, par exemple, vers l'autre où sa participation est de 90 %.

C'est cette situation qui explique que très souvent la société mère fait faillite, tandis que les filiales sont très prospères. Tout le profit, tout l'actif est drainé de la société mère vers les filiales,

c'est-à-dire du grand public vers les mains d'une poignée de gens qui sont à la tête de ces affaires.

En résumé, le fonctionnement de la société anonyme a abouti à des abus flagrants. Dans tous les pays un nombre très limité de gens instruits, capables, rompus dans la pratique des affaires et connaissant parfaitement le droit sont arrivés à dominer la vie économique du pays grâce à un ensemble de procédés que nous avons appelés « *stratagèmes légaux* ». Il faut maintenant poursuivre cette analyse sous l'angle à la fois de la domination économique et de l'influence politique.

CHAPITRE XII.

DOMINATION ÉCONOMIQUE ET INFLUENCE POLITIQUE.

§ 1. — L'INFLUENCE DES PUISSANCES D'ARGENT.

L'analyse du système de la société anonyme montre clairement que, dans la société moderne, nous nous trouvons en présence d'une situation extrêmement grave. Un petit nombre de gens, très instruits et munis de grandes capacités, dominent la vie économique et très souvent aussi la vie politique du pays. Nous sommes en présence d'une autre féodalité, d'une féodalité d'argent et celle-ci est d'autant plus dangereuse qu'elle n'est pas ostensible. Elle se maintient en place, en tenant entre ses mains tous les leviers de commande, grâce à un ensemble de stratagèmes qui sont permis par la loi.

Le grand public ne peut pas se rendre compte de cette situation. Même parfois lorsqu'il s'aperçoit d'une façon un peu vague que la vie économique est dominée par une poignée de gens, il est incapable de réagir. Le petit épargnant ne peut pas suivre la vie d'une société ni exercer de contrôle sur sa gestion. Il n'a pas les connaissances nécessaires, il ne peut pas se déranger et subir des dépenses disproportionnées avec le revenu qu'il perçoit, afin d'assister à l'assemblée générale.

Quant à refuser le placement en titres mobiliers et rechercher d'autres affectations pour son argent, cette solution non plus n'est guère possible. Dans l'économie moderne on se trouve en présence d'une telle situation que le petit épargnant ne peut pas placer ailleurs son argent que sur des titres au porteur, titres cotés en bourse. Ces titres présentent l'illusion de la liquidité. Chacun croit que si, à un moment donné, il a besoin d'argent il pourra vendre ses titres en bourse et se mettre en possession de son argent. Bien entendu, il ne s'agit là que d'une illusion, car si tous les porteurs de titres se précipitent vers la bourse (comme ceci arrive durant les périodes de crise) la réalisation n'est possible qu'avec une perte très importante du capital.

Toutefois pendant les périodes plus ou moins normales, la liquidation d'un paquet de titres au porteur est une opération très facile et l'avantage est très appréciable en comparaison avec les difficultés présentées par la liquidation d'un placement en biens réels, tels que immeubles par exemple. De plus, un placement de cette nature est interdit à un petit épargnant, dont la modicité du capital ne permet pas l'acquisition d'un immeuble ou d'autres biens similaires.

C'est cette situation qui est très habilement exploitée par les dirigeants des sociétés anonymes qui contrôlent presque toute la vie économique dans chaque pays. Il va sans dire que parmi les administrateurs des sociétés anonymes il existe beaucoup de personnes qui gèrent les affaires d'une façon correcte, mais la tendance générale est telle que les abus sont de plus en plus nombreux dans tous les pays, malgré l'effort du législateur pour lutter contre cette situation.

Mais l'omnipotence d'un petit groupe de gens dans chaque pays est assise sur des bases solides. La féodalité nouvelle trouve le moyen de s'assurer le soutien des partis politiques. Elle met à la disposition de tel ou tel mouvement politique des sommes d'argent très importantes et, par ce moyen, toute opposition efficace contre une situation vraiment intolérable devient impossible. Rappelons des faits bien connus : Le mouvement fasciste en Italie et le mouvement hitlérien en Allemagne ont été financés abondamment par le grand capitalisme.

On comprend que ceux qui dominent la vie économique d'un pays, ceux qui peuvent s'assurer des bénéfices très importants avec les combinaisons possibles par le système du grand capitalisme se défendent et ne désirent pas se voir déposséder de leurs postes de commandement. Il s'agit de gens privilégiés qui désirent conserver leur situation à tout prix. Dans plusieurs pays, il existe un courant très hostile contre cette minorité des puissances d'argent, des réformes sont proposées chaque jour, mais malheureusement ces réformes aboutissent rarement. Même lorsque parfois, malgré la lenteur des parlements, un projet peut aboutir, les intéressés trouvent, presque toujours, un moyen pour détourner la loi.

Le problème des sociétés anonymes présente une telle gravité que c'est le principe même de cette société qui est en cause. On se demande si, dans l'état actuel des choses, ce système ne fait pas plus de mal que de bien. Mais par quel système le remplacer ? Peut-on paralyser la vie économique moderne ? Comment est-il

possible de conserver les avantages que ce système présente tout en évitant les inconvénients et en luttant contre les excès ?

On se trouve en présence d'une situation extrêmement compliquée. Pour ceux qui sont au courant de la vie économique moderne, les abus des sociétés anonymes présentent la forme la plus grave de la crise du capitalisme. C'est la maladie la plus dangereuse de notre système économique. Mais comment réagir contre cette situation ? Comment expliquer à l'opinion publique ce qui se passe dans la réalité ? On peut croire que dans ce domaine la presse est destinée à un travail efficace. Le rôle des journaux est d'éclairer l'opinion publique. Mais quelle est la situation réelle de la presse ?

§ 2. — LE CONTROLE DE L'OPINION PUBLIQUE.

D'une manière générale, il faut diviser la presse en deux catégories : 1) Les journaux dits d'information y compris ceux qui appartiennent à un parti politique ; 2) Les journaux techniques. Quelle est d'abord la situation des journaux de la première catégorie. Si nous mettons à part les grands journaux qui sont les organes des partis politiques et qui défendent la politique du parti et sa doctrine, tous les autres journaux dits d'information se trouvent entre les mains des puissances d'argent. Derrière chaque journal se trouve un groupe de capitalistes, dont le but n'est pas de faire comprendre au grand public la réalité, mais de défendre ses intérêts. Que l'on examine cette situation dans n'importe quel pays, à des degrés près, la situation est presque identique. Certains capitalistes sont à la tête des grands journaux, un personnage contrôle toute une série de journaux qui paraissent dans les différentes villes du pays et par une savante orchestration la situation est toujours présentée et les événements interprétés conformément aux intérêts de ceux qui dirigent la presse.

Personne ne méconnaît l'influence de la presse sur l'opinion publique. Mais pour que cette influence soit favorable, pour que cette influence s'exerce dans le sens de l'éclaircissement de l'opinion publique, les journaux devraient vivre avec le produit de la vente. Or, lorsque tel ou tel journal se vend à un prix qui couvre à peine la valeur du papier, on comprend que les gens qui ont intérêt à exercer une influence sur l'opinion publique financent le journal et lui donnent les moyens de vivre.

Il est très connu que la plupart des journaux ne peuvent

pas vivre sans les ressources de la réclame. Mais qui paie la réclame ? Les grandes firmes, les gens qui sont à la tête des grandes unités économiques, ceux qui dirigent la vie économique du pays. Il existe même un genre de réclame d'une nature tout à fait particulière, la réclame dite financière qui est insérée dans les journaux et notamment dans la presse dite technique.

En effet, tous les journaux ne peuvent pas s'intéresser aux questions économiques et financières. Chaque journal s'occupe de cette matière, mais d'une façon limitée. Par conséquent, celui qui désire suivre de près l'évolution de la vie économique, les événements financiers, les résultats économiques des grandes sociétés et des grandes entreprises doit nécessairement utiliser les journaux qui sont spécialisés dans la matière.

Malheureusement cette presse spécialisée, à part de très rares exceptions, touche des sommes importantes pour la publicité financière et travaille d'une façon efficace pour la réalisation des plans de la nouvelle féodalité économique.

Prenons le cas d'un trust qui, ayant acquis une affaire pour une somme de 5 millions de francs, par exemple, se propose de faire un « *mouillage* » très profitable. Ce trust émettra des actions qui seront placées dans le grand public, peut-être pour le double, c'est-à-dire pour 10 millions. L'opération ne peut réussir que par le concours de la presse financière qui consacrera des papiers très habiles sur l'avenir des nouveaux titres auxquels le public est invité à souscrire. Une fois le terrain préparé par une publicité savante qui prend la forme « d'études objectives et purement scientifiques » le reste du travail est accompli par les banques. Tout le monde sait que la clientèle des banques est touchée par un personnel spécialisé sur ces questions. On s'adresse au client et on lui expose que l'affaire est excellente puisque des études scientifiques, des études très sérieuses prouvent que l'affaire est très solide et que son avenir sera brillant. Evidemment ces études dites « scientifiques » sont rédigées par les intéressés eux-mêmes, par des gens qui désirent placer des titres dans le public et réaliser une opération excellente par la surestimation d'un actif.

Il en est de même chaque fois qu'une société désire placer des titres dans le public. La presse se charge de faciliter ce travail par une réclame très habile. L'aboutissement final de cette situation est que très souvent des affaires sont mal gérées, le tout prend la forme d'une escroquerie et d'un vol manifeste et les pauvres épargnants qui économisent leur argent petit à petit perdent des sommes importantes. Dans le cas même où l'affaire

est plus ou moins bien gérée et que le public ne perde pas son argent, le gros des bénéfices reste entre les mains des promoteurs de l'affaire. C'est le conseil d'administration qui comme nous avons vu, par un ensemble de moyens qualifiés stratagèmes légaux, gardera entre ses mains la part la plus importante du bénéfice. Ce bénéfice qui est le fruit de la coopération de tous les facteurs de la production reste finalement entre les mains des dirigeants de l'entreprise. Par une évolution curieuse le capital, à son tour, est devenu salariat. De la même manière qu'un ouvrier gagne une somme d'argent fixe, représentée par son salaire et que le produit de son travail est laissé entre les mains de l'entrepreneur, le capitaliste, à son tour, touche une somme fixe. En effet, que le petit capitaliste souscrive à une obligation dont le revenu est fixe, ou à une action dont le revenu en principe est variable et dépend du résultat de l'entreprise, finalement il reçoit une somme qui reste toujours fixe entre certaines limites. Même lorsque l'affaire est prospère, les dirigeants de l'entreprise se gardent bien de faire aux actionnaires une distribution de revenu très importante.

Lorsqu'on examine le revenu d'un titre au porteur pendant une longue période, on constate que les dirigeants de l'entreprise se sont chargés de servir un certain intérêt au capital investi et le gros des bénéfices a été gardé entre leurs mains sous des formes multiples.

§ 3. — LES DOCTRINES ÉCONOMIQUES.

Comme le problème de la société anonyme est lié avec celui des crises économiques et l'évolution générale du capitalisme, on peut se demander si cette question ne relève pas du domaine de la science économique et particulièrement du domaine de la doctrine économique.

En effet, la science économique se propose d'expliquer ce qui existe. Le travail scientifique, au sens strict du mot, est un travail d'explication. Celui qui examine la réalité économique donne une explication de ce qui se passe, il procède à un jugement de fait. Tel est le domaine de la science positive. Son but est d'expliquer la réalité. Cependant cette explication peut correspondre à une simple curiosité de l'esprit humain. Le travail se poursuit dans un but purement désintéressé. Mais on peut aussi se proposer comme but d'expliquer en premier lieu pour juger ensuite et aboutir à une conclusion pratique. Bien entendu, un tel travail présente la difficulté de troubler l'esprit de l'homme de science.

Il se peut que la préoccupation de l'utilisation d'une conclusion scientifique devienne prédominante, et que le raisonnement et l'analyse scientifique subissent une influence pernicieuse.

Prenons comme exemple le problème qui fait l'objet de notre étude. Nous étudions ce que nous appelons la crise du capitalisme. Mais il existe deux manières d'étudier ce problème. 1) D'une façon objective, sans parti pris, sans doctrine préalable ; 2) En fonction d'une préoccupation doctrinale.

Dans le premier cas, c'est l'analyse scientifique, c'est l'étude de la réalité qui donnera la possibilité d'aboutir à une conclusion et de préconiser une politique. Le travail s'opère en deux temps. a) Une analyse des faits, une étude de la réalité économique, un jugement basé uniquement sur des faits. b) Un jugement de valeur, une appréciation de la réalité sur la base des données que l'enquête scientifique a fournies au préalable.

Mais le procédé de ce travail est extrêmement difficile du fait que l'homme de science a ses opinions, il est partisan de telle ou telle doctrine, ce qui conduit consciemment ou inconsciemment à un travail qui perd toute son objectivité et toute sa valeur scientifique. Voici, en effet, deux économistes qui examinent la crise du capitalisme et particulièrement la situation créée par les sociétés anonymes. Si nous admettons que l'un a des tendresses manifestes pour le régime capitaliste, tandis que l'autre a une prévention évidente contre ce régime, il est à craindre que le travail sera faussé dans les deux cas. Celui qui aime une institution aura toujours tendance à minimiser ses défauts, de mentionner à peine, sinon passer sous silence ses vices. Par contre, l'adversaire d'un régime met toujours l'accent sur les défauts du système et passe sous silence, ou diminue l'importance de ses avantages.

Il existe là le grave problème du finalisme qui peut stériliser toute l'analyse scientifique. Le travail scientifique est impossible si le savant ne se dégage pas de l'influence d'une doctrine et s'il n'est pas décidé à dire ce qui se dégage de la stricte analyse des faits comme la vérité. Le savant doit dire la vérité sur une institution, même si ses conclusions peuvent servir contre ses intérêts et contre sa doctrine.

Nous touchons par là un problème extrêmement grave. Si la science dont les serviteurs sont sensés être des hommes d'une certaine supériorité ne peut pas nous donner une conclusion valable sur ces importants problèmes, comment peut-on se plaindre de l'attitude de la presse ? Pourtant c'est un fait incontestable que la science économique est loin de nous donner des conclusions

satisfaisantes et valables. Dans le domaine de cette science, tout est contesté et contestable, et un minimum d'accord sur les points les plus importants fait défaut parmi les économistes. Il va sans dire que si nous faisons la comparaison de l'état de la science économique d'il y a cinquante ans ou même vingt ans, nous constatons avec une grande satisfaction que cette discipline a fait beaucoup de progrès.

Cependant il ne faut pas méconnaître qu'aujourd'hui même, sur les points les plus importants, les discussions sont âpres et on se demande très souvent, en présence de deux économistes dont les opinions et les conclusions sont diamétralement opposées qui des deux a tort et qui voit juste. Le problème est très grave du fait que la matière est extrêmement complexe et que l'erreur est possible à chaque instant dans ce domaine. Mais une conclusion erronée peut provenir d'un esprit finaliste. L'objectivité absolue, l'objectivité stricte n'est pas un travail facile sur un domaine où nos intérêts sont en jeu. Chacun se croit lié avec telle ou telle doctrine, chacun considère que son intérêt est mieux servi dans tel ou tel mouvement, ce qui rend extrêmement difficile l'analyse impartiale, le travail objectif.

Quoi qu'il en soit le fait est là, la science économique est loin de nous fournir une conclusion solide. D'une manière générale, les économistes sont d'accord et reconnaissent que les défauts du capitalisme sont très importants, mais le désaccord est profond lorsqu'on passe sur le plan constructif. Si pour les uns un changement profond est nécessaire, pour les autres quelques réformes sont plus que suffisantes et ce régime présente tellement d'avantages qu'il peut être considéré comme le meilleur.

Finalement, la science économique n'a pas donné jusqu'à présent une conclusion qui soit admise par la grande majorité des économistes, sinon par la totalité. Faut-il donner comme explication que cette toute puissante féodalité moderne qui détient les leviers de commande économiques, cette féodalité de l'argent qui donne l'orientation à la vie politique exerce aussi son influence sur la science économique ? On incline, de plus en plus, parmi les gens qui sont au courant de la situation de la science économique, à le croire. Sur ce point nous avons une preuve évidente de l'évolution de la pensée économique depuis un siècle.

Un certain nombre de doctrinaires ont formé la doctrine socialiste. Cette doctrine a été formulée ensuite d'une façon systématique par Karl MARX qui a dressé un réquisitoire vigoureux contre le capitalisme. Or, quelle fut l'attitude de la science éco-

nomique ? Les économistes professionnels, ceux qui étaient chargés d'enseigner cette discipline dans les grandes Universités et ceux qui ont écrit la grande majorité des ouvrages sur cette matière, se sont posés comme tâche de défendre le capitalisme. Le travail scientifique proprement dit a été laissé de côté et un ensemble de théories dites économiques ont été élaborées dans l'unique intention de réfuter la doctrine adverse, la doctrine socialiste. Des professeurs d'économie politique dont la vigueur d'esprit fut incontestable, ont passé toute une vie à faire des ouvrages et à professer des cours devant leurs étudiants pour prouver que le socialisme est une doctrine absurde et que le capitalisme est basé sur des lois naturelles et qu'il s'agit d'un système éternel !

Les socialistes ont élaboré la théorie dite de l'exploitation. Les économistes orthodoxes ont répondu par la doctrine de la productivité marginale, suivant laquelle chaque facteur de production touche une rémunération égale à sa contribution à la production. Que cette théorie de la productivité ne résiste pas à une analyse très serrée, la chose n'a pas d'importance. Le professeur s'adresse à un auditoire composé de jeunes gens, dont la préoccupation est notamment de préparer les examens en vue de l'obtention d'un diplôme qui sera ensuite monnayé dans la vie. Que la science soit ainsi mal servie, que la vérité soit traitée d'une façon trop cavalière, la chose n'a pas d'importance. L'essentiel est que chacun trouve satisfaction de ce qu'il considère être son intérêt personnel.

De plus, un professeur considère qu'il ne doit pas s'exposer à des risques en prenant parti en faveur de ce qui, évidemment, semble être la vérité. Il vaut mieux adapter les conclusions scientifiques avec ce qui est en vogue, ce qui est favorable aux puissances qui dominent la société. Une autre solution commode est de se borner sur un domaine autant que possible technique et éviter de prendre parti et d'exprimer une opinion sur des problèmes qui sont susceptibles de provoquer une réaction et d'entraîner des conséquences si certains intérêts très puissants se sentent touchés.

En somme, on s'aperçoit que la discipline économique est loin de nous donner des conclusions très claires. Analyse scientifique et travail de doctrine s'enchevêtrent à chaque instant pour aboutir à une immense logomachie qui explique la mauvaise presse de cette science auprès de l'opinion publique. Mais cette situation a grandement contribué aussi au désarroi moral qui est le fait de notre époque.

§ 4. — LE DÉSARROI MORAL.

Puisque la science économique est loin de nous donner des conclusions solides, cette situation ne pouvait pas rester sans répercussions et sans provoquer un véritable désarroi. Le domaine de cette science conduit presque tout le monde, consciemment ou inconsciemment à s'occuper d'une discipline qui, à première vue, semble simple, mais qui en réalité est une science extrêmement difficile. Les faits économiques nous touchent chaque jour. Qu'il s'agisse d'un ouvrier, d'un artisan, d'un médecin, ou d'un artiste, chacun se trouve en contact quotidien avec les phénomènes monétaires, l'évolution des prix, des biens, etc. Il n'existe pas un homme qui ne soit pas obligé de faire un calcul économique, d'apprécier une situation, de prendre parti sur tel ou tel point.

La conséquence de cette particularité des phénomènes économiques est que chacun croit posséder des connaissances sur une discipline qui est à la base de l'expérience quotidienne et qui le touche à chaque instant. Comme d'ailleurs les journaux se chargent de traiter les problèmes du jour, mais malheureusement dans un esprit fort souvent tendancieux, il n'est pas étonnant que la confusion soit très grande sur les questions économiques. Mais cette confusion s'aggrave par l'intervention de plusieurs amateurs de l'économie politique. Du fait que chacun peut faire des observations sur les faits économiques du présent ou du passé, qu'il peut lire d'une façon plus ou moins désordonnée quelques ouvrages consacrés à cette science, il se considère, après un certain temps, comme suffisamment formé pour écrire un livre sur tel aspect économique. Souvent on trouve dans les ouvrages des amateurs économistes des analyses très pénétrantes, résultat de réflexions personnelles, mais la plupart du temps les ouvrages de cette nature marquent l'ignorance de la science économique. Comment le grand public qui s'intéresse aux questions économiques parviendra-t-il à faire la distinction entre un ouvrage qui constitue un véritable apport pour la science économique et un autre qui conduit à la confusion ? Evidemment les spécialistes se chargent de faire les critiques et finalement l'ouvrage qui possède une certaine valeur est mis en évidence, mais rien n'empêche le grand public de puiser ses connaissances économiques dans des ouvrages purement fantaisistes lorsqu'il s'agit d'une matière comme la science économique où l'erreur se mêle avec la vérité et que le finalisme empêche, à chaque instant, le progrès de cette discipline.

En somme, les facteurs qui interviennent dans ce domaine sont multiples, mais le résultat final est une confusion et un désarroi moral. On peut rendre responsable tel ou tel facteur en particulier, on peut insister sur la difficulté de la science économique, comme on peut incriminer le finalisme, l'intervention de nos intérêts et de nos passions là où normalement ne devrait exister qu'une recherche purement objective. L'aboutissement final est une confusion et un désarroi général.

Pourtant, pour aboutir à une organisation sociale satisfaisante les causes du mal devrait être connues afin que l'on puisse prendre des mesures en conséquence. L'existence d'une société nécessite des normes juridiques. Or, ces normes juridiques ne peuvent sortir arbitrairement du cerveau du législateur. Le droit traduit les conceptions données d'une période, conceptions qui correspondent à une situation économique déterminée. Ceux qui préparent les lois doivent être renseignés, doivent être dirigés dans leur travail par la science et la connaissance des faits. Si l'intérêt général exige une organisation de l'économie dans tel ou tel sens, un ensemble de mesures pour que l'intérêt général soit protégé, comment le législateur accomplira-t-il son devoir en présence d'une situation confuse ? Faut-il engager l'économie vers le dirigisme ? Par quelle méthode ? Dans quelle orientation ?

Depuis plus de vingt ans, à travers le monde entier, le débat est très vif entre ceux qui préconisent l'économie dirigée et ceux qui s'y opposent par tous les moyens. Parfois même cette opposition prend la forme d'un sabotage. On accepte en principe la politique de l'économie dirigée, mais dans l'intention d'en faire une mauvaise application. C'est ainsi que l'on charge de la direction de l'économie ceux qui sont intéressés à ce que cette méthode échoue. Parfois on appelle économie dirigée le renflouement et la prise en charge par l'État de certaines entreprises devenues déficitaires. Voici une entreprise qui fonctionne mal et son déficit annuel s'accroît. En pareille hypothèse l'État intervient et sauve la situation. Si l'entreprise appartient à la branche des transports ou une autre branche qui présente une certaine importance pour l'économie du pays, on aboutit à la formation d'une entreprise mixte. L'État participe dans l'affaire, le tout se présente sous la forme de l'économie dirigée, tandis qu'au fond l'opération est une prise en charge du déficit par l'État. Peut-on parler en pareille hypothèse d'une économie dirigée ?

Ce problème est grave, car on considère souvent que l'on se trouve en présence d'une économie dirigée à partir du moment

où l'Etat intervient dans la vie économique. Or l'intervention des pouvoirs publics est constante dans ce domaine. Le protectionnisme est un fait permanent et devient de plus en plus envahissant. L'Etat intervient aussi en cas de conflit entre le travail et le capital. Dans les temps modernes, les pouvoirs publics ne peuvent pas rester indifférents en cas de grève. Toute la vie économique, toute la vie sociale peut être durement affectée par un conflit de cette nature. Mais l'Etat est obligé aussi de veiller à la stabilité de la monnaie du pays. En somme, à chaque instant l'intervention des pouvoirs publics est sollicitée. On peut très bien soutenir qu'à partir du moment où l'Etat intervient dans le domaine économique et que le mécanisme des prix n'est pas laissé libre de fonctionner et provoquer ses effets, nous sommes toujours en présence d'une économie dirigée.

Comme, par ailleurs, on conçoit mal un Etat qui se borne au rôle fixé par les purs libéraux, à savoir celui de *juge* et de *gendarme*, on peut affirmer que l'économie fut toujours dirigée et que le libéralisme pur n'a jamais existé. La vérité est que depuis plusieurs années, depuis que le mécanisme économique fonctionne d'une façon défectueuse, les pouvoirs publics interviennent constamment dans le domaine économique. Cependant cette intervention se fait au petit bonheur et dans le sens exigé par telle ou telle coalition d'intérêts, la confusion s'aggrave et les hommes sont tentés, légitimement, de rendre responsable l'économie dirigée. Mais pour mieux comprendre ce problème, il faut dire quelques mots de l'influence de la guerre.

§ 5. — L'INFLUENCE DE LA GUERRE.

C'est la survenance de la guerre qui oblige les pouvoirs publics à une intervention de plus en plus grande dans la vie économique. Il est tout à fait impossible de préparer et d'exécuter une guerre sur la base des principes du libéralisme. Le mécanisme des prix fonctionne suivant le principe de la rentabilité. La production est orientée dans le sens indiqué par la demande des consommateurs. Un entrepreneur produit un objet qui a des chances d'être vendu sur le marché.

Or, en cas de préparation et d'exécution d'une guerre, la production doit être nécessairement orientée vers la fabrication des armes et de tout ce qui est nécessaire pour la défense nationale. De plus, les dépenses de la guerre sont très importantes et

il est extrêmement difficile de trouver des sommes considérables par des mesures classiques. Ainsi l'Etat est obligé de prendre un ensemble de mesures dont le sens général est le suivant :

1) Encouragement de la production qui est nécessaire pour la défense nationale et ralentissement de la production des autres biens. 2) Mesures financières pour faire face aux dépenses de la guerre. Comme l'impôt et l'emprunt ne peuvent fournir qu'une partie des ressources nécessaires pour les dépenses de la guerre, l'Etat est obligé de s'engager dans la voie de l'inflation monétaire qui n'est rien d'autre qu'un impôt forcé pour toute une catégorie de gens. L'Etat proclame le cours forcé de la monnaie, dispense l'Institut d'émission de l'obligation de convertir sa monnaie en métal, il instaure le contrôle des changes qui empêche la fuite des capitaux et la politique de l'inflation en vase clos, la politique du circuit monétaire est mise en application.

C'est ainsi que l'Etat demande des avances à l'Institut d'émission pour faire face à ses dépenses. Cet argent est donné en paiement de ses fournisseurs et de tous ceux qui s'occupent de la défense nationale. Par ce mécanisme, l'Etat distribue chaque jour une masse de revenus très importants qui se trouvent en confrontation avec une quantité de biens qui va en diminution. En effet, la production des biens consommables est en régression, ce qui pousse les prix vers la hausse. Pour freiner cette hausse l'Etat inaugure la politique de la taxation, afin que le principe du circuit puisse fonctionner.

Le raisonnement sur ce point est le suivant : Si les prix sont taxés et que toute hausse soit freinée, ou tout au moins toute hausse désordonnée (car un ajustement continu et lent des prix s'avère toujours nécessaire, même si le contrôle du change fonctionne efficacement) les revenus distribués par l'Etat ne trouveront pas un autre emploi que le placement en emprunt d'Etat sous forme de rentes ou de titres à court terme comme les bons de la défense nationale, bons du trésor, etc.

Il est vrai que le maintien artificiel des prix au même niveau n'est pas une entreprise facile, car à côté des prix taxés il existe les prix du marché noir qui rafle une grande partie de la production. Toutefois, malgré l'existence du marché noir l'Etat gagne du temps et cette politique peut être poursuivie jusqu'à la fin de la guerre. A ce moment, une confrontation s'effectue entre monnaie et biens, la masse de la monnaie est en accroissement en présence d'une quantité de biens en notable diminution, ce qui conduit à une hausse des prix et à une modification du rapport de la mon-

naie par rapport au métal précieux et aux monnaies étrangères. C'est la consécration de la dévaluation de la monnaie afin d'aboutir à une stabilisation des changes et à une stabilisation du pouvoir d'achat de la monnaie.

La succession de ces phénomènes a été observée pendant la guerre de 1914-1918 et il faut s'attendre à un déroulement à peu près identique à la fin du conflit actuel. L'inflation, pratiquée à présent dans tous les pays belligérants aboutira inévitablement à la dévaluation monétaire. La politique de la déflation qui est défendue par certains économistes trouvera difficilement son application. Une fois qu'une masse monétaire a été mise en circulation, un ensemble d'effets se sont produits, des rapports de revenus ont été créés, des créances monétaires ont pris naissance. Tous ces phénomènes pèsent sur l'économie et s'opposent à une résorption de la masse monétaire. On ne peut pas retirer une grande partie de la monnaie en circulation, sans provoquer la ruine économique d'un pays.

La chose est d'autant plus grave qu'après la fin du conflit l'économie est laissée libre et l'activité économique orientée de nouveau dans le sens de la rentabilité. Par conséquent, on conçoit mal l'existence d'un profit avec les prix en baisse qui sont le but de la politique de déflation monétaire.

Ces considérations sur l'influence de la guerre laissent voir que les conditions économiques passent d'une phase à l'autre. Pendant la guerre toute l'économie est orientée dans le sens de la production de ce qui est nécessaire pour la défense nationale. Après la guerre, la conception de la rentabilité prend naissance et l'intervention étatique devient moins intense. Il se peut que l'Etat suive une politique donnée de la reconstruction des ruines laissées par la guerre et sur plusieurs points le principe de la rentabilité ne soit pas pris en considération, mais d'une manière générale, la tendance est de retourner vers un certain libéralisme économique et de respecter, dans la mesure du possible, le principe de la rentabilité ce qui signifie que la production est basée sur le profit et sur les indications qui proviennent du marché.

Il va sans dire que si tout le monde s'engage dans la production en vue de la création du profit on aboutira, un jour plus ou moins lointain, à une production excédentaire et à une crise économique avec toutes les conséquences bien connues.

Inutile d'ajouter que la guerre exerce son influence sur tous les domaines. La morale est en régression, la criminalité en accroissement vertigineux, la plupart des gens s'efforcent de faire

face aux difficultés de la vie avec des moyens qui, normalement, sont considérés comme répréhensibles. Tout le monde est lié au marché noir. Les uns comme trafiquants, les autres comme consommateurs, ce qui conduit à une crise morale très profonde.

Mais comment peut-on réagir contre une telle situation ? Comment est-il possible de lutter contre les fléaux tels que la crise économique et la guerre ? En d'autres termes quelle conclusion faut-il tirer de la constatation que notre régime et notre civilisation traversent une crise très profonde ? C'est précisément le problème qui doit nous préoccuper à présent. C'est un problème extrêmement difficile, mais c'est un problème qui demande une réponse. Il existe des moments dans la vie pendant lesquels l'homme est obligé de prendre parti. D'ailleurs dans la vie quotidienne nous ne faisons rien d'autre que prendre parti à chaque instant. Nous sommes obligés de faire des jugements, de prendre des décisions, faire des prévisions, parfois même deviner, si nous voulons vivre. Il faut, en effet, à certains moments deviner de quel côté vient le danger et quelles mesures nous devons prendre pour faire face à ce qui nous menace. Bref, l'homme est assailli chaque jour par une multitude de dangers qui, telles des bêtes féroces, menacent son existence. Il doit donc à chaque instant deviner s'il désire vivre et organiser en conséquence sa vie.

Il en est de même sur le plan social. Nous devons nous efforcer de parvenir à une organisation sociale qui permettra à l'homme de vivre un peu mieux. Nous devons instaurer des institutions capables d'empêcher les crises économiques qui conduisent à la misère et au dénûment de millions de gens. Nous devons créer des institutions capables de nous préserver du fléau horrible de la guerre.

DEUXIÈME PARTIE

A LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION

CHAPITRE PREMIER.

CRISE ÉCONOMIQUE ET CRISE DE CIVILISATION.

§ 1. — LA CRISE DU RÉGIME.

Sans forcer les choses et sur la base d'une analyse purement objective, on peut tirer la conclusion que nous nous trouvons en présence d'une crise très profonde du régime capitaliste. On peut même parler d'une crise de notre civilisation dans le sens d'un divorce entre les nécessités économiques et nos institutions. En effet, une civilisation se caractérise par un ensemble de conceptions sur la vie qui se cristallisent par la formation des institutions de la Société. Mais les institutions doivent correspondre à la vie économique et sociale, donner satisfaction aux aspirations du peuple et ne pas être en décalage et en retard avec l'évolution des faits. Une institution découle des habitudes, des coutumes et du droit écrit. Elle doit, par conséquent, suivre l'évolution des faits et traduire en règles juridiques la réalité. La difficulté prend naissance lorsque la réalité évolue, tandis que le droit reste le même.

Les rapports économiques se modifient, tandis que les institutions restent les mêmes. Le corps d'un enfant se développe, tandis que ses vêtements restent sans changement. Pourtant la logique indique que l'on doit confectionner d'autres vêtements, conformes à la taille de l'enfant. Il en est de même de l'organisation juridique d'une société. Mais la difficulté dans le domaine social provient du fait que la situation n'est pas très claire et par conséquent, fort souvent, on se trouve dans un sentiment de perplexité et on se demande sincèrement s'il faut agir dans un sens ou dans l'autre. Sur la complexité des faits et des phénomènes sociaux, vient se greffer l'opposition des intérêts. Une institution sociale, un régime juridique est toujours favorable pour une catégorie de personnes. Prenons comme exemple le régime de l'esclavage ou le régime féodal. Les gens qui profitaient de ces régimes ne pouvaient pas ou ne voulaient pas se rendre compte que l'on se trouvait en face d'un

régime qui n'était rien d'autre qu'une catégorie historique et qu'il n'avait rien de permanent.

Il en est de même actuellement avec le régime capitaliste. Les gens qui sont avantagés par ce régime ne désirent pas admettre que celui-ci aussi représente une catégorie historique d'organisation sociale et que l'évolution de la technique moderne met en cause son existence. Ainsi s'explique cet effort systématique par tous ceux qui ont intérêt à ce que la forme actuelle de l'organisation sociale qui ont intérêt à ce que la forme actuelle de l'organisation sociale se prolonge et par tous ceux qui se mettent au service des profiteurs du régime, soit consciemment, soit inconsciemment et peut-être par esprit de routine et de conservatisme. Il existe, en effet, beaucoup de gens qui soutiennent toujours le statu quo par crainte que l'on aboutisse à une situation qui sera pire. C'est la pensée du philosophe sceptique qui craint toujours le changement et qui préfère s'accommoder avec le statu quo. Sur ce point même la pensée prend une forme sophistique. On soutient fort souvent que du fait qu'un régime existe, il se légitime. Lorsqu'il est renversé, on considère que la preuve est donnée que ce régime n'avait plus de raison d'être. Il y a là un admirable sophisme pour justifier toutes les situations et tous les régimes existants. Pour nous, le problème se pose différemment. Un régime social doit être basé sur un ensemble d'institutions qui permettent à l'homme de vivre et de s'épanouir spirituellement. Le régime doit être favorable à tout le monde et non à une petite minorité de gens. Examiné sous cet angle, le régime capitaliste s'avère comme incapable de donner satisfaction à la grande majorité des gens. Le défaut fondamental est que ce régime implique nécessairement une crise de surproduction. Il faut se dégager sur ce point de tout préjugé et regarder la réalité en face.

Toute société individualiste conduit à une crise économique de surproduction. Les germes de cette situation se trouvaient aussi dans les sociétés précapitalistes. Tant que l'organisation sociale est basée sur la propriété privée et que la production s'effectue en vue du marché, c'est-à-dire que chacun produit pour l'échange, la crise est inévitable puisque chacun ne désire pas consommer la totalité de son revenu. Les facteurs qui viennent remédier au déséquilibre économique, comme nous l'avons démontré dans notre analyse, sont ceux qui orientent l'économie vers l'expansion. En somme l'économie individualiste implique la crise, mais des accidents historiques jouent un rôle inverse. De plus, la production jusqu'à l'époque capitaliste proprement dite fut toujours déficitaire. L'état de la science et la technique de la production n'avaient

pas encore permis à l'homme d'obtenir une production abondante.

Cependant, du moment où les méthodes scientifiques et la technique de l'outillage moderne permettent un grand développement de la production, celle-ci ne se limite plus que par l'étendue du marché. Dans la mesure où l'écoulement des produits est possible, la production peut facilement prendre de l'extension. Mais nous avons démontré dans notre analyse que la crise économique fait très rapidement son apparition et que la production s'arrête, ce qui a comme conséquence de jeter sur le pavé des millions de travailleurs. Il se peut que certains de ces phénomènes soient complexes, mais l'analyse attentive permet de comprendre le mécanisme économique et son fonctionnement.

§ 2. — LA COMPLEXITÉ DES CHOSES.

Il est exact que les phénomènes économiques sont très complexes, ce qui peut expliquer la confusion qui règne dans ce domaine. Mais il existe aussi d'autres raisons. C'est surtout le finalisme qui empêche le progrès de la science. Ce sont les intérêts qui se défendent âprement et qui ne désirent pas s'incliner devant les faits et devant la nouvelle réalité.

Examinons cet aspect du problème en fonction d'une doctrine et prenons comme exemple la doctrine libérale. Pourquoi malgré tant de livres, malgré tant de critiques, nous trouvons-nous encore en présence d'un grand nombre d'économistes qui défendent le libéralisme, soit d'une façon directe, soit d'une façon indirecte ? C'est un problème grave qui demande une explication. On peut donner une première réponse que ces économistes n'ont pas compris le mécanisme de la vie économique et qu'ils se tiennent encore aux théories de Ricardo et de J.-B. Say. La chose n'a rien d'étonnant. Des esprits qui paraissent brillants sont souvent purement superficiels. Ils ont obtenu une formation scolaire et ils continuent de vivre dans une ambiance intellectuelle très bornée. Ils restent incapables de comprendre le progrès de la science économique et les travaux des économistes modernes.

Mais on peut aussi donner comme explication qu'un tel courant de pensée s'appuie sur des considérations finalistes. Ces économistes ont partie liée avec le capitalisme. La vérité en soi ne les intéresse pas, mais surtout les conséquences de la vérité. Si les conclusions scientifiques sont de nature à miner l'édifice capitaliste, il faut les éviter. Pourtant il devient évident qu'il n'existe

plus d'esprit scientifique, mais une plaidoirie très habile, une plaidoirie très adroite d'un dossier, du dossier du régime capitaliste.

Il se peut donc que l'on se trouve en présence des conclusions d'un économiste qui découlent soit d'une étude insuffisante et d'une incompréhension de la réalité, mais on peut se trouver en présence d'un finalisme très grossier. Le même phénomène se retrouve avec tous ceux qui défendent indirectement le capitalisme. On peut trouver une catégorie de penseurs qui constatent la crise du capitalisme, ils s'aperçoivent que la situation actuelle laisse beaucoup à désirer, mais ils restent cependant à mi-chemin. C'est ainsi qu'ils préconisent des demi-mesures qui, très souvent, aggravent le mal au lieu d'apporter une guérison.

L'explication peut se faire encore par des considérations d'ordre finaliste, ou par l'existence d'un esprit hésitant. Il existe un scepticisme quant à la possibilité de faire quelque chose de mieux. En effet, souvent une multitude très vaste de solutions qui peuvent toutes être classées dans le domaine très vaste de l'économie dirigée sont l'œuvre de gens qui désirent avant tout soutenir le capitalisme, ou qui ont peur de tout changement réel et ils proposent un certain nombre de réformes lesquelles, bien entendu, doivent être faites « *au compte-gouttes* ».

Il est vrai que parmi les défenseurs du capitalisme très rares sont ceux qui présentent une défense ardente, une défense qui accepterait de faire le bilan des avantages et des inconvénients du régime et de conclure en sa faveur. On ne voit pas un économiste poussant l'audace jusqu'à accepter que le régime capitaliste conduise à la crise de surproduction, que les guerres modernes soient des guerres de débouchés, que les pratiques des sociétés anonymes soient des faits scandaleux, mais que, toute réflexion faite, il trouve ce régime plus avantageux. La défense se fait d'une façon habile. On nie d'une façon systématique que ce régime soit responsable de la crise économique. On cherche pour l'explication des crises économiques des causes politiques, des causes naturelles, etc. Quant à la guerre, l'argument est bien connu : La guerre est un phénomène permanent à travers l'histoire de l'humanité. On soutient une telle thèse sans tenir compte que la guerre a changé de signification. On faisait autrefois la guerre par nécessité. Les vivres n'étaient pas suffisants et il fallait s'emparer de ceux du voisin pour pouvoir se défendre contre la famine. La guerre moderne, par contre, se fait parce que nous avons des vivres, nous avons trop de biens, trop de tout et nous sommes obligés de rechercher un débouché pour vendre nos marchandises, afin de pouvoir donner

satisfaction à notre désir de capitalisation et d'accumulation de richesse.

Il va sans dire que nous ne devons pas méconnaître que les faits économiques sont très compliqués, mais il existe un certain nombre de points sur lesquels il nous semble que la grande majorité des économistes se mettraient d'accord si le finalisme et l'intérêt personnel n'intervenaient pas dans les considérations et les réflexions de chaque penseur. Cependant malgré toutes ces difficultés il faut admettre que la connaissance a fait beaucoup de progrès dans la discipline économique. Si toutefois la situation présente de cette science ne doit pas être considérée comme satisfaisante, il faut tenir compte de la particularité de la matière et de l'évolution constante des faits économiques dans le sens de la complication. Examinons cet aspect du problème sous le signe du progrès de la connaissance.

§ 3. — LE PROGRÈS DE LA CONNAISSANCE.

D'une manière générale, le progrès scientifique résulte de l'observation. Toute notre connaissance sur le monde extérieur provient des expériences qui se déroulent autour de nous. Mais les expériences peuvent se dérouler malgré nous et contrairement à nos désirs. Elles peuvent aussi prendre un caractère artificiel et se dérouler sous notre contrôle. C'est alors nous qui faisons ces expériences, c'est nous qui procédons par la méthode de l'expérimentation.

Or, c'est un fait bien connu que toutes les sciences positives : physique, chimie, médecine, etc., ne se sont pas contentées des expériences faites, mais qu'elles ont basé l'observation sur le travail du laboratoire qui permet au savant de répéter les expériences à sa volonté. Par cette méthode le savant part d'une hypothèse et l'expérience du laboratoire lui apporte une preuve qui est la sanction de son travail. L'expérience réussit ou échoue. Le savant en a la preuve. Le résultat saute aux yeux.

Mais la situation dans le domaine de la science économique est tout à fait différente. Tout le travail doit se faire sur la base de l'observation faite sur des expériences qui se déroulent autour de nous, ou qui se sont déroulées à travers l'histoire. Ces faits, nous devons les étudier attentivement, en dégager le sens et formuler certaines régularités, sinon des lois proprement dites. Cette situation particulière a conduit les économistes à l'élaboration

de théories dont le point de départ est une hypothèse. Ainsi, toute l'économie classique est basée sur la psychologie rationnelle de l'homme. On suppose que l'on se trouve en présence d'un homme dont le comportement est rationnel, le fameux *homme économique*, et on procède ainsi par la méthode de l'analyse introspective, le procédé du « *supposons que...* »

On peut garder beaucoup de réserves sur cette façon de procéder pour l'étude d'une réalité fort complexe. Mais la chose s'aggrave lorsque cette simplification extrême a comme résultat de modifier radicalement les données du problème. En effet, l'économie traditionnelle pêche non seulement du fait qu'elle se base sur la psychologie rationnelle de l'homme et la méthode de l'analyse introspective, mais elle pêche surtout du fait que la théorie de l'échange des biens est basée sur le troc. La monnaie est totalement négligée ainsi que le phénomène de l'entreprise. Le raisonnement s'appuie sur l'expérience d'un nombre donné d'individus dont chacun échange ses produits contre d'autres produits et la monnaie, dans ce mécanisme, n'est rien d'autre qu'un instrument d'échange.

Le phénomène de l'entreprise aussi est totalement négligé. Pourtant dans la réalité, nous ne sommes pas en présence d'individus, mais en face de différentes entreprises, dont chacune a comme but la réalisation du profit.

Telle est la première difficulté présentée par l'élaboration de la science économique. Il est vrai que depuis le commencement du *xx*^e siècle et notamment après la guerre 1914-1918, un nombre considérable d'ouvrages ont été publiés, les expériences monétaires, les grandes variations des prix ont été attentivement analysées et un progrès incontestable dans le domaine de la connaissance des faits économiques a été réalisé. Si nous faisons la comparaison des faits monétaires et des faits économiques qui préoccupent les économistes contemporains, avec ceux qui étaient à l'ordre du jour tout au long du *xix*^e siècle, nous sommes obligés d'admettre que malgré la complexité, de plus en plus croissante, des phénomènes économiques, un progrès notable a été fait dans ce domaine.

Il faut aussi signaler que la difficulté sur ce terrain provient également de la terminologie. La science économique est obligée de faire usage d'un vocabulaire qui manque de précision. Ainsi, entre les auteurs, le même terme est utilisé pour désigner un fait ou un phénomène différent. Sans vouloir ici faire la théorie du concept, nous pouvons signaler que le langage peut se diviser d'une façon sommaire en deux catégories de concepts. Les concepts

concrets dont l'objet est perceptible, comme : homme, pierre, bois, etc., et ceux dont l'objet est une généralité ou une abstraction : blanc, rouge, utile, bon, mauvais, etc.

L'élaboration d'un concept concret présente des difficultés. Cependant on peut, par la méthode dite de l'élaboration en compréhension et en extension, procéder à une classification et faire ainsi avancer la connaissance. Malheureusement pour le concept abstrait, le concept dont l'objet n'est pas perceptible, la difficulté est plus grande. La conséquence est que chacun se croit libre de donner une définition du phénomène de l'épargne, du profit, du salaire, etc. L'élaboration d'une théorie se base ensuite sur ces définitions. Dans ce cas, il suffit qu'un autre auteur modifie la définition, pour aboutir à une autre conclusion.

Un économiste faisait observer qu'en économie politique nous déduisons beaucoup de choses de définitions, mais que les définitions ne sont pas arbitraires. Peut-être les définitions ne sont-elles pas complètement arbitraires, mais elles sont à usage personnel comme les brosses à dent et tout économiste qui se respecte élabore sa propre définition du phénomène. Il va sans dire qu'une fois une définition mise sur pied, le reste n'est qu'une opération de logique formelle. C'est en cela que le problème de l'élaboration du concept est très important.

Prenons un exemple concret, celui de l'acte d'échange. Pour comprendre ce phénomène nous devons donner une définition qui corresponde à la réalité. Si par exemple nous définissons l'acte d'échange comme un troc, notre conclusion ne peut pas être autre que celle de J.-B. Say. Si les produits s'échangent contre d'autres produits, l'idée d'une surproduction économique est inconcevable. Plus on produit du bien A et du bien B, plus on fabrique par exemple des objets manufacturés et plus on obtient de produits agricoles, plus on échange les uns contre les autres. Cette conclusion est incluse dans la définition de l'acte d'échange qui a été considéré comme un troc. Par contre si nous donnons à l'acte d'échange une définition réaliste, si nous considérons que les biens s'échangent contre de la monnaie et que la monnaie, à son tour, s'échange contre des biens, mais seulement en partie (une autre partie étant destinée à l'épargne) nous constatons immédiatement une tendance vers le déséquilibre économique, quitte à rechercher ensuite d'autres facteurs qui peuvent agir dans le sens contraire et assurer l'équilibre économique.

En résumé, le domaine de la science économique est extrêmement complexe, la réalité est une végétation luxuriante et pour

comble de malheur l'intérêt personnel intervient pour inciter au finalisme et stériliser la pensée scientifique. Cependant, malgré toutes ces difficultés on se trouve sans conteste en présence d'un progrès notable de la pensée économique. Or, ce travail qui apporte un certain progrès scientifique incombe aux élites. C'est le devoir des élites de lutter pour le progrès de la connaissance.

§ 4. — LE RÔLE DES ÉLITES.

Le rôle des élites dans le domaine de la science est extrêmement important. D'une manière générale le progrès scientifique s'opère à la fois par suite d'une recherche utilitaire, mais aussi grâce au travail désintéressé. Il a été observé à plusieurs reprises qu'un grand nombre d'inventions et de découvertes qui ont apporté une modification profonde dans la vie humaine, des inventions qui ont révolutionné la production moderne, ne sont pas uniquement l'œuvre d'un travail utilitaire. Un certain nombre de personnes, qui se passionnent pour la connaissance pure, sans se soucier en quoi cette connaissance sera utile, ont apporté des résultats qui ont bouleversé les conditions de la vie moderne.

Si maintenant nous examinons ce problème uniquement sur le plan économique et social, nous pouvons soutenir que le rôle de l'élite est d'expliquer ce qui existe, sans se préoccuper dans quel sens cette explication sera utilisée. On peut croire que l'explication servira à quelque chose, mais il est peut-être préférable de se cantonner, en un premier temps, sur le domaine de la connaissance pure. Evidemment, tout le monde connaît les formules d'Auguste Comte et tout le monde admet cette pensée suivant laquelle la science constitue une prévision et que la prévision aboutit à l'action. Il est cependant nécessaire d'expliquer d'abord suffisamment ce qui existe.

Le problème, en effet, qui se pose devant nous aujourd'hui est ce que nous appelons la crise du capitalisme. Les hommes qui forment l'élite doivent sur ce point fournir une conclusion valable et ils doivent dire la vérité sans crainte et sans passion. Il faut bien analyser le fonctionnement du capitalisme et tirer les conclusions nécessaires. Il va sans dire que les conclusions ne doivent pas découler de nos préoccupations finalistes ni être le résultat de nos préjugés et de nos passions. C'est uniquement l'analyse attentive des faits qui doit guider. Malheureusement, dans le domaine des sciences sociales le travail scientifique pré-

sente beaucoup de difficultés. On se demande même si un jugement objectif est possible sur une matière qui nous touche de près, sur un domaine où notre intérêt est en jeu. Ce qui nous émeut surtout, ce qui nous passionne ne semble pas être la recherche de la vérité, mais la défense d'une doctrine et le soutien d'une opinion arrêtée d'avance.

Comment dans ces conditions est-il possible de faire avancer la connaissance ? Comment est-il possible de dire la vérité, ou ce que l'on croit être la vérité, si cette vérité trouve immédiatement une réaction, si cette vérité est contredite par des intérêts puissamment organisés ? Tel est l'aspect tragique de la situation. Particulièrement dans la période contemporaine l'influence de la conception pragmatiste est envahissante. Le pragmatisme opportuniste a donné beaucoup de méfaits. Une théorie n'est pas examinée en fonction de l'explication qu'elle donne ; elle est jugée en fonction de son efficacité. Si une théorie se présente sous une apparence logique, elle peut exercer une certaine influence, créer un courant de pensée, cette théorie est considérée comme importante, elle est jugée « productive ». Le seul critérium que l'on doit donc rechercher c'est son efficacité, ce qui place la théorie scientifique sur le même domaine que les « *slogans* » qui sont destinés à émouvoir la foule.

Telle est malheureusement la situation et c'est devant ces méthodes de travail que les élites doivent réagir. L'élite ne peut être autre chose qu'une petite minorité de gens, formée bien entendu de toutes les couches sociales. Mais une minorité de gens qui se passionnent pour la vérité et le progrès scientifique. Pour s'engager dans cette voie une véritable abnégation est nécessaire. On se trouvera en présence d'incompréhension, en face d'intérêts coalisés qui réagissent violemment, etc. Bref pour servir la science, pour rechercher la vérité il faut être décidé à subir des sacrifices, à souffrir. Il faut s'engager dans la voie d'un véritable apostolat.

On s'aperçoit qu'une telle voie est difficile et que les gens qui sont disposés à se sacrifier sont des phénomènes très rares. Celui qui s'occupe de l'étude de la science économique vise toujours un but utilitaire. Si c'est un simple étudiant, il désire apprendre l'économie politique pour tirer profit de l'exercice d'une profession. Il obtient un diplôme pour le monnayer ensuite. Si quelqu'un pousse plus loin ses études, c'est toujours dans un but utilitaire. Il pense à acquérir une situation de spécialiste ou à s'occuper de l'enseignement de cette science. Toujours est-il qu'à chaque instant de ses études, l'homme pense à l'utilisation

de ses connaissances au point de vue pratique. Bien entendu dans une telle ambiance, avec la préoccupation constante du côté pratique et compte tenu de la complexité des faits dans ce domaine, il n'est pas étonnant que la confusion règne dans les esprits et que des erreurs impardonnables soient soutenues comme une « grande vérité », souvent inconsciemment, mais parfois dans un esprit finaliste. Comment, en effet, poursuivre la vérité et la proclamer si cette attitude entraîne des conséquences désagréables ? Lorsqu'un jeune économiste poursuit une carrière dans un milieu déterminé, il se méfie de la mentalité et des conceptions dominantes. Il ne peut pas partir en guerre contre les gens dont il est obligé de demander l'appui. Il est forcé de se montrer orthodoxe et conformiste avec le milieu, car autrement on lui ferait comprendre que toutes les portes sont fermées. Seulement une fois que l'esprit du conformisme s'installe dans le jeune cerveau, on ne peut plus attendre grand chose de la part d'une telle personne.

On est pris dans l'engrenage. On a beau réagir, l'ambiance est là et rappelle à chaque instant l'intérêt personnel. Mais à partir du moment où la science est asservie à l'intérêt personnel, tout est paralysé et il n'y a rien à espérer. Si un jeune économiste pense à son intérêt personnel, il ne pourra jamais dire la vérité. Au premier stade, il a des barrages devant lui à franchir. Donc il ne doit pas mécontenter des Maîtres éminents qui sont orthodoxes. Par la suite aussi s'il désire faire une carrière, il ne doit pas froisser les gens trop influents. Enfin, si vers la fin de sa carrière, l'économiste désire faire partie d'une illustre compagnie, il ne doit pas se poser comme un iconoclaste, même si la vérité et le devoir scientifique exigent un tel travail. Tout au plus, s'il n'est pas disposé à faire l'apologie de ce qui lui paraît manifestement absurde, il doit néanmoins garder un silence « prudent », car autrement la route lui sera barrée.

Telle est, malheureusement la situation qui explique le progrès très lent de la connaissance dans le domaine social. Nous ne pouvons pas oublier, bien entendu, la complexité des faits et les conditions dans lesquelles le travail s'effectue. Cependant sans le finalisme, sans l'obstacle de l'intérêt personnel et les intérêts puissants qui s'opposent au progrès de la connaissance, la situation serait tout à fait différente. Mais il faut souhaiter que, malgré toutes ces difficultés, une élite de plus en plus nombreuse s'occupera de l'étude de ces problèmes, mais une élite au sens strict du mot. Une élite composée de gens disposés à méconnaître l'intérêt

personnel, de gens qui seront décidés à dire la vérité sans crainte et sans passion. C'est seulement ainsi que l'on peut espérer un progrès de la connaissance, une explication de ce qui existe, afin de pouvoir ensuite préconiser une politique qui permettrait une organisation sociale plus satisfaisante que l'état de choses présent, caractérisé par la misère dans l'abondance et par la guerre en vue d'élargir un marché considéré comme insuffisant pour l'écoulement d'une production en constant accroissement.

C'est dans ce sens et avec cet esprit que nous poursuivons nos travaux malgré les difficultés que nous rencontrons et malgré la réaction des intérêts coalisés qui se sentent touchés par les analyses de cette nature. Guidé donc par cet esprit, nous examinerons successivement les solutions possibles au problème posé par la crise du capitalisme.

CHAPITRE II.

LA SOLUTION SOCIALISTE.

§ 1. — LE SOCIALISME UTOPIQUE.

La doctrine socialiste est très ancienne. On peut remonter à Platon et dégager de sa philosophie une doctrine socialiste. Il va sans dire que la doctrine socialiste diffère d'un auteur à l'autre. Les conceptions de Platon sur l'organisation sociale ne sont pas les mêmes que celles de Thomas Morus, ni que celles des auteurs du XIX^e siècle, tels que Robert Owen, Charles Fourier, Pierre Leroux, Pécqueur, Proudhon, etc.

Chaque auteur élabore un plan d'organisation sociale, construit un système d'ensemble, il propose aux hommes une organisation sociale parfaite, d'après sa conception. C'est dans ce sens que toute cette lignée de socialistes sont considérés comme des utopistes, terme qui dérive du grec et qui signifie que cette organisation sociale se passe dans un lieu de pure imagination, là où il n'existe pas de terre. En somme dans un monde de pure fantaisie.

Il est très curieux de relever quelques formules de la République de Platon qui constitue un plan d'organisation sociale, donnant réponse aux multiples aspects du problème et qui s'efforce de créer des institutions sociales capables d'assurer aux hommes une vie de bonheur. Dans cette République, nous dit Platon, tout doit être commun :

« C'est donc une chose convenue entre nous, Glaucon, que, dans un Etat qui veut atteindre à la perfection, tout doit être commun, femmes, enfants, éducation, exercices qui se rapportent à la paix et à la guerre, et qu'il faut lui donner comme chefs des hommes consommés en philosophie et dans l'art militaire. » (1).

(1) PLATON. La République, livre huitième.

L'ambition de Platon est de donner une vie convenable à tous les citoyens de sa République. Il considère que la pauvreté résulte de l'organisation défectueuse de la société. Il est très curieux de lire le passage suivant :

« Il est donc évident que, dans tout Etat où tu verras des pauvres, il y a des voleurs cachés, des coupeurs de bourse, des pilliers de temples et autres coquins variés. »

Il est vrai que les écrits de Platon soulèvent des critiques et des discussions, mais d'une manière générale on peut soutenir que le grand philosophe était un socialiste au sens large du terme et qu'il préconisait une société sur des bases toutes différentes de la société individualiste.

Si maintenant nous consultons les ouvrages d'autres auteurs classés dans la même doctrine, l'organisation sociale proposée diffère beaucoup d'un auteur à l'autre. Cependant ce que l'on peut dégager comme pensée générale de tous les utopistes socialistes, c'est une critique de la société individualiste, une critique de la propriété privée, une critique de la monnaie qui est considérée comme grandement responsable des difficultés économiques. On se trouve en présence d'une constatation curieuse. A un nombre très grand de ces auteurs que nous appelons utopistes, la monnaie a paru comme responsable des difficultés économiques et la solution a été recherchée dans la voie de la suppression de la monnaie. Ces auteurs avaient l'impression qu'une fois la monnaie supprimée, la production des biens et l'échange seraient faits sans l'intervention d'un signe monétaire et ainsi disparaîtraient les difficultés connues dans une économie monétaire.

Evidemment on ne peut pas demander de la part de ces auteurs la connaissance complète des phénomènes économiques et la compréhension de l'impossibilité de se passer d'un objet qui fasse fonction de monnaie. La pensée de ces auteurs est fort simple. L'imagination joue un très grand rôle et c'est à juste titre, semble-t-il, que l'on peut les considérer comme des utopistes. Il est nécessaire d'ajouter que le fondement des doctrines des socialistes utopistes est la justice sociale. Ces auteurs désirent la suppression de l'inégalité sociale. Ils considèrent que l'existence de gens riches à côté d'autres qui sont extrêmement pauvres constitue une injure grave pour la société. En bref, le sentiment et l'imagination jouent un très grand rôle pour l'élaboration de la doctrine du socialisme utopique. Mais la doctrine socialiste prend un autre aspect avec le socialisme dit scientifique.

§ 2. — LE SOCIALISME DIT SCIENTIFIQUE.

La doctrine du socialisme scientifique a été fondée par Karl Marx. A la différence des autres socialistes, Marx n'invoque pas uniquement le sentiment de justice pour conclure à la nécessité du socialisme. Sa conclusion est basée sur l'évolution du capitalisme. Pour Marx, le capitalisme conduit vers le socialisme par son évolution économique dont la conséquence est une concentration des moyens de production entre les mains d'une petite minorité de gens. En face de cette minorité privilégiée se dresse un prolétariat de plus en plus nombreux qui, pour vivre, puisqu'il est privé de la propriété des moyens de production, est réduit à louer la force de son travail. La conséquence finale de cette évolution est que ce prolétariat qui est exproprié par l'évolution économique provoquera l'expropriation de ses expropriateurs. Les moyens de production cesseront ainsi d'être la propriété d'une petite minorité de gens pour devenir la propriété et le patrimoine de tout le peuple.

La doctrine de Marx est basée sur la théorie de la valeur-travail et de la plus-value. Elle s'appuie également sur la dialectique de l'histoire. Examinons brièvement ces deux aspects de la doctrine marxiste.

Pour ce qui est de la théorie de la valeur, Marx prend comme point de départ la théorie de la valeur-travail. Suivant cette théorie la valeur d'un bien est déterminée par le travail qui est nécessaire à sa reproduction. Marx exclut l'utilité d'un bien en tant qu'élément de création de la valeur, car il observe qu'il existe beaucoup de biens qui sont très utiles, mais qui n'ont pas de valeur du fait qu'ils ne contiennent pas de travail. Pour Marx, ce qui compte c'est le travail humain. C'est cet élément commun qui détermine l'échange des biens. Il se demande pourquoi un bien s'échange contre un autre bien et dans telle ou telle proportion, par l'intermédiaire, bien entendu, de la monnaie et à cette question, il répond que les biens qui s'échangent entre eux possèdent cet élément commun qui est le travail. Si un bien s'échange contre une double quantité d'un autre bien, ceci s'explique du fait que le travail nécessaire pour la reproduction du dernier, le travail incorporé dans ce bien est double de ce qui est nécessaire pour la production, ou pour mieux dire pour la reproduction, du premier.

Une fois établi le principe que le travail est créateur de la valeur, Marx examine la situation de l'ouvrier. Il observe que

l'ouvrier ne possède pas les moyens de production et qu'il est astreint de louer au capitaliste sa force de travail pour pouvoir vivre. Dans ce processus la force de travail de l'ouvrier se vend comme une marchandise, mais c'est une marchandise particulière, une marchandise *sui generis*. Cette marchandise possède la particularité de créer une valeur supérieure à la somme que le capitaliste paye à l'ouvrier comme salaire. En effet, si le capitaliste payait la totalité du prix du travail l'opération serait pour lui blanche. Il s'agirait d'une opération sans gain et sans profit. Mais le travail humain possède cette vertu de créer une valeur supérieure à la valeur qu'il consomme. Si nous admettons qu'un ouvrier travaille huit heures par jour et que pendant les six premières heures, il travaille pour la production des biens dont la valeur est égale à son salaire, c'est-à-dire il produit les biens qui sont nécessaires pour son entretien, après la sixième heure l'ouvrier produit gratuitement pour le capitaliste. C'est ce surproduit que le capitaliste perçoit et qui lui permet de réaliser un profit, la plus-value, suivant la terminologie de Marx.

A la base du raisonnement est le principe que le travail est un facteur qui crée la valeur des biens. Comme le capitaliste est propriétaire des moyens de production et achète la force de travail des ouvriers, il obtient par ce procédé la création d'une plus-value, ce qui veut dire que l'ouvrier non seulement reproduit la valeur des biens qu'il consomme, mais produit plus, ce surplus restant entre les mains du propriétaire des moyens de production, c'est-à-dire entre les mains du capitaliste.

Il est vrai que dans la production interviennent aussi l'outillage mécanique et les matières premières. Sur ce point Marx fait une distinction en soutenant que le capital doit être classé en deux catégories : capital fixe et capital circulant. Le capital fixe est celui qui est utilisé pour l'outillage mécanique, etc., tandis que le capital circulant est celui qui est affecté à l'achat de la force des ouvriers, c'est-à-dire au paiement du salaire. Après cette distinction Marx fait observer que le capital fixe se reproduit simplement et que c'est uniquement le capital circulant qui est utilisé pour l'achat de la force de travail qui crée la plus-value.

Comme dans la réalité tout le capital investi dans la production donne un profit, Marx conclut que par le jeu de la concurrence la plus-value est partagée entre tous les capitaux investis dans la production quelle que soit leur affectation.

L'aboutissement de cette analyse est que le système capitaliste conduit à une crise économique, puisque le capitaliste, dans

l'intention de réaliser le profit doit trouver un marché pour écouler les marchandises. Comme les ouvriers ne peuvent acheter qu'une partie de la production, le surplus qui reste entre les mains du capitaliste et qui doit permettre la création du profit doit être vendu à un marché extra-capitaliste, c'est-à-dire à des gens qui ne sont pas liés directement dans le processus de la production capitaliste. A la catégorie de ces personnes appartiennent notamment les agriculteurs du pays. Mais c'est surtout les autres marchés nationaux, c'est-à-dire le marché international, qui sont les destinataires du surplus de la production. Il existe là un élément qui explique la recherche continuelle des débouchés.

Signalons en passant que la notion du marché extra-capitaliste a été dégagée par Roza Luxemburg et non par Marx lui-même, dont les analyses sur ce point sont restées inachevées.

Telle est très sommairement esquissée la théorie économique de Karl Marx. Cependant Marx n'était pas seulement un économiste, il était également un homme politique. Il ne s'agit pas, suivant son expression d'expliquer seulement le monde, comme s'efforcent de le faire les philosophes, mais de le transformer aussi. Par conséquent une fois la constatation faite que le capitalisme implique la crise. Marx invite les prolétaires de tous les pays de s'organiser pour hâter la chute du capitalisme. Il faut bien souligner que Marx n'est pas un fataliste. Il constate le sens de l'évolution et il préconise une action pour abrégier les souffrances de la classe ouvrière. Il applique sur l'évolution de l'humanité la méthode dialectique utilisée à profusion et abusivement par le philosophe allemand Hegel, pour l'établissement des règles de la pensée.

La dialectique, comme le terme même l'indique, est la méthode de la discussion. On en trouve les premiers principes chez les penseurs de la Grèce antique. Si nous voulons faire une proposition, nous devons faire intervenir la proposition contraire et par la suite tirer la conclusion. Nous avons donc une première proposition qui est la position du problème, puis une opposition, enfin une conclusion ou une thèse, une antithèse et finalement une synthèse. La pensée humaine procède par triades.

Or, cette méthode s'applique également à l'évolution de l'histoire. Marx observe que toute l'histoire n'est qu'une lutte de classes. Une classe dominante, une classe opprimée qui s'oppose à celle-ci et de cette lutte résulte une synthèse qui sera une nouvelle société. Chaque société inclut en germe sa négation. La société capitaliste crée par son évolution un prolétariat de plus

en plus nombreux qui renversera le capitalisme pour créer la société socialiste. Le capitalisme par son évolution prépare ses propres fossoyeurs les ouvriers, qui finiront par prendre conscience de leur situation et de leur force et renverseront ce régime afin d'organiser une société sans classes, la société socialiste.

Telle est, en résumé, la doctrine marxiste. Dans cette doctrine nous ne trouvons pas un plan d'organisation de la société future, mais une analyse historique qui conduit à la conclusion que le capitalisme est une catégorie historique qui prendra fin et qu'il sera remplacé par une organisation sociale supérieure, une organisation excluant les contradictions du capitalisme qui découlent de la surproduction économique et de la lutte des classes.

§ 3. — LA RÉACTION CONTRE LE SOCIALISME.

La réaction contre le socialisme est bien connue. La préoccupation constante de l'économie politique, depuis le milieu du XIX^e siècle, fut moins l'explication des phénomènes économiques qui nous entourent que la réfutation des théories socialistes. D'après les économistes orthodoxes, la doctrine marxiste ne vaut pas mieux que celles des socialistes utopistes. Cette doctrine aussi est erronée. Marx également est un utopiste.

On reproche, tout d'abord, au marxisme sa théorie de la valeur. En effet, à la théorie de la valeur-travail la science moderne oppose la théorie de l'utilité qui s'efforce d'expliquer la valeur d'un bien par le facteur : utilité du bien. On observe aussi que Marx lui-même n'a pas pu inclure dans son explication la valeur de tous les biens. C'est ainsi que les tableaux rares, et en général tous les objets d'art qui ne peuvent pas être reproduits ont une valeur qui ne peut pas s'expliquer par la théorie de la valeur-travail. Mais cette brèche a été élargie et finalement le fondement de la valeur a été renversé. Un objet n'a pas de valeur parce qu'il contient du travail cristallisé. Il possède une valeur parce qu'il est utile. On consacre du travail parce qu'on sait que l'on prépare un bien qui a une certaine utilité, un bien qui rend un service.

Telle est la première réaction contre la théorie de la valeur-travail. Cependant la théorie de l'utilité qui s'efforce d'expliquer la valeur des biens par l'utilité finale ou utilité marginale n'a pas pu convaincre tous les économistes. On se rend parfaitement compte

que la valeur d'un bien, ou si l'on veut le prix du bien sur le marché, qui traduit d'une façon concrète et objective la « *tension* » créée par le phénomène de la valeur, ne peut s'expliquer uniquement par le facteur : utilité. Le prix d'un bien résulte de la rencontre des deux facteurs : l'offre et la demande. Si la demande traduit le désir du consommateur, sa possibilité et sa décision de procéder à un achat, l'offre est déterminée par le prix de revient, le coût de production. Bien entendu dans cette théorie qui explique la valeur par l'intervention des deux facteurs, les données du problème ne sont pas les mêmes que dans la théorie de la valeur-travail marxiste qui conduit à la théorie de la plus-value et de l'exploitation. Le phénomène même de la crise économique s'explique d'une manière différente. Mais il n'en reste pas moins vrai que le capitalisme, suivant cette conception, implique la crise économique, ce qui est l'essentiel du débat, comme nous le verrons plus loin.

La critique de la théorie de la valeur-travail conduit à la critique de la théorie de la plus-value ou théorie de l'exploitation ouvrière. Les marginalistes opposent à la théorie pessimiste de l'exploitation ouvrière, à la loi d'airain qui signifie que l'ouvrier ne peut gagner plus que ce qui est nécessaire pour son entretien, la théorie de la productivité qui est une théorie optimiste. Suivant cette théorie, pour chaque facteur de production, la rémunération est déterminée par sa productivité, c'est-à-dire par son apport en valeur. Si pour produire un bien nous utilisons du capital, du travail et la terre, pour chaque facteur la rémunération est fonction de sa contribution au produit. Le raisonnement repose sur l'hypothèse suivante : Si le travail des ouvriers s'exerce sur un champ donné et que la productivité marginale ne soit pas encore atteinte, l'entrepreneur embauche des ouvriers jusqu'à ce que le salaire du dernier ouvrier coïncide avec sa productivité. Le dernier ouvrier par son travail accroît, par exemple, la valeur du produit de 50 francs par jour. Si à la fois, valeur ajoutée au produit et salaire sont d'une somme égale, disons 50 francs, la productivité marginale est atteinte. L'entrepreneur ne peut pas continuer dans ce cas l'embauche, car au fur et à mesure que la quantité d'un bien s'accroît, sa valeur diminue, comme le démontre la loi de l'utilité décroissante. On ne peut pas demander à un entrepreneur de payer 50 francs, par exemple, un ouvrier si le produit de son travail apporte à l'entrepreneur 40 francs. L'entrepreneur fait coïncider le salaire de l'ouvrier avec sa productivité. Comme par ailleurs tous les ouvriers sont interchangea-

bles, le critérium de la productivité marginale permet de fixer le salaire de tous les ouvriers.

En somme, le travail du dernier ouvrier apporte un produit en valeur égale à sa rémunération et permet en même temps de fixer le salaire de tous les ouvriers. Cette théorie tend à démontrer que l'ouvrier ne doit pas se plaindre. L'entrepreneur lui paye une somme égale à sa contribution au produit. De la même manière et avec le même raisonnement on précise la rémunération des autres facteurs qui interviennent dans la production.

Cette théorie est très habile, malheureusement elle n'explique rien. On ne peut pas prétendre que l'ouvrier touche une somme égale à sa contribution au produit, puisque le prix du produit dépend des conditions du marché et le tout est lié avec le régime juridique qui précisément est en cause. Or, ce régime juridique implique la crise économique, conduit à une surproduction des biens et à une baisse des prix de façon que le travail de l'ouvrier présente cette particularité d'être productif de valeur jusqu'à un certain point, mais destructif de valeur ensuite.

En effet, si la production d'un bien dépasse les besoins solvables, les besoins qui sont accompagnés d'un revenu, la baisse des prix est telle que l'entrepreneur a tout intérêt d'embaucher des ouvriers pour détruire les produits et non pour produire ! C'est précisément le phénomène que nous constatons pendant les périodes de la surproduction. Durant ces périodes la destruction des produits dans l'intention « *d'assainir* », comme on dit le marché est érigée en principe. Ainsi la constatation du fait que le travail ouvrier change de signe à partir d'un point et qu'il accroît la valeur totale des biens en détruisant et non en produisant démontre péremptoirement que cette fameuse loi de la productivité marginale ne s'applique qu'à des hypothèses fort limitées.

Mais revenons aux deux objections que les libéraux adressent au marxisme et ajoutons que finalement pour ces économistes, la doctrine socialiste est totalement réfutée. Quant au problème des crises, les libéraux incriminent surtout les hommes qui ne désirent pas suivre les principes de la doctrine libérale, dont l'édifice repose sur la « *mystification* » des automatismes économiques.

En résumé, on peut dire que la réaction contre la doctrine socialiste est très forte. A cette doctrine on oppose le libéralisme économique, le néo-libéralisme, un réformisme de plusieurs tendances et finalement l'économie dirigée, non dans le sens socia-

liste, mais dans l'orientation donnée par les doctrinaires du corporatisme et par les tentatives faites dans les pays autoritaires.

Comme nous ne pouvons pas faire une analyse de l'ensemble de ces doctrines et examiner les constructions de tous les adversaires du socialisme, nous croyons utile de retenir les observations des deux économistes dont les arguments sont considérés dans la science économique comme étant d'une certaine portée. Ces économistes sont M. Aftalion et M. Mises. Quant à la construction doctrinale de certains autres économistes et notamment des corporatistes et communautaires l'unique observation que l'on peut faire est que l'on se trouve en présence de doctrines contradictoires et incohérentes. En effet, comment peut-on soutenir sérieusement une doctrine comme le corporatisme lorsque le point de départ est la constatation de la crise du capitalisme et lorsque cette construction est loin de démontrer la possibilité d'un équilibre dans l'organisation corporatiste ?

§ 4. — LES DANGERS DU SOCIALISME, D'APRÈS M. AFTALION.

M. Aftalion dans un ouvrage publié en 1923 (1) a voulu faire œuvre de savant. Il s'est proposé d'examiner les fondements du socialisme. L'ouvrage est divisé en deux parties, dont la première est consacrée aux phénomènes économiques tels que l'intérêt du capital, la rente, le profit. De cette analyse M. Aftalion conclut que pour chaque facteur de production une rémunération est nécessaire pour le bon fonctionnement de l'économie. Dans une économie où les facteurs de production sont limités, on ne peut pas concevoir l'utilisation d'un facteur sans une rémunération, sans le payement d'un prix.

Toute l'analyse de M. Aftalion est basée sur la théorie de la productivité, ou théorie de l'imputation qui accorde à chaque facteur de production une rémunération en proportion avec sa contribution au produit. La conclusion est que la rémunération en soi est légitime. Mais M. Aftalion se demande : si l'existence d'une rémunération pour un facteur de production est un phénomène naturel, peut-on conclure que la perception de cette rémunération par les titulaires actuels est aussi légitime ?

« L'appropriation privée de ces revenus est-elle également légitime ? S'il est vrai qu'intérêt, rente foncière, profit, sont dus

(1) A. AFTALION. Les fondements du socialisme, Rivière, 1923.

« et doivent être payés, est-ce bien à ceux qui les touchent pré-
« sentement qu'ils doivent échoir ? La légitimité qui était dans
« l'objet est-elle aussi dans le sujet ? Voilà ce qu'on a dû se deman-
« der dans la deuxième partie de cet ouvrage. » (1).

A ces questions après une analyse théorique très pénétrante et des observations sur le réel, M. Aftalion n'hésite pas à conclure que l'appropriation privée du revenu capitaliste est injuste. « Quelque légitime en soi que puisse être le revenu capitaliste, son appropriation privée est injuste. » (2).

On pouvait supposer que M. Aftalion, après cette constatation, aboutirait à la défense de la doctrine socialiste, au nom de la justice sociale. Or, sa conclusion est que l'on doit s'opposer à l'instauration du socialisme précisément au nom de la justice sociale. En effet, d'après M. Aftalion, l'instauration du socialisme présente des dangers pour la société. La production risque de diminuer, l'épargne et la capitalisation de disparaître, ce qui conduirait à un appauvrissement général de la société. Pour M. Aftalion, l'esprit d'invention qui est un stimulant très important pour le développement de la production risque d'être paralysé par l'instauration du régime socialiste.

« Il est douteux cependant qu'une organisation socialiste
« quelconque puisse fournir à l'esprit d'invention un stimulant
« comparable à celui qui résulte de la propriété privée. Quoi que
« l'on fasse, on ne trouvera vraisemblablement rien qui, pour la
« plupart des hommes, constitue un mobile d'action aussi puis-
« sant que la perspective des richesses que peut rapporter une
« utile découverte. » (3).

Devant la perspective de voir la production diminuer par l'instauration du socialisme et l'esprit d'invention se ralentir, M. Aftalion considère que l'on doit s'opposer à l'instauration d'un système si dangereux, au nom de la justice. Par conséquent, on doit accepter le régime actuel et poursuivre certaines réformes afin de remédier à certaines injustices.

« On doit s'opposer à l'instauration du socialisme, on doit,
« à défaut d'un régime susceptible de répondre intégralement à
« l'idéal de justice, accepter la propriété privée en dépit des
« injustices particulières qu'elle implique pour éviter l'injustice
« plus grave qui pourrait être la conséquence du socialisme. »

(1) A. AFTALION, Op. cit. p. 290.

(2) A. AFTALION, op. cit., p. 291.

(3) A. AFTALION, op. cit., p. 282.

« Le problème de la justice et le problème des dangers du socialisme ne sont pas deux problèmes qu'on puisse disjoindre. Le second est au cœur du premier. Au terme de cette étude, c'est à cause de ses dangers surtout qu'on doit conclure, au nom de la justice, au rejet du socialisme. » (1).

En somme, c'est au nom de la justice que le socialisme est condamné. D'après M. Aftalion, l'application de ce système ferait plus de mal que de bien. M. Aftalion exprime ses appréhensions par des formules très saisissantes.

« Le socialisme inaugurerait une ère non pas de richesse, mais de pauvreté générale. Il risquerait de spolier les générations futures, de laisser, même après sa disparition, de persistantes semences de misère parmi les populations dépouillées du riche patrimoine que la prévoyance des siècles écoulés avait préparé pour elle. Il faut voir dans la propriété privée non pas une survivance, non pas le vestige d'une phase éteinte de la civilisation, mais une institution encore pleine de sève et de vigueur, une institution nécessaire qui doit servir de support à l'activité économique des sociétés. » (2).

« Le socialisme, dans son dessein de distribuer aux masses populaires les revenus capitalistes, ne réussirait sans doute qu'à les précipiter dans une irrémédiable détresse, parce que fatalement il se prive des meilleurs stimulants, qui existent, du progrès social. » (3).

Ainsi M. Aftalion condamne catégoriquement la doctrine socialiste. Il ne croit pas à sa réussite et toute tentative d'application lui paraît vouée à l'échec. Cependant dans un sentiment de justice, puisque c'est au nom de ce sentiment que le socialisme est condamné, M. Aftalion propose une politique réformiste, dont le but sera de prélever une partie du revenu capitaliste qui ne correspond à un travail personnel, mais qui résulte de l'activité économique de la société dans son ensemble. Il s'agit en d'autres termes d'une rente sociale que la société a le droit de ne pas laisser, comme ceci arrive à présent, entre les mains des capitalistes.

« Les revenus capitalistes, pour la plus large part, ne sont pas le produit de l'activité présente des individus, mais constituent un surplus qui s'y ajoute. On peut parler d'un droit de créance de la société sur une part au moins de ces revenus. » (4).

(1) A. AFTALION, op. cit., p. 294.

(2) A. AFTALION, op. cit., p. 298.

(3) A. AFTALION, op. cit., p. 306.

(4) A. AFTALION, op. cit., p. 299.

La constatation de cette situation conduit M. Aftalion à la condamnation aussi de l'individualisme intransigeant et à la défense d'une politique de réformisme social.

« L'individualisme intransigeant, de son côté, pourrait encourir le reproche de laisser l'intérêt personnel pousser indifféremment au bien et au mal. Mais la politique réformiste permet de combiner les avantages du socialisme et de la propriété privée, permet par le jeu rectifié et intelligemment dirigé de l'intérêt personnel, de faire obtenir aux possédants plus que ce qu'ils recevraient si le socialisme était réalisé, de leur faire avoir par le maintien de la propriété privée notablement plus que par la suppression. » (1).

Telles sont les conceptions de M. Aftalion que l'on peut résumer en quelques propositions :

1) Le revenu, en soi, des différents facteurs de production est un phénomène économique qui n'est pas lié au système capitaliste. Dans un régime socialiste l'Etat sera obligé de percevoir ces revenus, car autrement la production économique présenterait un caractère non rationnel.

2) Les revenus perçus par les capitalistes sont, en partie, légitimes, dans la mesure où ils représentent un travail et un effort en faveur de la production, mais en partie illégitimes, puisqu'ils proviennent de situations particulières qui peuvent être considérées comme sources d'une rente sociale. Le cas typique est l'accroissement en valeur d'un immeuble par suite du développement d'une ville ou de la construction d'une ligne de chemin de fer. Dans tous les domaines on se trouve en présence d'un accroissement de valeur des biens, accroissement qui résulte de l'ensemble de l'activité économique de la société. Dans ce sens, la société a une créance sur le produit.

3) Cependant comme le socialisme risque d'engendrer des injustices encore plus grandes par la diminution de la productivité et la dilapidation de la richesse existante, au nom de la justice même, cette doctrine est condamnable.

4) La conclusion est l'application d'un réformisme social destiné à corriger les injustices de l'individualisme intransigeant.

(1) A. AFTALION, op. cit., p. 306.

§ 5. — APPRÉCIATION CRITIQUE DES CONCEPTIONS DE M. AFTALION.

Avant de faire toute appréciation critique sur les conceptions de M. Aftalion, il faut signaler que comme la doctrine du socialisme se présente sous des formes multiples, M. Aftalion fut obligé de présenter d'abord cette doctrine, c'est-à-dire, au fond, de la construire et de la renverser ensuite. On comprend ainsi le danger que nous courons très souvent dans les analyses scientifiques. Nous risquons de construire l'édifice d'une telle façon que le renversement devienne une entreprise de tout repos.

Cependant nos observations seront centrées sur deux points de l'analyse de M. Aftalion. Il nous semble que lorsqu'il s'agit de faire la comparaison de deux doctrines, de deux systèmes économiques, il est nécessaire d'établir un bilan et de mettre à l'actif et au passif de chaque système à la fois les avantages et les inconvénients. Or, nous avons le grand regret de constater que l'analyse de M. Aftalion est incomplète. En effet, le grand reproche du socialisme contre le système capitaliste est que ce système conduit périodiquement à des crises économiques de surproduction. Il est donc nécessaire de mettre au passif du système capitaliste les grands défauts présentés par une crise de surproduction. Il se peut que pour certains théoriciens qui cherchent les causes de la crise économique en dehors du système capitaliste, ce problème se présente différemment.

Or, M. Aftalion dans son ouvrage sur les crises économiques rend responsable ce système. Il est vrai que M. Aftalion n'admet pas que la crise soit la conséquence du régime juridique, de la mauvaise distribution du revenu et de l'excès d'épargne, mais il l'attribue au long processus de la production capitaliste. En effet, M. Aftalion considère que l'outillage qui est à la base de la production capitaliste demande un certain temps pour être prêt, ce qui donne l'illusion que la production est encore insuffisante. Mais une fois cet outillage mis en place et la production commencée, l'offre des produits s'accroît et dépasse très rapidement la demande. Pour rendre cette conception, du long processus de la production, compréhensible, M. Aftalion utilise l'exemple du chauffage.

« On se souvient de la comparaison avec le chauffage des appartements à laquelle on a eu recours précédemment. A cause du long moment qui doit passer jusqu'à ce que, d'une part, s'enflamme suffisamment le combustible jeté dans le foyer, jusqu'à ce que, d'autre part, se consume le combustible versé

« en excès, on court le risque d'avoir alternativement des pièces imparfaitement ou exagérément chauffées. » (1).

Il est vrai que si M. Aftalion rend responsable de la crise économique le capitalisme, il ne croit pas que le socialisme puisse remédier à celle-ci. « De là résulte qu'il n'est pas certain que l'avènement du régime socialiste puisse mettre fin aux crises périodiques. » (2).

Telle est l'opinion de M. Aftalion sur ce point, mais nous croyons que cette opinion résulte d'une analyse insuffisante du phénomène. Un régime socialiste peut se trouver à chaque instant en présence de la préoccupation d'une adaptation de la production, mais ce phénomène n'aura rien de l'aspect tragique de la crise économique de surproduction telle que nous la subissons en régime de propriété privée. L'accroissement de la production de tous les biens est un phénomène bienfaisant en régime socialiste, tandis que dans une société individualiste, basée sur la propriété privée, elle est une véritable calamité, si les débouchés font défaut. Voilà la différence fondamentale dont il faut tenir compte.

La conséquence est que l'on doit mettre au passif du capitalisme le phénomène de la crise de surproduction, dont la conséquence est l'arrêt périodique de la production. Mais il y a plus : Si la guerre a des causes multiples, il ne faut pas en oublier une, la plus importante : la nécessité pour le capitalisme de conquérir des nouveaux marchés afin de pouvoir vendre une production de plus en plus excédentaire.

Ainsi, dans l'analyse de M. Aftalion, nous ne trouvons rien d'une comparaison entre les avantages et les défauts de chaque système. C'est cette position erronée du problème qui permet à M. Aftalion de triompher aisément de la doctrine adverse. Scientifiquement le problème se pose de la façon suivante : Le capitalisme conduit à des crises périodiques de surproduction qui provoquent un arrêt de la production et conduisent au phénomène désolant de la misère dans l'abondance. La production en régime capitaliste s'effectue en vue de la réalisation d'un profit. Ce n'est pas la productivité qui intéresse le capitaliste, mais la rentabilité, la réalisation d'un profit. Or, dans la phase du capitalisme moderne où les monopoles dominent un grand secteur de l'économie de chaque pays, c'est la rentabilité, c'est l'intérêt des trusts et des cartels qui guide la production.

(1) A. AFTALION, Les crises périodiques de surproduction, t. II, p. 404.

(2) *Idem*, pa. 404.

En face d'une telle situation, nous avons la crainte que peut-être le régime socialiste serait de nature à diminuer la production. Nous ne voulons pas sur ce point répondre par la citation des faits, en disant que l'expérience de l'économie soviétique prouve que la production en régime socialiste se développe d'une façon constante et peut arriver à un niveau qui dépasse la production capitaliste, car M. Aftalion écrivait son ouvrage en 1922, période pendant laquelle l'économie soviétique traversait une situation critique. Nous pouvons seulement observer que même si à première vue le remplacement du régime capitaliste par le régime socialiste peut conduire à la réflexion que la production subira un certain fléchissement du fait que l'intérêt privé, ce grand stimulant fait défaut, nous devons tenir compte de tous les facteurs en présence, ce qui pourrait à la rigueur conduire à un agnosticisme. M. Aftalion était fondé à tenir compte des appréhensions, en ce qui concerne une diminution probable de la production en régime socialiste. Mais il devait aussi tenir compte que ce régime élimine les facteurs qui rendent la production capitaliste anarchique et périodique, ce qui conduit à dire que l'on se trouve en présence de deux facteurs qui jouent en sens contraire, dont le résultat final dépend de la grandeur et de l'intensité de chaque facteur.

M. Aftalion n'a pas poussé l'analyse très loin. Il a mis trop de défauts sur le dos du socialisme ; il a négligé plusieurs défauts du capitalisme, ce qui l'a conduit à une condamnation catégorique de la doctrine socialiste.

La partie positive du travail de M. Aftalion se base aussi sur une analyse insuffisante. En effet, ce réformisme social dont M. Aftalion se déclare partisan, n'est pas un système complet. M. Aftalion devait nous montrer à la fois les conditions nécessaires et suffisantes de l'application de sa doctrine. Il ne devait pas oublier l'influence du grand capitalisme dans la vie économique et politique moderne, l'interdépendance de tous les pays, etc... ce qui signifie qu'il n'est pas possible d'appliquer un programme réformiste de cette nature dans un seul pays sans provoquer une fuite des capitaux, un désordre profond et finalement faire plus de mal que de bien.

Il est vrai qu'à cette époque de 1922, M. Aftalion n'avait pas encore étudié les phénomènes monétaires et le problème de l'équilibre économique entre les différentes nations, comme il l'a fait par la suite dans ses cours et ses ouvrages. Par conséquent si cette conception d'un réformisme social semble à M. Aftalion fondée,

nous pouvons légitimement nous attendre à ce qu'elle soit reprise de nouveau et intégrée dans un système d'ensemble. Malheureusement M. Aftalion, jusqu'à ce jour, ne nous a pas donné une doctrine systématique, ce qui autorise à considérer sa position en 1922 comme celle d'un polémiste qui réfute une doctrine par des analyses insuffisantes, en lui opposant une doctrine de réformisme social qui donne satisfaction au sentiment de justice du lecteur, sans cependant présenter un fondement scientifique.

Finalement la doctrine du réformisme social est un moyen très habile de soutien du système capitaliste. On décourage d'abord les gens qui désirent le renversement du capitalisme et pour donner quand même satisfaction à leur sentiment de justice, on leur propose une solution utopique : le réformisme social. L'idée en soi du réformisme social est excellente, mais il faut pousser l'analyse un peu plus loin et voir quelles sont les conditions à la fois nécessaires et suffisantes pour l'application d'une telle doctrine. En énonçant seulement une doctrine sous cette forme on donne une simple consolation sentimentale à ceux qui sont les victimes et les adversaires du capitalisme, ce qui signifie finalement plaider la cause du capitalisme d'une façon très adroite. Nous croyons que c'est cette signification qui se dégage de l'ouvrage de M. Aftalion.

CHAPITRE III.

L'ÉTAT ACTUEL DU PROBLÈME DU SOCIALISME.

§ 1. — LES CRITIQUES DE M. MISES.

Il semble bien que l'économiste contemporain qui a attiré le plus l'attention du public par les critiques qu'il a adressées à la doctrine socialiste c'est M. L. von Mises. Son ouvrage « *Le socialisme* » qui a été publié en allemand en 1922 sous le titre : *Die Gemeinwirtschaft. Untersuchungen über den Sozialismus*, a été traduit en français en 1938 et présenté au public par M. le Professeur François Perroux.

Un ouvrage collectif publié par M. Hayek en anglais en 1935, sous le titre *Collectivist economic Planning* et traduit en français en 1939, contient aussi des contributions de MM. Mises, Hayek, Pierson, Halm et Barone.

Il apparaît cependant que ces travaux ont un caractère nettement tendancieux. Il s'agit de polémistes dont le finalisme n'a pas besoin d'être démontré. On ne peut pas avoir de doutes sur ce point lorsqu'on lit la préface de M. Perroux.

« Le socialisme est monopoleur. Entre autres monopoles, il prétend constituer celui de l'intelligence et de l'humaine bonté. »

« La doctrine la plus informe, la plus indigente, la construction théorique la plus anémique, le raisonnement le plus plaisant, se parent de prestige, lorsqu'ils peuvent revêtir l'uniforme socialiste. » (1).

« En face d'un socialisme infécond de politiciens et de bavards qui ont été surpris successivement par leur succès, par l'aptitude du public français à absorber les tartarinades, et enfin par leur propre impuissance à transformer effectivement les rapports sociaux, se développe un mouvement ouvrier, sincère, dans lequel tous les hommes de bonne foi placent une partie de leurs espoirs. » (2).

(1) L. von Mises, *Le socialisme*, préface de M. Perroux, p. 9.

(2) L. von Mises, *op. cit.*, p. 10.

Nous livrons à la méditation du lecteur ses passages sans commentaires, en ajoutant qu'il y a beaucoup de choses à dire sur la construction doctrinale de M. Perroux, à savoir son fameux corporatisme communautaire et en général sur sa position scientifique. Nous espérons avoir le temps un jour de le faire avec tout le loisir voulu.

Quant aux critiques que M. Mises adresse à la doctrine socialiste, plusieurs points sont communs avec les critiques de M. Aftalion, puisque lui aussi se base sur la théorie de l'imputation de l'école marginaliste et démontre que le revenu de chaque facteur de production est un phénomène économique qui ne résulte pas du régime juridique. Mais M. Mises s'efforce d'aller plus loin et de prouver que le calcul économique est impossible dans l'économie socialiste et par conséquent cette économie ne peut pas être rationnelle. L'essentiel du raisonnement est le suivant :

Dans la vie économique, tout homme fait des choix et des appréciations sur les biens. Il préfère satisfaire immédiatement un de ses besoins et remettre la satisfaction d'un autre. En se livrant aux appréciations de cette nature l'homme fait des jugements de valeur. Ainsi, dans l'économie d'échange, nous sommes en présence d'un calcul économique de tous les participants aux échanges. C'est ce calcul qui permet une utilisation adéquate, une utilisation rationnelle des biens et de tous les facteurs de production.

Comme il est bien connu, le calcul de l'échange des biens ramène toutes les valeurs à une seule unité, l'unité monétaire. Or, le calcul économique en monnaie pour être efficace ne doit pas se limiter uniquement aux biens de consommation, mais il doit inclure aussi dans le cycle des échanges les biens capitaux, les biens de production qui sont les biens d'ordre supérieur.

En régime socialiste les moyens de production, les biens capitaux sont la propriété de la collectivité. La conséquence est que l'indication qui provient de la demande des consommateurs ne peut pas orienter la production d'une manière efficace dans une voie rationnelle. Les biens de production ne font pas l'objet d'échange dans l'économie socialiste. Pourtant le calcul économique exige que l'échange se porte à la fois sur les biens de consommation et sur les biens de production. Écoutons sur ce point M. Mises :

« Deux conditions rendent possible le calcul de la valeur en argent. Tout d'abord il faut que non seulement les biens de premier ordre, mais aussi les biens d'ordre supérieur dans la

« mesure où ils doivent être appréhendés par le calcul monétaire soient compris dans le cycle des échanges. » (1).

« Les biens de production n'étant pas échangés on ne peut connaître leur prix, leur valeur monétaire. On ne peut conserver dans la communauté socialiste le rôle que la monnaie joue dans l'économie « libre » pour le calcul de la production. Le calcul de la valeur en termes de monnaie devient impossible. » (2).

« Sans calcul économique, pas d'économie. Dans une collectivité socialiste, il ne peut y avoir aucune économie dans le sens que nous donnons à ce terme, puisque le calcul économique y est impossible. Pour le détail et pour les choses d'ordre secondaire, on pourrait continuer à agir rationnellement. Mais dans l'ensemble on ne pourrait plus parler de production rationnelle. » (3).

« Sans calcul économique, il ne peut y avoir d'économie. Le fait que le calcul économique y est impossible a pour conséquence qu'aucune économie n'est possible, au sens où nous entendons ce mot, dans la société socialiste. Dans le détail et dans les choses accessoires on peut continuer d'y procéder rationnellement. Mais dans l'ensemble on n'y saurait plus parler de production rationnelle. On n'y disposerait plus d'aucun moyen pour reconnaître ce qui est rationnel, de sorte que la production ne pourrait plus être organisée efficacement en fonction du principe d'économie. » (4).

En somme, tout ceci revient à dire que dans l'économie capitaliste l'existence du marché permet un calcul économique rationnel. Tous les biens sont offerts et demandés sur le marché, c'est-à-dire à la fois les biens de consommation et les biens de production. Comme les biens de production sont des biens du second ordre, leur valeur est déterminée, suivant la théorie marginaliste, par les biens de premier ordre qui sont les biens de consommation. Dans l'économie socialiste ce cycle est coupé. Les biens de production : usines, terre, etc., appartiennent à la collectivité. Ces biens ne font pas l'objet de vente et d'achat sur le marché. C'est donc uniquement les biens de consommation que l'on trouve sur le marché et qui peuvent donner une indication du désir de la population. Cependant, comme l'économie n'est pas libre, comme

(1) L. von MISES, Le socialisme, p. 134.

(2) L. von MISES, Economie dirigée en régime collectiviste, p. 97.

(3) *Idem*, p. 109.

(4) L. von MISES, Le socialisme, p. 137.

les biens du second ordre ne sont pas inclus dans l'échange, le calcul économique est incomplet et l'économie ne peut pas être considérée comme fonctionnant rationnellement.

Un calcul rationnel est possible, suivant le raisonnement de M. Mises, si en partant de l'indication du marché qui traduit et exprime la demande des consommateurs, nous pouvons orienter librement la production des biens sur la base de l'offre et de la demande qui doit s'étendre à la fois sur les biens du premier et du second ordre. Or, les biens capitaux se trouvant entre les mains de la collectivité et étant en dehors du commerce, ne faisant pas l'objet d'une offre et d'une demande, l'adaptation à la production ne peut pas se faire avec souplesse, comme dans le cas d'une économie libre. La conséquence est que l'économie socialiste n'est pas une économie rationnelle, une économie basée sur le calcul économique. Donc le régime de production socialiste aboutit à des gaspillages économiques.

§ 2. — APPRÉCIATION CRITIQUE DES CONCEPTIONS DE M. MISES.

Lorsqu'on examine attentivement le raisonnement de M. Mises on se rend compte que cet auteur oppose, d'une part, l'économie socialiste et, d'autre part, une économie libérale, non telle que nous la connaissons et telle que les générations précédentes l'ont connue, mais une économie dont le fonctionnement est parfait, une économie idéale qui découle d'une analyse théorique. Or, cette économie idéale que propose notre auteur est l'économie statique, une économie sans friction, une économie où non seulement le calcul économique est possible, mais où l'adaptation aussi se fait sans heurt et sans difficulté. La plasticité et la fluidité de cette économie sont telles que les hommes chercheraient en vain un motif de se plaindre.

Mais la difficulté commence lorsque nous devons faire la comparaison d'une économie capitaliste telle que nous la connaissons, avec une économie socialiste telle que le régime soviétique nous l'indique dans les grandes lignes. Bien entendu, on aurait tort de croire qu'une économie planifiée, une économie de planification totale ne présenterait pas certaines difficultés en ce qui concerne l'adaptation et l'organisation de la production vers ce qui est demandé par la consommation et ce qui est socialement utile et nécessaire. Cependant, en tenant compte des indications du marché de la consommation et de la politique sociale que les pouvoirs publics tracent, on s'aperçoit que l'adaptation de la

production est parfaitement possible. Ce qui se fait dans l'économie capitaliste à travers le mécanisme de l'offre et de la demande et dans des conditions extrêmement difficiles puisque cette économie connaît périodiquement la crise économique et l'arrêt presque total de la production, s'effectue en économie socialiste par la méthode du plan et la décision des experts.

Si les automatismes économiques avaient cette supériorité d'adapter constamment la production à la consommation, on pourrait avoir confiance en ce mécanisme et se méfier du calcul des planistes. Mais la réalité est tout à fait différente. Le mécanisme des automatismes conduit à cette situation paradoxale que la misère s'installe dans l'abondance. Evidemment, M. Mises peut toujours répondre que cette situation survient du fait que le libéralisme économique trouve à chaque instant devant lui des entraves. Le mal résulte du protectionnisme, de l'interventionnisme, du planisme, etc. Par contre le libéralisme conduit toujours à l'équilibre entre production et consommation. Constamment la production s'oriente en vue de la satisfaction de la consommation. Chaque producteur se met en devoir de produire ce qui est demandé sur le marché. Finalement, bien que chacun travaille pour son propre intérêt, puisque son activité est orientée en vue de la réalisation d'un profit, le consommateur est admirablement servi, car il trouve à chaque instant ce qu'il désire. Le consommateur n'a qu'à exprimer son désir sur le marché par la demande d'un bien, cette demande provoque une tension sur les prix, les producteurs sont alertés, le mécanisme des prix dans son ensemble se met en branle, ce qui aboutit à satisfaire la demande des consommateurs dans tout état de cause.

Telle est la situation idéale que les économistes libéraux se sont ingéniés à présenter au public. Mais quelle est la réalité ? L'analyse de cet ouvrage et tout notre effort scientifique consistent à démontrer comment fonctionne véritablement le système capitaliste. Nous avons vu que ce système conduit inévitablement à une surproduction économique. Nous avons constaté que ce système implique nécessairement la crise économique. Mais nous avons aussi constaté quelle est la situation avec la phase récente du capitalisme monopoleur, avec l'apparition des trusts et des cartels et comment une petite minorité de gens domine économiquement et politiquement les différents pays. Mais il y a plus : Nous avons vu que ce système conduit à une concurrence effrénée pour la conquête des marchés, dont l'aboutissement final est des conflits sanglants.

Si nous voulons établir un bilan réel. Nous devons mettre à l'actif et au passif de chaque système les avantages et les inconvénients et après une analyse de cette nature tirer une conclusion. Mais les préoccupations de M. Mises sont loin d'être scientifiques. Il s'agit d'un économiste dont le finalisme est évident et qui oppose un système idéal, un système irréel à un système réel pour triompher du second et démontrer son infériorité. Il se borne à mettre l'accent sur les difficultés que le calcul économique peut présenter en régime collectiviste, en passant sous silence la situation chaotique du marché capitaliste et la maladie de la surproduction. Peut-on oublier un instant que le fonctionnement du marché est défectueux ? Comment est-il possible d'oublier que l'entrepreneur produit quelque chose dans la mesure où il y trouve un gain, dans la mesure où il espère réaliser un profit ? Or, l'intérêt social, l'intérêt de la grande majorité des gens est incompatible avec le principe de la réalisation du profit de l'entreprise.

Par contre une économie planifiée a comme but de libérer de l'entrave du profit les moyens de production, de les faire fonctionner et de produire ce qui est nécessaire pour la satisfaction des besoins de la collectivité et ce qui est jugé utile par le gouvernement. Le phénomène de la surproduction qui arrête les entreprises dans l'économie libérale n'a aucun effet dans l'économie planifiée. Si la production s'accroît sur un secteur les facteurs de la production peuvent s'orienter vers un autre. Si les biens de consommation sont suffisants, l'économie planifiée peut très bien se permettre un certain luxe en orientant une partie de l'outillage vers l'exécution de travaux d'utilité publique. En économie libérale cette possibilité est exclue. L'activité est orientée par l'existence du profit. Tant que les travaux d'utilité publique ne sont pas rentables, l'entrepreneur ne peut pas s'en occuper. L'entrepreneur recherche constamment le profit et chaque fois que la perspective du profit disparaît, il arrête toute l'activité économique en mettant sur le pavé les ouvriers. Voilà où conduit le fonctionnement de l'économie libérale.

L'outillage mécanique qui est le résultat de la conquête de la science moderne se trouve à la disposition de l'entreprise qui désire réaliser un profit. Chaque fois que la réalisation du profit n'est pas possible l'entrepreneur refuse de produire un bien, même si ce bien est utile pour la société. Mais il y a plus : les découvertes et les inventions ne sont pas mises en application du fait que la production risque d'être troublée. Souvent une entreprise achète un brevet pour empêcher son acquisition par une autre entreprise

concurrente, mais elle ne le met pas en application, car elle considère que son outillage n'est pas encore amorti. Il faut donc amortir d'abord l'outillage mécanique de l'entreprise et, par la suite, mettre en application la nouvelle invention.

En économie collectiviste l'outillage est à la disposition de la société, l'accroissement de la production est un bienfait, le calcul économique n'a pas le même aspect qu'en économie individualiste. L'essentiel pour l'économie planifiée est d'accroître constamment la production et d'effectuer l'adaptation, non en arrêtant la production, comme en régime libéral, mais en faisant un déplacement d'une partie des facteurs de la production vers ce qui est demandé par la société et qui donne satisfaction à tout le monde comme c'est le cas, par exemple, avec les travaux d'utilité publique.

§ 3. — L'ENSEIGNEMENT DE L'EXPÉRIENCE SOVIÉTIQUE.

Si maintenant nous quittons le plan purement théorique et nous portons nos observations sur l'expérience soviétique, nous croyons que pour tout homme de bonne foi cette expérience est nettement favorable à la doctrine socialiste.

Il est incontestable que l'économie soviétique a traversé beaucoup de difficultés, mais on ne peut pas méconnaître que toutes les difficultés ont reculé devant la volonté farouche d'un peuple de construire un régime donnant satisfaction à ses aspirations. Evidemment l'économie soviétique a passé successivement par les phases du communisme de guerre, de l'économie de la N.E.P., pour s'orienter ensuite vers les plans quinquennaux qui ont permis au pays de s'industrialiser très rapidement, malgré un grand retard de l'économie de la vieille Russie par rapport à d'autres pays capitalistes. Il y a là un point que l'on doit se rappeler à chaque instant, si on désire faire une comparaison entre l'économie soviétique et d'autres économies, telles que l'économie des Etats-Unis, par exemple, ou celle de l'Angleterre.

Il ne faut pas, en effet, perdre de vue que l'économie russe en 1917 ne se trouvait pas au même niveau de développement que l'économie des grands pays capitalistes de l'occident. Pourtant, malgré cette situation et à travers beaucoup de difficultés, inhérentes à toute Révolution, l'économie soviétique a fait des progrès dont la guerre récente nous a donné une preuve éclatante. Le dynamisme dont l'économie soviétique a fait preuve est un démenti catégorique aux jugements superficiels et finalistes qui

présentaient cette économie en pleine décomposition. Il se peut que le niveau de vie soit inférieur par rapport à certains pays capitalistes, mais on ne peut pas exiger d'une économie qui fut obligée de consacrer une grande partie de son effort sur le domaine de la défense nationale qu'elle ait apporté en même temps une amélioration très importante du niveau de vie du peuple.

Pour porter un jugement solide sur ce point, il faut attendre que l'économie soviétique soit libérée de l'hypothèque des armements et que l'effort soit consacré uniquement à la production des biens de consommation. Dans une telle éventualité, il n'y a pas de doute que les biens de consommation seront très rapidement accrus et que le niveau de vie du peuple sera totalement modifié.

Reste un problème qui inquiète beaucoup les esprits. C'est l'introduction d'une différence dans la rémunération du travail à partir de 1932. Ainsi on peut parler, à partir de ce moment-là, d'un programme socialiste, mais non plus d'une économie communiste. Bien que sur les questions de doctrines, on puisse discuter à perte de vue sans aboutir à une conclusion certaine du fait que chacun donne une interprétation différente à chaque doctrine, on admet volontiers que la doctrine communiste promet de donner à chacun suivant ses besoins, tandis que la doctrine socialiste, la doctrine qui est en application actuellement en Russie soviétique tient compte de la productivité du travail et accorde à chacun un revenu qui est fonction de sa productivité et de ses capacités de travail.

Or, l'introduction d'une différenciation dans la rémunération du travail a fait penser à certaines personnes que, peut-être, le régime soviétique évoluera vers le capitalisme. Pour certains économistes même, on se trouve déjà devant un capitalisme d'Etat et le régime capitaliste est un régime permanent que l'on retrouve partout malgré l'illusion de son renversement et de son remplacement par un autre. Pour tirer une telle conclusion, on observe que le phénomène de l'épargne qui est une des caractéristiques essentielles du capitalisme subsiste en régime soviétique.

Là non plus on ne peut consommer la totalité du produit. On est obligé de penser au progrès technique et au renouvellement de l'outillage, dont l'épargne forme un facteur indispensable. Il nous semble que ces jugements sont totalement erronés. L'essentiel pour l'économie soviétique est que l'outillage, les biens de production appartiennent à la collectivité. Il se peut que les techniciens comme les ouvriers qualifiés gagnent plus d'argent

que le simple manœuvre, mais ce gain ne peut pas mettre en cause le régime. Tant que la création d'une entreprise privée d'une certaine importance est interdite, on ne peut pas parler d'un retour au capitalisme. La liberté laissée aux personnes d'économiser de l'argent et d'acquérir certains biens pour un usage personnel ne peut pas porter atteinte au régime de l'économie planifiée. Les moyens de production qui, en régime capitaliste, sont la propriété privée et qui sont utilisés ou non, pour la production des biens, suivant les vicissitudes de l'évolution de la conjoncture économique, suivant la possibilité ou non de produire avec profit, se trouvent en régime soviétique entre les mains de la collectivité. Ils sont constamment en service et contribuent au développement de la production des biens. Le fléau du déséquilibre économique, le chômage et la surproduction sont inconnus en régime d'économie planifiée.

Les moyens de production sont libérés de l'emprise individuelle et fonctionnent pour le compte de la collectivité. D'après certains théoriciens la phase actuelle de la production n'est qu'une phase transitoire et le régime passera sûrement plus tard à la phase communiste, ce qui signifie que la distribution des biens se fera suivant les besoins de chacun et non d'après son travail. Or, même si on admet que cette phase nécessite encore un certain temps, car il faut au préalable développer beaucoup la production pour rendre les biens abondants et de plus modifier aussi la mentalité de l'homme pour lui faire admettre le principe de l'égalité, la phase actuelle de l'organisation soviétique présente une supériorité incontestable par rapport à l'organisation capitaliste.

En effet, il faut bien se rendre compte de l'immense avantage que présente la production ininterrompue. Les usines tournent chaque jour, la production dans son ensemble continue, sans se soucier, comme dans le cas de l'économie capitaliste, de la vente des biens, sans se préoccuper des débouchés. Les moyens de production n'appartiennent pas à l'entrepreneur qui le fait fonctionner ou non suivant la perspective de la création d'un bien avec profit, suivant les vicissitudes du marché. L'accroissement de la production qui est une calamité pour l'économie capitaliste est un bienfait pour l'économie collectiviste.

La constatation que l'application d'un système d'économie collectiviste permet la libération des moyens de production et leur mise au service de la totalité du peuple est un argument d'une portée considérable en faveur d'une économie de planifica-

tion totale. Mais le problème de l'économie collectiviste est avant tout un problème politique. Le passage de l'économie individualiste à l'économie planifiée nécessite une modification de la structure juridique. Comment cette modification du cadre juridique est-elle possible ? Voilà le problème capital.

§ 4. — QUELQUES ASPECTS DES PROGRAMMES SOCIALISTES.

Comme il est bien connu, les socialistes sont divisés en plusieurs écoles. Nous en retiendrons uniquement deux tendances, deux écoles qui s'opposent constamment, à savoir : d'une part, le socialisme réformiste, et, d'autre, part, le socialisme révolutionnaire.

Pour les réformistes, comme le terme l'indique, on arrivera au socialisme par la méthode des réformes. Il n'est pas nécessaire de provoquer une révolution à la fois politique, sociale et économique afin d'arriver à l'application du socialisme. L'évolution du capitalisme conduit, étape par étape, vers le socialisme. Il suffit de pratiquer certaines réformes et certaines nationalisations qui sont jugées comme nécessaires pour orienter délibérément l'évolution de l'ensemble du système vers le socialisme.

Actuellement, la doctrine qui est en vogue divise l'économie en trois secteurs. On préconise un secteur nationalisé, un secteur contrôlé, et un secteur libre. Par cette méthode on laisse la liberté aux petites entreprises, on contrôle les entreprises plus importantes, on nationalise les industries clés et on se débarrasse des monopoles, en obtenant ainsi le retour à la nation des richesses accaparées par une petite minorité de gens qui les exploitent pour leur propre compte.

Ce programme peut présenter beaucoup d'avantages, mais on n'a pas l'impression que les partisans de cette doctrine aient pleinement conscience de la nature du problème. En effet, le problème à l'ordre du jour avec le système capitaliste est celui de l'équilibre économique. Nous ne méconnaissons pas qu'un programme de nationalisation puisse satisfaire le sentiment de la justice, mais nous voyons mal comment les nationalisations par elles-mêmes et sans un autre programme plus large, à la fois national et international, peuvent conduire à l'équilibre économique.

Prenons comme base de l'analyse un exemple concret. L'industrie des mines de charbon vient d'être nationalisée en France.

L'opération présente des avantages incontestables. Mais la base du fonctionnement économique est la même. Comme l'économie française, dans son ensemble, est une économie individualiste, pour l'industrie du charbon subsiste toujours la préoccupation de produire avec profit. Si l'exploitation est déficitaire et que l'Etat soit décidé à supporter le déficit, la charge deviendra écrasante dans le cas où le secteur nationalisé prendra une certaine extension.

Ainsi, le principe de l'entreprise subsiste malgré la nationalisation. Il faut que l'entreprise soit rentable. Il est nécessaire que la vente du produit se fasse à un prix qui laisse une marge bénéficiaire. On tiendra compte du prix de revient et on fixera le prix de vente en conséquence, de façon que l'exploitation laisse un profit. Il faut que le prix de vente couvre le coût de production.

Mais il devient évident que nous sommes ainsi en plein régime individualiste et que la préoccupation de la création du profit reste à l'ordre du jour. Par conséquent, si demain la production d'un bien qui sort des entreprises nationalisées ne peut se vendre, on se mettra à la recherche d'un débouché, on s'efforcera à tout prix de trouver un marché à l'extérieur et de monopoliser en même temps le marché intérieur, c'est-à-dire le réserver exclusivement pour la production nationale. En d'autres termes, on se trouve en présence de la même nécessité malgré la nationalisation. La création du profit est à l'ordre du jour et il faut toujours obtenir une balance des comptes favorable.

Il est vrai que la production charbonnière en France est déficitaire et que la France, même avant la guerre, était obligée d'acheter du charbon à l'étranger, mais ce raisonnement est valable dans sa généralité et s'applique à toute branche d'industrie susceptible de couvrir largement les besoins du pays et de créer un problème d'exportation.

La conséquence de tout ceci est que même si dans la plupart des pays le système des nationalisations trouve une extension, le problème du déséquilibre économique reste à l'ordre du jour. L'accroissement de la production n'est pas un bienfait comme dans le cas où l'économie est totalement planifiée. Dans l'économie planifiée toutes les entreprises appartiennent à la collectivité publique. La situation est tout à fait différente dans une économie capitaliste dont un secteur est nationalisé et le reste de l'économie se trouve entre les mains des entreprises privées. La création du profit oblige, dans cette circonstance, toute l'économie à agir sur la base du principe de l'entreprise.

Admettons que demain l'industrie du charbon soit nationalisée dans tous les pays. En quoi sera modifié le problème de la vente du charbon et la préoccupation constante de trouver un marché si l'industrie est nationalisée ? Chaque pays s'efforcera de monopoliser le marché intérieur et d'obtenir des exportations sur le marché international. Si la production dépasse de beaucoup la consommation, on comprend la lutte que ce problème peut provoquer entre les différents pays et les conséquences d'une baisse probable des prix.

Il va sans dire que nous ne voulons pas, par là, critiquer toute tentative de nationalisation, mais nous voulons attirer l'attention des spécialistes sur la nature du problème de la création du profit qui reste insoluble, même après les nationalisations. Il est vrai que les nationalisations libèrent l'économie de l'emprise à la fois économique et politique d'une poignée de gens, mais la nationalisation par elle-même ne résoud pas tous les problèmes et notamment celui du déséquilibre économique et de la crise du capitalisme qui est précisément à l'ordre du jour.

Même si dans tous les pays on procède à des nationalisations, si un ensemble d'autres mesures ne sont pas prises à la fois sur le plan national et sur le plan international, la surproduction économique et la misère dans l'abondance seront, dans un avenir plus ou moins proche, de nouveau le fléau de l'humanité.

Peut-être un lecteur averti fera-t-il la réflexion que puisque la politique réformiste, la politique des nationalisations laisse intact un problème très important, celui de l'équilibre économique, et du fait que les réformes trouvent une opposition farouche de la part de la classe des possédants, ne faut-il pas suivre une autre voie pour arriver à une meilleure organisation économique ? L'esprit s'oriente tout de suite vers la tactique révolutionnaire qui préconise le renversement violent d'un régime dont les défauts ne sont plus à démontrer. Nous avouons que ce problème dépasse largement celui de la science économique. C'est un problème strictement politique. Mais on peut se demander si l'économiste remplit complètement sa mission, s'il accomplit son devoir en se bornant à l'explication de ce qui existe et en laissant à d'autres la modification de qui doit être modifié.

C'est dans cet esprit et malgré la complexité de ce problème que nous nous permettons de faire quelques considérations, tout en reconnaissant que ce problème est extrêmement difficile et que l'on ne peut pas demander à un économiste d'être en même temps doublé d'un homme politique.

§ 5. — LE PROBLÈME POLITIQUE.

Si on tient compte de l'évolution des événements et du rôle de la classe ouvrière, on peut dire que le renversement du régime par la force présente des difficultés. Une partie de la classe ouvrière est conservatrice et ne désire pas s'engager dans une lutte révolutionnaire contre le régime capitaliste. Quant à la petite bourgeoisie, en principe, elle se dresse contre le capitalisme, mais au moment décisif elle tourne le dos à la classe ouvrière et se met à soutenir le capitalisme. Il en est de même des intellectuels, dont la grande majorité, consciemment ou inconsciemment est au service du capitalisme.

C'est cette situation qui explique l'instauration aisée des régimes autoritaires. Le fascisme ne peut s'expliquer autrement que comme une phase malade du régime capitaliste. Ce régime, pour se défendre contre les attaques de la classe ouvrière, recourt à la force et utilise tous les moyens. En particulier le fascisme fait usage d'un langage démagogique pour se qualifier comme un système anticapitaliste. Evidemment pour calmer l'ardeur des mécontents, pour s'opposer à ceux qui désirent renverser le capitalisme, on utilise un ensemble de formules démagogiques et on promet l'organisation d'une société qui mettra fin au régime de l'injustice capitaliste.

Finalement comme l'organisation fasciste ne modifie en rien la structure économique, la nécessité de la création du profit le pousse vers les solutions violentes, vers la conquête des matières premières et des débouchés par la force. L'erreur des théoriciens du régime fasciste et de tous les doctrinaires du corporatisme est de croire que le capitalisme est un régime qui a tout simplement besoin d'être discipliné. Ils croient que la crise résulte de la production anarchique. Ils ne peuvent pas se rendre compte que le régime implique nécessairement la crise, puisque la création du profit est impossible sans une expansion continuelle.

L'expérience des régimes autoritaires doit nous inciter à la réflexion. Nous devons nous demander si parallèlement à l'organisation de la classe ouvrière qui est l'armée principale contre le capitalisme, un travail d'explication de la nature du régime capitaliste ne soit pas nécessaire de façon à atteindre toutes les couches de la Société. En effet, il faut expliquer le fonctionnement défectueux de ce régime non seulement aux ouvriers et à la petite bourgeoisie, mais aussi aux capitalistes eux-mêmes. Nous

ne devons pas méconnaître que si les capitalistes sont, en principe, les privilégiés et les profiteurs du régime, ils sont dans beaucoup de cas aussi des victimes. Tout le monde doit comprendre que le fonctionnement de ce régime est défectueux, la recherche du profit conduit à une concurrence féroce et finalement à une crise politique qui provoque des conflits sanglants.

Il est vrai qu'un tel travail est extrêmement difficile. Comment faire comprendre le mécanisme du capitalisme à des gens qui n'ont pas les connaissances nécessaires, ou à ceux qui par esprit de finalisme ne désirent pas comprendre ? Il y a là un problème extrêmement grave. On se trouve même en présence d'un grand nombre d'économistes dont l'attitude est difficile à expliquer. Dans un ouvrage qui vient de paraître, nous avons trouvé le passage suivant qui est vraiment étonnant.

« En dépit des apparences, nous restons, en effet, persuadés que l'ancien régime libéral, et soi-disant moribond, a été et reste infiniment supérieur à tous les systèmes d'étatisme et de dirigisme financier qui ont été appliqués depuis une trentaine d'années, en manipulant le crédit ou le change pour essayer de supprimer les crises, et en créant une euphorie artificielle ou spéculative, à l'abri d'un protectionnisme outrancier. » (1).

Or cette attitude est celle d'un très grand nombre d'économistes qui malgré toutes les critiques adressées au système libéral restent encore fidèles à ce régime. Ils ne se rendent pas compte que ce régime conduira à nouveau à une surproduction économique. Il y a même plus : certains économistes acceptent clairement cette éventualité.

En somme, certains économistes défendent le libéralisme économique sans tenir compte des conséquences. D'autres en acceptant toutes les conséquences, ce qui peut s'expliquer par un esprit de scepticisme extrême et un manque de confiance dans la possibilité pour l'homme de créer un régime meilleur. Pour d'autres qui ont cessé de croire à la vertu du capitalisme et à l'efficacité des automatismes, il suffit de s'engager dans une politique de dirigisme libéral pour résoudre ce problème. L'attitude de M. Noyelle est très typique.

« Le dirigisme n'est que « *rationalisation progressive de l'économie* ». C'est en tant que tel qu'il nous paraît qualifié pour « répondre à l'appel de l'évolution. Il se présente souvent, ou bien

(1) Michel MITZKIS, Principaux aspects de l'évolution financière en France 1936-1944, pp. 168-169.

« il est « vu » comme une construction immédiatement habitable, « moderne et confortable. Nous n'y voyons qu'une méthode pour « construire. » (1).

Ainsi le dirigisme ne connaît pas lui-même son aboutissement final. C'est une méthode à construire, mais on ne sait pas au juste ce qu'il s'agit de construire et comment une économie qui est en déséquilibre trouvera son équilibre dans cette voie. M. Noyelle reconnaît lui-même que le dirigisme n'a pas encore résolu ce problème même théoriquement. « Les dirigistes attachés à la lettre « de leur enseignement seront déçus, malgré les précautions que « nous avons prises, s'ils attendent de l'Organisation Profession- « nelle que d'emblée elle dirige l'Economie vers l'équilibre. Par « quels moyens, par quelles méthodes ? Devons-nous répéter que « l'idée dirigiste, si elle est née de la préoccupation de l'équili- « bre, n'a pas encore engendré un système économique sans « crise. » (2).

Cet aveu est hautement significatif. On peut se demander comment, en présence d'une telle situation, il est possible de faire comprendre à un public de plus en plus large la nature du problème qui se pose devant nous. Pourtant on ne peut pas reculer devant les difficultés. Les idées justes doivent faire leur chemin. Peut-être lentement, mais sûrement.

Pour nous, le problème se pose de la façon suivante : La crise du capitalisme n'est plus à démontrer. Nous croyons que notre explication donne entièrement satisfaction. Nous avons démontré comment fonctionne le système capitaliste et dans quelles conditions la création du profit est possible. En présence de cette constatation deux solutions sont possibles. La première est une solution radicale qui suppose le remplacement du système actuel par une économie de planification totale. C'est le problème de la Révolution économique et sociale. Si donc beaucoup de gens sont attachés, soit par intérêt, soit par ignorance, au système actuel, un intellectuel est obligé de tenir compte de ce phénomène et de se demander comment, dans le cadre du système actuel, le mécanisme économique peut fonctionner d'une façon satisfaisante. En d'autres termes, en admettant que le système capitaliste reste sur place et que la nécessité de la création du profit subsiste, malgré les nationalisations qui ne modifient pas la nature de ce problème,

(1) Henri NOYELLE, Révolution Politique et Révolution Economique, Sirey, Paris, 1945, p. 121.

(2) H. NOYELLE, op. cit., p. 104.

nous devons voir par quelle méthode la machine économique peut fonctionner.

Ce problème revient à se demander quelles sont les conditions à la fois nécessaires et suffisantes pour le fonctionnement du mécanisme économique sur la base de la création du profit. Nous appellerons cette méthode système de la planification partielle, en opposition avec la méthode de la planification totale, et nous examinerons les conditions d'application de ce système.

CHAPITRE IV.

LA MÉTHODE DE LA PLANIFICATION PARTIELLE.

§ 1. — LA NATURE DU PROBLÈME.

Dans ce procédé que nous appelons méthode de planification partielle, il s'agit de se demander par quelle méthode nous pouvons atteindre l'équilibre économique, tout en restant dans les grandes lignes dans le cadre juridique du capitalisme.

Nous comprenons parfaitement qu'une telle solution n'a pas beaucoup de chances de réussir. En effet, cette méthode ne donnerait peut-être pas satisfaction à ceux qui désirent un renversement pur et simple du capitalisme ; elle ne donnerait, non plus, satisfaction à ceux qui profitent du régime actuel et qui désirent garder intacts leurs privilèges.

Néanmoins, un intellectuel a le droit et le devoir de faire une étude objective et de démontrer quelles sont les conditions du fonctionnement satisfaisant d'un système économique, en laissant le temps se charger du reste. Le problème qui nous préoccupe est la crise du capitalisme. En présence de cette situation, nous avons la réponse de ceux qui désirent remplacer ce système par une économie collectiviste. Mais nous avons également une multitude d'autres solutions, à commencer par le libéralisme tout court et en passant par le libéralisme social, le néo-libéralisme, le dirigisme, le corporatisme, l'organisation professionnelle, l'organisation communautaire, etc., etc.

Il nous semble cependant qu'il faut poser mieux le problème. Ceux qui sont partisans du capitalisme, soit parce qu'ils profitent de ce régime, soit parce qu'ils sont très sceptiques et n'ont pas confiance dans l'effort de l'homme, peuvent en toute franchise accepter le capitalisme avec ses avantages et tous ses inconvénients. Ils peuvent accepter les crises économiques, le malthusianisme économique, le chômage, la misère dans l'abondance, la guerre et toutes les conséquences. Pour se justifier, ils peuvent

prétendre que tel est le sort de l'humanité. Les hommes ne sont pas capables de faire autre chose. Ils ne sont pas capables d'aboutir à une organisation rationnelle. C'est un point de vue que l'on peut comprendre, même si on ne le partage pas.

L'attitude de ceux qui désirent prolonger le capitalisme, en préconisant un réformisme sans réformes est plus difficile à défendre. On n'a pas le droit d'inviter les gens à suivre une doctrine qui, tout en partant de la constatation de la crise du capitalisme, escamote la nature du problème et place l'accent sur d'autres points, comme celui de la justice sociale, etc. Telle est la position de la doctrine corporatiste et de tous les prétendus dirigismes économiques qui sont basés sur un nationalisme économique dont les méfaits ne sont plus à démontrer.

En face de ces doctrines notre position est claire et conséquente. Nous démontrons par une analyse scientifique quel est le fonctionnement du capitalisme et pourquoi ce régime ne peut pas trouver son équilibre sans une expansion continue. Devant cette constatation, la solution radicale est le renversement de ce régime et son remplacement par une économie planifiée qui peut certainement faire disparaître les causes profondes du déséquilibre économique. Cependant un intellectuel est obligé de tenir compte de la mentalité des gens. Il doit examiner le problème de tous les points de vue. Or, une constatation s'impose. S'agit-il d'ignorance et d'incompréhension ? S'agit-il d'un sentiment profond qui peut être qualifié naturel ? Le fait est là : la majorité des gens est attachée au régime actuel et ne désire pas son renversement. Il se peut que le temps et le déroulement des faits finissent par convaincre tout le monde, mais il se peut aussi que les gens qui ont intérêt à la conservation du régime actuel continuent à se défendre très adroitement et gardent une emprise très forte sur les peuples.

Ainsi, dans l'hypothèse de la recherche d'une solution dans le cadre du capitalisme, nous nous faisons un devoir de démontrer comment un fonctionnement satisfaisant de ce système est possible et par quelle méthode on peut combattre efficacement le déséquilibre économique. Le devoir d'un technicien est de dire quelles sont les conditions nécessaires et suffisantes au fonctionnement d'une machine, au fonctionnement d'un moteur par exemple. La probité intellectuelle impose ce devoir à celui qui s'occupe de l'analyse scientifique.

Quant au public, il est libre de choisir la solution qu'il préfère. L'économiste doit faire son devoir et expliquer quelles sont

les conditions du fonctionnement et les conséquences d'un système. Si les gens désirent à tout prix rester accrochés au régime actuel et accepter toutes les conséquences, ils peuvent le faire. Mais ils doivent le faire en pleine connaissance de cause. Il faut les mettre en garde contre les solutions préconisées par une multitude d'économistes qui ne sont pas réellement des solutions du problème.

Sur ces problèmes la pensée de l'économiste doit être claire. On doit poser d'une façon nette le problème. C'est précisément ce que nous nous efforçons de faire. Nous partons de la constatation que le régime capitaliste implique la crise économique et que son fonctionnement est impossible sans une expansion continue. Nous envisageons d'abord le remplacement du régime actuel par une méthode d'économie planifiée, de planification totale, nous abordons, ensuite, la méthode d'une planification partielle qui aurait pour conséquence de conserver certains aspects du régime tout en apportant un remède au déséquilibre économique. Cette méthode, dite de planification partielle, combattrait le déséquilibre économique par le système des travaux d'utilité publique.

§ 2. — LES TRAVAUX D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Chaque fois que le monde connaît une crise économique, on constate une tendance générale vers l'exécution de travaux d'utilité publique dans l'intention de combattre le chômage. Les observations du passé laissent voir clairement que les travaux d'utilité publique présentent une certaine efficacité, mais ils soulèvent des problèmes très importants, dont en particulier celui du financement, qui n'ont pas encore trouvé de solution satisfaisante.

Mais quel est au juste au point de vue économique l'effet de l'exécution des travaux d'utilité publique ? Pour l'ensemble de la société, ceci revient à dire qu'une partie de la population et une partie de l'outillage mécanique sont affectés à l'exécution de travaux qui sont très utiles pour la société, mais qui ne sont pas rentables au point de vue économique. Ce sont des travaux qui ressemblent à des objets de luxe. En effet, les constructions ou aménagements de parcs, d'églises, de stades, de piscines, etc., sont des travaux qui apportent une satisfaction et une jouissance à l'ensemble de la société. Cependant ces travaux ne rapportent rien. Dans une économie monétaire, dans une économie qui est basée sur la rentabilité et le profit, ces travaux ne peuvent pas dépasser

une certaine limite, sans grever lourdement le budget de l'Etat et conduire le pays à la ruine économique.

Durant une période de crise économique on s'aperçoit que l'exécution des travaux d'utilité publique peut diminuer le chômage. Pourtant le problème du financement est le grand obstacle et chaque pays se garde bien de s'engager dans cette voie. Ainsi, la solution du problème de la crise est recherchée dans la diminution du coût de production et dans l'accroissement des exportations. Cependant comme chaque pays poursuit la même politique, on s'aperçoit que l'on se trouve dans un cercle vicieux. Tous les pays doivent faire face à une production excédentaire que le marché international ne peut pas absorber.

Pour résoudre ce problème, nous croyons qu'il faut suivre la méthode suivante : Le point de départ doit être la constatation que les travaux d'utilité publique diminuent le chômage. Ce fait est confirmé par l'expérience et démontré pleinement aussi par l'analyse logique. En effet, si dans une société on se trouve en présence d'une production des biens consommables dont l'ordre de grandeur dépasse largement la consommation, il est évident que le déplacement d'une partie des moyens de production vers l'exécution de travaux d'utilité publique est de nature à conduire l'économie vers l'équilibre. Sur ce point, il faut faire une observation. Très souvent certains économistes critiquent les travaux d'utilité publique en disant qu'ils sont de nature à aggraver la crise par un accroissement du prix de revient de l'économie nationale, ce qui a comme conséquence de diminuer les exportations du pays. Cette observation est exacte si on se place dans l'état actuel des choses, et si on tient compte que chaque pays s'efforce d'accroître ses exportations et que pour réussir il est obligé de comprimer le coût de production et non de l'aggraver, comme c'est le cas avec l'exécution de travaux d'utilité publique. Il est aisément compréhensible que ces travaux en provoquant une utilisation accrue des facteurs de production : capital, travail et matières premières, freinent toute baisse qui serait susceptible de conduire à une diminution du coût de production, élément indispensable pour l'accroissement des exportations du pays.

Mais nous ferons, pour le moment, abstraction de ce phénomène, car la politique préconisée n'est pas de faire les travaux d'utilité publique dans un seul pays sans tenir compte de ce que font les autres. L'exécution des travaux d'utilité publique doit se faire simultanément dans tous les pays, ce qui revient à dire que le problème des exportations ne se pose plus de la même ma-

nière. Le système que nous proposons n'est applicable que dans une économie fermée et nous croyons que l'économie mondiale, dans son ensemble, n'est rien d'autre qu'une économie fermée.

Examinons donc le fonctionnement et les conséquences des travaux d'utilité publique dans une économie fermée. Pour rendre notre pensée aisément compréhensible nous pouvons raisonner sur une société hypothétique composée d'une ville unique. Le système économique est celui du capitalisme actuel. Le système monétaire, le même. Nous admettons même que le métal jaune est à la base du système monétaire et que l'extraction se fait dans les mêmes conditions que dans l'économie actuelle.

L'évolution de cette économie fermée conduit à un moment donné à une crise économique. Puisque chacun s'efforce d'économiser une partie de son revenu, la conséquence est qu'une partie des produits ne peut pas se vendre. La quantité de la plupart des biens dépasse les besoins solvables de la population. La crise économique éclate par suite de l'existence de stocks et de la baisse des prix. Les faillites des entreprises se multiplient, le chômage prend de l'extension. Comme la société est isolée et constitue une économie fermée, l'aventure d'une guerre et la recherche d'un débouché pour l'écoulement des marchandises qui restent invendues sont exclues. Devant cette situation les pouvoirs publics décident la construction de travaux d'utilité publique, tels que autostrades, parcs, piscines, habitations à bon marché, cathédrales, temples, monuments, etc.

Mais pour payer ces travaux, les pouvoirs publics doivent trouver au préalable l'argent nécessaire. Demander cet argent à un accroissement de l'impôt, cela n'est guère possible. En période de crise, l'Etat ne peut pas équilibrer son budget précisément du fait que la crise diminue le rendement de tous les impôts. Chercher l'argent dans l'emprunt ceci aussi est impossible, car l'emprunt également a ses limites. Un Etat ne peut pas accroître indéfiniment ses dettes et grever outre mesure son budget. Reste une solution pratique et élégante, celle de l'accroissement de la monnaie en circulation. L'économiste classique peut crier que c'est de l'inflation, mais ce n'est pas exact. Il y a inflation monétaire dans le cas d'un accroissement du volume de la circulation monétaire sans un accroissement parallèle de la quantité des biens. Or, en période de crise c'est le contraire qui arrive : en présence d'un volume monétaire, à peu près invariable, ou dont l'accroissement n'est que très lent, on assiste à un accroissement de la quantité

des biens lequel entraîne fatalement une baisse des prix et conduit à toutes les conséquences de la crise économique.

Par conséquent, la solution consiste à atténuer le phénomène de la surproduction en faisant un déplacement d'une partie de l'outillage de la production des biens de consommation vers l'exécution de travaux d'utilité publique. Prenons un exemple concret. Disons que la population valide de cette ville hypothétique se compose de 10.000 personnes, dont la plus grande partie s'occupe, comme dans la société actuelle, de la production des biens de consommation et de la fabrication de l'outillage qui est nécessaire pour la production des biens de consommation. Les services publics absorbent une partie de la population qui est moins importante que celle qui s'occupe de la production des biens de consommation. Dans le cas où cette société se trouve en présence d'une crise économique, la sagesse impose d'exécuter un programme de travaux d'utilité publique et d'appeler la population qui ne trouve pas ailleurs du travail à y exercer son activité. Cette société n'a pas de raison de se plaindre. Elle possède la preuve qu'elle est une société riche, elle a la possibilité de produire tout ce qui est nécessaire pour la consommation de la population et, de plus, elle peut affecter une partie de son outillage à la construction de monuments et toutes sortes de travaux d'utilité publique.

Admettons que l'Etat pour faire le paiement de ses travaux doit recourir à un accroissement de la quantité de monnaie en circulation. Ceci revient à dire que l'Etat paye les gens qui construisent un monument par l'émission d'une monnaie qui est semblable à celle qu'une autre personne touche en travaillant à la production des biens de consommation. Quelle est donc la signification d'une monnaie ? Celui qui détient une somme monétaire a offert un service à la société. Mais est-ce qu'un ouvrier qui travaille à la construction d'un monument rend moins de services à la société qu'un autre qui fabrique une paire de souliers ? Une société riche peut parfaitement se permettre d'affecter une partie de sa population aux travaux d'utilité publique.

Ceci revient à dire que si nous étions en présence d'une famille patriarcale, le chef pourrait parfaitement dispenser un membre du travail des champs, si ce travail était largement accompli par les autres, afin que cette personne s'occupe du jardin et des fleurs de la maison qui sont un agrément très appréciable pour toute la famille. Est-ce que celui qui s'occupe dans les champs de la plantation des choux, peut prétendre exclure de la

table familiale le membre de la famille qui entretient les fleurs sous prétexte que son travail n'est pas productif ? Pourtant des choux et carottes, la famille en possède en quantité excédentaire. Par conséquent elle peut se permettre le luxe des fleurs, des arts, des sciences, etc.

Telle est schématiquement la méthode qui peut permettre de combattre efficacement le déséquilibre économique. Dans la mesure où les biens de consommation s'accroissent, il faut opérer un déplacement d'une partie de la population de la production des biens consommables vers l'exécution de travaux d'utilité publique. Mais il faut maintenant laisser notre exemple de la société fermée et envisager le même problème dans l'économie mondiale dans son état actuel.

§ 3. — LA MÉTHODE DE FINANCEMENT.

Nous avons vu précédemment que l'exécution de travaux d'utilité publique doit s'effectuer en vue de remédier au déséquilibre économique. Mais dans l'économie mondiale, qui est divisée en une multitude d'économies nationales, la nature de ce problème est difficilement compréhensible. Instinctivement, les gens de chaque pays se tournent vers l'étranger, vers l'économie internationale et s'efforcent de se débarrasser, par tous les moyens, du surplus des produits dont la valeur sera transformée en créance monétaire sur un autre pays, ou en métal précieux qui viendra gonfler le stock monétaire du pays.

L'application d'un programme de travaux d'utilité publique dans un pays dont l'économie se trouve en communication constante avec les autres économies pose immédiatement un problème monétaire. En effet, la monnaie d'un pays est liée avec les monnaies des autres pays et cette liaison se manifeste à travers la parité du change. Par conséquent, si un pays s'engage dans la voie de l'exécution de travaux d'utilité publique et procède à une émission monétaire pour faire face au financement, cette politique aura des répercussions sur le marché des changes. Comme la politique des travaux d'utilité publique se traduit par un soutien des prix intérieurs sinon une hausse, les exportations tendront à diminuer du fait que les produits des pays concurrents seront offerts à des prix plus bas sur le marché international.

Cependant un pays peut pratiquer la politique du circuit fermé, imposer le contrôle du change, réglementer les importations et les exportations et taxer tous les prix des biens et des

services. Mais une telle politique ne peut pas se poursuivre indéfiniment. La valeur de la monnaie d'un pays ne se soutient pas efficacement par cette méthode. Nous connaissons par expérience que la nécessité de la guerre impose la politique du circuit fermé et que le programme de l'exécution de travaux d'utilité publique trouve une application très fidèle dans l'exécution des travaux nécessaires pour la défense nationale et la production du matériel de guerre. A la fin de la guerre chaque pays, pour renouer des relations économiques normales avec les autres pays, opère un alignement de sa monnaie en tenant compte du pouvoir d'achat de la monnaie, ce qui signifie que le commerce international ne peut pas fonctionner normalement, si le pouvoir d'achat d'une monnaie à la fois dans l'intérieur du pays et sur le marché international n'est pas le même, à peu près.

Si avec la même somme de monnaie nationale, on peut acheter à l'étranger une quantité supérieure du même bien, compte tenu des frais de transport, etc., le pays se trouve handicapé en ce qui concerne ses exportations. Il faut que le pouvoir d'achat de la monnaie soit, à peu près, le même dans l'intérieur du pays et sur le marché international de façon que le courant des échanges puisse fonctionner sans difficultés. Le pouvoir d'achat de la monnaie se modifie lorsqu'une monnaie fait l'objet d'une inflation dans un circuit fermé. Par contre, la parité du pouvoir d'achat de la monnaie se maintient si le pays évite l'accroissement de la circulation monétaire et si les courants commerciaux sont libres de façon à assurer un nivellement des prix intérieurs avec les prix internationaux.

La conséquence de cette interdépendance des économies nationales est qu'un pays ne peut pas s'engager délibérément dans la politique des travaux d'utilité publique sans tenir compte de l'attitude des autres pays. Il va sans dire que chaque pays possède une marge de liberté qui est en fonction du dynamisme de l'économie. Par conséquent il peut se permettre l'exécution de certains travaux, mais le pays sera toujours obligé de faire attention à la stabilité de sa monnaie.

Par contre ce problème peut trouver une solution satisfaisante, si tous les pays adoptent la même politique. Dans le cas, par exemple, où chaque pays décide l'exécution de travaux d'utilité publique et que le financement s'opère par un accroissement du volume monétaire, la valeur de la monnaie nationale n'est pas en danger. Supposons que nous partons d'une date où toutes les monnaies sont stables. Si l'on procède à un accroisse-

ment de la quantité de chaque monnaie dans la même proportion, dans le même pourcentage et que cette monnaie soit utilisée dans tous les pays pour l'exécution de travaux d'utilité publique, les changes resteront stables et aucun danger ne peut se manifester pour la monnaie d'un pays. Grâce à une telle politique, chaque monnaie nationale est très étroitement liée avec les autres monnaies. Elle cesse d'être une monnaie purement nationale pour revêtir toutes les caractéristiques d'une monnaie internationale.

Il est vrai qu'il ne faut pas oublier le problème de la relation des monnaies nationales avec l'or, mais ce problème non plus n'est pas insoluble. La difficulté du problème, l'obstacle qui fait tout échouer est l'impossibilité de pouvoir convaincre les différents pays du monde d'admettre une politique de solidarité internationale, ce qui revient à dire que chaque pays ne sera plus libre de suivre la politique de son choix et de ses caprices. La souveraineté nationale cesse d'avoir son caractère absolu et chaque pays sera obligé de pratiquer une politique économique conforme à celle des autres pays.

Si tous les pays acceptent de s'engager dans la voie d'une politique de solidarité internationale, il est possible que la relation des différentes monnaies par rapport à l'or soit fixée d'une manière souple. Dans un stade avancé du système, l'or pourrait même être jugé totalement inutile en tant qu'instrument monétaire. Mais ceci suppose que la solidarité internationale est un fait accompli et que les institutions nécessaires sont mises sur pied et fonctionnent d'une façon satisfaisante.

En résumé, le financement des travaux d'utilité publique peut se faire par un accroissement de la quantité de monnaie en circulation dans tous les pays, ce qui maintient stable la valeur de chaque monnaie nationale par rapport aux autres. Mais une telle politique pose immédiatement le problème de l'organisation des institutions qui seront chargées de l'exécution de ce plan de travaux d'utilité publique, dont le but est de combattre la crise économique et le phénomène de la surproduction.

§ 4. — INSTITUTIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES.

Mais on s'aperçoit, à la réflexion, qu'un tel programme nécessite la création d'institutions chargées de son application. Ces institutions doivent être à la fois nationales et internationales. Il faut d'abord que dans chaque pays soit créé un organisme qui se chargera de la direction de l'économie. Cet organisme sera ren-

seigné par un institut de conjoncture sur le mouvement des prix et l'évolution de l'économie du pays.

Pour raisonner dans un cas concret, prenons en considération la situation d'après-guerre. Etant donné que la guerre laisse derrière elle des ruines sans précédent et que les gens sont partout sous-alimentés, l'effort doit se concentrer sur le développement de la production des biens de consommation. Pour faciliter la reconstruction économique du monde, il faut réaliser la stabilisation des différentes monnaies, établir une parité fixe de façon à permettre aux échanges internationaux de reprendre. Il faut également aider par l'octroi de crédits les économies des pays faibles.

Une telle politique permettra à la production mondiale de se développer très rapidement. Compte tenu de l'outillage moderne et en général des procédés scientifiques, on peut présumer que dix ans environ après la fin des hostilités, la production atteindra un tel niveau que des soucis et des inquiétudes naîtront en ce qui concerne l'écoulement des produits. Le fonctionnement de notre économie, comme nous l'avons vu par nos analyses, conduit inévitablement à la surproduction. Il est donc nécessaire avant que la crise économique éclate qu'un organisme soit prêt dans tous les pays afin d'opérer le déplacement d'une partie des moyens de production vers l'exécution de travaux d'utilité publique.

Faisons la supposition que le mouvement des prix et l'évolution de la production montrent que l'écoulement des produits se fait de plus en plus difficilement. Les stocks de marchandises s'accroissent dans certaines branches de la production et une concurrence effrénée se développe, ce qui peut conduire à un effondrement des prix. En présence d'une telle situation, l'organisme national compétent dans chaque pays décide l'exécution de travaux d'utilité publique. On s'aperçoit à un moment donné que le bâtiment ne marche plus. Ainsi les travaux d'utilité publique peuvent se substituer au rôle de cet important catalyseur qu'est le bâtiment pour l'économie et qui donne toujours un coup de fouet pour la marche de l'économie.

Cependant l'interdépendance des économies nationales et le souci de la stabilité monétaire ne permettent pas, comme nous l'avons vu, à un pays de s'engager dans la voie de l'exécution de travaux d'utilité publique s'il n'est pas sûr d'être suivi par les autres. C'est sur ce point qu'un organisme international peut intervenir efficacement. Sur la base des rapports provenant des institutions nationales, l'organisme international décide l'exécution

de travaux d'utilité publique dans tous les pays du monde. Cet organisme en fixe même l'ordre d'importance et surveille cette exécution. En effet, sans un certain contrôle international, il est à craindre que chaque pays, au lieu de faire des travaux d'utilité publique et mettre par ce moyen son économie en ordre et en équilibre, cherche l'équilibre par la vieille méthode de l'impérialisme économique. Dans ce domaine l'organisme international a son mot à dire en rendant l'exécution de travaux d'utilité publique obligatoire pour tous les pays.

Il va sans dire que l'importance des travaux publics pour chaque pays se fixera compte tenu des différents facteurs de chaque économie. On ne peut pas obliger, par exemple, un grand pays et un petit à faire des travaux d'utilité publique du même ordre et dans la même proportion. Les travaux pour chaque pays seront fonction de sa population, de sa richesse, de son budget, etc.

Avec ce système et en ayant deux organismes, un national et un international, chargés de suivre de près l'évolution économique, on peut très bien combattre le phénomène du déséquilibre économique. Toutefois il ne semble pas possible de parvenir à une stabilisation parfaite et permanente du système des prix. On assistera toujours à des fluctuations économiques et à certaines éliminations d'entreprises faibles, mais le phénomène d'une crise très profonde, d'une crise économique qui entraîne les conséquences bien connues, peut être combattu efficacement.

Par une telle politique chaque économie nationale est en ordre, chaque économie trouve son équilibre. Une partie de la population s'occupe de la production des biens de consommation, une autre de l'exécution des travaux d'utilité publique et l'ensemble de la population consomme les produits en les achetant avec le revenu de son travail. Chaque personne contribue au bien-être social, chacun rend un service à la société et touche comme contrepartie un revenu en monnaie. Peut-on soutenir que celui qui consacre son activité aux travaux d'utilité publique et enrichit ainsi le patrimoine national offre un service moindre que celui qui produit les biens nécessaires à la consommation ? Peut-on prétendre que celui qui construit un monument, un parc, etc., offre un service moins utile que celui qui produit un bien consommable ?

Il se peut que les travaux d'utilité publique soient considérés comme objets de luxe. Mais puisque la société est à même de s'offrir ce luxe, pourquoi ne pas le faire ? De plus le système d'une liaison étroite des différentes économies permettra aussi de faire l'amélioration du sort de la classe ouvrière. En effet, puisque

avec le système des institutions nationales et internationales on peut prendre des mesures simultanées dans tous les pays, on peut très bien accroître le pouvoir d'achat des ouvriers afin de leur permettre de consommer une quantité plus grande de produits.

Par contre, avec le système de la concurrence actuelle et la préoccupation constante de l'élargissement des débouchés, chaque pays se garde bien d'accroître la rémunération du travail par crainte d'accroître ainsi le coût de production. Il est vrai qu'il existe une différence très grande dans la rémunération du travail d'un pays à l'autre. Les pays riches, les pays qui ont une économie forte peuvent se permettre de rémunérer mieux leurs ouvriers, ce qui leur donne la possibilité d'acquérir une quantité de biens suffisante et assurer à chacun un minimum de vie convenable. Par contre, le niveau de vie de la classe ouvrière dans les pays pauvres est très bas. Le besoin de compression du prix de revient afin de faire face à la concurrence internationale conduit aux salaires de famine et aux conditions de vie qui ne sont pas compatibles et légitimes avec ce que la technique de la production moderne est à même d'assurer.

Finalement le système des travaux d'utilité publique dont le financement s'effectuerait par un accroissement de la monnaie permet de combattre la crise économique et de procéder à une amélioration du niveau de vie de toute la population. Ce système assure l'équilibre économique sans créer une inflation monétaire, comme ceci arrive pendant la période d'une guerre. Le fonctionnement du système actuel dans son ensemble prend successivement deux phases : déflation et inflation. Après la guerre de 1914-1918, on a procédé à une stabilisation des monnaies et tandis que la quantité des biens dans chaque pays augmentait chaque jour, la quantité de monnaie restait à peu près constante. Pendant la guerre la vapeur fut renversée. La production des biens consommables fut limitée par les besoins de la guerre et par contre la quantité de monnaie en circulation a subi un accroissement très fort.

Le mécanisme des travaux d'utilité publique permet d'effectuer un accroissement proportionnel à la fois des biens de consommation et de la quantité de monnaie en circulation de façon que les prix soient soutenus ou orientés en baisse, mais en baisse très légère, qui sera fonction de la diminution du coût de production, phénomène d'une tendance constante dans la technique moderne de la production. Dans ce système, on ne peut pas parler ni d'inflation, ni de déflation. Pour fixer les idées nous

pouvons prendre l'exemple de deux voitures en marche. La première représente les biens, la deuxième la monnaie. Si nous faisons mouvoir les deux voitures avec la même vitesse, nous pouvons garder constamment, à peu près le même rapport de distance. Il en est de même avec les prix grâce au système des travaux d'utilité publique qui conduit à un accroissement continu de la monnaie en circulation.

Nous ne disons pas, comme certains économistes, d'accroître la monnaie en circulation et de mettre cette monnaie sous forme de prêt entre les mains des producteurs. Une telle solution est inefficace pour empêcher la surproduction. Il faut accroître la monnaie en circulation, mais cette monnaie on doit l'utiliser pour le financement des travaux d'utilité publique. Grâce à ce moyen, l'accroissement monétaire s'avère bienfaisant et permet la création du profit. Nos analyses du mécanisme économique ont démontré comment l'accroissement monétaire permet à chacun de parvenir à la création d'une épargne.

Nous avons déjà signalé que cette solution pose le problème de la relation des monnaies nationales avec l'or. Mais ce problème n'est pas insoluble. On peut établir une liaison souple entre l'or et les monnaies nationales qui seront toutes liées entre elles avec une parité fixe de façon qu'elles aient un caractère de monnaie internationale. On peut aussi utiliser plus d'un métal comme couverture de monnaie, comme on peut parfaitement se passer complètement de couverture métallique. L'essentiel est de mettre sur pied un organisme international dans le sens que nous indiquons. C'est donc la création d'un tel organisme qui constitue la difficulté majeure.

§ 5. — RÉFORMES PRÉALABLES.

Le lecteur qui nous fait l'honneur de lire cet ouvrage a parfaitement raison de faire la réflexion que notre projet est une pure utopie. Nous en convenons volontiers. Mais qu'il nous soit permis d'ajouter qu'à travers l'histoire plusieurs utopies ont passé à la réalisation et qu'il ne faut pas désespérer totalement de la compréhension des hommes. De plus, notre but est surtout de démontrer dans quelles conditions notre économie peut fonctionner d'une façon satisfaisante, dans quelles conditions notre économie peut éviter un déséquilibre très grave entre production et consommation.

Dans ce sens, notre travail constitue une analyse strictement scientifique. Il démontre quelles sont les conditions nécessaires pour parvenir à une solution rationnelle d'un problème dont l'importance n'échappe à personne. C'est une question de vie ou de mort pour l'humanité et pour notre civilisation. Si les hommes ne sont pas capables de résoudre ces problèmes, si les hommes sont engagés de nouveau dans la voie des solutions traditionnelles, après un temps plus ou moins long, nous nous trouverons en présence d'une nouvelle crise de surproduction et le nationalisme et l'impérialisme économiques amèneront de nouveau une crise politique et un autre conflit mondial.

Ceux qui désirent éviter une nouvelle catastrophe ont le choix d'une économie planifiée, soit d'une planification totale, soit d'une planification partielle, dont le mécanisme sera basé à la fois sur des institutions nationales et des institutions internationales.

En supposant que cette seconde solution ait une certaine chance de réussite, comme on doit le souhaiter, il faut voir quelles sont les réformes nécessaires dans chaque pays, afin de pouvoir s'engager dans le sens d'une collaboration internationale.

Les premières mesures qui s'imposent dans chaque pays sont l'élimination de la vie économique et de la vie politique d'une petite minorité qui, grâce au système des stratagèmes légaux, grâce aux trusts et aux sociétés financières, tient entre ses mains les leviers de commande. Dans ce sens, les nationalisations des monopoles, les nationalisations des industries clés et des grandes banques sont une nécessité impérieuse. Mais nous ne croyons pas que ces mesures soient suffisantes pour assurer un équilibre économique. Une industrie nationalisée conduira aussi à la surproduction. Le problème du profit se pose de la même manière qu'auparavant. La préoccupation de la création du profit change d'aspect seulement dans le cas d'une économie de planification totale. Par contre dans le capitalisme individualiste, l'existence d'un certain nombre d'industries nationalisées pose le problème de la création du profit et celui de la recherche des débouchés de la même manière qu'auparavant lorsque toutes les entreprises étaient entre les mains des particuliers.

Le grand avantage des nationalisations est que le pays peut se libérer de l'influence malfaisante d'une poignée de gens qui absorbe toutes les capacités du pays pour les mettre à son service. Il existe là un problème grave qui demande une solution urgente. Voici un homme capable qui peut jouer un rôle de technicien dans l'économie moderne. Dans l'état actuel des cho-

ses, à moins d'être un véritable apôtre, il mettra ses services à la disposition du grand capitalisme. Ce sont les trusts et les grandes compagnies qui offrent une rémunération suffisante au talent. C'est cette situation, qui explique le passage continu d'un grand nombre de fonctionnaires d'Etat au service des entreprises privées, au service du grand capitalisme.

Pour résoudre donc ce problème, il faut pratiquer une opération chirurgicale et libérer l'organisme social du cancer du haut capitalisme qui manifestement est malfaisant. Cette mesure permettra ensuite la formation d'une élite au service de la collectivité et non au service d'une minorité de gens privilégiés qui désirent, à tout prix, conserver leur situation, même si le maintien de leurs privilèges conduit aux crises économiques et aux conflits sanglants.

Il est donc bien clair que si dans chaque pays un ensemble de mesures sont prises, si les réformes nécessaires sont opérées, on peut espérer qu'il sera possible de former un corps de techniciens capables de s'occuper de ces problèmes. La création de cette élite dans l'état actuel des choses est impossible. Les conditions de l'enseignement ne sont guère favorables et ce qui peut se manifester comme élite et comme talent est immédiatement accaparé par le grand capitalisme. Il faut donc éliminer le grand capitalisme et créer en même temps un enseignement complet et adéquat pour la formation d'un corps de techniciens.

Les questions que pose devant nous l'économie moderne sont extrêmement compliquées. Sans une formation très longue sans une expérience au contact des entreprises, il est impossible de comprendre le mécanisme très complexe du capitalisme moderne, il est impossible de suivre les phénomènes économiques et monétaires. La formation actuelle est nettement insuffisante dans tous les pays. L'enseignement a un caractère d'utilité immédiate. Celui qui fréquente une école poursuit l'obtention d'un diplôme et s'empresse de le monnayer. Pourtant la compréhension des problèmes posés par l'économie moderne nécessite un travail de longue haleine, combiné d'un contact direct avec la vie économique. Il ne suffit pas à un jeune économiste d'apprendre la théorie de l'entreprise, il doit aussi voir de près son fonctionnement, afin de pouvoir par l'observation rectifier certains points et mieux comprendre une théorie dont l'intention est de donner un schéma plus ou moins fidèle de l'objet étudié.

Un économiste sans contact avec la réalité, sans un complément nécessaire de connaissances tirées de l'observation directe,

risque de mal interpréter la réalité, à moins qu'il s'agisse d'un cerveau exceptionnel, formé dans une stricte discipline scientifique.

Mais le problème que nous analysons en ce moment ressemble un peu à un cercle vicieux. Nous préconisons certaines réformes qui nous paraissent indispensables pour la création d'une élite et l'obtention d'une collaboration sur le plan international, dans l'intention de pratiquer une planification partielle qui aura comme but de combattre le déséquilibre économique. Pourtant pour obtenir ces réformes une élite sortant de toutes les couches sociales doit, au préalable, s'affirmer et accomplir son devoir. Ceux qui se rendent compte de la situation doivent travailler inlassablement pour expliquer à tout le monde, y compris les capitalistes eux-mêmes, les conditions du fonctionnement du capitalisme. En effet, il ne faut pas oublier que beaucoup de capitalistes ne sont pas capables de comprendre les vices du régime. Ils ne sont pas responsables en tant qu'individus pour leurs actes. Le grand responsable c'est le système, dont le fonctionnement conduit inévitablement à une politique catastrophique.

Le devoir de l'élite est de faire comprendre à tous le mécanisme du capitalisme, en montrer, à la fois, les avantages et les inconvénients, et préconiser le dépassement de ce régime, soit par des réformes qui permettront de vider le capitalisme de sa substance malfaisante, soit par son remplacement par une économie de planification totale. Evidemment un tel effort exige l'âme d'un apôtre. Mais celui qui croit appartenir à l'élite, celui qui croit que, par son intelligence et son instruction, il est arrivé à la compréhension complète des problèmes modernes qui se posent dans les temps modernes devant l'humanité ne doit pas faillir à son devoir. Si après quelques années nous assistons à un nouveau conflit sanglant déclenché par l'impérialisme économique des différents pays, par la nécessité de la recherche de débouchés, il ne faut pas déclarer comme responsable uniquement tel ou tel chef d'Etat dont la formation primaire et l'aliénation mentale n'ont pas besoin de démonstration. Il faut également rendre responsables tous ceux qui pouvaient réagir contre la catastrophe et qui par esprit de veulerie ont failli à leur devoir.

Dans les questions d'organisation sociale, on peut se rendre coupable à la fois par commission et par omission. Celui qui ne fait pas son devoir est responsable devant l'histoire. Les petits « malins » qui parlent de l'imbécillité du peuple et de son incom-

préhension, mais qui offrent en même temps leur talent et leurs connaissances à la forme la plus malfaisante du capitalisme sont des gens que l'histoire doit flétrir. Il ne suffit pas de constater l'incompréhension du peuple, il faut aussi l'aider à comprendre, il faut remplir son devoir en expliquant aux autres ce que l'on a compris, même si l'accomplissement de ce devoir peut nuire à l'intérêt personnel et porter préjudice. L'élite a un devoir à accomplir. Elle doit dire la vérité sans crainte et sans passion. Elle doit travailler avec courage et ardeur pour une organisation sociale susceptible de permettre aux gens de vivre sans se massacrer tous les vingt ans par suite de la surproduction économique, qui en soi est un bien, mais devient une calamité à cause de l'organisation de notre société.

CHAPITRE V.

L'EFFORT ACTUEL POUR UNE POLITIQUE RATIONNELLE.

§ 1. — LES PLANS MONÉTAIRES INTERNATIONAUX.

Le problème de l'organisation économique internationale après la guerre a préoccupé et préoccupe tous les milieux dans les différents pays du monde et notamment dans les pays anglosaxons. Il a été jugé que le problème le plus important est celui de la stabilité monétaire, afin de permettre la reprise des relations économiques entre les différents pays. C'est dans cet esprit que plusieurs plans monétaires ont été élaborés au courant de l'année 1943. Nous ne ferons pas ici une analyse complète de ces différents plans, mais une simple énumération. Nous insisterons seulement sur un point qui nous paraît être le plus important.

Le premier plan, publié au mois d'Avril 1943, est celui de M. J.-M. Keynes en Angleterre. Au courant du même mois les Etats-Unis publiaient le plan White, qui a subi par la suite plusieurs modifications de sorte qu'il faut parler non plus d'un plan White, mais de trois ou quatre versions de ce plan.

Mais le Canada aussi a publié le plan Ilsley sous le titre « *d'International Exchange Union* ». Enfin, dans la série des plans monétaires, il faut citer celui esquissé par M. Léon Fraser, Chairman de la First National Bank of New York, ancien Président de la Banque des règlements internationaux.

Si on désire donner un aperçu du contenu des différents plans, on peut dire que le plan élaboré par Keynes accorde moins d'importance à l'or en tant que moyen de règlement des balances économiques des différents pays. Par contre les plans américains attachent plus d'importance à l'or. On peut soutenir que le plan White accorde une importance très grande au métal jaune, tandis que celui de M. Fraser représente l'avant-dernier pas vers le retour au système du Gold Standard.

Les conceptions exposées dans les différents plans se sont

affrontées à la conférence de Bretton Woods, tenue du 1^{er} au 22 Juillet 1944. Cette conférence a abouti à un texte rédigé par les délégués de 44 Nations Unies et Associées qui est soumis aux gouvernements à titre de simple projet émanant d'experts et techniciens. Ce projet, qui n'est point un accord, puisque les délégués n'avaient pas qualité pour engager leurs gouvernements respectifs, sera soumis à une conférence ultérieure des Nations Unies. L'essentiel du projet est la création : a) d'un fonds monétaire international ; b) d'une banque internationale.

Pour ce qui est du fonds de stabilisation des changes, il sera approvisionné à l'origine d'une souscription de 8.800 millions de dollars sur lesquels les principaux pays fourniront les contributions suivantes :

Etats-Unis	2.750
Grande-Bretagne	1.300
U.R.S.S.	1.200
Chine	550
France	450
Inde	400
Pays-Bas	275
Belgique	225

Les rédacteurs du statut du fonds international se sont préoccupés du développement de la coopération internationale. Il s'agit d'un organisme permanent, qui doit faciliter : 1° la stabilisation des monnaies ; 2° les règlements internationaux.

En ce qui concerne la stabilisation monétaire, deux conceptions se sont affrontées à la conférence. La conception de la Grande-Bretagne, favorable à un système monétaire souple, dont la préoccupation est surtout la prospérité économique, la stabilité monétaire passant en second lieu. Donc il ne s'agissait pas de lier la livre à l'or. Par contre la conception des Etats-Unis dénotait une fidélité à l'étalon-or et à la stabilité des changes. Il semble donc que le statut du fonds international soit l'aboutissement d'un compromis des deux conceptions.

C'est ainsi que le statut du fonds prévoit que les Etats participants doivent s'engager dans la voie de la stabilité des cours des changes. De plus, le pair des monnaies sera exprimé en or. Mais, une fois ces principes énoncés, on admet, pour une période transitoire après la guerre, la possibilité pour les Etats membres de modifier souverainement la valeur de leur monnaie. Même plus

tard les Etats membres pourront encore effectuer des changements sans toutefois que ceux-ci dépassent 10 % de la valeur de la monnaie. Il va sans dire que des modifications plus importantes sont possibles, mais avec l'approbation de l'organisme du fonds de stabilisation des changes. Dans le cas où un Etat passerait outre à la décision du fonds et effectuerait une modification du cours de sa monnaie, il se verrait interdire l'accès aux ressources du fonds et même son exclusion de l'organisme serait possible.

On se trouve donc en présence de sanctions qui visent à empêcher les manipulations monétaires. Il faut cependant reconnaître que les règles relatives à la modification du cours des changes ne sont pas faciles à appliquer. Comment peut-on déterminer si vraiment on se trouve en présence d'un déséquilibre qui justifie la modification du cours de la monnaie ? Est-il possible de savoir si une dévaluation constitue un remède efficace ? Le rôle des dirigeants du fonds est donc très délicat. On doit toutefois reconnaître qu'il existe là un grand effort pour soumettre désormais les problèmes du change à une autorité internationale.

Mais la stabilisation des monnaies est liée très étroitement avec le problème des règlements internationaux. Dans ce sens, le fonds constituera une réserve centrale alimentée en or et en monnaies nationales, afin de pouvoir faciliter ces règlements. Ainsi, chaque Etat membre pourra, dans certaines conditions, et jusqu'à concurrence d'un plafond donné, acheter au fonds des devises étrangères payables en monnaie nationale. Le fonds bien entendu ne sera pas une caisse de compensation générale ; il jouera simplement un rôle d'appoint. Les autorités monétaires pourront, en cas de déficit momentané de la balance des règlements, obtenir un crédit en devises.

Il n'est pas douteux que ce mécanisme peut jouer un rôle utile dans l'avenir. Mais il convient de signaler que le grave problème des balances des comptes qui sont déficitaires d'une façon permanente ne trouve pas sa solution. C'est un point sur lequel nous reviendrons plus loin après une analyse du projet d'une Banque Internationale.

Le projet d'une Banque Internationale. — De la même manière que le fonds international, la banque internationale vise aussi au développement du commerce entre les différents pays. Plus spécialement, la banque aura comme but de faciliter la reconstruction des pays dévastés et le développement des économies des

pays moins avancés, par le moyen des investissements à long terme.

Les deux organismes sont des organismes gouvernementaux qui tendront à devenir une véritable autorité internationale. Les Etats seuls qui adhèrent au Fonds peuvent également adhérer à la Banque. Les deux organismes se prêteront une aide mutuelle. Le Fonds aura comme but d'assurer la stabilité des changes, tandis que la Banque agira sur des données plus profondes, afin que le monde soit orienté vers un équilibre économique. Le capital total de la Banque est fixé à 10 milliards de dollars, dont les quotes-parts pour les pays les plus importants sont les suivantes :

Etats-Unis	3.175
Grande-Bretagne	1.300
U.R.S.S.	1.200
Chine	600
France	450
Inde	400
Canada	325
Pays-Bas	275
Belgique	225

D'une manière générale l'objet essentiel de la Banque est de favoriser le placement des capitaux en pays étrangers. Il est vrai que les pays prêteurs seront surtout les Etats américains et notamment les Etats-Unis. Comme le but de la Banque est de contribuer au développement du commerce international, elle tranquillitera les créanciers en permettant aux acheteurs d'emprunter plus facilement. La Banque exercera réellement une activité bancaire. Ainsi, on peut distinguer plusieurs catégories d'opérations et notamment : 1) Une activité de garantie, en assurant les investissements privés. 2) La Banque pourra prêter sur ses propres fonds. 3) Elle pourra émettre des obligations et utiliser le produit à des prêts.

Bien qu'avant la Conférence de Bretton-Woods et même pendant cette conférence, la Banque ait été moins étudiée que le Fonds, il semble bien que l'opinion publique américaine lui soit nettement favorable. L'Association des banquiers américains est très favorable pour la Banque, tandis qu'elle garde de très grandes réserves pour le Fonds. On comprend bien l'attitude des banquiers américains sur ce point, puisque cette banque est des-

tinée à réduire les risques que présentent d'ordinaire les investissements à l'étranger.

§ 2. — LES DIFFICULTÉS DU PROBLÈME.

L'étude attentive des efforts faits sur le plan international pour aboutir à une solution rationnelle conduit à la conclusion que la situation ne cesse pas d'être inquiétante. La première difficulté est celle de l'équilibre économique des différents pays. Sur ce point on ne peut pas être satisfait de la manière dont les problèmes sont posés.

D'une manière générale, la précision manque autour de la notion des balances économiques et il est à craindre que l'effort se manifeste de nouveau dans la même ligne que l'action de la S.D.N. après la guerre de 1914-1918. Cette situation s'explique du fait qu'on ne part pas de la constatation d'un fait concret pour prendre ensuite des mesures en conséquence. Il faut donc, avant tout, voir comment se pose le problème des relations économiques internationales et par quel moyen on peut remédier aux difficultés.

Toutes nos analyses aboutissent à la conclusion que le fonctionnement de notre système économique nécessite une expansion continue. Ce phénomène se traduit sur le plan international par la nécessité de la réalisation d'une balance des comptes favorable. Rappelons la distinction des différentes balances économiques de chaque pays.

Il faut tout d'abord établir une balance du commerce qui doit comprendre, à l'actif, les exportations du pays et au passif, les importations. En deuxième lieu la balance des comptes. Cette balance contient à la fois les exportations et les importations visibles et invisibles. Dans le cas où un pays rend un service à un autre pays et de ce fait touche un revenu, la somme doit être inscrite à l'actif de la balance des comptes. Par contre, il faut inscrire au passif de cette balance toute somme qu'un pays paye à un autre.

En somme le critérium d'une inscription sur la balance des comptes est la variation du patrimoine du pays. Si le patrimoine d'un pays subit une variation, une inscription en conséquence s'impose sur la balance des comptes. En dernier lieu vient la balance des paiements. Dans cette balance sont inscrits les prêts

et les emprunts ainsi que les variations du stock monétaire du pays, destinées à équilibrer cette balance.

De ces trois balances, celle qui est indicative de la variation du patrimoine est la balance des comptes. C'est donc l'équilibre de cette balance qui intéresse chaque pays. Cependant cette balance peut ne pas être en équilibre pour tous les pays. Pour qu'un pays puisse réaliser un profit et avoir une balance des comptes favorable, il faut que la production des métaux précieux soit en accroissement ou qu'un autre pays accepte une balance des comptes en déficit.

Examinons le premier cas. Si la production des métaux précieux du monde entier est en notable accroissement, tous les pays sans exception, peuvent parvenir à un équilibre de leur balance des comptes et certains même peuvent réaliser une balance des comptes très favorable. En effet, la production des métaux précieux pour un pays producteur est une marchandise comme une autre et s'inscrit au même titre à l'actif de la balance de commerce. Mais les métaux précieux sont pour le pays qui les reçoit un objet monétaire et aboutissent à un accroissement du stock monétaire du pays. La conséquence de ce phénomène est que, si la production des métaux précieux est importante, tous les pays peuvent réaliser un gain sur les échanges internationaux et toutes les balances économiques sont en équilibre. Par contre, en l'absence d'un accroissement des métaux précieux, l'équilibre est impossible pour tous les pays. Par conséquent un pays qui réalise une balance des comptes favorable obtient une créance monétaire sur un pays emprunteur. Nous avons donc, d'une part, un pays qui prête une somme d'argent et, d'autre part, un autre pays qui emprunte. Il va sans dire que le solde résulte des transactions internationales et que l'opération peut prendre les deux formes : ou la marchandise suit le capital, ou la marchandise le précède. Dans les deux cas, en dernière analyse, un pays a offert à un autre un surplus de biens et de services et de ce fait il a obtenu une créance monétaire aux dépens du pays emprunteur.

On comprend ainsi que le problème de l'équilibre économique trouve une solution satisfaisante avec une évolution de l'économie mondiale vers l'expansion et nullement grâce aux sanctions comme certains plans internationaux le préconisent. Il est curieux de constater que ceux qui étudient ces problèmes posent d'une façon très incorrecte la nécessité d'une balance des comptes en équilibre. C'est ainsi, par exemple, que le plan Keynes

constate la nécessité « d'un système comportant un mécanisme « stabilisateur interne susceptible d'exercer une pression sur tout « pays dont la balance des paiements s'écarte de la position « d'équilibre dans quelque direction que ce soit, de façon à prévenir des mouvements qui créeraient nécessairement pour ses « voisins un déséquilibre égal, mais en sens contraire. »

De la lecture de ce passage, on voit que Keynes est loin de faire la distinction entre la balance des comptes et la balance des paiements. Dans son plan il désire seulement éviter un endettement excessif de quelques pays envers d'autres, sans se donner la peine d'examiner les causes plus profondes de ce phénomène. Il en est de même du plan White dont l'effort est d'éviter les prêts à des débiteurs insolubles. Ainsi, une série de sanctions sont prévues dans ces plans, à la fois envers les pays qui empruntent des sommes excessives comme envers ceux qui réalisent une balance des comptes favorable.

Il est regrettable que dans des plans d'un caractère si important le problème des relations économiques entre les différents pays soit traité d'une façon si incorrecte. Le pays qui réalise une balance des comptes favorable ne commet pas un délit. Il s'agit d'une activité économique indispensable, car autrement la réalisation du profit est impossible. Prenons un exemple très concret. Pour la reconstruction des pays dévastés par la guerre, l'importation d'un outillage, de matières premières et de certains biens finis est une nécessité absolue. Il va sans dire que les pays dévastés achèteront à crédit aux pays de l'Amérique et notamment aux Etats-Unis. Donc, pendant une période qui sera celle de la reconstruction, la balance des comptes des Etats-Unis sera constamment favorable et celle des pays dévastés par la guerre constamment défavorable. La situation respective de ces pays conduit inévitablement à ce résultat. Prévoir donc des sanctions pour remédier à un tel déséquilibre signifie que la réalité économique est mal comprise.

Par la suite viendra la deuxième phase qui posera le problème du remboursement des dettes. Les pays emprunteurs ne pourront payer leurs dettes envers les Etats-Unis qu'à condition d'avoir une balance des comptes favorable, ce qui signifie que ces pays devront offrir des biens et des services pour une somme supérieure à la somme annuellement reçue, afin que la différence couvre les dettes contractées antérieurement pendant la période de la reconstruction. Mais à qui offrir ce surplus de biens et de services ? Aux Etats-Unis ? Aux pays américains ? Mais ces

pays auront à faire écouler une production en constant accroissement et, par conséquent, ils ne pourront pas accepter une balance des comptes défavorable, ce qui signifie que ces pays devront consommer tout leur revenu annuel plus une partie du capital.

Nous reverrons dans l'avenir de nouveau les conceptions de certains économistes libéraux qui dénonçaient les Etats-Unis comme poursuivant, après la guerre 1914-1918, une politique contradictoire. En effet, on faisait observer que l'Europe ne pouvait pas payer ses dettes envers les Etats-Unis du fait que ce pays était entouré de barrières douanières et interdisait l'accès sur son marché des marchandises européennes. Les économistes qui faisaient cette observation n'avaient pas compris que les Etats-Unis ne faisaient rien d'autre que ce que chacun de nous poursuit chaque jour, à savoir : l'obtention d'un accroissement de son capital par la consommation d'une partie seulement de son revenu. Evidemment si les habitants des Etats-Unis acceptaient de consommer la totalité de leur revenu annuel, plus une partie de leur capital, à ce moment l'Europe se trouverait en face d'un débouché très large où elle pourrait faire écouler tous ses produits et acquitter ainsi ses dettes.

Emprunter une somme d'argent, ce qui revient à accepter un service ou un bien, c'est une chose facile. Mais acquitter une dette la chose est autrement difficile. L'acquiescement des dettes se fait sans difficultés uniquement dans le cas d'une période de prospérité, c'est-à-dire pendant une période où l'économie mondiale dans son ensemble évolue vers l'expansion. C'est précisément sur ce point que gît toute la difficulté du problème. La chose devient encore plus grave avec la poussée du nationalisme économique.

§ 3. — LA PRÉDOMINANCE DU NATIONALISME ÉCONOMIQUE.

Tandis que les plans internationaux laissent voir que le problème si important des relations économiques entre les différents pays est très mal posé et étudié d'une façon insuffisante, dans chaque économie nationale on assiste à une poussée vers le nationalisme économique.

Derrière ces plans, même d'un caractère international, on aperçoit l'effort de chaque pays d'élargir son influence économique et de conquérir de nouveaux marchés. Que l'on examine ces plans du côté américain ou de celui de l'Angleterre, la tendance

est très nette. Les Etats-Unis désirent obtenir un accès très large pour leurs produits sur les différents marchés du monde et faire passer le chômage de chez eux dans les autres pays. La poursuite d'une telle politique est basée sur la puissance de production que ce pays possède, sur la solidité du système bancaire et sur l'accumulation du stock d'or qui constitue un puissant atout entre les mains des Etats-Unis.

En somme, les Etats-Unis désirent accroître de plus en plus leurs exportations, ce qui est un effort tout à fait naturel étant donné que c'est l'unique procédé qui permet la réalisation du profit et l'accroissement du patrimoine national, l'accroissement de la richesse du pays.

Mais les autres pays aussi ont pleinement conscience de cette situation. En Angleterre, le problème qui préoccupe tous les milieux est celui du plein emploi après la guerre. Les Anglais se demandent, d'une façon angoissante, comment il sera possible de donner du travail à tous les ouvriers après la guerre. Pour résoudre ce problème, on envisage l'obtention de moyens de paiements extérieurs par un accroissement sensible des exportations, sans exclure l'éventualité d'une réduction des importations, ce qui conduit à accroître la production nationale de façon à remplacer les produits importés par des produits domestiques.

Un moyen très important pour l'accroissement des exportations est envisagé avec l'augmentation de l'efficacité dans la production, c'est-à-dire l'abaissement du coût de production, grâce à un équipement mécanique et, en général, grâce à la rationalisation de la production. Mais l'obtention de ce résultat conduit à la pensée qu'il ne faut pas laisser libre le mouvement des importations et des exportations. En effet, laisser le commerce libre, c'est accepter un commerce multilatéral, un commerce avec tous les pays qui ne peut fonctionner harmonieusement que si tous les pays possèdent une économie en équilibre. D'où la nécessité, pour chaque pays, de poursuivre une politique de plein emploi et d'appliquer toutes les mesures qui seront nécessaires pour la réalisation de l'équilibre. L'idée qui est en particulier soutenue est que les comptes de chaque pays ne doivent pas être en déséquilibre, ni par défaut, ni par excès.

Comme ces mesures ne semblent pas facilement applicables, les milieux anglais envisagent un commerce organisé, un commerce bilatéral et même on peut dire une sorte d'autarcie impériale. On peut lire, sous la plume de Beveridge, un passage très typique :

« Tout plan de commerce multilatéral entre n'importe quel
 « groupe de pays ne peut être permanent et fonctionner harmo-
 « nieusement que si chacun des pays accepte trois conditions ;
 « premièrement, poursuivre à l'intérieur une politique de plein
 « emploi et éviter de graves fluctuations dans l'emploi ; deuxiè-
 « mement, recourir ou consentir à toutes mesures nécessaires à
 « l'équilibre de ses comptes avec le reste du monde et éviter le
 « déséquilibre aussi bien par excès que par défaut ; troisiè-
 « ment, faire preuve d'une continuité et d'une stabilité satisfai-
 « sante dans la politique commerciale, c'est-à-dire en ce qui con-
 « cerne les tarifs et les autres moyens de régler le commerce
 « extérieur. »

« Un système multilatéral général comme celui envisagé par
 « la conférence de Bretton-Woods est-il possible ou non, cela
 « dépend de ce que tous les pays importants du monde seront
 « capables ou désireux d'accepter ces trois conditions de politi-
 « que économique. Au cas contraire, ou si quelconque des pays
 « importants n'a pas cette capacité, ni ce désir, alors plutôt que
 « de viser à un commerce général multilatéral, il vaut mieux
 « rechercher le commerce multilatéral régional, c'est-à-dire le
 « commerce entre des groupes de pays capables d'accepter les
 « trois conditions. Si on ne peut pas trouver de groupes de pays
 « assez vastes, prêts et aptes à accepter ces trois conditions, il
 « reste à la Grande-Bretagne, comme à tout autre pays, cette der-
 « nière ressource d'assurer son minimum essentiel d'importation
 « par les arrangements bilatéraux. » (1).

Si maintenant nous examinons l'évolution de la pensée dans certains milieux français, nous trouvons la même préoccupation en face des problèmes économiques. Il suffit, pour avoir une idée, de citer l'effort de la France de renforcer ses liens avec son Empire.

Le principe posé par la Conférence de Brazzaville avant tout examen de son programme est bien net :

« Les fins de l'œuvre de civilisation accomplie par la France
 « dans les colonies écartent toute idée d'autonomie, toute possi-
 « bilité d'évolution hors du bloc français de l'Empire ; la consti-
 « tution éventuelle, même lointaine, de self-governments dans les
 « colonies est à écarter. » (2).

Dans le même ordre d'idée, il faut mentionner la conception

(1) W. BEVERIDGE, *Le plein emploi dans une société libre*, p. 32.

(2) Conférence de Brazzaville, p. 32.

qui domine dans certains milieux français au sujet de la reconstruction du pays. En effet, on considère que la reconstruction du pays exige une importation massive de main-d'œuvre étrangère, notamment des Italiens et des Allemands. Cependant on doit prendre soin de les éloigner après cinq ans environ et lorsque le phénomène de la surproduction économique pourrait faire manifestement sa réapparition.

Que l'on examine l'attitude des économistes et des techniciens en Angleterre, en France ou aux Etats-Unis et dans les autres pays du monde, au total, la tendance du nationalisme économique est bien évidente. On sent que les solutions d'un caractère international n'inspirent pas beaucoup de confiance et que dans chaque pays on est favorable à la politique autarcique, la politique du nationalisme économique.

Mais si telle est l'attitude de certains milieux et si cette tendance semble influencer également les gouvernements des différents pays, il ne faut pas méconnaître aussi les illusions du libéralisme qui se manifeste un peu partout, bien qu'avec une certaine précaution.

§ 4. — LES ILLUSIONS DU LIBÉRALISME.

Il est nécessaire de tenir compte d'une poussée éventuelle vers le libéralisme économique du fait que, dans ce domaine, une confusion règne dans les esprits. En effet, les partisans de la doctrine libérale accusent l'économie dirigée comme responsable d'un nombre considérable de méfaits. Particulièrement l'économie de la disette, durant la période de la guerre et après pendant un certain temps, est imputée à l'économie dirigée. Par ailleurs, comme le système de la taxation des prix est destiné à reculer au fur et à mesure que la production s'accroîtra, il est à prévoir que la propagande en faveur du libéralisme économique ira en se développant.

Il va sans dire que si on faisait un bilan entre les deux politiques, il n'est pas certain que la conclusion serait en faveur du libéralisme économique, notamment pour cette période exceptionnelle de guerre. En effet, si le marché est laissé libre pendant une période où les biens sont insuffisants et que la distribution se fasse par le mécanisme des prix, il est évident que les gens qui ne possèdent pas un revenu important seront exclus de la consommation de presque tous les biens. C'est cette situation que la

taxation des prix vise à empêcher en faisant la distribution sur la base que nous connaissons.

Mais la politique de taxation des prix conduit à un résultat qui a des conséquences très graves. Le prix taxé n'étant pas considéré comme rémunérateur, la production se trouve de ce fait découragée. Il est donc à prévoir qu'après la fin des hostilités et lorsque les conditions de la production seront améliorées une certaine liberté sera nécessaire afin de permettre une hausse des prix, ce qui est un encouragement très efficace pour l'accroissement de la production. Par contre, si les prix sont maintenus très bas on ne peut pas s'attendre à un développement de la production.

Tant que les conditions pour un accroissement de la production ne sont pas favorables, cet aspect du problème est sans grande importance. Mais à partir du moment où certaines conditions sont remplies : il existe, par exemple, une main-d'œuvre suffisante, des engrais, des matières premières, etc., la modification des prix devient nécessaire si on veut obtenir une augmentation de la production. Durant la période de guerre on ne peut pas penser à la réalisation d'un équilibre entre l'offre et la demande des biens.

La différence entre offre et demande est très grande, ce qui légitime pleinement le système de la taxation et la distribution des biens par le système des titres de rationnement. La situation se modifie totalement lorsque la production peut s'accroître suffisamment pour satisfaire la demande. Dans le cas où entre offre et demande l'équilibre est possible, on a tout intérêt d'exercer une influence dans ce sens sur l'un des facteurs. Donc, une fois la guerre terminée, il faut accroître la production pour satisfaire la demande et on ne peut le faire qu'en s'orientant vers la liberté économique afin que les prix s'établissent à un niveau qui tienne compte des conditions de la production.

Il va sans dire que l'adaptation des prix pose un problème monétaire. En effet, la période de guerre a conduit à une inflation monétaire en vase clos dans tous les pays. Par conséquent, si on laisse la masse monétaire se confondre avec la masse des biens, on assistera à une hausse des prix, à peu près de la même proportion que l'accroissement du volume de la circulation monétaire.

Il se peut que la dévaluation monétaire constitue une injustice pour les épargnants et, en général, pour tous ceux qui ont des créances monétaires, mais la politique contraire, dite de déflation, est pratiquement difficile à réaliser. Tout compte fait une

dévaluation monétaire est préférable, si on veut que la production reprenne son cours normal.

Il faut tenir compte que l'aiguillon de la production est le profit. Une marge bénéficiaire entre le prix de revient et le prix de vente est toujours nécessaire. Si donc on laisse jouer librement l'offre et la demande, l'accroissement et l'encouragement de la production seront fonction de la marge du bénéfice.

Mais précisément cette évolution donnera un renouveau de crédit à la doctrine libérale. Et comme les gens ont d'habitude de la mémoire un peu courte, il est à craindre que les erreurs du passé ne se répètent. En effet, il est naturel que les gens qui voient que la liberté économique apporte un accroissement de la production et une augmentation du bien-être général acceptent avec un esprit bienveillant les discours libéraux.

Il faut même admettre que les conditions de l'application d'une politique libérale sont extrêmement favorables après la fin d'une guerre. Si une économie se trouve en présence d'une production insuffisante, si des besoins sont à satisfaire, il faut donner des marges bénéficiaires à la production pour se développer. Nous avons constaté dans nos analyses les principes de notre économie. De cette analyse se dégage l'enseignement que si une économie se trouve en face d'une demande de biens, la liberté économique est de nature à résoudre le problème de la pénurie des biens. Actuellement les besoins qu'il faut satisfaire sont immenses. Il faut donc encourager la production par tous les moyens et l'encouragement le plus efficace est l'existence du profit. L'entrepreneur qui voit qu'il existe la possibilité de vendre avec profit se lance immédiatement vers la création d'une entreprise.

Finalement il faut admettre que cette tendance est tout à fait normale et que les mesures restrictives disparaîtront graduellement à partir d'une période où la production commencera à s'accroître sensiblement. Cependant il ne faut pas se faire d'illusions et oublier quel sera l'effet final de cette politique. C'est là l'essentiel du problème.

§ 5. — LES CONSÉQUENCES DU LIBÉRALISME.

D'une manière générale, on peut s'attendre à une poussée vers la politique libérale. Du moment où la production va reprendre, l'offre et la demande seront laissées jouer librement afin d'assurer l'équilibre entre production et consommation. C'est là

méthode la plus efficace pour faire disparaître le marché noir. Tant que l'offre ne peut pas satisfaire la demande, le phénomène du marché noir est inévitable. Mais l'offre ne peut pas s'accroître efficacement si les prix ne sont pas laissés libres pour monter et inciter un accroissement de la production des biens.

Nous nous trouverons donc prochainement, pour une période de quelques années, en présence d'une situation caractérisée par une demande de biens qui dépassera largement l'offre. En effet, à côté de la demande des produits de consommation existe la demande d'outillage ; il faut reconstruire les usines détruites, il faut remplacer l'outillage usé ; il faut reconstruire les maisons et tous les bâtiments détruits, comme il faut aussi refaire les ports, les chemins de fer et remplacer les bateaux qui furent envoyés par le fond pendant la guerre.

Chaque pays se trouve devant une tâche immense. Quant au problème financier, il ne semble pas insoluble. Le facteur crédit jouera un rôle très important dans la reconstruction économique. Mais cette situation conduit inévitablement à l'ascension du cycle économique. Nous assisterons à une hausse très forte des prix, hausse qui sera plus forte du fait que le mécanisme économique, avec le long processus de la production, crée une illusion générale et donne l'impression que l'on s'engage dans la voie d'une prospérité sans fin.

Pourtant pour bien comprendre la situation, il suffit de réfléchir sur les données du problème et de traduire les différentes variables dans le schéma de l'offre et de la demande. Après la fin du conflit, nous nous trouvons en présence d'une économie de pénurie. Dans tous les pays le mot d'ordre est : *produisons*. Il faut produire pour satisfaire à une demande qui a une triple origine : 1) Demande des biens de consommation. Nous sommes tous plus ou moins épuisés, nous avons besoin d'une nourriture plus abondante, de vêtements et d'un certain confort. Nous aurions même une tendance vers l'accroissement de nos dépenses et vers l'élévation de notre niveau de vie. 2) La demande provient aussi de la production de l'outillage. Il faut remettre en place les usines et moderniser les installations mécaniques. 3) Enfin une demande très importante qui provient de la reconstruction des bâtiments, moyens de communication, etc.

Cependant, il est évident que les deux dernières demandes tendront à disparaître après un certain temps. Une fois les usines reconstruites, les nouvelles installations et l'extension des investissements iront en diminuant. Il faut simplement rempla-

cer chaque année l'outillage usé et les nouvelles installations seront sans importance sur l'ensemble de la production. Pour bien saisir ce phénomène nous devons faire une estimation du total des investissements. Si nous représentons par 100 la valeur totale des investissements, c'est-à-dire la valeur de l'outillage qui sert pour la production des biens de consommation, à la fin du conflit, suivant les pays et les branches de la production, l'outillage qu'il faut remplacer peut être évalué de 50 à 80 %. D'une manière générale, plus de la moitié de l'outillage est à remplacer. Mais une fois cet outillage reconstruit et mis en place, nous aurions besoin de la production d'un outillage qui ne peut pas dépasser les 10 %. Il y a là donc une demande qui doit diminuer considérablement après la reconstruction économique.

Il en est de même de la demande qui provient de la reconstruction des bâtiments, ports, moyens de communication, etc. Cette demande aussi diminuera très rapidement après la fin de la reconstruction.

Quant à la demande des biens de consommation on peut admettre que non seulement elle ne sera pas en diminution, mais, au contraire, elle peut très bien prendre une extension du fait que la tendance générale sera vers l'élévation du niveau de vie dans tous les milieux de la société.

Cependant il devient évident que la demande qui provient uniquement des biens de consommation ne peut pas donner satisfaction à l'offre et assurer l'équilibre économique entre production et consommation. Très rapidement l'offre des biens dépassera la demande. S'agit-il des produits agricoles ? La technique moderne avec l'utilisation des engrais et des différentes méthodes scientifiques donnera une production plus que suffisante. S'agit-il de la production industrielle ? Avec l'outillage moderne la production de tout ce qui est nécessaire pour la consommation sera très vite obtenue.

Quant à la consommation quelle que soit la rapidité de son extension, il est impossible d'admettre qu'elle suivra la production afin que l'équilibre économique soit assuré. Il existe des produits dont une augmentation de la consommation est impossible. Il en est ainsi des céréales et d'une série d'articles de première nécessité dont la demande est manifestement inélastique. Une fois que chacun aura à sa disposition la quantité de pain suffisante pour sa nourriture quotidienne, on ne peut pas penser que les hommes doubleront leur consommation pour permettre à la totalité de la production de s'écouler.

Reste un nombre très grand de produits de luxe et demi-luxe dont la consommation évoluera sûrement dans le sens de l'extension. Pourtant on ne peut admettre que l'accroissement de cette consommation sera de nature à assurer l'équilibre économique. Il ne faut pas oublier que les gens qui auront un revenu à leur disposition tendront à en économiser une partie, afin de se constituer une épargne. Quant à ceux qui auront un désir ardent de consommer, mais qui seront démunis de revenu, cette demande est une demande insolvable, sans effet sur le marché.

Finalement l'économie libérale conduira de nouveau à un déséquilibre économique dont l'aspect est difficile à prévoir, mais dont la survenance est tout à fait certaine. Si l'économie mondiale se reconstruit sur la base des méthodes traditionnelles, on peut s'attendre à la répétition du phénomène des crises cycliques avec tout leur cortège de méfaits bien connus. Mais il se peut aussi que chaque économie nationale garde une certaine autonomie, que le nationalisme économique domine la politique des différents pays, que des mesures d'un nationalisme très poussé soient appliquées, que la monnaie soit manipulée, contrôlée, etc. Dans ces conditions, il est à craindre que chaque pays s'installera dans une situation de déséquilibre économique et son effort sera d'*exporter* son chômage et de faire passer la crise sur les pays voisins.

D'une telle politique peuvent surgir des frictions sur le plan international et conduire encore une fois l'humanité à un conflit sanglant. Malheureusement une sombre perspective se justifie pleinement lorsqu'on tient compte de l'incompréhension de l'opinion publique et de la valeur de quelques doctrines qui persistent à préconiser des mesures dont l'application conduit à des résultats malfaisants.

CHAPITRE VI.

QUELQUES DOCTRINES ÉCONOMIQUES.

§ 1. — LA DOCTRINE DE L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE.

Dans la réalité, nous ne sommes pas en présence d'une seule doctrine, mais d'une multitude de doctrines qui peuvent être classées sous le terme d'organisation professionnelle. La doctrine corporative appartient à la catégorie de l'organisation professionnelle. D'autres doctrines aussi qui ne prononcent pas le terme corporation préconisent une organisation professionnelle. Suivant chaque auteur, son caractère, son origine et ses conceptions sur la justice sociale, la doctrine de l'organisation professionnelle prend telle ou telle forme.

Dans certaines élaborations on trouve des éléments empruntés à la doctrine socialiste, puisqu'on parle de l'acquisition des moyens de production par la corporation. Si maintenant nous passons du plan théorique dans le domaine de l'application, les résultats des tentatives corporatistes sont bien connus. En Allemagne, on ne peut pas soutenir que l'expérience était réellement une application de la doctrine corporatiste. L'organisation économique de l'Allemagne se basait sur le *Soldaten Prinzip*. L'économie était fortement hiérarchisée et disciplinée en vue de la préparation et de l'exécution de la guerre. Quant à la tentative d'application du corporatisme en Italie et au Portugal, les déboires en sont très connus.

En France, la fameuse Charte du Travail qui était d'une inspiration corporatiste avait soulevé le mécontentement de la grande majorité de la population. L'effort de Vichy n'a été soutenu que par une minorité de gens privilégiés qui s'efforçaient, par ce truchement, de sauvegarder leurs privilèges.

La construction doctrinale de la doctrine de l'organisation professionnelle présente tellement de défauts qu'il faut se demander comment un certain nombre d'économistes dont l'influence

est indéniable ont soutenu cette doctrine. Nous ne pouvons pas faire une critique détaillée de toutes ces constructions doctrinales, mais nous prendrons deux exemples très typiques.

M. Bouvier-Ajam a publié en 1937 son ouvrage : *La doctrine corporative*. Nous ne discuterons pas la construction doctrinale de cet auteur. Il connaissait très peu, en 1937, l'économie politique et on a l'impression qu'il la connaît très mal encore. Mais ce qui nous étonne, c'est la position de M. le Professeur Louis Baudin qui « avale » cette doctrine en donnant à l'ouvrage de M. Bouvier-Ajam une préface dans laquelle on peut lire les lignes suivantes :

« Elle n'est pas parfaite, dites-vous ? Il y a toujours quelque part une fissure, un point vulnérable chez Achille et chez Siegfried : c'est le fait de toute chose humaine. Nous n'en sommes plus à chercher le mieux. Bornons-nous à éviter le pire. La corporation est une planche de salut. Nous sommes en train de nous noyer. Ne faisons pas comme le magister de la fable, dissertant sur les responsabilités de l'enfant que le courant entraîne, et saisissons cette planche, quand bien même nous préférerions pouvoir nous accrocher à quelque barque plus sûre. » (1).

M. le Professeur Baudin est un éminent économiste, ses livres font autorité dans les milieux scientifiques et nous sommes autorisés de ce fait de poser le problème d'une manière strictement scientifique. Le problème qui nous préoccupe est la crise du capitalisme. La doctrine corporatiste nous promet de nous sauver de la crise du capitalisme, mais dans cette doctrine nous trouvons beaucoup de paroles, un langage très démagogique et aucune démonstration sur le fonctionnement de l'économie de façon à atteindre l'équilibre économique. Le problème fondamental pour une doctrine qui préconise le remplacement d'un régime par un autre est de démontrer que les conditions suffisantes pour le fonctionnement en équilibre d'une économie sont remplies. Or, dans cette doctrine nous n'avons pas une démonstration quelconque d'une possibilité d'équilibre économique. On nous invite à un voyage qui peut s'avérer une aventure pénible et une véritable tragédie. Il est vrai que le capitalisme est en pleine crise, mais nous ne pouvons pas suivre n'importe quel guide et marcher vers n'importe quelle direction.

(1) Louis BAUDIN, Préface au livre de M. BOUVIER-AJAM, *La doctrine corporative*.

Evidemment ces problèmes dépassent largement M. Bouvier-Ajam, mais M. le Professeur Baudin les connaît parfaitement et il est à même de voir si le corporatisme qu'il juge comme une « planche de salut » peut conduire à l'équilibre.

Nous nous trouvons en présence d'une même situation avec la conception d'une organisation communautaire de M. le Professeur François Perroux. Son ouvrage *Capitalisme et Communauté de travail* a exercé une très forte influence. Sa construction doctrinale est plus poussée et l'ensemble présente une certaine cohérence.

Cependant toute cette construction doctrinale est en porte-à-faux, car il n'existe nullement une démonstration de la possibilité de l'équilibre économique dans l'organisation communautaire. L'effort de M. Perroux est de mettre fin à la lutte de classe, d'éliminer la grève comme moyen d'amélioration du sort de la classe ouvrière. Dans ce sens, il préconise un système basé sur une organisation représentant à la fois les ouvriers et les patrons, avec des représentants de l'Etat comme tiers départageants. Il faut admettre que la construction est ingénieuse, mais le problème le plus important reste sans réponse. Comment dans cette construction doctrinale l'équilibre économique sera-t-il assuré ? Il y a là un point très important qui laisse voir clairement toute la position contradictoire de M. Perroux.

En effet, dans son enseignement et dans ses livres, M. Perroux se présente comme un défenseur du marginalisme, bien que parfois après l'avoir défendu il le détruit par une méthode un peu spéciale, comme ceci arrive dans son ouvrage *La valeur*. Or, la question que nous avons à résoudre est la suivante : si le marginalisme interprète bien la réalité économique, notre conclusion est en faveur du libéralisme économique. Comment dans ces conditions peut-on concilier à la fois la défense du marginalisme et son abandon, ensuite, sur le plan de la politique économique ? Il faut donc supposer que le marginalisme interprète mal la réalité économique et qu'une doctrine autre que le libéralisme économique doit être notre guide pour la politique économique.

Nous devons donc faire une construction basée sur la démonstration que l'équilibre économique est possible. Par contre, lorsqu'on se trouve en l'absence de toute démonstration d'une possibilité d'équilibre économique, on peut se demander si ce système de l'organisation communautaire n'a pas comme but d'incorporer la classe ouvrière dans le capitalisme et de prolonger indéfiniment les privilèges d'une poignée de gens. Cette pensée est d'autant

plus défendable que l'attitude favorable de M. Perroux envers la « *Révolution Nationale* », envers la politique de Vichy est bien connue.

Il est vrai qu'en économie politique nous ne sommes pas à une contradiction près. C'est une matière qui touche chaque instant nos intérêts. Par conséquent, le fait de défendre un régime conduit fort souvent à des méthodes qui ne sont pas compatibles avec un esprit rigoureusement scientifique.

Sans vouloir pousser plus loin notre enquête sur les différentes doctrines qui se réclament du principe de l'organisation professionnelle, nous pouvons signaler que tant que ces doctrines ne démontrent pas la possibilité d'un équilibre économique, elles ne méritent pas un examen sérieux, même si l'aspect social de la doctrine correspond à un sentiment de justice. La base de la construction est le facteur économique. Nous avons une organisation sociale qui conduit périodiquement au déséquilibre économique et à la misère dans l'abondance. Nous avons le droit d'en préconiser une autre à sa place, mais à condition de démontrer que, dans cette nouvelle organisation, l'équilibre économique est possible. Si cette condition fondamentale fait défaut, la construction est une utopie. Elle peut conduire à des ruines et à des catastrophes encore plus grandes que celles dont nous nous plaignons dans le capitalisme.

§ 2. — LA DOCTRINE DU POUVOIR D'ACHAT.

La doctrine du pouvoir d'achat est soutenue dans certains milieux ouvriers. En France, cette doctrine a été liée avec la doctrine de l'abondance de M. Jacques Duboin.

L'essentiel du raisonnement découle de l'observation qu'il existe des gens qui ont un désir ardent de consommer et qui ne peuvent pas le faire par manque de revenu. Par contre, on se trouve en présence de personnes qui ont à leur disposition un revenu très fort, mais qui ne désirent pas consommer. L'aboutissement de cette observation est que si on fait un déplacement du pouvoir d'achat de ceux qui disposent d'un revenu très grand vers ceux qui manquent de revenu, cette mesure conduira à l'équilibre économique. Dans ce sens, l'effort doit être de relever les salaires des ouvriers pour leur permettre d'accroître leur consommation.

Toute la politique du gouvernement du Front Populaire, en

France en 1936, a été basée sur cette doctrine. Malgré les déceptions que cette politique a amenées, dans beaucoup de milieux elle garde encore une certaine influence. Ajoutons immédiatement que si nous faisons beaucoup de réserves sur l'efficacité d'une telle politique en ce qui concerne l'établissement d'une économie en équilibre, nous sommes loin de partager les conceptions de certains adversaires de cette doctrine qui la réfutent avec des arguments sans fondement.

Nous avons comme un exemple typique l'argumentation de l'ouvrage de M. Piettre (1). La critique, par cet auteur, se fait sur la base de la théorie classique qui soutient que le pouvoir d'achat reste toujours dans le circuit économique. Si on peut admettre que les ouvriers disposent de moins d'argent, ceci signifie que cet argent est épargné par ceux qui ont des revenus importants et ce qu'un capitaliste épargne n'est pas perdu pour la consommation, car il retourne dans l'économie sous forme d'investissement. C'est la théorie classique sur l'épargne qui est invoquée et qui à notre sens est inexacte pour les raisons suivantes :

Une somme d'argent qui est épargnée par un capitaliste ne retourne pas automatiquement et dans tout état de cause dans le circuit économique. Nous avons d'abord une dissociation entre la personne de l'épargnant et l'entrepreneur. Par conséquent, on peut très bien admettre une première fuite qui peut prendre la forme de la thésaurisation. L'épargnant peut se borner simplement à garder l'argent chez lui thésaurisé et dans ce cas cet argent est soustrait du circuit économique.

Mais l'investissement non plus n'est pas une opération qui a un caractère mécanique. Un entrepreneur fait des investissements dans la mesure où la conjoncture est favorable et que la perspective de produire un bien avec profit s'ouvre devant lui. L'investissement résulte d'un calcul économique. Il représente un acte économique qui prend la forme de la dépense d'une valeur présente et actuelle en vue de la création d'une valeur future plus grande.

La conséquence de cette situation est que si la conjoncture économique est défavorable, si les biens se vendent difficilement sur le marché, les entrepreneurs ne sont pas disposés d'élargir encore la production et d'utiliser l'épargne, même si les épargnants mettent celle-ci entre les mains des entrepreneurs. La chose est typique durant les périodes de dépression économique.

(1) André PIETTRE, *Le pouvoir d'achat devant les faits*. Librairie de Médecis, Paris.

L'argent est abondant, l'intérêt du capital est très bas. Pourtant les investissements ne se développent que lorsque la crise est totalement liquidée et que les stocks de marchandises sont écoulés.

La conception que le pouvoir d'achat est constant et que ce qui manque à l'un se trouve entre les mains d'un autre est une conception totalement erronée. La thèse contraire des défenseurs de la théorie du pouvoir d'achat qui soutiennent qu'un déplacement du pouvoir d'achat vers ceux qui n'ont pas suffisamment d'argent pour consommer est plus solide. Cependant nous faisons des réserves sur cette théorie quant à son efficacité d'assurer l'équilibre économique. En effet, il ne suffit pas de constater que si on donne plus d'argent aux ouvriers la consommation totale des biens s'accroîtra, il faut prouver que la consommation suivra la production et que l'équilibre sera assuré. C'est sur ce point que nous faisons des réserves.

Admettons que les salaires des ouvriers sont en accroissement. Une hausse des salaires provoque également une hausse des prix, par suite de l'augmentation du prix de revient, dont un élément très important est la rémunération du travail. Signalons en passant les dangers d'un sophisme qui soutient que les ouvriers n'ont pas intérêt d'obtenir une augmentation de leurs salaires, puisque ce qu'ils gagnent d'un côté, ils le perdent de l'autre en payant plus cher les biens de consommation. Cette thèse est insoutenable car le salaire de l'ouvrier n'est qu'un élément du coût de production. Il faut tenir aussi compte des autres facteurs et notamment du capital. La répercussion sur les prix de vente d'une augmentation des salaires dans aucun cas ne peut être du même ordre de grandeur que l'augmentation de la rémunération du travail.

La conséquence est que l'ouvrier qui obtient, par exemple, une augmentation de 30 % payera une majoration sur les prix de consommation, mais dans aucun cas cette charge ne fera compenser l'accroissement de son revenu. La hausse des prix peut être de 10 ou de 20 %, mais jamais de 30 %, c'est-à-dire du même ordre que l'augmentation du salaire.

Mais une augmentation des salaires qui fait majorer les prix de consommation par suite de l'accroissement du coût de production provoque une diminution du pouvoir d'achat d'autres personnes dont les revenus restent stationnaires. C'est là tout le problème. Il semble bien qu'il faille faire une classification par catégorie des différents revenus. Pour simplifier les choses nous retiendrons deux grandes catégories de revenus en dehors du

revenu ouvrier. Nous prendrons en considération les gros revenus et les revenus plus ou moins modestes. Dans la première catégorie, il faut placer les revenus des personnes riches, de ceux qui ont un revenu qui dépasse largement leurs besoins et dont une partie se transforme en épargne presque d'une façon automatique. Les titulaires de gros revenus, sans se priver de rien, voient une partie de ce revenu rester entre leurs mains et le transforment en épargne, en placement, etc. Sur la catégorie de ces consommateurs l'influence de la hausse des prix comme résultat de l'accroissement des salaires sera insensible. La consommation continuera au même rythme qu'auparavant d'autant plus que la hausse des salaires sera imputée dans le coût de production et le profit de l'entreprise, si la conjoncture est favorable, restera très appréciable.

La deuxième catégorie de consommateurs, ceux qui ont un revenu modeste souffrira d'une hausse des prix. Il suffit de tenir compte de la situation d'un rentier, du propriétaire d'une petite maison, d'un artisan et en général de tous ceux dont les revenus ne sont pas très importants et la nature du contrat qui les lie avec le circuit économique a plutôt le caractère d'un contrat à long terme dont la modification est lente et difficile.

Nous nous trouvons donc en présence de deux forces, en sens contraire. Accroissement de la consommation par suite d'une hausse des salaires, diminution de la consommation provenant de la catégorie des gens dont le revenu est modeste. Il se peut qu'entre les deux courants, celui de l'accroissement de la consommation soit le plus fort et que finalement la consommation totale soit en accroissement, mais il ne faut pas pour cela croire que cet accroissement assure l'équilibre économique. C'est là un problème très important qui doit être attentivement analysé en prenant comme point de départ la théorie de la sous-consommation. C'est une théorie qui contient une part de vérité, mais elle ne peut pas nous expliquer d'une façon satisfaisante les faits. C'est un point qui doit nous préoccuper attentivement.

§ 3. — LE PHÉNOMÈNE DE LA SOUS-CONSOMMATION.

La théorie de la sous-consommation sur laquelle est basée la doctrine du pouvoir d'achat est la théorie dite de la sous-consommation ouvrière. Suivant cette méthode la crise est expliquée par la mauvaise répartition du revenu. L'ouvrier ne gagne pas

beaucoup d'argent et, par conséquent, bien qu'il ait le désir de consommer des produits, il ne peut pas le faire. D'où la conclusion que l'on doit accroître les salaires des ouvriers afin de parvenir à une économie en équilibre. Mais c'est précisément sur ce point que nous faisons des réserves.

Pour nous, l'accroissement des salaires ne peut assurer l'équilibre économique. Il se peut même que pour une économie nationale qui s'engage dans cette voie sans tenir compte de la politique suivie par les autres pays, le résultat final soit opposé, puisque la hausse des salaires aggrave le coût de production et freine les exportations du pays. C'est un fait qui a une grande importance pour les entrepreneurs, ce qui explique leur hostilité pour toute augmentation de salaires. Le salaire de l'ouvrier pour l'entrepreneur est un facteur important du prix de revient et il n'accepte pas une augmentation qui peut le placer en mauvaise position envers ses concurrents sur le marché international.

Mais laissons pour le moment ce problème et examinons celui de l'équilibre économique. Pour nous, l'explication de la crise économique peut se faire si on invoque comme cause la sous-consommation, si on veut, mais une sous-consommation de toute la population. Dans ce sens, nous aimons mieux utiliser le concept : crise par excès d'épargne, qui est de nature à mieux éclairer les choses. En effet, à partir du moment où l'économie est individualiste et d'un caractère monétaire, la crise économique est inévitable. Un raisonnement correct doit prendre en considération la totalité de la population.

Tant que les gens ne désirent pas consommer la totalité de leur revenu, on se trouve devant l'impossibilité de faire écouler tous les biens, à moins qu'une partie de la population ne soit dirigée vers l'extraction des métaux précieux qui sont la base de la monnaie, ou que certains faits tels que la guerre interviennent, entraînant l'affectation d'une partie de la population à d'autres activités que la production des biens de consommation. Pour comprendre la nature de ce problème supposons que, par des mesures législatives, on supprime le salariat et que les ouvriers deviennent propriétaires des moyens de production. Si les entreprises continuent leur fonctionnement sur la base actuelle le déséquilibre économique est inévitable. Tant que les moyens de production permettent l'élargissement de la production des biens et que la population, dans son ensemble, n'est pas disposée à consommer son revenu, mais désire se constituer une épargne, la crise est inévitable.

La nature de ce problème est encore plus compréhensible si nous regardons en arrière et si nous examinons la situation économique avant la survenance du grand capitalisme. Le fonctionnement du marché et celui de l'économie individualiste ont toujours conduit à des difficultés. Tous les écrivains, consciemment ou inconsciemment, fulminaient contre l'or — *auri sacra fames* ! Toutefois cette économie précapitaliste ne pouvait pas présenter les mêmes difficultés que l'économie contemporaine, du fait que la technique de la production et les moyens scientifiques mis à son service étaient fort rudimentaires. Cependant, dans la mesure où la production dépassait un peu les besoins habituels et où chacun s'efforçait de se constituer une épargne, la réalisation du profit n'était possible que durant les périodes d'accroissement monétaire. C'est ainsi que l'on peut expliquer le rôle très important joué pour l'évolution de l'humanité par la variation quantitative des moyens monétaires.

Finalement, ce qu'il faut retenir de cette analyse est ceci : En prenant comme base du raisonnement toute la population dans son ensemble, nous pouvons conclure en ayant comme guide le mécanisme de l'offre et de la demande que, tant que l'offre des biens est plus grande que la demande, la crise est inévitable. Si l'offre représente 100 et la demande 90, l'équilibre n'est pas possible et une crise s'en suivra. La solution de ce problème est facile si l'offre des biens représente 90, l'offre monétaire 10, la demande des biens 90, et la demande monétaire pour la constitution d'une épargne 10.

L'accroissement de la quantité de monnaie joue ce rôle particulier du fait que pour le pays producteur de métaux précieux l'or et l'argent sont des marchandises comme les autres. Le pays qui les produit les exporte au même titre que le riz, le café, le coton, etc. Cependant, pour le pays qui les reçoit, les métaux précieux sont des instruments monétaires, ils sont à la base du système monétaire et conduisent, d'une façon très facile, à l'équilibre économique.

Toute l'histoire de l'humanité est une suite d'inflations et de déflations monétaires. Si l'accroissement des instruments monétaires est rapide, plus rapide que l'accroissement des biens, les prix sont en hausse et les phénomènes bien connus de l'inflation se manifestent. Par contre, si l'accroissement de la production des biens est très rapide et que les instruments monétaires restent invariables ou se modifient dans le sens de l'accroissement, mais non dans la même proportion que l'accroissement des biens, nous

nous trouvons en présence du phénomène inverse : baisse des prix, déflation et crise économique.

Il va sans dire que dans cette analyse, nous ne méconnaissons pas l'influence exercée sur la consommation par la mauvaise répartition du revenu. La différence est que notre théorie est plus large et nous permet d'expliquer toutes les difficultés des sociétés individualistes, même si dans ces sociétés l'aspect de la production n'a pas le caractère du capitalisme actuel. Si maintenant nous appliquons notre théorie au capitalisme moderne et nous faisons intervenir le fait de la mauvaise répartition du revenu nous constatons que celle-ci joue un rôle important dans le sens de l'accélération du phénomène du déséquilibre.

Une société individualiste peut traverser des difficultés économiques et avoir à se débattre avec le phénomène de la surproduction, mais la surproduction devient plus grave si dans cette société la répartition du revenu est défectueuse. Ceux qui possèdent les gros revenus, ceux qui sont titulaires des grandes fortunes s'efforcent d'accumuler encore plus, tandis qu'une très grande part de la population manque du nécessaire, faute de revenu. Cette situation ne peut qu'influer dans le sens de l'accentuation du déséquilibre économique. La différence entre notre conception et celle de la théorie de la sous-consommation est que nous mettons en évidence l'existence de la cause du déséquilibre même avant l'avènement du capitalisme moderne. Nous soutenons que la crise est inhérente à toute société individualiste. Par suite, lorsque nous passons à la phase de la société capitaliste, nous tenons compte de la mauvaise distribution du revenu et nous concluons à l'aggravation du déséquilibre économique.

Cette analyse nous met en garde contre les illusions de la doctrine du pouvoir d'achat et nous fait comprendre que l'accroissement de revenu de la classe ouvrière n'est pas de nature à nous assurer l'équilibre économique. Nous ne soutenons pas, par là, que tout effort vers l'amélioration du sort de la classe ouvrière doit être négligé, mais en s'engageant dans cette voie il ne faut pas croire que l'on parvient à résoudre en même temps le problème du déséquilibre économique dont la cause est plus profonde.

En expliquant clairement ces problèmes, on rend un service important à ceux qui croient, en pleine bonne foi, que la politique du pouvoir d'achat peut conduire à l'équilibre économique. On doit faire un effort chaque jour pour améliorer le sort de l'ouvrier et lui permettre d'acheter une quantité de produits plus

grande, mais il ne faut pas se faire l'illusion que cette politique conduit aussi à l'équilibre économique. Nous croyons avoir démontré suffisamment dans nos analyses quelles sont les conditions nécessaires pour s'assurer l'équilibre économique.

§ 4. — NÉO-LIBÉRALISME ET LIBÉRALISME SOCIAL.

La doctrine du néo-libéralisme a comme point de départ la constatation que l'évolution du capitalisme a conduit à la formation des grandes unités économiques et des monopoles. Devant cette situation la solution est recherchée vers le retour à la concurrence. Donc le devoir de l'Etat est tracé : il doit travailler en faveur de la concurrence et contre les monopoles.

La campagne en faveur de la doctrine du néo-libéralisme a été déclenchée par la publication de l'ouvrage de Walter Lippmann, « *La cité libre* ». Les conceptions de Walter Lippmann ont été défendues en France par d'autres publications et notamment par l'ouvrage de M. Louis Rougier : « *Les mystiques économiques*. »

Dans cette doctrine, à l'encontre du vieux libéralisme qui demandait à l'Etat de ne rien faire dans le domaine économique, l'Etat est invité à faire fonctionner la concurrence. D'une manière plus concrète, l'Etat doit intervenir dans le domaine des sociétés anonymes pour empêcher les abus. Les néo-libéraux sont très hostiles envers les holdings, les concentrations et les intégrations qui éloignent le capitalisme de sa forme concurrentielle. La pratique aussi de l'auto-financement des entreprises est regardée avec hostilité, car elle a l'inconvénient de soustraire des capitaux très importants du marché et du jeu de la concurrence.

En ce qui concerne l'échange des biens, le devoir de l'Etat est de faire la police des marchés et de faciliter aussi les coopératives de production et de consommation. D'après les néo-libéraux l'Etat « ne saurait rester neutre entre ceux qui n'ont pas le moyen de marchander et ceux qui peuvent le faire trop facilement. » (1).

Quant au domaine monétaire, M. Lippmann approuve les interventions de l'Etat et les manipulations monétaires, bien qu'une telle conception puisse paraître surprenante pour un libéral. Enfin, un dernier point qui mérite d'être signalé est celui de la politique fiscale, qui doit être plus ou moins radicale, afin de

(1) Walter LIPPMANN, *La cité libre*, p. 263.

réformer la situation actuelle par des taxes de succession très fortes et un impôt sur le revenu rapidement progressif.

Il est peut-être nécessaire de signaler que cette doctrine n'est pas tout à fait homogène. Au Centre International d'études pour la rénovation du libéralisme, fondé avant la guerre de 1939, on relevait des noms tels que celui de M. Jacques Rueff et de M. Louis Baudin qui sont loin de partager toutes les conceptions de W. Lippmann et de Louis Rougier.

Cette doctrine a des chances de réapparaître à l'horizon. Il faut même la rapprocher des écrits de M. Louis Marlio, dont le dernier livre a été publié en 1943, à New York, sous le titre : *Révolution d'hier, d'aujourd'hui et de demain*. M. Marlio constate certains défauts du capitalisme, mais il conclut que l'on doit rejeter l'économie dirigée et retourner à un libéralisme social. Il admet que le capitalisme engendre le chômage, mais il lie la question avec le progrès technique et il considère que c'est là une rançon que nous devons payer.

« En résumé, nous sommes en présence de deux causes qui ne sont pas dûes à une catastrophe imprévisible, ni au système capitaliste. C'est la conséquence normale et fatale du développement de l'industrie mécanisée ou, si l'on veut, du progrès technique dont nous devons payer la rançon. » (1).

Quant à la solution des problèmes actuels, M. Marlio croit que nous devons la rechercher dans la voie du libéralisme.

« En résumé, si nous voulons vivre en paix, il nous faut absolument mettre fin à la guerre économique ainsi qu'aux mesures d'égoïsme économique qui se retournent toujours finalement contre ceux qui les utilisent. Il nous faut revenir à l'application plus large du principe fécond de la division du travail entre les nations, rendre au milieu économique la fluidité qu'il avait perdue. Pour écouler une production accrue, il faudra des marchés plus larges. Ceux-ci seront obtenus par l'abaissement systématique des droits de douane, par la suppression de toutes les autres entraves au commerce international, par l'adoption de lois d'immigration plus libérales et par le développement des pays arriérés. Toutes ces mesures pourraient se résumer en un mot. Il faut détruire le nationalisme économique. » (2).

En lisant ce passage, on se rend compte que M. Marlio n'a

(1) Louis MARLIO, *La Révolution d'hier, d'aujourd'hui et de demain*, Collection Bretano's, New-York, 1943, p. 147.

(2) Louis MARLIO, *op. cit.*, p. 181.

rien retenu du grave problème des relations économiques entre nations et du problème du déséquilibre économique. Nous ne reprendrons pas ici la critique détaillée des conceptions du libéralisme économique et de la politique du libre-échange. Nous avons fait cette critique dans notre ouvrage sur le commerce international. Il est regrettable de constater une persistance tenace dans la même voie et un refus systématique de tenir compte de la réalité économique.

Une appréciation très sévère doit être faite aussi pour les conceptions de M. Lippmann. C'est un excellent journaliste, mais il connaît mal les problèmes économiques. Dans sa doctrine nous ne trouvons pas la démonstration que l'équilibre économique soit possible par l'application du programme du néo-libéralisme. Quant aux conceptions de M. Rueff, qui est un représentant typique du libéralisme en France, malgré sa participation dans le groupe des doctrinaires du néo-libéralisme, il s'agit d'un libéral tout court et il faut s'étonner qu'un esprit présentant incontestablement une vigueur de pensée défende une doctrine par des arguments qui sont de purs sophismes. Nous avons fait une critique très sévère des conceptions de M. Rueff dans notre ouvrage sur le commerce international.

Le cas de M. le Professeur Baudin est un peu compliqué. Il ne semble pas avoir beaucoup de confiance dans la doctrine libérale. C'est cette situation qui explique son attitude à la fois favorable pour le néo-libéralisme et pour le corporatisme. Il se montre favorable pour les doctrines qui se proposent de rafistoler le capitalisme, mais lui-même ne nous a pas présenté, jusqu'à présent, une doctrine systématique.

Il nous semble qu'une attention particulière doit être prêtée à ces doctrines intermédiaires du fait que pour une période et tant que l'économie mondiale ne sera pas encore reconstruite, la politique libérale présentera une efficacité qui risque d'induire en erreur les esprits. Les gens ont la mémoire courte. Du fait que la politique libérale permettra l'accroissement de la production d'une façon très rapide, l'opinion risque de se montrer de plus en plus favorable pour une telle politique jusqu'au jour où une nouvelle crise de surproduction fera son apparition. C'est là que gît le danger de la doctrine libérale. Elle a comme effet d'endormir les gens et de leur faire croire qu'une ère de prospérité sans fin s'ouvre devant eux.

§ 5. — DIVERSES TENDANCES D'ÉCONOMIE DIRIGÉE.

C'est un fait que nous nous trouvons en présence d'une multitude de tendances doctrinales et la classification sous le même concept devient impossible. Dans ce paragraphe nous dirons quelques mots sur certains ouvrages récemment parus et notamment de MM. Noyelle et Lescure.

D'une manière générale M. Lescure est libéral, mais son libéralisme semble un peu tempéré, ce qui peut justifier sa classification sous le terme dirigiste. Quant à M. Noyelle depuis plusieurs années il se déclare dirigiste. Il préconise l'intervention des pouvoirs publics pour l'assainissement du marché en période de crise économique. Il croit que le devoir de l'Etat est de permettre aux automatismes économiques de fonctionner et pour cette raison il est nécessaire de provoquer une certaine raréfaction des biens sur le marché.

Avec les événements actuels, M. Noyelle se montre encore plus favorable pour le dirigisme économique et l'organisation professionnelle, mais il n'accepte pas, sans réserve, la doctrine corporative. Quant à son dirigisme, c'est une doctrine en voie de construction puisque lui-même avoue qu'elle n'a pas encore engendré un système économique sans crise.

« Les dirigistes attachés à la lettre de leur enseignement « seront déçus, malgré les précautions que nous avons prises, « s'ils attendent de l'Organisation Professionnelle que d'emblée « elle dirige l'Economie vers l'équilibre. Par quels moyens, par « quelles méthodes ? Devons-nous répéter que l'idée dirigiste si « elle est née de la préoccupation de l'équilibre n'a pas encore « engendré un système économique sans crise. L'O.P. ne réalisera « pas l'Economie dirigée, mais elle y aidera en améliorant le pré- « sent et en préparant l'avenir. » (1).

On voit que la doctrine du dirigisme économique est en voie d'élaboration et M. Noyelle a la probité intellectuelle de nous dire qu'elle n'a pas encore engendré un système économique qui sera capable d'éliminer la crise. Mais c'est précisément la réserve que nous gardons envers toutes les doctrines qui désirent porter un remède à la situation. Elles se proposent de nous faire sortir de la crise du capitalisme sans nous démontrer d'une façon systématique dans quelles conditions. Ces doctrines nous invitent à les suivre

(1) HENRI NOYELLE, Révolution Politique et Révolution Economique, p. 104.

sans nous promettre que l'aboutissement final sera une économie sans crise. Dans ce cas, nous pouvons légitimement les qualifier comme des constructions sans fondement, comme des constructions en porte-à-faux.

Avec M. Lescure la situation est un peu différente. Il défend d'abord le capitalisme grâce à un système de définitions très habiles. En effet, il donne une telle définition du capitalisme que ce système se retrouve partout.

« Sans abuser, sans nous abuser, nous nous flattons de dé- « passer les platitudes, les lieux communs consacrés dans ces « dernières années à une prétendue crise du capitalisme, de ce « capitalisme qui attend encore sa définition, que certains con- « fondent lamentablement avec le libéralisme, et qui, à en ten- « ter une définition logique, se retrouve partout aujourd'hui « même là où on a prétendu le supprimer, et même surtout là. »

« La Russie doit-elle sa puissance formidable à une autre « institution qu'au capitalisme d'Etat ? » (1).

Cette conception de M. Lescure est soutenue grâce au critérium qu'il choisit. Il examine le problème sous l'aspect strictement technique et la constatation qu'en Russie la production se fait avec un outillage mécanique et que l'épargne n'est pas supprimée lui permet de conclure qu'il s'agit d'un « capitalisme d'Etat ». L'aspect juridique du problème est ainsi écarté. Pourtant, comme il est bien connu, le terme capitalisme a deux significations : 1) Au sens technique, c'est un régime où la production se fait à l'aide d'un capital et par l'utilisation d'un outillage technique très puissant. 2) Au sens juridique, c'est un système qui permet d'utiliser un capital dans la production pour pouvoir tirer un profit sans une prestation de travail. Cette opération suppose que les moyens de production sont libres et que la propriété appartient à celui qui dispose du capital. Or, tout le monde connaît que les moyens de production en Russie Soviétique appartiennent à la collectivité.

Quant aux solutions pratiques préconisées par M. Lescure, il faut reconnaître qu'il a le don de présenter des formules qui provoquent un certain étonnement. En voici une :

« Mieux vaut pour l'Amérique proroger, après la paix, la « loi prêt-bail, que compter des chômeurs par millions, qu'avoir « ses fermiers en faillite. L'Europe encore une fois est à refaire.

(1) JEAN LESCURE, Guerre et crises économiques, face au chômage, Lib. Générale, p. 3.

« Les débouchés ne manquent pas. Mais l'Europe ne peut acheter qu'à crédit. Une fois refaite, elle remboursera. Elle se refera en travaillant. » (1).

Ce passage contient un certain nombre de propositions qui méritent une analyse. Il est exact que l'Europe ruinée ne peut acheter en Amérique qu'à crédit. Mais la difficulté commence lorsqu'il faut rembourser. Une fois l'Europe refaite, M. Lescure nous dit qu'elle remboursera. Comment ? Par quelle méthode ? Après un certain temps et lorsque la production en Europe retrouvera son stade normal et que l'Europe aura besoin d'exporter pour payer, la vieille discussion va reprendre : « *Nous ne pouvons payer l'Amérique qu'en biens, en exportant des marchandises* ». Mais l'Amérique n'aura que faire des marchandises de l'Europe. Déjà dans l'état actuel des choses, elle en a suffisamment puisqu'elle nous vend à crédit. Pendant la période de la reconstruction de l'économie européenne la production de l'Amérique sera encore plus développée et elle aura un besoin de plus en plus grand pour trouver des débouchés et faire écouler ses produits. Voilà la triste réalité qui est escamotée par M. Lescure dans une formule qui ne signifie rien, mais qui prolonge la confusion chez des gens qui connaissent mal les questions économiques.

Il en est de même d'une autre affirmation : « Evitons le chômage, la guerre civile, gardons notre équilibre ; une bonne monnaie nous sera donnée par surcroît. » (2).

Il y a là un vœu qui exprime une pensée très élevée, mais tout le problème est de savoir par quelle méthode on peut éviter le chômage. Or, dans les analyses de M. Lescure nous n'avons pas trouvé une démonstration qui permet d'indiquer une politique claire, une politique d'ensemble. M. Lescure se présente comme un défenseur du capitalisme et pour conjurer les conséquences néfastes de ce système, il se borne à formuler des vœux. C'est en cela que la chose est très grave. La situation présente nous place devant le dilemme : Trouverons-nous une organisation rationnelle pour conjurer la crise économique ou dans quelques années verrons-nous de nouveau le chômage et la misère dans l'abondance ?

Malheureusement nous gardons l'impression que ce problème ne préoccupe pas beaucoup les économistes dont nous analysons les conceptions. On sent un effort systématique pour défendre le

(1) Jean LESCURE, op. cit., p. 93.
 (2) Jean LESCURE, op. cit., p. 94.

capitalisme et, uniquement pour les apparences, on se borne à quelques considérations dans un sens ou dans l'autre et à l'énoncé de quelques formules qui n'engagent à rien.

Nous trouvons la même attitude d'esprit dans l'ouvrage d'un jeune économiste consacré à la doctrine Universaliste. L'ouvrage est fait avec beaucoup de soin et finalement un procès-verbal de carence est dressé contre les conceptions de Spann. Pourtant, la conclusion finale de l'ouvrage est un peu étonnante.

« Cette philosophie économique est aujourd'hui indispensable, car dans une société profondément ébranlée, le travail de détail ne suffit plus. En temps de crise totale, le problème social doit être envisagé dans son ensemble : c'est de la plus large synthèse et non d'analyses subtiles que nous avons besoin. Le professeur Spann apporte une solution à cette exigence vitale. Il a pénétré tous les domaines de la connaissance depuis la technique jusqu'à la métaphysique. »

« Depuis vingt ans, il oppose au collectivisme envahisseur, dont il a prévu le progrès, un plan dont la hardiesse étonne, dont l'intransigeance déconcerte, mais qui, par là même, offre des chances de succès à cette « solution tierce » que préconise un autre grand Autrichien non universaliste, Wilhelm Röpke. »

« Aujourd'hui, il est plus urgent de trouver la véritable intégration de la société qu'une nouvelle modalité du calcul économique, plus important de remédier à la dissolution des valeurs que d'épiloguer sur la distinction de l'être et devoir-être. Quelque opposé que soit l'universalisme de Spann à notre esprit, quelque médiocre que soit pour nous son apport positif, il ouvre une voie que nous devons suivre pour le salut de notre civilisation. » (2).

On voit que l'auteur reconnaît que l'apport de cette doctrine est médiocre, mais malgré tout, pressés comme nous sommes, par la crise actuelle de notre régime et de notre civilisation nous devons nous engager dans la voie d'une solution qui se présente comme tierce, afin de sauver notre civilisation. En somme, pour sauver notre civilisation, nous devons suivre toutes les doctrines fantaisistes : corporatisme, fascisme, dirigisme, néo-libéralisme.

Que ces doctrines soient incohérentes, incapables de nous donner une solution rationnelle, la chose n'a pas d'importance. Ce sont des solutions tierces et de ce fait nous les défendons.

(1) Jean VALARCHÉ, L'Universalisme, Lib. Générale, p. 202.

C'est une logique un peu spéciale laquelle, nous l'avouons, n'a pas d'influence sur nous.

Il est vrai que, nous aussi, nous aimons une solution, mais nous posons clairement le problème et nous démontrons quelles sont les conditions nécessaires pour son application. Nous ne pouvons pas accepter les doctrines qui sont pleines de contradictions et dont le seul mérite est d'être des tierces solutions.

C'est pour poser encore une fois le problème dans des termes clairs que nous consacrerons un chapitre sur les aspects actuels de la crise du capitalisme.

CHAPITRE VII.

ECONOMIE INDIVIDUALISTE ET GRAND CAPITALISME.

§ 1. — L'ÉCONOMIE INDIVIDUALISTE.

Le point de départ de notre analyse théorique est l'économie individualiste. Notre théorie est valable pour toute société qui est basée sur la propriété privée. Dans une société où l'activité économique est concentrée autour du marché, la difficulté du fonctionnement économique surgit immédiatement. Rappelons le schéma de notre analyse. Nous sommes en présence d'un nombre donné d'individus dont chacun a le comportement habituel de l'homme tel que l'expérience quotidienne nous le fait connaître. L'effort de chacun consiste à offrir des biens et des services pour une somme que nous représentons par 100 et à en acquérir pour une valeur moindre, disons pour 90 fr. Si dans notre calcul nous faisons intervenir le chiffre de 10 personnes, nous avons une offre totale pour 1.000 francs et une demande pour 900 francs. La solution de ce problème n'est possible que si une personne apporte sur le marché non des biens, mais directement de la monnaie. Dans cette éventualité, notre calcul donnera : offre des biens 900 francs, une offre monétaire de 100 francs, une demande des biens de 900 francs et une demande monétaire de 100 francs, dans l'intention de créer une épargne.

Dans cette hypothèse l'équilibre économique est possible. C'est cette situation qui explique la recherche des métaux précieux et d'une façon particulière l'or. L'expression de Virgile « *Auri sacra fames!* » est suffisamment significative. Dans toute société individualiste, la recherche avide de la monnaie s'explique du fait que la monnaie, non seulement permet de satisfaire des besoins immédiats, mais constitue aussi un excellent instrument d'accumulation de richesse. La monnaie est un pouvoir d'assignation sur un ensemble de biens. Celui qui est en possession d'une monnaie fondamentale, d'une monnaie qui a un carac-

tère international, comme l'or, a la certitude qu'il peut, au moment voulu, trouver les biens de son choix pour satisfaire ses besoins.

Ainsi, notre théorie est valable pour toutes les sociétés individualistes et elle peut nous expliquer les difficultés que l'humanité traverse en nous rendant aisément compréhensibles toutes les imprécations des philosophes contre l'or et en général contre la monnaie. Il va sans dire que le problème économique pour l'humanité jusqu'au XVIII^e siècle se présentait sous la forme d'une pénurie des biens. Les hommes ne pouvaient pas produire une quantité de biens suffisante pour satisfaire leurs besoins. Mais il n'en reste pas moins vrai que chacun, dans la mesure où il obtenait la production d'une quantité de biens qui dépassait tout ce qui était nécessaire pour la satisfaction de ses besoins immédiats, s'efforçait de se constituer une réserve de valeurs et les métaux précieux jouaient le rôle le plus important dans ce domaine.

Toute l'histoire de l'humanité est une histoire d'inflation et de déflation monétaires. Parfois la production des métaux précieux était importante, une hausse générale des prix s'ensuivait et lorsque cette hausse n'était pas démesurée la société traversait une période de prospérité. Par contre, la période de déflation se caractérisait par une baisse des prix, par une cherté de l'argent. Que l'on se reporte à n'importe quelle époque de l'histoire. Chaque fois que l'argent est cher, tout marche mal, nous disent les historiens. Or, l'argent est cher chaque fois que la production des métaux qui sont à la base de la monnaie n'est pas suffisante. Les explications que certains historiens donnent sur les événements les plus importants de l'histoire deviennent très compréhensibles avec notre théorie.

L'historien anglais Archibald Allison a beaucoup étonné les économistes par les explications qu'il a voulu donner aux événements les plus importants de l'humanité. Pour cet historien, la variation des métaux précieux est susceptible de nous expliquer la décadence de la civilisation hellénique, la chute de l'Empire romain, comme aussi la Renaissance. Dans les premiers cas la pénurie des métaux précieux, la cherté de l'argent paralyse la vie économique. Dans le second, l'or arrive du continent américain en quantité considérable et permet l'épanouissement de la vie économique et en même temps de la civilisation.

Les difficultés dans la Grèce antique dont Solon se chargea de trouver le remède n'étaient rien d'autre qu'une cherté de

l'argent qui aboutissait à un endettement général. Ainsi s'expliquent les mesures qu'il prit dans le sens de l'allègement des charges, par la réduction du taux de l'intérêt et la dévaluation monétaire. De Solon à Périclès, Athènes connut le siècle de la plus haute civilisation. Les mesures de Solon, dans la voie de la réduction des charges y contribuèrent beaucoup, mais il ne faut pas oublier aussi la production d'argent du Laurion qui eut comme conséquence de remédier à la cherté de l'argent et de donner les moyens à la cité d'Athènes de faire exécuter les grands travaux et les monuments qui ont exercé l'influence bien connue sur la civilisation humaine (1).

Mais la lutte des philosophes et de l'Eglise contre l'intérêt nous explique encore bien des choses. Lorsqu'Aristote soutient que l'argent ne fait pas d'enfants, il parle contre l'intérêt, car il voit que l'argent est trop cher et que le remboursement de la dette est presque impossible. La bible dit : « *tu ne prêteras pas à intérêt à ton frère* » et l'Evangile de Saint Luc : « *prête sans espérer aucun avantage.* »

Plus tard les conditions étant changées, l'Eglise ne pouvait pas s'en tenir à la conception d'Aristote et l'esprit vigoureux de Thomas d'Aquin trouve le moyen de justifier l'intérêt par la considération du *damnum emergens* (dommage causé par la privation de l'argent prêté) et par le *lucrum cessans* (indemnité pour le gain manqué). De cette dernière idée naîtra une troisième, celle de *periculum sortis* (indemnité pour le risque couru).

La vérité est que les conditions économiques étant changées et que l'argent prêté n'étant plus un prêt de consommation, mais un prêt à la production le paiement d'un loyer était à la fois légitime et possible dans une société progressive, dans une société qui évoluait dans le sens de l'expansion économique et de l'accroissement général des valeurs.

La conclusion de tout ceci est que dans n'importe quelle société individualiste, tant que l'accroissement monétaire n'est pas suffisant, on se trouve en présence d'une baisse des prix, d'une cherté de l'argent qui paralyse toute la vie économique. Tant que les hommes désirent économiser une partie de leur revenu et que l'accroissement de la quantité de monnaie n'est pas suffisant pour donner satisfaction à cette aspiration, l'épargne pro-

(1) « Ce n'est pas seulement du libéralisme de Solon qu'est issue la splendeur de la Grèce au temps de Périclès, mais aussi de l'exploitation des mines d'argent de Laurium. » Jean CHEVALLIER, *Doctrines Economiques*, p. 350.

voque une baisse des prix, car une partie de la production ne trouve pas à se vendre.

§ 2. — LE CAPITALISME ET LA GRANDE ENTREPRISE.

Nous avons vu précédemment que, dans une société individualiste, l'équilibre n'est pas possible sans un accroissement continu de la monnaie dans une certaine proportion, afin de satisfaire la demande pour la constitution d'une réserve de valeurs. Mais cette situation s'aggrave encore dans la société capitaliste. L'apparition de l'organisation capitaliste permet une production en grand, ce qui accélère encore plus le déséquilibre.

L'introduction d'un outillage mécanique perfectionné dans la production permet un accroissement très rapide de celle-ci. Cette production est destinée au marché, mais le marché, cette abstraction commode, ne représente rien d'autre que l'ensemble des hommes. Or, si nous voulons produire des marchandises pour obtenir de l'argent, mais que nous ne soyons pas disposés à dépenser la totalité de cet argent, car nous voulons nous constituer une épargne afin de nous garantir contre les aléas du futur, contre les maladies, la vieillesse, etc., la vente de la totalité des marchandises est impossible.

C'est cette situation qui explique les difficultés de notre régime. Si nous regardons de près l'évolution du capitalisme, nous constatons que ce régime décrit des phases successives de hausse et de baisse des prix. Ces phases sont de deux catégories. 1) Des phases que l'on appelle de longue durée et qui couvrent une période de 25 à 40 ans environ. Ces phases sont caractérisées par une hausse, puis une baisse des prix. 2) Sur ces phases viennent se greffer d'autres cycles plus courts dont la durée est de 7 à 11 ans et qui sont connus sous le nom de crises cycliques. Mais la crise n'est qu'une phase du cycle dont le cours se compose de quatre étapes : a) hausse des prix ; b) crise ; c) dépression ; d) reprise.

Ce qui est particulier dans l'évolution des crises cycliques, c'est que la survenance d'une crise pendant une période de phase plus longue, dont l'allure est ascendante, permet un dénouement plus facile. En effet, si la tendance générale des mouvements des prix est vers la hausse, la crise cyclique n'a pas beaucoup de gravité. Par contre les crises qui surviennent pendant une période de longue dépression sont extrêmement graves.

L'explication de ce phénomène est facile : si l'économie dans son ensemble traverse une période d'expansion économique, la crise cyclique n'a pas de gravité. Prenons l'exemple de l'accroissement de la production des métaux précieux. Un tel phénomène exerce une influence constante sur les prix et la tendance générale est vers la hausse. Cependant comme la production des biens est très rapide, l'offre dépasse largement la demande et une crise de surproduction survient. Mais comme l'accroissement des métaux précieux exerce une influence sur les prix vers la hausse, la crise se dénoue facilement. Par contre si les mouvements de longue durée des prix sont en baisse, si la production des métaux précieux n'est pas suffisante pour soutenir les prix, la crise cyclique peut avoir une gravité exceptionnelle.

La constatation fondamentale dont nous devons tenir compte est que notre système économique conduit inévitablement à la crise économique. Et si nous n'avons pas une dépression continue, ceci s'explique du fait que plusieurs facteurs interviennent et donnent la possibilité au système économique de reprendre sa marche. Mais le point essentiel dont nous devons tenir compte est que sans un accroissement de la quantité de monnaie la création du profit est impossible. Sans expansion économique l'épargne ne peut pas se réaliser. C'est cette difficulté majeure qui fait imprimer une marche sinusoïdale à notre économie.

Nous avons l'explication de ce phénomène si nous partons d'un calcul économique et nous faisons intervenir le facteur monétaire ainsi que les autres facteurs qui peuvent jouer une influence dans le sens de l'expansion du système. Nous avons énuméré à côté de l'accroissement de la quantité de monnaie d'autres facteurs comme : la valorisation des pays neufs, le progrès technique, l'accroissement de la population, les guerres, etc. Enfin la crise elle-même en provoquant une liquidation et une diminution des charges permet au système de reprendre sa marche.

Si maintenant nous faisons intervenir le facteur du long processus de la production capitaliste, nous pouvons mieux comprendre cette marche en sinusoïde. En effet, du jour où un entrepreneur engage des dépenses en vue de produire un bien de consommation un certain temps s'écoule. Pendant toute cette période le système est en expansion par un processus cumulatif. On se trouve en présence d'une demande de biens qui ne trouve pas la possibilité de se satisfaire. Dans l'intention de donner satisfaction à cette demande, les entrepreneurs s'engagent dans

la voie des investissements et procèdent à des dépenses en vue de produire certains biens. Or, les investissements accroissent encore la demande des biens. Une partie de l'outillage et de la main d'œuvre s'occupe de la construction d'usines qui doivent permettre la production de biens consommables après l'achèvement, mais qui pour le moment n'offrent rien sur le marché.

Prenons un exemple très typique. Actuellement, nous sortons péniblement de la guerre et nous nous efforçons de reconstruire les ruines. Pendant une période nous nous trouvons en présence d'une demande qui dépasse de loin l'offre des biens. Tous les biens sont très demandés. Il est naturel que les entrepreneurs fassent des investissements pour produire tout ce qui est demandé. Cependant, durant la période des investissements, la demande des biens sera encore en accroissement du fait que les dépenses en vue de construire des usines et renouveler l'outillage usé et détruit par la guerre mettront entre les mains de la population une somme d'argent qui sera en grande partie affectée à la demande des biens de consommation dont l'offre restera notablement insuffisante pour la satisfaire.

L'aboutissement de ce mécanisme est que pour un certain temps, malgré un accroissement de la production des biens de consommation, nous nous trouvons en présence d'une hausse des prix, du fait que la demande est puissamment encouragée par la distribution d'un pouvoir d'achat qui provient des investissements. La situation sera totalement modifiée le jour où les investissements seront achevés, le jour où les ruines seront reconstruites. On se trouvera à ce moment devant une situation tout à fait contraire. L'offre des produits deviendra de plus en plus importante, tandis que la distribution du pouvoir d'achat provenant des investissements et des travaux de reconstruction fera défaut.

Qu'y a-t-il donc d'étonnant si à ce moment on se retrouve de nouveau en présence d'une crise économique ? Le déséquilibre économique inhérent à chaque société individualiste prend de l'extension et de l'ampleur dans la société capitaliste pour plusieurs raisons, dont les deux plus importantes sont les suivantes :

1) La production dans ce régime est très facile. Grâce à l'outillage moderne et aux méthodes scientifiques, la production prend une telle extension que son écoulement devient impossible. La vertu la plus importante du capitalisme est sa grande productivité. On a tort de nier cette capacité. Mais il faut ajouter que cette productivité, pour prendre toute son ampleur, demande

de lui assurer des débouchés. Si donc on peut fournir des débouchés au système capitaliste, sa productivité s'accroît rapidement. La production se fait en vue de la réalisation d'un profit. Tant qu'un article est demandé et que la possibilité de vendre avec profit existe, un entrepreneur surgira pour rechercher le profit. Dans cette course au profit se base tout le mécanisme du système. Malheureusement la situation se renverse à partir du jour où la production ne trouve plus à s'écouler.

2) Le déséquilibre économique est aggravé par la mauvaise distribution du revenu. Nous voyons chaque jour que des gens ont un désir ardent de consommer des biens, mais ils ne peuvent pas le faire faute d'argent, faute d'un revenu. Sur ce point donc la responsabilité incombe à la mauvaise répartition du revenu qui s'opère par le mécanisme économique. Il y a là un problème très important et dont la compréhension n'est pas difficile si nous examinons quelle est la source du revenu dans le régime capitaliste.

En effet, exception faite pour les mendiants et les voleurs, le revenu de tous les gens sort du circuit de la production, c'est-à-dire de l'entreprise. Mais quel est le mécanisme de l'entreprise ? Comment s'opère la distribution du revenu ? Voilà un problème qu'il faut examiner attentivement.

§ 3. — L'ENTREPRISE COMME SOURCE DE REVENU.

Dans la société moderne, la production prend chaque jour la forme de l'entreprise. Nous ne méconnaissons pas que la production agricole pour une grande partie, comme aussi certains métiers d'artisans gardent un caractère familial ou purement individuel, mais l'industrie, presque dans sa totalité, a pris la forme de l'entreprise.

La forme la plus usuelle de l'entreprise est la société anonyme. La production moderne pour être efficace demande des installations et une organisation commerciale très importantes. Il faut donc trouver des capitaux et l'expérience montre que *Monsieur Tout le monde* est plus riche que n'importe quel capitaliste. Il est donc nécessaire de s'adresser au grand public et lui demander son argent pour le lancement des entreprises dont le caractère présente très souvent des risques.

Ainsi, autour de l'entreprise nous avons la réunion d'un groupe d'hommes que nous pouvons par une classification sim-

ple diviser en trois catégories. 1) Le personnel ouvrier, employés et techniciens. 2) Les capitalistes. 3) Les dirigeants de l'entreprise. Il va sans dire qu'une personne peut appartenir à deux catégories. Il en est ainsi d'un ouvrier ou un employé de l'entreprise qui possède en même temps quelques titres. Il est donc à la fois capitaliste et ouvrier ou employé de l'entreprise. Quant aux dirigeants de l'entreprise, ils sont, en principe, à la fois des capitalistes et l'âme de l'entreprise.

Examinons maintenant par quelle méthode se fera la distribution du revenu. Tout d'abord pour ce qui est des ouvriers et du personnel, la distribution du revenu se fait sur la base d'une rémunération pour le travail fourni. L'ouvrier renonce au produit de son travail en recevant immédiatement une rémunération qui est fonction du temps qu'il consacre (tant par heure), ou fonction de son rendement (tant par pièce). L'ouvrier ne s'intéresse plus au sort de son produit. Il est dégagé de tout risque de mévente, celui-ci étant pleinement assumé par l'entreprise. C'est en cela que le contrat de travail semble très pratique pour les salariés.

Toutefois l'entrepreneur ne peut payer l'ouvrier que tant que les marchandises se vendent ou qu'il existe une probabilité de les vendre. L'entrepreneur fait un calcul de probabilité, se renseigne sur la situation du marché et engage les dépenses nécessaires en vue de la production d'un bien. Si le bien ne se vend pas, l'entreprise ralentit ou arrête totalement la production, ce qui se traduit par une suppression du revenu de l'ouvrier. L'ouvrier, dans ce cas, reste sans travail. L'aboutissement de ce phénomène est que l'ouvrier qui ne pouvait déjà pas avec son salaire acheter beaucoup de produits, lorsqu'il tombe en chômage, voit son pouvoir d'achat en notable diminution. Son revenu est représenté uniquement par le médiocre secours de chômage. La conclusion de tout ceci est que le déséquilibre économique supprime le revenu de l'ouvrier.

Venons maintenant à la catégorie du capitaliste. Son revenu est représenté par le dividende qui lui est attribué chaque année. Mais comme il est bien connu, le dividende n'est pas un revenu qui se paye, comme le salaire de l'ouvrier au cours de la production et avant la vente du profit, mais c'est un revenu qui découle du résultat de l'entreprise. Si l'entreprise réalise un bénéfice, l'actionnaire touche sa part. Par contre, si l'entreprise ne réalise pas de bénéfice, il n'y a pas de dividende pour l'actionnaire.

Or, la distribution des dividendes dans la période moderne

avec la dissociation entre la direction de l'entreprise et les actionnaires qui se fait par le moyen des stratagèmes légaux a pris un caractère presque fixe. Il existe une tendance dans toutes les entreprises d'accroître les réserves et de distribuer uniquement des dividendes qui ne dépassent pas un certain plafond. Les raisons sont multiples. Ceux qui dirigent les entreprises savent que l'évolution du système économique aboutit à des crises périodiques et ils considèrent prudent d'avoir des disponibilités, autant que possible, importantes pour faire face à des moments difficiles. De plus, l'extension de l'entreprise permet de réaliser différentes combinaisons. Il est donc préférable de garder l'argent entre les mains de l'entreprise et de pratiquer la politique de l'auto-financement dont l'effet est encore une aggravation du déséquilibre entre production et consommation. C'est la phase la plus absurde de la production capitaliste.

En effet, initialement la production se fait en vue de la consommation, tandis que dans l'évolution finale, avec la méthode de l'auto-financement, la production se fait « pour la production ». On se trouve en présence d'une déformation et d'un transfert total du but de la production. Prenons un exemple concret. Voici la société Dupont. Chaque année elle réalise une certaine somme de bénéfices, mais elle ne procède pas à la distribution de la totalité du bénéfice aux actionnaires. Elle garde une part importante en vue de l'extension de l'entreprise. Elle désire financer une production plus grande avec le bénéfice qu'elle a déjà réalisé. Ainsi, cet argent fait « boule de neige » entre les mains des dirigeants de l'entreprise. L'effort est d'accroître de plus en plus la production, de gagner encore de l'argent dont une bonne partie restera entre les mains de l'entreprise afin de permettre l'extension de la production, l'acquisition et le contrôle d'autres entreprises, etc.

Il est vrai que la constitution d'une réserve de capital profite indirectement aux actionnaires, puisque les titres montent en bourse, car il est connu par la publication du bilan que le patrimoine de la société est en accroissement. Mais ce qui intéresse notre analyse est le problème du déséquilibre économique. Or, sur ce point, cette méthode aggrave le mal. L'argent qui reste entre les mains de la société est destiné à des investissements et à l'accroissement de la production. Nous nous trouvons en présence d'une épargne qui prend une forme automatique. Si cet argent était distribué aux actionnaires, il est probable qu'une partie serait consommée, tandis qu'en restant à la disposition de

l'entreprise il est destiné à accroître encore la production et à conduire à une crise plus grave.

Cependant cette politique sert admirablement l'intérêt personnel des dirigeants de l'entreprise qui, grâce à ce mécanisme et à tous les stratagèmes légaux que nous avons analysés dans cet ouvrage, peuvent gagner des sommes d'argent très importantes. Il va sans dire, que le gros de ces revenus n'est destiné qu'en partie à la consommation, tandis que le reste, automatiquement, est dirigé vers l'épargne et l'accumulation.

On voit par cette distribution du revenu que le déséquilibre ne peut que s'aggraver. L'entreprise produit des biens en vue de la réalisation d'un profit. Une bonne partie de ce profit reste entre les mains des dirigeants de l'entreprise et à la disposition de l'entreprise. Comment dans ces conditions est-il possible de vendre les produits et d'éviter la crise ? Représentons la production totale de l'entreprise par 100. Une partie de cette valeur se transforme automatiquement en épargne par l'entreprise grâce au système de l'auto-financement. Une autre partie est mise en réserve par les différents titulaires de revenu à savoir : dirigeants de l'entreprise, actionnaires, personnel. La conclusion est que la vente des produits de l'entreprise est impossible devant ce double courant vers l'épargne qui provient à la fois de la part des titulaires des revenus et de l'entreprise elle-même.

Peut-être nous fera-t-on observer que l'entreprise vend ses produits sur le marché et qu'il ne s'agit pas d'établir un bilan entre le produit total de l'entreprise et le revenu qu'elle distribue et qui est consommé. Pourtant la logique élémentaire démontre que si une entreprise se trouve en présence de la nécessité de vendre plus que la valeur des biens consommés par les gens qui tirent leur revenu de cette entreprise, nous ne pouvons pas modifier cette situation en mettant dans notre bilan plusieurs entreprises. Si une entreprise est déficitaire, si elle se trouve en présence du phénomène du déséquilibre économique, la situation ne peut pas se modifier en ajoutant une autre entreprise dont la situation est identique. En fusionnant deux ou trois entreprises en faillite on ne peut pas en faire une en prospérité. En mettant ensemble et en les liant avec le mécanisme du marché un nombre considérable d'entreprises qui cherchent à vendre plus qu'il ne peut être consommé, l'aboutissement final est une crise de surproduction. C'est cette situation qui explique la lutte sauvage pour les débouchés dans les temps modernes par les entreprises capitalistes.

Finalement la tendance générale est de produire plus et de consommer moins pour pouvoir se constituer une réserve de valeurs, un capital. Cette situation s'aggrave encore plus avec la méthode de l'auto-financement qui se traduit par le maintien de sommes importantes à la disposition des entreprises. Nous comprendrons mieux cette étrange situation en faisant une courte analyse du processus de la déflation qui s'aggrave et s'approfondit lorsqu'une crise de surproduction survient et qui conduit à ce phénomène désolant du chômage et de la grande misère. Il y a là un paradoxe de l'économie libérale.

§ 4. — LE PARADOXE DE L'ÉCONOMIE LIBÉRALE.

Nous avons vu précédemment que tous les revenus proviennent de l'activité de l'entreprise. Tant que la vie économique évolue favorablement, tant que les prix sont en hausse ou tout au moins soutenus et que les entreprises travaillent avec profit, le monde connaît une période d'euphorie et de prospérité. La situation se modifie totalement à partir du moment où les prix sont en baisse.

Nous reprendrons cette analyse sur la base du mécanisme de l'offre et de la demande. Supposons que l'économie sorte d'une période de pénurie et de destructions comme est la période actuelle. L'offre est insuffisante et la demande reste insatisfaite. Cette situation, si les prix sont laissés libres se traduit par une hausse, ce qui encourage efficacement le développement de la production. Mais nous connaissons par nos analyses que si un facteur quelconque n'exerce pas son influence pour orienter l'économie vers une expansion (nouveau débouché, valorisation d'un pays neuf, travaux d'utilité publique, etc.), très rapidement l'offre des biens dépasse la demande. A ce moment les prix s'orientent vers la baisse. Or, une fois que les prix sont en baisse et que la crise fait son apparition, l'écroulement de quelques entreprises paralyse toute la vie économique.

Une des caractéristiques du moment de la crise est le manque de liquidités, la pénurie d'argent. Ce phénomène s'explique du fait que les entreprises ne pouvant pas vendre leurs produits, avant de ralentir la production recherchent une solution par le procédé suivant : vente à la clientèle à crédit, stockage d'une partie de la production. Pour comprendre quelle est la somme des capitaux demandés pour faire face à une telle situation, il suffit d'évaluer

le capital nécessaire pour le stockage des produits qui sortent d'une usine pendant une période d'un mois. C'est cette situation qui oblige les entreprises à demander des crédits de plus en plus importants aux banques, ce qui a conduit certains économistes à la conclusion que si les banques continuaient à accorder des crédits et que cette politique fût soutenue par l'Institut d'émission, la crise serait conjurée. Cette opinion est indéfendable, car une entreprise peut travailler sur la base des crédits et stocker la production de deux ou trois mois au maximum, mais elle ne peut pas le faire indéfiniment, car le phénomène de la surproduction est une triste réalité et le marché indique que les produits ne peuvent pas se vendre.

De toutes façons une fois que la crise éclate, toutes les entreprises sentent leur trésorerie à sec et l'ensemble du mécanisme économique est totalement bloqué. Les banques à ce moment, non seulement n'accordent plus de crédits mais, par contre, s'efforcent d'encaisser les sommes qui paraissent en danger. A partir de ce moment commencent le processus de la déflation et une baisse des prix très rapide. Certains entrepreneurs pour faire face à leurs obligations vendent à des prix réduits. La production se ralentit, le chômage fait son apparition. Finalement tous les revenus sont touchés. Les seuls bénéficiaires de cette situation sont les créanciers, ceux qui ont prêté de l'argent, à condition bien entendu de pouvoir en obtenir le remboursement, et ceux dont les revenus sont fixes, comme les fonctionnaires d'Etat et les employés, dans la mesure où une tentative de réduction n'est pas envisagée.

Reprenons maintenant le cas de chaque catégorie des revenus qui sont distribués par l'entreprise. Le profit du capitaliste fait défaut. Non seulement l'action n'apporte pas un dividende, mais les cours en bourse sont en baisse catastrophique. Un actionnaire qui possède toujours le même nombre d'actions se considère comme ruiné lorsqu'il lit dans son journal les cours de la bourse. La conséquence de cette situation est qu'il sera obligé de restreindre sa consommation. Il indiquera à sa famille que l'on doit faire des économies. Combien de drames de famille parce que les cours de la bourse sont en baisse ! Combien de manifestations de joie lorsque les cours de la bourse sont en hausse !

La situation de l'ouvrier non plus n'est pas enviable. Même s'il n'est pas en chômage, la crainte de se trouver d'un jour à l'autre sans travail l'oblige à restreindre sa consommation et à penser à mettre un peu d'argent en réserve. Quel paradoxe ! Au

moment précis où les produits sont abondants et où plus que jamais il faut consommer, tout le monde se restreint, tout le monde s'ingénie à faire des économies !

Les entreprises, pour faire face à la crise, sont obligées de lutter pour obtenir une réduction du prix de revient. Mais réduire le prix de revient c'est diminuer le revenu des participants à l'activité de l'entreprise. Evidemment si l'entreprise veut exporter ses produits sur un autre marché, de débouché nouveau est possible, la réduction du prix de revient est une mesure efficace. Pour l'industrie d'exportation, par exemple, dans la mesure où la réduction du prix de revient permet de faire face à la concurrence internationale, c'est une mesure efficace. Cependant durant une période de crise générale, lorsque la crise a un caractère mondial, toute réduction du prix de revient, dans la mesure où elle touche les revenus des participants à l'entreprise provoque une diminution de la consommation, ce qui est un facteur d'aggravation de la crise.

L'aboutissement final est que la baisse des prix est plus rapide que la réduction du prix de revient, ce qui conduit à la situation paradoxale de la misère en pleine abondance. Font seules exception à cette situation les entreprises qui ont à leur disposition un marché monopolisé. Ce sont les entreprises que l'on a appelées pendant la dernière crise : *le secteur abrité*. Ce sont des industries qui se sont réservées en exclusivité le marché national et dont les produits sont tels que la demande reste à peu près au même niveau constamment. On peut citer dans cette catégorie la branche de l'électricité, la minoterie, certains transports, etc. Dans tous les autres secteurs la crise s'aggrave. Une mention particulière doit même être faite pour l'agriculture. Les produits agricoles mènent de loin la course à la baisse. La demande de ces produits n'est pas élastique. Malgré la baisse des prix la consommation ne s'accroît pas. A partir du moment où chacun consomme une quantité donnée de pain, par exemple, suffisante à sa nourriture, la baisse du prix ne peut pas inciter à un accroissement de la consommation, comme c'est le cas avec d'autres produits de luxe et de demi-luxe. Du fait donc que la demande des produits agricoles est, à peu près, inélastique, que le stockage et la conservation pour certains d'entre eux sont impossibles et pour d'autres présentent beaucoup de difficultés, la baisse des prix prend une forme catastrophique. Les prix des produits agricoles varient très rapidement en cas de déséquilibre entre offre et demande. Le fait a été observé par King et formulé en loi. On

doit dire que cette loi n'est pas absolument rigoureuse, mais la tendance se vérifie dans l'ensemble.

En présence d'une baisse générale des prix, les dettes de toutes les entreprises apparaissent de plus en plus écrasantes. Il faut tenir compte que les entreprises dans l'économie moderne travaillent avec l'argent des autres. Le crédit est la base du mécanisme économique. L'argent est demandé directement au public ou par l'intermédiaire des banques. D'une manière générale, les sommes empruntées couvrent plusieurs fois le capital de l'entreprise. Tant que les prix sont en hausse ou stationnaires et que l'entreprise réalise un profit, la situation n'a rien d'inquiétant.

En face du passif se trouve l'actif représenté par les usines, les marchandises, les matières premières, les produits semi-finis, dont la valeur au cours du jour dépasse largement les obligations que l'entreprise a contractées envers ses créanciers. C'est avec la baisse des prix que la situation se renverse. A ce moment, si on évalue l'actif de l'entreprise, on s'aperçoit que son passif dépasse largement l'actif. Si nous supposons qu'une entreprise a un million de capital et quatre millions de dettes, au moment de la crise son actif évalué au cours du jour est insuffisant pour couvrir son passif. Presque toutes les entreprises se trouvent en mauvaise posture. Cependant, comme toutes les créances n'arrivent pas à échéance, il suffit pour l'entreprise de faire face à celles qui sont échues pour éviter d'avoir à déposer son bilan.

Le point le plus important dans l'économie libérale est le phénomène de l'endettement. Les prix baissent pendant que les dettes s'accroissent, puisque chaque jour s'ajoute l'intérêt du capital en fonction du temps écoulé. C'est cette situation que les fermiers d'Amérique soulignaient pendant la crise de 1929-1934 en disant : « Même si je vends tous mes biens, il m'est impossible de payer mes dettes. Les céréales sont en baisse, le bétail se vend à des prix ridicules, etc. »

Nous nous apercevons que, finalement, l'économie libérale conduit à la faillite des entreprises, à la ruine de tout le monde et à la misère et le chômage. C'est pour remédier à une telle situation que des mesures de dévaluations monétaires ont été prises dans les différents pays du monde durant la dernière crise. La dévaluation monétaire est une mesure qui allège le fardeau des dettes et en général des charges des entreprises en provoquant une hausse des prix.

Cependant il faut reconnaître qu'une dévaluation monétaire

provoque la réaction des autres pays. C'est une mesure destinée à faciliter les exportations du pays, mais cette mesure ne peut réussir que si un ensemble de conditions sont remplies.

§ 5. — LES MANIPULATIONS MONÉTAIRES.

L'idée de base du raisonnement de ceux qui ont préconisé les dévaluations monétaires était la suivante. Puisque les prix sont en baisse et que la politique de déflation est difficile à appliquer du fait que les titulaires des différents revenus résistent à toute réduction, la solution doit être cherchée dans l'amputation d'une partie de la monnaie. Il faut ajouter que la première dévaluation monétaire, celle de la livre sterling a été faite involontairement. Le mouvement des capitaux étant défavorable pour le marché de Londres par suite des placements imprudents faits par les banques anglaises en Allemagne, la monnaie anglaise n'a pas pu résister à cette situation.

Mais prenons comme base de notre raisonnement les autres dévaluations et notamment celle du dollar. Le but du législateur était de remédier à la crise économique du pays en provoquant une hausse des prix. Le mécanisme de la hausse des prix, dans ce cas, joue de la façon suivante : La réduction de la valeur de la monnaie par rapport à l'or provoque immédiatement une hausse du cours du change. Pour acquérir des devises étrangères, il faut donner une quantité plus grande de monnaie nationale. Cependant cette différence vient jouer comme une prime importante en faveur de l'industrie d'exportation. Les marchandises qui sont vendues à l'étranger rapportent en monnaie nationale une somme supérieure. L'exportateur touche la différence du change, tandis que le prix de revient de ces marchandises commence à peine à se modifier.

L'industriel, par exemple, continue de payer les mêmes salaires qu'auparavant, ainsi que les mêmes prix pour les matières premières qui proviennent de l'intérieur du pays. Font exception sur ce point les matières premières et, en général, tous les produits qui viennent de l'étranger et dont le prix est en hausse proportionnelle avec la dévaluation de la monnaie. C'est de là que la hausse des prix se communique aux prix intérieurs. Mais cette hausse est lente, en principe, et l'industrie d'exportation conserve une prime importante pendant un certain temps.

Finalement la hausse se généralise, tous les prix sont touchés,

mais la proportion de la hausse n'est pas la même. Les contrats à long terme et certains prix basés sur des habitudes restent plus ou moins indifférents à la hausse générale. Mais ce qui reste sans variation ce sont les dettes. Grâce à la hausse des prix, le volume des dettes pour les entreprises est rendu supportable. L'actif des entreprises évalué en monnaie dépasse largement le passif, les entreprises retrouvent leurs marges de bénéfices et la crise économique est conjurée.

L'opération de la dévaluation monétaire revient à dire que puisque la monnaie est devenue chère par rapport aux marchandises, le législateur procède à une dévaluation par réduction de la quantité d'or représentée dans chaque unité monétaire. Si nous prenons en considération que l'or qui est la base du système monétaire est une marchandise, nous pouvons présenter le raisonnement sous la forme suivante. L'accroissement de la production des biens en face d'une production d'or dont l'accroissement fut lent a provoqué une baisse des prix exprimés en or, ou, ce qui revient au même, un renchérissement de l'or. Pour remédier à cette situation, le législateur diminue la quantité d'or contenue dans chaque unité monétaire. Le mouvement des prix exprimés en monnaie nationale se renverse, puisque cette monnaie représente moins d'or, les charges des dettes s'allègent, la réalisation d'un bénéfice est possible pour les entreprises et tout le mécanisme économique se remet en marche.

La dévaluation monétaire a aussi une influence sur la production de l'or. Pour un pays qui possède des mines d'or, le métal jaune est une marchandise comme une autre qui a son prix sur le marché international. L'entreprise qui s'occupe de l'extraction de l'or réalise un bénéfice dans la mesure où entre le prix de revient et le prix de vente une marge subsiste. Si un entrepreneur dépense 1.000 francs et que l'or qu'il a extrait se vende sur le marché international à un prix qui lui rapporte 1.100 francs, l'opération se traduit par un bénéfice.

Dans le cas d'une dévaluation monétaire, le bénéfice devient énorme. Lorsque la monnaie nationale est amputée de 40 %, par exemple, l'entrepreneur s'il continue à dépenser la même quantité d'argent comme prix de revient, c'est-à-dire 1.000 francs, touchera de la vente de ses marchandises à l'étranger en monnaie nationale une somme de 1.833 francs environ. Il est vrai que le prix de revient ira en augmentant, mais la hausse est lente et elle n'arrive pas, même après un temps assez long, à faire disparaître totalement la prime. C'est cette situation qui explique l'accroissement

prodigieux de la production d'or après les dévaluations monétaires.

L'expérience des dévaluations monétaires survenues entre 1931 et 1936 a montré d'une façon pertinente que cette mesure peut faciliter l'évolution de l'économie, par un allègement de la charge des dettes. Cependant, il ne faut pas croire qu'elle suffit en elle-même à combattre efficacement la crise économique et le phénomène de la surproduction. C'est cette situation qui explique que la politique du président Roosevelt visait en même temps la réduction de l'offre des produits, par la restriction des emblavures et en général la diminution de la production et une augmentation de la consommation par un accroissement du pouvoir d'achat de la population, grâce aux travaux publics.

Il est à craindre que dans l'avenir, les pays instruits des expériences du passé aient recours plus facilement à la méthode de la dévaluation monétaire. Cette mesure empêche peut-être l'aggravation profonde de la crise économique, mais elle ne peut s'avérer efficace. C'est une mesure qui peut surtout servir entre les mains des différents gouvernements comme un moyen de luttés contre la concurrence internationale. Chaque pays, en amputant une partie de la valeur de sa monnaie, peut tenter de faire écouler ses produits sur le marché international. C'est pour remédier à une telle situation que les plans monétaires internationaux visent à une restriction de la liberté des pays en ce qui concerne les manipulations monétaires.

De cette analyse, nous devons tirer la conclusion que la dévaluation monétaire, pour avoir une efficacité, doit prendre un autre caractère. Si, par exemple, pour une période plus ou moins longue l'or continue encore de jouer son rôle très important comme base monétaire, il faut lier toutes les monnaies nationales entre elles de façon que, si pour encourager la production du métal jaune une modification est jugée nécessaire, cette modification puisse se faire par rapport à toutes les monnaies, ce qui a comme conséquence de maintenir continuellement les changes stables.

Raisonnons sur un exemple pour rendre cette mesure compréhensible. L'évolution de l'économie mondiale est telle qu'à un moment donné il est jugé nécessaire d'encourager l'extraction des métaux précieux. Dans ce cas la modification du prix de l'or est possible par rapport à toutes les monnaies, ce qui maintient une stabilité entre les différentes monnaies nationales. Mais cette mesure ne peut être appliquée que si nous avons à la fois des organismes nationaux et internationaux qui de concert décident et

appliquent des mesures de ce genre. D'où nous tirons encore la leçon qu'une collaboration entre les différents pays est nécessaire pour résoudre les problèmes de cette nature.

Ce n'est donc pas le libéralisme économique qui nous fera sortir de nos difficultés. Une telle politique est admirable tant que notre économie se trouve dans sa phase de pénurie, comme à présent. Mais cette situation prendra fin après un certain temps et le phénomène de la surproduction et de la crise économique fera de nouveau son apparition, ce qui peut conduire à une nouvelle guerre. Ainsi, notre économie passera successivement d'une phase à l'autre sans jamais trouver son équilibre. Des esprits fatalistes peuvent trouver là une loi naturelle. D'autres refusent de s'incliner devant une telle interprétation et cherchent une voie différente. Nous avons la faiblesse de nous compter parmi ces derniers.

Pour nous il n'y a pas d'autre solution : la planification totale, ou la planification partielle liée avec une collaboration de tous les pays sur le plan international. Ces deux méthodes peuvent nous faire sortir de nos difficultés et nous donner une économie où il y aura encore des problèmes à résoudre, mais où le triste phénomène de la misère dans l'abondance n'aura pas sa place.

La crise de notre économie devient de plus en plus difficile à résoudre. Il ne faut pas se faire d'illusions et suivre ceux qui recommencent à parler en faveur du libéralisme économique, ou ceux qui élaborent des doctrines d'un interventionnisme anarchique qui fait plus de mal que de bien. Nous comprendrons mieux la gravité de ce problème si nous faisons quelques considérations sur le progrès technique et le phénomène du chômage technologique.

§ 6. — PROGRÈS TECHNIQUE ET CHÔMAGE TECHNOLOGIQUE.

Nous avons examiné précédemment comment se fait la distribution du revenu par le mécanisme économique. Une catégorie des gens qui sont titulaires de ce revenu distribué par l'entreprise est formée des ouvriers. La rémunération du travail représente des sommes très importantes pour chaque entreprise. Dans la rémunération du travail, il faut tenir compte non seulement de la somme payée directement par une entreprise, mais aussi de celle qui est incluse dans les produits semi-finis ou les matières premières que l'entreprise achète.

Or, l'expérience démontre que le progrès technique tend à substituer au travail de l'homme celui de la machine. L'homme continue son travail, mais à l'aide d'un outillage de plus en plus puissant, ce qui accroît l'efficacité de son travail. La tendance générale est de diminuer le nombre des ouvriers qui sont nécessaires pour la production d'un bien. L'introduction d'un outillage mécanique remplace une partie de la main-d'œuvre. Il y a là un problème qui a provoqué la réaction de la classe ouvrière au commencement du XIX^e siècle. Les ouvriers ont vu un concurrent redoutable dans la machine qui les privait de leur travail. La réponse de la science économique fut que les ouvriers ne devaient pas se plaindre. L'introduction du machinisme finalement augmente le nombre des ouvriers qui sont nécessaires pour la production des biens. La production à l'aide d'un outillage mécanique abaisse le prix de revient, ce qui élargit la consommation. Les ouvriers dans ce processus sont doublement bénéficiaires : a) En tant que consommateurs, car ils achètent des produits moins cher. b) En tant que salariés, puisqu'ils retrouvent rapidement du travail et dans des conditions moins pénibles, du fait que le travail est fait à l'aide de la machine et l'ouvrier tend à limiter son activité à une simple surveillance.

Cette thèse des économistes libéraux était parfaitement exacte tant que le capitalisme avait encore une marge d'expansion et que le marché extra-capitaliste (colonies, pays neufs, agriculteurs) était à même d'absorber les produits. La situation est tout à fait différente actuellement. Le progrès du machinisme est très rapide. L'introduction de la machine est une nécessité dans beaucoup de cas, afin de pouvoir lutter contre la concurrence des autres entreprises. En effet, chaque entreprise s'efforce de réduire son prix de revient. Pourtant la classe ouvrière qui est organisée dans des syndicats très puissants résiste à tout abaissement du salaire. Devant cette situation les entreprises ne peuvent pas réduire autrement le prix de revient qu'en rendant la production plus mécanique, en remplaçant les ouvriers par les machines, ou en associant au travail de l'ouvrier un outillage mécanique de plus en plus perfectionné.

Les progrès de la science permettent à l'homme de faire des inventions qui révolutionnent chaque jour la production. Mais leur utilisation dépend d'un calcul économique. Parfois une entreprise achète un brevet pour empêcher une concurrente de l'acquiescer, ce qui aurait pour conséquence de rendre ses installations inutilisables. Ce brevet ne sera mis en œuvre que lorsque l'entre-

prise croira qu'elle y a intérêt. Par contre la mécanisation est poussée à l'extrême si l'entreprise ne peut pas comprimer autrement son prix de revient. C'est cette situation qui explique que pendant les périodes de dépression économique la production tende à devenir de plus en plus mécanique.

L'aboutissement final de ce processus est que dans l'état actuel des choses, nous sommes en présence d'un chômage technologique, d'un chômage qui devient permanent. Même si l'économie traverse une période de prospérité, une partie de la classe ouvrière ne peut pas trouver du travail. C'est le cas de l'Angleterre avant la crise de 1929. Il est vrai que certains économistes ont observé que le chômage anglais était le résultat des hauts salaires et que si les ouvriers anglais acceptaient une réduction de salaire le chômage disparaîtrait. Cette conception contient une part de vérité si le problème est examiné uniquement au point de vue national et si l'économie mondiale est à même d'absorber les produits nationaux. En effet, dans le cas où l'industrie anglaise aurait un prix de revient moindre et pourrait vendre sur le marché international ses produits, le chômage disparaîtrait en Angleterre, mais pour apparaître dans un autre pays. Si nous tenons compte de l'économie mondiale dans son ensemble, nous devons conclure que la diminution des salaires des ouvriers ne peut pas procurer du travail à tout le monde. L'écoulement de tous les produits est impossible. Il est exact qu'un abaissement des prix, consécutif à une réduction des salaires, accroît la consommation de tous les autres titulaires de revenus, mais elle diminue la consommation des ouvriers dont le revenu est réduit.

L'Angleterre pour diminuer le chômage s'était servie de la baisse de sa monnaie et en même temps elle s'était engagée dans la politique du protectionnisme. Les Anglais déclaraient qu'on ne devait acheter à l'étranger aucune des marchandises que l'on pouvait produire dans l'intérieur du pays.

L'étude attentive de l'évolution du chômage dans les différents pays du monde démontre qu'il tend à devenir permanent et que même lorsque l'économie traverse une période d'équilibre entre production et consommation, un nombre très grand de gens peuvent rester sans travail. En Angleterre, aux Etats-Unis et en Allemagne la disparition du chômage est liée avec la préparation et l'exécution de la guerre. Après la reconstruction des ruines que le conflit actuel laisse derrière lui le chômage fera sa réapparition. Il sera même d'autant plus important que la guerre a poussé les inventions mécaniques dont l'utilisation sera bientôt faite pour

la production des biens consommables. Les immenses usines qui construisent les avions, les canons et les chars d'assaut produiront demain des voitures automobiles et des camions. Comment une telle production sera-t-elle absorbée ? A qui pourrions-nous vendre tous ces biens ? C'est là le tragique de la situation. C'est en cela que l'économie libérale est fautive. La chose est d'autant plus grave que beaucoup de gens privés de la liberté pendant la guerre demanderont demain, non seulement la liberté politique, mais aussi la liberté économique. Et comme cette liberté économique sera très efficace pour la reconstruction des ruines, dans chaque pays le mot d'ordre sera : *produisons, produisons...* ce qui conduira de nouveau à une crise de surproduction dont l'ampleur sera peut-être encore plus grande que celle de 1929.

Notre attitude sur ce point est très claire. Nous ne défendons pas un interventionnisme malfaisant. On peut laisser une certaine liberté aux entreprises, mais à condition de faire un plan d'ensemble qui, appliqué simultanément dans tous les pays, peut combattre le phénomène de la surproduction. Si une collaboration internationale est impossible, le nationalisme économique reprendra dans toute sa plénitude et chaque pays s'efforcera d'exporter son chômage.

Déjà à présent certains écrivains en analysant la situation internationale observent spirituellement que les Etats-Unis s'efforcent d'obtenir certaines mesures sur le plan international qui leur permettront d'« exporter » leur chômage après la guerre. On comprend que ce problème est très grave pour les Etats-Unis du fait que l'économie de ce grand pays n'a pas souffert de la guerre et il est à prévoir qu'elle sera touchée la première par la crise prochaine de surproduction.

CHAPITRE VIII.

LA VALEUR DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE.

§ 1. — LE PROBLÈME DE LA MÉTHODE.

La valeur d'une science est jugée par ses résultats. La science se propose comme but l'explication des faits. On peut adopter sur ce point deux attitudes. 1) Le savant cherche l'explication des différents phénomènes, par simple curiosité d'esprit ; il se passionne pour la connaissance, sans se préoccuper de l'utilisation pratique de ses résultats. 2) Le savant poursuit l'explication du monde qui l'entoure parce qu'il a conscience qu'il rend ainsi un grand service en permettant le passage de la spéculation pure à la science appliquée.

La méthode de base pour l'explication d'un phénomène scientifique est l'observation. Grâce à l'observation, l'homme dégage certaines régularités des phénomènes et énonce des lois. L'observation pour les sciences positives telles que chimie, physique, etc., devient systématique et s'effectue dans des conditions créées par le chercheur lui-même. Le laboratoire permet de faire des expériences, de contrôler les hypothèses et d'acquérir une quasi-certitude sur la nature d'un phénomène. Dans ce mode de travail le savant est aidé puissamment par le déroulement des phénomènes dans un cadre fixe, le cadre de son laboratoire. Il énonce une hypothèse, mais cette hypothèse n'est pas avancée comme une théorie explicative du phénomène. Elle sera soumise à l'expérience et si l'expérience réussit, si l'hypothèse se vérifie à l'épreuve et à la contre-épreuve, on peut considérer que l'on se trouve en présence d'un fait certain jusqu'à preuve du contraire. Il va sans dire que les travaux du laboratoire se poursuivent sans cesse et tout passe par l'épreuve et la contre-épreuve.

En économie politique la méthode de base reste la même, mais l'observation se borne aux faits et aux expériences qui se font dans les cadres sociaux. Le travail du laboratoire est impos-

sible. L'économiste observe des faits qui se déroulent autour de lui, ou étudie des faits du passé et, sur la base de ce travail, s'efforce de dégager des régularités et de donner une explication causale.

On comprend que ce travail ne puisse pas conduire à des résultats aussi certains que le travail du laboratoire. Les phénomènes dans la vie sociale sont très complexes. On se trouve à chaque instant en présence d'un résultat qui semble être l'effet de plusieurs facteurs. L'analyse du laboratoire qui permet d'isoler l'influence de chaque facteur est absente. On sera donc amené de raisonner, d'isoler par le raisonnement les différents facteurs et en pensant par analogie à des cas où un facteur fut absent, etc. Il y a donc là un travail qui présente moins de certitude que le travail du laboratoire, mais il ne faut pas pour cela nier la possibilité de tout travail scientifique dans le domaine économique. Les conclusions et les résultats de l'analyse économique peuvent posséder un degré de certitude suffisant et utilisable pour la prévision. Dans le domaine d'une science, lorsque la prévision certaine est impossible, la prévision probable est très utile. Par ailleurs, dans la science moderne, les lois ne sont plus considérées comme rigoureusement exactes, la notion de probabilité est introduite dans toutes les disciplines. Cependant la probabilité très forte d'un événement possède la valeur d'une certitude et permet à l'homme de régler sa conduite en conséquence.

Mais par quel moyen se fait l'observation dans le domaine de la science économique ? Elle peut se faire d'une façon directe ou d'une façon indirecte. Nous prenons nous-mêmes connaissance d'une façon directe de certains phénomènes et de certaines expériences qui se déroulent autour de nous, ou nous en prenons connaissance par le récit des autres. Il va sans dire que la connaissance directe représente une part minime de la connaissance totale. Donc la connaissance, dans sa plus grande partie, résulte de l'étude des documents, des livres et des observations faites par d'autres personnes. C'est donc sur ce point que la difficulté commence.

Il ne s'agit pas seulement du problème de l'enregistrement des faits et de la présentation de la réalité d'une façon aussi objective que possible, mais il s'agit aussi du problème de l'utilisation des symboles, du problème du langage. En effet, pour pouvoir communiquer nos pensées, pour nous mettre en rapport avec les autres personnes nous avons recours au langage, nous utilisons un ensemble de symboles. Cependant tout le monde connaît que le

langage est toujours imprécis. Le langage n'est pas seulement créé par les grammairiens, mais également par tout le monde. Chacun pour exprimer ses pensées et ses sentiments forge des mots, ce qui explique la fluidité continue du langage. Les philosophes divisent les symboles en deux catégories. 1) Les concepts mathématiques dont le contour est bien précis. 2) Les concepts littéraires dont le contour reste très variable et qui ressemblent à des nébuleuses. C'est la précision du concept mathématique qui permet une élaboration plus rapide et un résultat très rigoureux, ce qui explique le progrès de certaines sciences qui peuvent utiliser ce mode de raisonnement. Pourtant, il faut observer que ce qui est précis et rigoureux en mathématique se sont les propositions de relations, les combinaisons de symboles. Dans ce sens, les mathématiques pures conduisent toujours à des résultats qui sont incontestables. Mais ces résultats incontestables sont les relations entre les symboles. Si nous énonçons un problème et nous utilisons des chiffres ou des lettres, toutes les relations établies sur la base de nos chiffres et de nos lettres sont des vérités incontestables. Cependant, la contestation peut commencer à partir du moment où la discussion porte sur la signification du concept. Personne ne peut contester que les relations algébriques soient exactes, mais le problème se pose de savoir si les premiers énoncés, les définitions correspondent bien à la réalité. Dans ce cas, il faut rappeler la boutade d'un mathématicien qui disait que tant que l'on se trouve dans les mathématiques pures, cette science conduit à des résultats incontestables. Si les résultats sont contestés, on doit conclure que la discussion ne porte plus sur le domaine des mathématiques pures.

Le concept littéraire présente une difficulté double. Les relations que l'on peut établir ne sont pas rigoureuses. L'erreur dans le raisonnement ordinaire est possible et très fréquent. De plus, la contestation peut porter sur les hypothèses, les premières propositions. Il y a là un problème extrêmement important qui est lié avec le travail de la définition et de l'élaboration du concept. Nous comprendrons mieux ce problème en nous efforçant de suivre comment s'opère le travail de l'explication des faits.

§ 2. — L'EXPLICATION DES FAITS.

Pour comprendre un phénomène économique, nous sommes obligés de réfléchir sur les relations que ce phénomène présente avec d'autres phénomènes. Prenons l'exemple d'un phénomène monétaire. Nous voulons comprendre celui de la variation de la monnaie. La question qui se pose est de savoir pour quelle raison le prix d'un bien varie d'une période à une autre. A deux dates différentes, la même quantité de biens s'échange contre une somme différente de monnaie.

Or, pour étudier ce phénomène, nous devons procéder à certaines définitions. Nous devons d'abord définir la monnaie. Nous devons préciser ce que nous entendons par le concept monnaie. Comme d'autres, avant nous, ont réfléchi sur cette matière, nous trouvons leurs réflexions enregistrées dans leurs ouvrages. Nous nous trouvons donc en présence d'un certain nombre de définitions de la monnaie et ces définitions ne sont pas les mêmes. La difficulté commence. Quelle définition choisir ? Pourquoi telle ou telle définition est-elle meilleure ? Quelle est la nature de la définition ?

Nous touchons, sur ce point, un problème qui a préoccupé et préoccupe encore la philosophie. Les concepts littéraires doivent être divisés en deux catégories. a) Ceux dont l'objet est perceptible (pierre, arbre, homme, etc.) ; b) Ceux dont l'objet n'est pas perceptible : justice, charité, bonté, beauté, utilité, valeur, etc.

Sur l'élaboration de la première catégorie, l'accord est déjà difficile, mais d'une manière générale on peut finir par s'entendre. L'élaboration du concept se fait par la méthode de la classification en extension et en compréhension et au fur et à mesure que la connaissance avance, un minimum d'accord s'établit. La situation est tout à fait différente en ce qui concerne le concept dont l'objet n'est pas perceptible.

Or, la science économique utilise des concepts des deux catégories. Si le concept monnaie peut être considéré comme ayant un objet perceptible, le concept utilité ou valeur, par exemple, est un concept abstrait. Voilà donc une première difficulté dont la solution est extrêmement difficile.

Cependant, même si nous limitons le problème sur la définition des concepts dont l'objet est perceptible, la définition n'est pas une opération de tout repos. Comment se mettre d'accord

sur la définition de la monnaie ? D'une manière générale toute définition doit être fonctionnelle. Mais les fonctions de la monnaie sont plusieurs et chacun de nous n'attache pas la même importance à toutes les fonctions. Suivant donc l'importance que chaque économiste attache à telle ou telle fonction, il élabore la définition de la monnaie en conséquence. Au fond la définition, sans être totalement arbitraire, est un instrument que chaque économiste élabore pour son usage personnel. Cependant il faut se rendre compte qu'une fois la définition faite le reste du travail n'est qu'une élaboration logique. La conclusion qu'un économiste tire à la fin de son raisonnement, après l'élaboration d'une théorie se trouve déjà incluse dans la définition. Toutefois un homme qui n'a pas de connaissances sur les questions économiques et monétaires ne peut pas faire une définition de la monnaie. Avant donc d'étudier un fait, nous avons acquis un ensemble de connaissances qui nous permettent d'aborder l'étude de ce fait.

La marche de la pensée dans ce domaine prend la double forme de l'induction et de la déduction, qui au fond se réduit à une seule opération. En effet, les deux opérations ressemblent aux deux pieds qui permettent à l'homme d'avancer. Si le premier pas est l'induction, c'est-à-dire l'observation des faits, le deuxième est la déduction. On ne peut pas avancer dans le domaine de l'induction sans faire à chaque instant des déductions. Au fond, ces deux procédés de travail sont unis. A chaque instant, si nous voulons que la connaissance progresse, nous devons élargir le champ de notre observation, faire de l'induction, collectionner des faits, les classer, les mettre en ordre afin de pouvoir, si possible, dégager des régularités qui nous rendront compréhensible la succession des faits et des événements.

Dans ce processus du travail, à chaque pas, nous devons avancer avec attention. La difficulté est d'autant plus grande que nous n'avons pas devant nous le moyen du laboratoire pour faire la contre-épreuve. Une définition élaborée par nous-mêmes ou prise à un autre auteur, ne refuse jamais de se plier aux exigences de notre esprit. Le danger est d'autant plus grand que la connaissance sur cette matière nous vient de seconde main. Nous n'avons pas une connaissance directe des faits. Notre connaissance résulte du récit ou de la définition du fait donnés par un autre auteur.

A la base de notre étude existe un phénomène économique. Ce fait nous le connaissons par expérience directe, ou par l'étude. Le fait est énoncé par un concept. Il y a là une situation dont

nous devons nous rendre compte. S'il s'agit de penser pour nous-mêmes, un flux vague et indéterminé peut passer par notre esprit. Cependant si nous voulons communiquer nos pensées aux autres, nous devons les modeler, nous devons découper le courant de notre pensée, le morceler et le mettre en concepts. Il en est de même pour tous les faits et les phénomènes. Il faut donner à chacun un nom, une étiquette. C'est un travail qui est à la base de la connaissance, un travail qui est fonction de notre connaissance. A chaque instant, nous définissons pour pouvoir étudier les phénomènes et nous étudions pour pouvoir mieux définir. Dans ce processus continu rien n'est fixe. La connaissance avance à chaque instant et il nous faut constamment reviser nos conceptions en fonction de l'apport que le travail nous donne.

Une fois ce premier travail opéré, l'explication nécessite une élaboration plus poussée. Nous ne pouvons pas comprendre la succession d'un fait sans en faire la recherche causale. Nous devons nous demander quelle est la cause d'un phénomène. Nous avons posé plus haut le problème de la variation de la valeur de la monnaie. Après la définition du concept monnaie, il faut faire une analyse causale et rechercher la cause qui est à la base de la variation de la valeur de la monnaie.

Dans un domaine où l'utilisation du laboratoire n'est pas possible, comment découvrir la cause ? Si nous voulons savoir dans quelle mesure tel phénomène résulte de la cause A, dans le travail du laboratoire nous pouvons faire la contre-épreuve. Pour vérifier l'idée que la chaleur fait bouillir l'eau, nous pouvons supprimer le feu et voir si l'eau continue de bouillir. Dans le domaine économique nous n'avons pas la même possibilité. Il faut donc raisonner par analogie et essayer d'élaborer une théorie qui nous donnera une explication causale du phénomène. Il va sans dire que la théorie dans ce domaine doit être avancée avec prudence, à titre d'hypothèse que l'on doit rectifier à chaque instant et non comme une vérité démontrée. Mais nous reviendrons sur ce point après l'analyse de la théorie économique.

§ 3. — LA THÉORIE ÉCONOMIQUE.

Une théorie économique est une proposition d'ordre général dont le but est d'énoncer une régularité. Il s'agit de faire comprendre la loi d'un phénomène, bien que le terme de loi ne doive pas être utilisé en économie politique. Nous ne contestons pas

que dans le domaine économique nous pouvons découvrir des régularités, nous pouvons constater que les mêmes causes produisent les mêmes effets, mais il vaut mieux s'en tenir au terme « régularités » en laissant le terme loi pour d'autres sciences dont les régularités présentent une probabilité plus forte que celle que l'on peut constater dans le domaine économique.

En somme, une théorie économique se propose l'explication d'un fait sous la forme générale et hypothétique : *Telle cause produit tel effet*. C'est en cela que l'explication théorique diffère de l'explication historique qui se propose d'expliquer un fait concret par l'étude de tous les antécédents. Il se peut que l'explication historique si elle est bien menée aboutisse à une explication satisfaisante du phénomène, mais cette méthode tant qu'elle se cantonne à l'explication du particulier et s'interdit l'énoncé d'une hypothèse d'ordre général n'est pas de la théorie économique.

La théorie économique est un schéma abstrait visant à faire comprendre l'influence des différents facteurs qui composent les phénomènes économiques. On peut élaborer un système économique abstrait, un système qui ne contient pas tous les faits de l'économie réelle et sur la base de ce système on peut essayer de comprendre ce qui se passe dans la réalité. Mais le travail le plus délicat est de former les premières propositions, les hypothèses. Un point capital est de tenir compte que les facteurs qui interviennent dans le raisonnement sont des variables. En effet, dans la réalité les facteurs de la production, le volume de la production elle-même, les prix, la monnaie sont des variables. Si donc nous voulons comprendre la réalité, nous devons faire intervenir dans notre schéma la notion de variable. Si, par contre, nous faisons des hypothèses qui ne correspondent pas à la réalité, si nous considérons les différents facteurs comme constants, tandis que la réalité représente des variables, il va sans dire que notre schéma s'éloigne du réel et notre théorie est sans valeur.

La théorie n'est rien d'autre qu'un calcul économique. Un modèle de calcul économique qui doit se trouver en rapport avec la réalité. La réalité économique nous montre qu'un ensemble de facteurs sont en mouvement et en variation continue et de cet enchevêtrement résultent les variations des prix dont les deux phases habituelles sont la hausse et la baisse. Notre tâche consiste à donner une explication au phénomène. Dans ces conditions, notre calcul modèle ne peut se baser que sur des variables.

Une fois ce calcul établi, nous pouvons, par analogie, expliquer des situations concrètes, dont chacune incontestablement

peut présenter des particularités. En effet, dans tout état de cause, un schéma général, une théorie économique ne peut pas tenir compte de tous les facteurs particuliers qui jouent dans un sens ou dans l'autre.

Prenons un exemple concret. L'analyse économique nous donne la présomption très forte que la variation du facteur monétaire exerce une influence incontestable sur le mouvement des prix. L'analyse théorique démontre que monnaie et biens sont deux variables qui se meuvent constamment. L'accroissement quantitatif de la monnaie en présence d'une quantité de biens stationnaire ou en diminution conduit à une hausse des prix. Par contre l'accroissement de la quantité des biens en face d'une quantité de monnaie à peu près constante conduit à une baisse des prix. Cependant il ne s'agit là que d'un schéma très général. La théorie se borne à établir qu'en tout état de cause on se trouve en présence d'une relation très étroite entre monnaie et biens et que le mouvement des prix ne peut pas s'expliquer sans souligner la relation des deux facteurs.

Si maintenant nous quittons le calcul modèle et nous voulons expliquer deux mouvements concrets des prix, il se peut que d'autres facteurs soient intervenus dans chaque mouvement pour lui donner une physionomie particulière. On ne peut pas énoncer qu'un même ordre de grandeur d'accroissement de la quantité de monnaie produira toujours la même variation des prix. Les effets sont différents suivant que l'accroissement de la monnaie s'effectue en vase clos ou par contre le change est laissé libre de fluctuer. En effet, une inflation monétaire accompagnée d'un contrôle du change peut empêcher, pour un certain temps, la hausse des prix de se manifester dans toute sa plénitude. Par contre, si les changes sont libres de fluctuer, la hausse des prix se manifeste plus rapidement. Dans les deux cas, l'influence du facteur monétaire est certaine, mais cette influence s'exerce dans une autre ambiance et c'est cette ambiance qui détermine l'ampleur du phénomène. Que l'accroissement de la monnaie en présence d'une masse de biens en diminution exerce une influence sur les prix vers la hausse, le fait est incontestable et se vérifie dans tout état de cause. Cependant l'ampleur de la hausse dépend d'autres conditions, comme le fonctionnement de l'ensemble du système économique, etc.

Mais à côté du système économique et monétaire, la psychologie humaine joue aussi un rôle très important. Dans le cas d'une inflation modérée, la réaction de l'homme ne se manifeste

pas. D'une manière générale, en pareille hypothèse l'influence de la quantité de monnaie est moins que proportionnelle. Par contre si l'inflation continue et que les hommes finissent par acquérir pleinement conscience du phénomène, la situation se renverse. Non seulement l'influence de l'accroissement de la quantité de monnaie est proportionnelle, mais elle devient plus que proportionnelle. Chacun tient compte non seulement de l'inflation faite, mais de celle qui est en perspective. Le facteur d'anticipation intervient dans le calcul économique et la crainte d'une hausse des prix joue le même rôle qu'une hausse présente et immédiate. Il en est de même d'une baisse des prix en perspective qui influe comme la baisse elle-même.

On s'aperçoit par ces exemples qu'un schéma théorique reste sur un plan général. Par la suite, à chaque application, il faut pousser l'élaboration et tenir compte des autres facteurs qui ont joué un rôle dans un sens et dans l'autre. Chaque influence particulière d'un facteur n'infirme nullement la théorie. Il faut savoir interpréter chaque facteur et l'insérer dans une théorie plus large qui tiendra compte à la fois de la relation de base entre monnaie et biens et des phénomènes de la variation du change, ainsi que de la réaction psychologique du public. L'attitude du public peut retarder l'influence d'un facteur sinon la neutraliser totalement, comme aussi elle peut amplifier cette influence en faisant intervenir le calcul d'anticipation.

Telle est, à notre avis, la valeur d'une théorie économique. Nous ne sommes pas du tout hostiles à la théorie économique, mais nous voulons que l'élaboration se fasse dans des conditions telles que la théorie serve à expliquer les faits et non à provoquer une confusion, comme ceci arrive avec certaines théories qui sont élaborées dans des conditions tout à fait particulières. C'est un problème que nous verrons par l'analyse de la notion de statique économique.

§ 4. — LA NOTION DE STATIQUE ÉCONOMIQUE.

La notion de théorie statique a été dégagée par Stuart Mill, par l'énoncé d'une société stationnaire. C'est cette notion qui a été reprise ensuite comme base de l'élaboration de la théorie de l'équilibre économique. Dans l'économie statique, il n'y a pas de mouvement, il n'existe pas de variation des facteurs.

Comme il est bien connu, les théories de l'équilibre économi-

que de Léon Walras et de ses successeurs sont basées sur cette notion de statique économique. C'est un raisonnement très commode. Un facteur qui est variable, on le considère comme fixe par hypothèse afin de pouvoir établir le mécanisme de l'équilibre économique. Prenons comme exemple le problème de la formation des prix. Nous nous trouvons en présence de deux variables. 1) Quantités à échanger. 2) Prix du bien. Les théoriciens de l'équilibre économique résolvent ce problème en supposant que l'un des deux facteurs est fixe. On suppose que le prix est donné et on fait varier les quantités à échanger. Mais comment peut-on supposer que le prix est donné puisque c'est une variable ? Voilà toute la question. La recherche doit permettre de connaître à la fois le prix et la quantité qui s'échange contre un prix donné.

Ce système de travail a été poussé à l'extrême par certains mathématiciens. Ces économistes posent un ensemble d'équations et élaborent un système qui est très éloigné de la réalité. Au fond, il s'agit d'une analyse logique qui se base sur les principes de la logique formelle. Voici, par exemple, ce que nous lisons dans l'ouvrage de M. Jacques Rueff : *Théorie des phénomènes monétaires*, publié en 1927. Cet ouvrage porte comme sous-titre : *Statique* et l'auteur promet le tome II qui sera consacré à la dynamique.

« Lorsqu'un corps quelconque est soumis à des influences « diverses, il peut, soit rester immobile — on dit alors que les « forces qui s'y trouvent appliquées se font équilibre — soit entrer « en mouvement. D'où, pour la mécanique deux domaines dis- « tincts : la statique, qui étudie l'équilibre des forces et les con- « ditions au prix desquelles il se trouve assuré, et la dynamique, « science des mouvements dans leurs rapports avec les causes qui « les provoquent. »

« Or, pareillement en matière monétaire, le niveau général « des prix — c'est une expression que nous préciserons dans la « suite — peut ou non rester inchangé. L'étude des actions qui « assurent et maintiennent son immobilité constituera la statique, « objet du tome I de cet ouvrage, dont le tome II — essai de « dynamique monétaire — sera consacré à l'étude des variations « du niveau général des prix dans leurs rapports avec les causes « qui les provoquent. » (1).

On voit que M. Rueff promet l'étude de la dynamique économique, mais jusqu'à ce jour cet ouvrage n'est pas encore paru.

(1) Jacques RUEFF. *Théorie des phénomènes monétaires*, p. 29.

Cependant ceci n'empêche pas M. Rueff d'élaborer une politique économique, de prendre position sur le problème du libéralisme économique et de défendre cette politique uniquement sur la base de la statique économique. Son argumentation est tirée de la théorie cinétique des gaz et du mouvement brownien. Quelle est la valeur d'une telle analyse ? Comment peut-on tirer des conclusions de ce qui se passe dans le monde physique et préconiser une politique de libéralisme économique ? Les hommes ne sont pas des atomes qui se déplacent au hasard, comme les molécules poussées par le choc d'autres molécules et subissant la pression de la chaleur. L'homme fait un calcul économique, il poursuit la réalisation de son intérêt et de l'ensemble des mouvements humains un équilibre peut résulter, si certaines conditions sont remplies.

Notre analyse a prouvé que l'équilibre économique nécessite une expansion continue du système. Si les valeurs sont en accroissement, si les prix sont en hausse ou tout au moins soutenus, ce qui permet la réalisation du profit, l'ensemble du mécanisme évolue favorablement. Telles sont les données du problème et c'est de cette manière qu'un équilibre économique est possible.

Par contre un équilibre statique n'a pas de rapport avec la vie réelle. Nous gardons l'impression que les analyses de la statique économique ont fait plus de mal que de bien à la science économique. Elles ont endormi les économistes sur des notions qui n'ont pas de rapport avec la réalité économique. Mais à la rigueur admettons que ces analyses soient nécessaires, en tant que premier stade de l'étude de la réalité économique. Il faut par la suite le dépasser, aborder l'étude de la réalité économique, élaborer une théorie de la dynamique économique afin de pouvoir faire une appréciation sur la réalité. Il est inadmissible que des théories élaborées sur la base de la statique économique soient avancées comme des vérités démontrées afin d'être utilisées dans l'intention de préconiser une politique déterminée. L'argument suivant lequel ces théories sont cohérentes et donnent pleinement satisfaction aux règles de la logique est sans portée. Une théorie ne doit pas seulement présenter une cohérence logique, elle doit aussi être en accord avec la réalité qu'elle se propose d'expliquer.

Toute explication n'est valable qu'à deux conditions. 1) L'esprit doit être en accord avec lui-même, ce qui signifie que les règles de la logique formelle doivent être respectées. 2) L'esprit doit être en accord avec la réalité. Les théories de l'équilibre économique, les théories de la statique économique donnent, en

général, satisfaction à la première condition, mais non à la deuxième. Le désaccord avec la réalité est total et c'est en cela que les théories de cette nature sont de simples exercices logiques et rien de plus.

Comment dans ces conditions, ces théories sont-elles utilisées pour l'élaboration d'une politique économique ? Il y a là un problème extrêmement grave qui ne peut pas s'expliquer si on ne tient pas compte de la position particulière de la science économique. Nous avons déjà signalé que cette science est extrêmement difficile du fait que l'expérimentation est impossible. Par conséquent tout le travail se fait sur la base de l'observation et de l'analyse logique avec la méthode bien connue des classiques : supposons que...

Sur la base de cette méthode, la théorie de l'équilibre économique a été construite dans l'intention de soutenir la politique libérale. Il ne faut pas oublier que, si l'organisme économique laissé libre conduit à l'équilibre économique, la conséquence logique est l'application d'une politique libérale. Or, dans un domaine où l'homme est directement intéressé, il n'y a rien d'étonnant si le désir d'aboutir à une politique économique a contribué puissamment à l'élaboration d'une théorie. Il semble impossible d'expliquer la défense ardente de la théorie de l'équilibre économique et les élaborations de la statique économique si ces instruments ne soutenaient pas la politique du libéralisme économique. Au fond, il s'agit d'une influence finaliste. C'est un problème qui mérite une courte analyse.

§ 5. — L'INFLUENCE DU FINALISME.

La science positive, au sens strict du terme, se propose l'explication d'un phénomène. Le chimiste ou le physicien s'efforce d'expliquer les propriétés d'un corps. Il se peut que cette explication donne l'occasion d'une application bienfaisante pour l'humanité, mais à l'instant même de l'analyse le savant n'a pas pleinement conscience de l'utilisation de sa découverte.

En économie politique, la situation est tout à fait différente. C'est une matière qui nous touche de près. La constatation d'un phénomène conduit directement à l'élaboration d'une politique. C'est donc une science qui est très étroitement liée avec l'organisation sociale. Les phénomènes économiques se manifestent dans un cadre juridique et la constatation que l'économie fonctionne

en état de déséquilibre dans tel ou tel régime juridique conduit à la condamnation du cadre juridique. Ce n'est donc pas la vérité en soi qui nous intéresse dans ce domaine, mais la vérité par ses conséquences. La constatation d'un phénomène trouble notre esprit.

Si nos tendresses se tournent vers une institution et que l'analyse scientifique prouve que cette institution ne peut pas permettre le fonctionnement satisfaisant de l'organisme économique nous sommes immédiatement troublés. Donc la vérité est gênante dans ce domaine, car elle conduit à des conséquences que nous ne voulons pas accepter.

La constatation d'un fait économique, le jugement sur la réalité conduit à un jugement de valeur, à un jugement de prévalence et c'est ce dernier qui provoque le trouble. Nous savons tous qu'un jugement de valeur est un jugement subjectif. Même lorsqu'un économiste se refuse de faire un jugement de valeur, il sait parfaitement que son analyse scientifique prépare ce jugement de valeur.

Prenons un exemple. Si l'analyse de la réalité économique conduit à la conclusion que l'équilibre économique est assuré par le mécanisme des prix, la conclusion est que la politique libérale s'impose. Libéralisme à la fois dans l'intérieur du pays et libéralisme sur le plan international. Par contre, si l'analyse économique démontre que le mécanisme des prix conduit à des crises de surproduction, la politique qui s'impose est celle de l'économie dirigée. Mais comment faire accepter cette politique par des gens dont les intérêts lui sont opposés?

Les économistes qui sont attachés au capitalisme, les économistes qui ont des intérêts à ce que ce système soit conservé, n'acceptent pas un débat sur le terrain strictement scientifique. Par des définitions très habiles, par des analyses du genre de la statique économique, ils s'efforcent de démontrer que la politique libérale s'impose. Par contre, ceux qui sont contre le système capitaliste dénigrent à chaque instant le capitalisme et nient à ce système tout avantage. Dans les deux cas nous nous trouvons en présence d'exagération. Comment est-il possible de faire un véritable bilan sans être troublé par des préoccupations finalistes? Comment est-il possible de dire la vérité sans se préoccuper de ses conséquences? Voilà tout le problème.

L'homme de science qui désire arriver à un résultat doit oublier ses intérêts personnels. Il doit oublier la politique de son parti, la politique économique de son pays, etc. Il doit avoir comme

préoccupation exclusive la recherche de la vérité. Il doit faire une analyse de la réalité et donner une explication satisfaisante. Par la suite, il peut passer dans le domaine de l'application et préconiser une politique déterminée en mettant au clair les conséquences de cette politique et en faisant un bilan des avantages et des inconvénients. Mais pour faire un tel travail, il faut avoir beaucoup de courage. Il faut affronter les risques. Les intérêts qui se sentent touchés par une théorie et une politique économiques résistent et s'insurgent. On a beau proclamer que tel est l'enseignement des faits. Les hommes ne s'intéressent pas à la vérité en soi mais aux conséquences de cette vérité. Les conséquences sont-elle favorables? Les hommes sont prêts à donner leur approbation. Par contre, si la conclusion scientifique touche leurs intérêts, ils sont capables de s'inscrire en faux et de proclamer que c'est une théorie erronée, même si la démonstration scientifique est irréfutable.

L'influence finaliste est extrêmement visible dans les milieux scientifiques. On parle très souvent de la productivité d'une théorie. On ne se demande pas si la théorie est vraie ou fausse, si la théorie permet de comprendre les faits économiques, mais si elle a un effet dans tel ou tel sens. Dans ce cas la théorie économique n'est plus la conclusion d'une analyse objective, l'instrument qui nous permet de comprendre certains faits qui sont autour de nous, mais un instrument de politique économique, au même titre qu'un slogan. Prenons deux cas typiques. Le socialiste Lassalle a lancé la théorie de la loi d'airain, en ce qui concerne le salaire des ouvriers. C'est un instrument de guerre contre le capitalisme. Les économistes libéraux pour faire face à cette situation, pour répondre aux attaques des socialistes, ont élaboré la théorie dite de la productivité. Dans les deux cas la préoccupation finaliste est évidente. Il faut donc se demander si la science économique doit fournir des arguments à une politique ou, au contraire, doit s'occuper de l'analyse objective des faits et permettre la construction d'une politique économique après une analyse systématique des faits. Si nous prenons position avant même l'analyse scientifique, la science n'a plus de valeur. Le travail scientifique se transforme en une plaidoirie très habile. Celui qui a pris position contre le capitalisme et s'efforce de prouver que ce système n'a aucun mérite ne fait plus un travail scientifique. Non plus celui qui s'est posé comme défenseur du capitalisme et cherche à tout prix des arguments pour sa défense.

Il soutiendra, par exemple, que ce système est éternel; il

ne s'agit pas d'une catégorie historique, mais d'un système qui se retrouve partout. Il soutiendra qu'il ne faut pas tenir compte de ce qui se voit, mais aussi de ce qui ne se voit pas. Il existe l'économie que nous voyons, mais aussi une économie « *fondamentale* », une économie qui se retrouve dans tout système économique, une économie qui a ses lois qui prouvent abondamment que le socialisme est impossible, *ce qu'il fallait précisément démontrer.*

Si maintenant nous posons le problème sur le plan national, l'économiste hésite à préconiser une politique qui peut paraître contraire à l'intérêt national. Il hésite à faire une analyse qui peut servir comme argument contre l'intérêt national. Il se peut qu'il s'abstienne de soutenir une thèse qui lui paraît indéfendable, mais il ne soutient pas la thèse contraire qui est plus juste et correspond à la réalité. Ainsi l'économiste n'est pas coupable par commission, mais fort souvent coupable par omission. Il n'a pas le courage de dire la vérité. Il hésite à affronter le risque et se mettre contre l'intérêt national ou même contre l'intérêt d'une classe. S'il est obligé de traiter une matière, s'il doit le faire par devoir professionnel, il se tire adroitement de l'affaire avec quelques considérations vagues et très anodines.

L'économiste dans la société moderne ressemble au juge d'autrefois. Il doit soutenir sa « *sentence* » et en supporter toutes les conséquences. C'est cette situation qui explique la difficulté des sciences sociales. On a beau soutenir que telle ou telle politique est rationnelle ou qu'elle est plus satisfaisante pour l'intérêt général. Ceux qui ont un intérêt opposé réagissent violemment. Comment est-il possible de soutenir que la situation présente impose des réformes très profondes du système capitaliste ? Comment est-il possible de soutenir que les sociétés anonymes ont dégénéré en un système d'exploitation et d'abus, sans déclencher la réaction des intéressés ? Ils ont de l'argent, ils ont les moyens, ils ont des avocats très nombreux pour défendre leur cause. La vérité scientifique et l'enseignement que l'on peut dégager d'une étude patiente et attentive des faits n'intéressent pas ceux qui profitent de la situation actuelle. Celui qui a un privilège désire le conserver ; c'est humain.

Cependant, malgré ces difficultés, celui qui désire faire avancer la science économique doit travailler sans crainte et sans passion. Il doit avoir l'oreille sourde à la fois aux menaces et aux promesses, s'occuper de l'analyse des faits et proclamer avec courage ce qu'il croit être la vérité. C'est la condition nécessaire pour

un travail scientifique. Sans ces conditions, le travail scientifique est impossible. Il ne s'agit plus d'une analyse économique, mais d'une plaidoirie très adroite en faveur de telle ou telle doctrine qui a les préférences de l'auteur.

CONCLUSION.

Le moment est venu de résumer nos pensées et de présenter nos conclusions. De quoi s'agit-il ? Deux problèmes forment la base de ce travail.

1) Nous partons d'un fait bien précis : *la crise du capitalisme*. Nous constatons que le régime capitaliste traverse une crise très profonde, une crise de structure.

2) Après cette constatation, nous affrontons le problème de l'économie dirigée et nous nous demandons comment il est possible de trouver une solution satisfaisante afin que nous puissions sortir de l'impasse actuelle.

Nous devons donc dans cette conclusion présenter en quelques traits généraux, ce terrible problème de la crise du régime économique, crise qui, sans conteste, est en même temps une crise profonde de notre civilisation.

Pourquoi le capitalisme traverse-t-il une crise très profonde ?

— A cette question nous pouvons répondre que ce système par son fonctionnement conduit inévitablement à une crise de surproduction. Nos analyses ont prouvé que le fonctionnement d'une économie individualiste implique nécessairement une crise économique, une crise de surproduction. Notre système économique ne peut trouver son équilibre que dans le cas d'une expansion continue. Or, cette expansion dans le passé fut la conséquence d'un élargissement continu du marché et d'un accroissement substantiel de la production des métaux précieux. En effet, la politique de la colonisation et de la valorisation des pays neufs constituait un facteur important pour l'évolution de l'économie capitaliste vers l'équilibre. Grâce à cette politique une partie de la production, à savoir les produits excédentaires des pays industrialisés s'écoulaient aisément à travers le globe terrestre. Mais la production des métaux précieux constituait aussi un facteur très important pour l'orientation de l'économie vers l'équilibre, comme nos analyses théoriques l'ont prouvé.

Par ailleurs, la production dans le passé n'avait pas le rythme qu'elle a aujourd'hui. Aucune comparaison n'est possible entre

le volume de la production mondiale du XVIII^e siècle et celui de la production du XIX^e. Il en est de même entre la production du XIX^e et celle du XX^e siècle. La production mondiale est en accroissement constant. L'homme par son intelligence a mis au service de la production des forces immenses.

Malheureusement dans une économie individualiste, dans une économie basée sur le profit et le système de l'entreprise privée, chaque invention, chaque découverte et chaque perfectionnement du machinisme ne peuvent être utilisés que dans la mesure où la réalisation du profit est possible. Tant que le profit subsiste, tant qu'une marge existe entre le coût de production et le prix de vente, tant que la production se vend avec profit, tout marche bien et de tous les côtés on parle d'un progrès économique, d'un progrès moral et d'un développement de la civilisation ! Mais cette situation ne peut pas durer. Il arrive un moment où la production dépasse largement la consommation. L'offre des biens excède de beaucoup la demande. A ce moment le monde entier est atteint d'une grande détresse. On parle de tous les côtés d'une mévente des produits. Rien ne marche plus. Toutes les affaires sont en difficulté. Les ouvriers sont jetés sur le pavé par millions, les faillites des entreprises prennent une extension inquiétante. En bref, tout le monde crie misère, tout le monde se sent appauvri.

Pourtant quelle est la situation réelle ? Est-ce vraiment que la société est devenue plus pauvre ? Est-ce que réellement le monde est ruiné ? Non, sûrement. La société n'est pas devenue plus pauvre, mais elle est dans la misère parce que les entreprises ne peuvent plus vendre avec profit. Les difficultés proviennent du fait qu'il existe trop de richesse réelle, trop de produits. Entrepreneurs, techniciens et ouvriers sont durement châtiés, les uns étant acculés à la faillite, les autres au chômage et à la misère parce qu'ils ont bien travaillé, ils ont produit trop de biens, l'offre dépasse la demande et les prix s'effondrent. Voilà tout le paradoxe de l'économie individualiste, voilà toute l'absurdité de l'économie capitaliste.

Faut-il persister dans cette situation ? Peut-on admettre toutes ces monstruosité avec une conscience tranquille ? Peut-on laisser une certaine forme du capitalisme malfaisant ensanglanter le monde tous les vingt ans, par suite de la nécessité d'une recherche constante des débouchés ? Et si la réponse est négative, comment est-il possible de sortir de cette situation ?

Une première réponse à cette question consiste à préconiser un système d'économie dirigée avec une planification totale. Il

faut libérer les moyens de production de la contrainte d'une recherche continuelle du profit. Il faut organiser l'économie d'une telle façon et sur une telle base que l'accroissement de la production, qui est un bien incontestable pour l'humanité, ne devienne pas une malédiction par suite de l'existence de l'entreprise privée et du système des prix qui se forment sur la base bien connue du marché dans le mécanisme de l'économie libérale.

Un tel résultat est possible à obtenir par une organisation rationnelle de l'économie, par une planification totale, telle qu'elle est appliquée en Russie Soviétique. Donc la solution la plus radicale du problème est la planification totale de l'économie. Dans une telle économie, le problème de la crise économique n'a plus de sens. Il se peut qu'un problème d'adaptation et de choix des productions subsiste, mais ce qui est inconcevable, c'est que l'ensemble de la production s'arrête faute de débouchés, comme cela arrive en économie individualiste, en économie libérale.

Bien entendu l'organisation d'une économie entièrement planifiée présente incontestablement beaucoup de difficultés, dont la plus importante est celle de la modification de la structure juridique du régime actuel. Nous ne devons pas oublier, en effet, que ce régime, malgré son absurdité, a ses défenseurs et ses profiteurs qui le soutiennent par tous les moyens.

Reste une deuxième solution, celle d'un dirigisme partiel sur la base d'une collaboration internationale. L'application d'un tel système est fort simple en théorie et en analyse logique. Il s'agit de faire un déplacement d'une partie des moyens de production du secteur de la production des biens de consommation vers celui des travaux d'utilité publique afin de permettre à l'économie d'évoluer en équilibre. Cette mesure est nécessaire chaque fois qu'existe le danger d'une crise de surproduction. Mais cette politique ne peut pas s'appliquer dans un seul pays. Le pays qui s'engage dans cette voie sans tenir compte de la politique des autres pays peut conduire son économie à la ruine. En effet, la politique des travaux publics aggrave le coût de production et rend les exportations du pays impossibles. Donc cette politique n'est applicable que sur la base d'une coopération de tous les pays du monde.

On s'aperçoit par là que nous ne pouvons pas faire un pas dans la voie d'une solution rationnelle sans une collaboration internationale. Mais comment obtenir cette collaboration ? Par quel moyen peut-on convaincre les différents pays du monde de faire des concessions réciproques afin de créer une ambiance de

bienveillance mutuelle ? C'est en cela que la situation est extrêmement grave. Beaucoup de gens ne se rendent pas compte de la nature de ces problèmes. D'autres, devant l'ampleur des difficultés, sont portés vers le repliement et la recherche d'une solution dans le cadre national. Ainsi, consciemment ou inconsciemment, dans chaque pays on s'oriente vers le nationalisme économique. La préoccupation de chaque pays est d'accroître la production et de reconstruire les ruines laissées par la guerre. L'effort est louable et très légitime. Cependant si nous ne prenons pas soin de trouver un *modus vivendi* sur le plan international, nous marchons très rapidement vers une nouvelle crise de surproduction, vers une nouvelle catastrophe.

Il se peut qu'un tel problème n'ait pas de sens en 1945, période de restrictions et de pénurie générale des biens. Pourtant la technique moderne permet aisément le développement de la production. Même dans cette Europe en ruines, après quelques années la production deviendra excédentaire, sans tenir compte des immenses forces productrices du continent américain. Déjà, pour le printemps de 1946, on évalue aux Etats-Unis les ouvriers chômeurs à 8 millions.

Nous avons tort de pratiquer une politique de courte vue et de suivre aveuglément la voie du nationalisme économique. Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre l'aboutissement de cette politique. Si chaque pays s'efforce d'obtenir un surplus d'exportation, compte tenu à la fois des exportations visibles et invisibles, si chaque pays lutte désespérément pour réaliser cette aspiration la situation deviendra intenable dans un avenir très proche. Si le mot d'ordre de chaque pays est : *exporter ou mourir*, très rapidement nous arriverons à un nouveau déséquilibre économique. Il arrivera un moment où chaque pays se trouvera en possession d'un surplus de biens destinés à l'exportation. Tel pays aura des machines et de l'outillage à exporter, un autre des produits chimiques, un troisième des produits agricoles, etc.

Que les libéraux ne viennent pas à ce moment nous proposer comme panacée le libre-échange et nous rappeler de nouveau la loi des débouchés de J.-B. Say. Nous connaissons par expérience qu'une telle mesure est inapplicable dans une économie en déséquilibre. Le libéralisme économique est la politique de la période de l'expansion économique, de la période où l'économie trouve son équilibre. Par contre, lorsque le phénomène du déséquilibre menace les différentes économies le nationalisme économique et

le protectionnisme sous toutes ses formes deviennent une politique envahissante.

Nous devons prendre garde et éviter les erreurs du passé, les erreurs qui ont été commises après la guerre 1914-1918. En effet, la politique de la S.D.N. est bien connue. Tous les efforts de la S.D.N. se sont concentrés sur l'établissement d'un équilibre monétaire. En utilisant le système des emprunts internationaux qui a été beaucoup facilité par la politique du multiple emploi d'une même couverture métallique, c'est-à-dire du *Gold exchange standard* on a créé une stabilité monétaire qui a été renversée avec l'apparition du déséquilibre économique.

A présent, lorsqu'on examine attentivement l'effort sur le plan international, lorsqu'on étudie bien les accords de Bretton-Woods on s'aperçoit qu'il s'agit d'un effort pour établir un équilibre monétaire sans s'attaquer au problème réel, celui du déséquilibre économique. Mais admettons que l'on parvienne avec le système des emprunts internationaux à stabiliser les différentes monnaies du monde. Tant que le déséquilibre fondamental de l'économie internationale subsiste cette construction sera un édifice sur le sable.

L'humanité traverse une période de son histoire extrêmement grave. Avec l'utilisation de l'énergie atomique une ère nouvelle s'ouvre devant nous. Or, si nous arrivons à résoudre cet angoissant problème du déséquilibre économique et que nous mettions au service de la production l'énergie atomique, nous parviendrons peut-être à une civilisation que même les utopistes les plus visionnaires étaient incapables d'imaginer. Par contre, si nous ne pouvons pas résoudre ce grave problème du déséquilibre économique et que la guerre économique nous conduise de nouveau à un conflit mondial, il ne semble pas qu'il restera grand chose du monde actuel avec l'utilisation de la bombe atomique.

A ce tournant de l'humanité, les hommes qui ont conscience de la gravité de la situation doivent se donner la main et rechercher ardemment une solution. Cette solution n'est pas possible avec la vieille conception de la souveraineté nationale de chaque pays. Nous devons à tout prix créer des institutions nationales et des institutions internationales qui prendront des mesures efficaces pour combattre le déséquilibre du monde présent. La conception que chaque pays arrivera à résoudre ces problèmes grâce au développement de sa production et à l'accroissement de ses exportations ne peut que conduire très rapidement à une nouvelle catastrophe. C'est un fait incontestable que chaque pays

a besoin d'exporter. Mais comment est-il possible d'obtenir ce surplus d'exportation nécessaire afin que l'économie nationale puisse se trouver en équilibre ? Voilà toute la difficulté du problème.

A présent les intellectuels du monde entier et particulièrement les économistes doivent prendre conscience de leur responsabilité. Il est urgent d'empêcher les gens incompetents de trancher les affaires et de prendre des mesures qui aggravent la situation. Il ne serait pas étonnant que les historiens de l'avenir constatent que dans les pays fascistes qui ont ensanglanté le monde de 1939 à 1945, les responsables ne sont pas seulement les hommes politiques, mais aussi et surtout les économistes qui ont soutenu ces régimes. Il faut même aller plus loin : *on doit considérer comme responsables non seulement ceux qui collaborent à des régimes absurdes et susceptibles de commettre des crimes atroces, mais aussi tous ceux qui ne font rien.* Lorsqu'on analyse bien le droit, on aboutit à la conclusion que l'on est responsable à la fois par commission, mais aussi par omission. Si une nouvelle catastrophe s'abat sur l'humanité, nous serons tous responsables ; chacun suivant son influence et son rôle dans la société. Il faut donc à tout prix éviter une nouvelle catastrophe et nous ne pouvons le faire qu'en agissant au plus vite sur le plan international et en prenant toutes les mesures pour créer à la fois des institutions nationales et des institutions internationales qui nous permettront de résoudre le grave problème de la crise de notre civilisation.

BIBLIOGRAPHIE (1)

- AFTALION (Albert). — Monnaie, Prix et Change, Sirey, Paris, tir. 1940.
 — L'équilibre dans les relations économiques internationales, Domat-Monchrestien, Paris, 1937.
 — Les crises périodiques de surproduction, Rivière, Paris, 1913, 2 vol.
 — Les fondements du socialisme, Rivière, Paris, 1923.
- ANGELL (James W.). — The theory of international Prices, Cambridge, Harvard University Press, 1929.
- ANSIAUX (Maurice). — L'Inflation du Crédit et la Prévention des crises, Dalloz, Paris, 1934.
- ARNOLD (Arthur). — Bank credit and Money in Soviet Russia, Columbia University Press, 1937.
- BAUDIN (Louis). — La monnaie et la formation des prix, Sirey, Paris, 1936.
- BELTELHEIM (Ch.). — La planification Soviétique, Rivière, 2^e éd., 1945.
- BOUNIATIAN (Mentor). — Les crises économiques, 2^e éd., Giard, Paris, 1930.
 — Dépression, progrès technique et dévaluation, Lib. Générale, Paris, 1935.
- CASSEL (Gustave). — La monnaie et le change après 1914, Giard, Paris, 1922.
- CHAIT (B.). — Les fluctuations économiques et l'interdépendance des marchés, R. Louis, Bruxelles, 1938.
- CHEVALLIER (Jean). — Doctrines économiques, Perspectives, Paris, 1945.
- CLARK (John-Maurice). — Strategic Factors in Business cycles, National Bur. of Research, New-York, 1934.
- DIVISIA (S.). — L'épargne et la richesse collective, Sirey, 1928.
- ELLIS (H.-S.). — German monetary theory 1905-1933, Harvard University Press, 1934.
- FEDERICI (L.). — La moneta et l'oro, Casa ed. Ambrasiana, Milano, 1941.
- FISHER (Irving). — L'illusion de la monnaie stable, Payot, Paris 1929.
 — Booms and Depression, London, George Allen and Unwin Ltd, 1933.
 — 100 % Money, New-York, 1935.
- FOSTER (W.). and CATCHINGS (W.). — Profits, Boston and New-York Houghton Mifflin Company, 1925.
- FRIED (F.). — Le tournant de l'économie mondiale, Payot, Paris, 1942.
- GRIZIOTTI (B.). — L'évolution monétaire dans le monde depuis la guerre de 1914, Paris, Sirey, 1935.
 — Politica monetaria e Finanziaria Internazionale, S. A. Inst. Edi. Scien. Milano, 1927.
- GUILLAUME (G. et Ed.). — L'économie rationnelle, Paris, Hermann et Cie 1937.
- HABERLER (Gottfried). — Prospérité et dépression, 3^e éd. 1943, éd. de la S.D.N.
- HAYEK (Fr.). — Preise und Produktion, verlag von J. Springer, Wien, 1931.
 — Monetary Nationalism and international stability, Longmans, Green and Co., 1937.
 — et autres. — L'économie dirigée en régime collectiviste, lib. de Médecis, Paris, 1939.

(1) La bibliographie du sujet étant extrêmement vaste, nous ne pouvons donner ici qu'une bibliographie très sélectionnée.

- HAWTREY (R.-G.). — Trade depression and the way out, Longman Green, 1933.
- IVERSEN (Carl.). — International capital movements, Oxford University Press, London, 1935.
- DE JOUVENEL (Bertrand.). — La crise du capitalisme américain, Gallimard, Paris, 1933.
- KEYNES (J.-M.). — A treatise on money, Macmillan, 1930.
 — Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, Payot, Paris, 1942.
- KUNWALD (Gottfried.). — Das leben der erwartungs und Kredit-Wirtschaft, Gustav Fischer, 1934.
- LAWRANCE (J. St.). — Stabilisation of prices, Macmillan, 1928.
- MARJOLIN (Robert). — Prix, Monnaie et Production, Presses Universitaires, Paris, 1941.
- MEANS (G.) et BERLE (A.). — The modern corporation and private property, New-York, 1934.
- MICHELET (Georges). — Principes de valoristie, Bruxelles, 1936.
- MISES (L. von). — Geld wertstabilisierung und Konjunkturpolitik, Verl. Fischer, 1928.
 — Le socialisme, lib. de Médecis, Paris, 1938.
- MOSSE (Robert). — L'économie collectiviste, Lib. Génér. Paris, 1939.
- MOULTON (H.-G.). — The formation of capital, The Brooking Ins. 1935.
- NOGARO (Bertrand). — La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains, Lib. Gén., Paris, 1935.
 — La crise économique dans le monde et en France, Lib. Gén., 1938.
 — Le développement de la pensée économique, Lib. Génér., Paris, 1944.
- NUSSBAUM (F.-L.). — A history of the economic institutions of modern Europe, New-York, 1935.
- PAHL (W.). — La lutte mondiale pour les matières premières, Payot, 1941.
- PIROU (Gaëtan). — Doctrines sociales et sciences économiques, Sirey, 1929.
 — Introduction à l'économie politique, Sirey, 1939.
 — Essai sur le corporatisme, Sirey, 1938.
 — L'utilité marginale, Domat-Monchrestien, 1938.
 — Les théories de l'équilibre économique, Domat-Monchrestien, Paris, 1938.
 — Les nouveaux courants de la théorie économique aux Etats-Unis, Domat-Monchrestien, Paris, 1935-1938, 4 vol.
 — Néo-Libéralisme, Néo-Corporatisme, Néo-Socialisme, Gallimard, 1939.
 — La Crise du Capitalisme, Sirey, Paris, 1936, 2^e éd.
- POSE (Alfred). — La monnaie et ses institutions, Presses Universitaires, Paris, 1942, 2 vol.
- RUST (Charles). — Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie, depuis John Law jusqu'à nos jours, Sirey, 1938.
- ROBERTSON (D.-H.). — Banking policy and the price level, P. S. King and Son Ltd, London, 1926.
- SCHUMPETER (J.). — Théorie de l'évolution économique, Dalloz, 1935.
 — Business cycles, Mc Graw-Hill Book Company, 1939, 2 vol.
- SIMIAND (François). — Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie, Alcan, 1932, 3 vol.
 — Cours d'économie politique, Paris, Domat-Monchrestien, 3 vol.
- WARREN (G.). and PEARSON (F.). — Prices, New-York, 1935.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

LA CRISE DU CAPITALISME

CHAPITRE I. — <i>Les principes du système capitaliste.</i>	
§ 1. — L'intérêt privé	11
§ 2. — La division du travail	13
§ 3. — Le phénomène du marché	16
§ 4. — Le principe de l'entreprise	18
§ 5. — La formation des prix	20
CHAPITRE II. — <i>La monnaie et l'échange des biens.</i>	
§ 1. — L'origine de la monnaie	23
§ 2. — Les fonctions de la monnaie	24
§ 3. — Le mécanisme de l'échange des biens	27
§ 4. — L'aspect du déséquilibre économique	29
CHAPITRE III. — <i>Les mouvements économiques.</i>	
§ 1. — Les différentes fluctuations économiques	34
§ 2. — Périodicité des crises économiques	37
§ 3. — Morphologie du phénomène	41
§ 4. — L'explication du phénomène	49
§ 5. — Phénomène physiologique et phénomène pathologique ..	53
CHAPITRE IV. — <i>Le phénomène de l'expansion économique.</i>	
§ 1. — Nécessité d'une expansion économique	57
§ 2. — Le rôle de l'accroissement monétaire	59
§ 3. — L'influence des exportations	61
§ 4. — Politique de colonisation et de valorisation des pays neufs	64
§ 5. — Différents autres facteurs : progrès technique, élargisse- ment de la consommation, accroissement de la popula- tion	66
§ 6. — Travaux d'utilité publique et dépenses de guerre	68
CHAPITRE V. — <i>Le rôle des investissements.</i>	
§ 1. — La nature des investissements	71
§ 2. — Motifs et effets des investissements	73
§ 3. — Investissements et équilibre économique	75
CHAPITRE VI. — <i>Épargne, crédit et équilibre économique.</i>	
§ 1. — Le rôle de l'épargne	83
§ 2. — Monnaie, épargne et capital	85
§ 3. — Mécanisme et influence du crédit	88
§ 4. — Le taux d'intérêt et la politique des banques	92

CHAPITRE VII. — <i>Le phénomène de la valeur.</i>	
§ 1. — La valeur d'un bien	97
§ 2. — Valeur et prix	99
§ 3. — Le paradoxe de la valeur	103
§ 4. — Le phénomène de l'endettement	105
§ 5. — Le nominal et le réel	108
CHAPITRE VIII. — <i>Les relations économiques internationales.</i>	
§ 1. — L'échange international	112
§ 2. — La théorie des coûts comparés	114
§ 3. — Les différentes balances économiques	116
§ 4. — Le mécanisme des automatismes économiques	118
§ 5. — Les phénomènes du change	122
§ 6. — Stabilité monétaire et équilibre économique	126
CHAPITRE IX. — <i>Protectionnisme et impérialisme économique.</i>	
§ 1. — Les causes du protectionnisme	131
§ 2. — La tendance vers l'autarcie	133
§ 3. — La politique de l'espace vital	136
§ 4. — Les conflits armés	138
CHAPITRE X. — <i>La propriété privée.</i>	
§ 1. — Les attributs essentiels de la propriété privée	143
§ 2. — L'évolution de la propriété	145
§ 3. — La dissociation entre le travail et les moyens de production	147
§ 4. — Les théories du salaire	151
CHAPITRE XI. — <i>Les sociétés par actions.</i>	
§ 1. — Principes et évolution des sociétés par actions	155
§ 2. — Trusts et monopoles	156
§ 3. — La direction des entreprises	159
§ 4. — La méthode des stratagèmes légaux	162
CHAPITRE XII. — <i>Domination économique et influence politique.</i>	
§ 1. — L'influence des puissances d'argent	168
§ 2. — Le contrôle de l'opinion publique	170
§ 3. — Les doctrines économiques	172
§ 4. — Le désarroi moral	176
§ 5. — L'influence de la guerre	178

DEUXIÈME PARTIE

A LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION

CHAPITRE I. — <i>Crise économique et crise de civilisation.</i>	
§ 1. — La crise du régime	185
§ 2. — La complexité des choses	187
§ 3. — Le progrès de la connaissance	189
§ 4. — Le rôle des élites	192
CHAPITRE II. — <i>La solution socialiste.</i>	
§ 1. — Le socialisme utopique	196
§ 2. — Le socialisme dit scientifique	198

§ 3. — La réaction contre le socialisme	201
§ 4. — Les dangers du socialisme d'après M. Aftalion	204
§ 5. — Appréciation critique des conceptions de M. Aftalion	208
CHAPITRE III. — <i>L'état actuel du problème du socialisme.</i>	
§ 1. — Les critiques de M. Mises	212
§ 2. — Appréciation critique des conceptions de M. Mises	215
§ 3. — L'enseignement de l'expérience soviétique	218
§ 4. — Quelques aspects des programmes socialistes	221
§ 5. — Le problème politique	224
CHAPITRE IV. — <i>La méthode de la planification partielle.</i>	
§ 1. — La nature du problème	228
§ 2. — Les travaux d'utilité publique	230
§ 3. — La méthode de financement	234
§ 4. — Institutions nationales et internationales	236
§ 5. — Réformes préalables	240
CHAPITRE V. — <i>L'effort actuel pour une politique rationnelle.</i>	
§ 1. — Les plans monétaires internationaux	245
§ 2. — Les difficultés du problème	249
§ 3. — La prédominance du nationalisme économique	252
§ 4. — Les illusions du libéralisme	255
§ 5. — Les conséquences du libéralisme	257
CHAPITRE VI. — <i>Quelques doctrines économiques.</i>	
§ 1. — La doctrine de l'organisation professionnelle	261
§ 2. — La doctrine du pouvoir d'achat	264
§ 3. — Le phénomène de la sous-consommation	267
§ 4. — Néo-libéralisme et libéralisme social	271
§ 5. — Diverses tendances d'économie dirigée	274
CHAPITRE VII. — <i>Economie individualiste et grand capitalisme.</i>	
§ 1. — L'économie individualiste	279
§ 2. — Le capitalisme et la grande entreprise	282
§ 3. — L'entreprise comme source de revenu	285
§ 4. — Le paradoxe de l'économie libérale	289
§ 5. — Les manipulations monétaires	293
§ 6. — Progrès technique et chômage technologique	296
CHAPITRE VIII. — <i>La valeur de la science économique.</i>	
§ 1. — Le problème de la méthode	300
§ 2. — L'explication des faits	303
§ 3. — La théorie économique	305
§ 4. — La notion de statique économique	308
§ 5. — L'influence du finalisme	311
CONCLUSION	316
BIBLIOGRAPHIE	322

SEMINÁRNÍ
Státověd.



KNIHOVNA
oddělení